



**ISRAËL** La justice a renoncé, dimanche 20 avril, faute de preuves suffisamment solides, à inculper le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, compromis dans un scandale

politico-judiciaire sans précédent dans l'Etat juif. « Il y a suspicion d'un acte délictueux mais il n'y a pas de preuves suffisantes », a annoncé le procureur général, Eliakim Rubinstein.

Le ministère public s'apprête en revanche à inculper le parlementaire Arié Déri, chef du parti Shass. M. NÉTANYAHOU a aussitôt déclaré, dans une adresse radio-télévisée,

qu'il avait fait « une erreur de jugement », mais pas commis d'acte illégal. Il a accusé les travaillistes d'être à l'origine du scandale et de n'avoir toujours pas accepté le ver-

dict des urnes. ● SHIMON PÉRES, l'ancien premier ministre travailliste, n'en a pas moins appelé M. Nétanyahou à « remettre sa démission » (lire aussi notre éditorial page 75).

## La justice accorde le bénéfice du doute à Benjamin Nétanyahou

Le procureur estime ne pas avoir de « preuves suffisantes » pour engager des poursuites contre le premier ministre dans l'affaire du « Bibigate ». Le chef du parti ultra-religieux Shass devrait, en revanche, être inculqué. Les travaillistes demandent la démission du chef du gouvernement

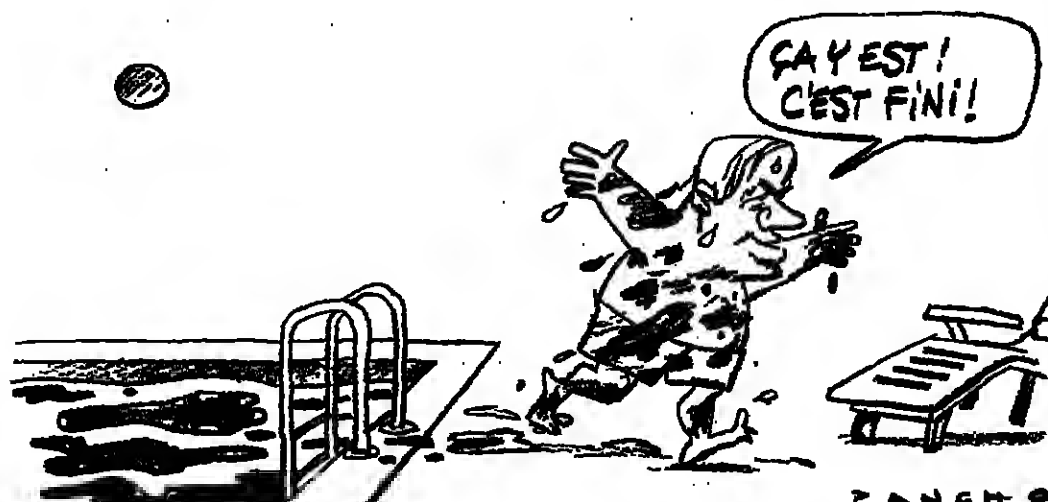
**JÉRUSALEM**  
de notre envoyé spécial  
Eliakim Rubinstein a levé les dernières incertitudes dimanche 20 avril dans la soirée. « Après un examen approfondi des faits et après avoir hésité, a indiqué le procureur général et conseiller juridique du gouvernement, lors d'une conférence de presse, nous sommes parvenus à la conclusion que nous ne disposons pas suffisamment de preuves tangibles - conformément au degré d'évidence requis par la loi - pour que des poursuites soient engagées contre le premier ministre. » Dans ces conditions, a-t-il ajouté, je recommande que son dossier soit clos. »

Benjamin Nétanyahou était suspecté par la presse et par la police de s'être livré à un marchandage : il aurait promis de lever certaines poursuites contre le chef d'un parti de sa coalition, le Shass, - grâce à la nomination d'un obscur avocat, Roni Bar-On, au poste de conseiller juridique du gouvernement - en échange de son soutien politique.

considérés comme des faits suffisamment graves » pour perdre le pouvoir en Israël, et qu'il faut au moins être responsable d'échecs cinglants « en politique étrangère, en matière de défense ou en économie ».

Dopé par le quitus accordé par la justice, le premier ministre s'est aussitôt adressé au pays. « Le fait est que je n'ai commis aucun crime ; c'est ce qui vient d'être confirmé. Cette affaire est désormais derrière nous », a-t-il dit au cours d'une allocution télévisée. Il a néanmoins fait quelques concessions. « J'ai eu tort, a-t-il admis ; j'ai commis une erreur, mais pas un délit. J'en suis désolé et je vais m'employer à le réparer. Je vais tirer les leçons de cette affaire. »

Fidèle à sa réputation de lutteur, M. Nétanyahou a saisi l'occasion pour mettre en cause l'opposition travailliste, régulièrement accusée, au cours des dernières semaines, d'être à l'origine d'un complot de l'establishment israélien dirigé contre lui. « Nos adversaires doivent également changer, a-t-il exigé. Il faut qu'ils acceptent



une fois pour toutes le verdict des urnes (...). Ils sont contre moi parce qu'ils sont hostiles à ce que nous faisons. Ils refusent d'accepter que nous construisions Har Homa (la colonie en travaux dans la partie orientale de Jérusalem, à l'origine des troubles des dernières se-

maines avec les Palestiniens), que nous défendions l'unité de Jérusalem, que nous nous opposions vigoureusement à un Etat palestinien et que nous conservions le Golan. »

Le premier ministre ne sort pourtant pas indemne de cette affaire rocambolesque. Muets pen-

dant les heures les plus critiques du « Bibigate », les « barons » du Likoud ne se sont pas montrés plus empressés, sur les écrans ou sur les ondes, pour se féliciter de son épilogue provisoire, sinon démentir. Le dossier, d'ailleurs, n'est pas encore totalement classé.

Alors que le premier ministre a toujours repoussé les affirmations de la presse - les qualifiant même de « non-sens », en assurant qu'elles témoignaient une nouvelle fois d'une hostilité à son égard - l'enquête de la police et les avis rendus par les procureurs en accablent une partie non négligeable.

Si le ministre de la Justice, Tzahi Hanegbi, et Roni Bar-On - qui avait démissionné deux jours après sa nomination devant le tollé qu'elle suscitait - semblent également tirés d'affaire, selon les propos du procureur général, il n'en va pas encore de même avec le directeur de cabinet du premier ministre, Avigdor Lieberman, qui devrait faire l'objet d'informations complémentaires. Le procureur Rubinstein a également estimé que les présomptions de chantage retenues contre le chef du parti Shass, Arié Déri, étaient suffisamment fortes pour justifier des poursuites.

Gilles Paris

## Les déboires d'Arié Déri, le « Prince des pieux sépharades »

**JÉRUSALEM**  
de notre envoyé spécial  
On a chanté et dansé devant le domicile du père spirituel du parti Shass, le rabbin Ovadia Yossef, dimanche soir 20 avril, dans le

**PORTRAIT**  
Depuis maintenant six ans, le « petit génie » de la vie politique israélienne joue à cache-cache avec la justice

quartier ultra-orthodoxe de Har Nos, à Jérusalem. « Arié Déri est un juste. Il n'a fait que de bonnes choses, il a créé des dizaines d'écoles. Il illumine le monde. » Des dizaines de fidèles ont venus scander ces slogans et dénoncer un « procès communiste ». En dépit de l'absence de l'intéressé, mis en cause quelques instants auparavant par le procureur général Eliakim Rubinstein, et du vieux rabbin, souffrant, la fête aurait été bon enfant, si elle n'avait pas donné à quelques ultras l'occasion de s'en prendre vigoureuse-

ment à une équipe de la première chaîne de télévision, la première à avoir évoqué un « Bibigate ».

On ne s'attaque pas impunément au chef politique du Shass. Au début du mois, dans le stade Yad Elahou de Tel Aviv, huit mille inconditionnels étaient venus crier, son prénom. « Arié, Arié », malgré le « Bibigate » et les investigations toujours plus pressantes de la police. Cela fait six ans, maintenant, que le « Prince des pieux sépharades », les Juifs nord-africains émigrés massivement après la décolonisation, joue à cache-cache avec la justice, qui le soupçonne de corruption et de détournement de fonds.

Arié Makhlouf Déri est né au Maroc. À Meknes. En 1959, il n'a pas encore dix ans quand sa famille décide de « monter » vers Israël. Ses parents l'envoient dans une yeshiva ultra-orthodoxe, où il étudie religieusement jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. A seize ans, il devient le précepteur de l'un des fils du rabbin Ovadia Yossef, maître à penser des sépharades.

En 1983, un nouveau parti, inspiré par le rabbin, voit le jour à la faveur des élections

municipales de Jérusalem : les Gardiens sépharades de la Torah. Le mouvement prospère sur le terrain du ressentiment accumulé par les Nord-Africains envers les Ashkénazes, les Juifs d'Europe, qui dominent le petit monde de l'ultra-orthodoxie. Arié Déri a pour mission de faire de la modeste formation municipale une force nationale. En 1984, le Shass glane quatre sièges à la Knesset et l'étudiant devient alors durablement le « petit génie » de la vie politique israélienne.

**AU PAS DE COURSE**  
Car les coalitions, inévitables pour les travaillistes comme pour le Likoud, démultiplient les capacités des formations de second rang. Le jeune homme fait ses classes au pas de course. Directeur de cabinet du président en titre du Shass, Itzhak Mordechai, ministre de l'Intérieur, il frappe ses interlocuteurs par son agilité tactique. A vingt-neuf ans, en 1988, il devient à son tour ministre de l'Intérieur et s'affranchit, à l'occasion, de son cercle partisan et rigoriste.

En 1990, Arié Déri est l'un des instigateurs du sabotage du gouvernement d'union na-

tionale. Contraint par une autre éminence du Shass, le rabbin Elazar Menachem Shach, de rallier le camp nationaliste d'Itzhak Shamir, il jette son parti deux ans plus tard dans les bras des travaillistes, lors des élections de 1992. Puis en 1996, il redécouvre les charmes du Likoud.

Mais entre-temps le ministre de l'Intérieur fait l'apprentissage du soupçon. Est-ce un hasard ? L'agacement que crée sa rouerie politique coïncide avec le début des déboires judiciaires. On l'accuse, dès 1990, d'avoir utilisé de l'argent public au profit des écoles religieuses. Le Yélotz Aharonot évoque la propriété de villas luxueuses ; on commence à se détacher de lui dans les couloirs de la Knesset. Il vient de perdre avec le « Bibigate » un rempart précieux : son propre avocat, Dan Avitzhak. C'est sur le témoignage, controversé, de ce dernier que la police s'est appuyée pour recommander aux procureurs de poursuivre le premier ministre, son directeur de cabinet, le ministre de la Justice et... Arié Déri.

G. P.

### « J'AI EU TORT »

Saisi du rapport d'enquête de la police recommandant des poursuites contre le premier ministre, son directeur de cabinet, son ministre de la Justice et le chef du Shass, M. Rubinstein et le procureur d'Etat Edna Arbel avaient annoncé vendredi que leur conviction était faite, mais qu'ils attendraient dimanche pour la rendre publique. La première chaîne de télévision, celle-là même par laquelle « Bibigate » avait vu le jour, avait cependant assuré, quelques heures plus tard, que M. Nétanyahou ne serait vraisemblablement pas inquiété. Dimanche, la presse était à l'unisson. Dans son éditorial, le Yedioth Aharonot estimait que « corrompre ou se livrer à des combines politiciennes ne sont pas

### Les travaillistes accusent

L'opposition travailliste n'attend pas relâcher sa pression. Elle devait adresser à la Cour suprême, lundi 21 avril, un appel contre la décision émise par les procureurs Edna Arbel et Eliakim Rubinstein de ne pas poursuivre Benjamin Nétanyahou pour fraude et prévarication dans l'affaire dite du « Bibigate ». Dimanche, l'ancien premier ministre Shimon Pérès a invité son successeur à démissionner et demandé l'organisation de nouvelles élections. « Ce serait dans l'intérêt du pays. Il est inconcevable d'imaginer que M. Nétanyahou puisse jouer comme si de rien n'était, compte tenu des lourdes accusations portées contre lui et dont la seule faiblesse réside dans le fait qu'elles ne peuvent être avérées en justice », a-t-il assuré.

**OFSE**  
Stages d'anglais ou d'allemand cet été  
Anglais : hebdomadaire, Allemagne : CSA  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h  
- 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h, 77h, 78h, 79h, 80h, 81h, 82h, 83h, 84h, 85h, 86h, 87h, 88h, 89h, 90h, 91h, 92h, 93h, 94h, 95h, 96h, 97h, 98h, 99h, 100h  
- 10h, 14h, 18h, 19h, 20h, 21h, 22h, 23h, 24h, 25h, 26h, 27h, 28h, 29h, 30h, 31h, 32h, 33h, 34h, 35h, 36h, 37h, 38h, 39h, 40h, 41h, 42h, 43h, 44h, 45h, 46h, 47h, 48h, 49h, 50h, 51h, 52h, 53h, 54h, 55h, 56h, 57h, 58h, 59h, 60h, 61h, 62h, 63h, 64h, 65h, 66h, 67h, 68h, 69h, 70h, 71h, 72h, 73h, 74h, 75h, 76h



صلى الله عليه وسلم

## Le nouveau premier ministre indien, Inder Kumar Gujral, a prêté serment

Diplomate, il est à l'origine du rapprochement de New Delhi avec ses voisins

Inder Kumar Gujral, soixante-dix-sept ans, a prêté serment, lundi 21 avril, en tant que nouveau premier ministre indien après avoir été nommé à ce poste, la

veille, par le président Sharma. Ancien ministre des affaires étrangères, il a conduit, ces derniers mois, l'Inde vers un rapprochement avec ses voisins.

UN DIPLOMATE vient de remplacer un paysan à la tête de la plus grande des démocraties : Inder Kumar Gujral, soixante-dix-sept ans, ministre des affaires

### REPORTAGE

« Je donnerai au peuple un gouvernement honnête et qui s'occupe de la pauvreté »

étrangères du gouvernement sortant et ancien ambassadeur à Moscou, est devenu, dimanche 20 avril, premier ministre de l'Inde en remplacement de Deve Gowda, fermier de basse caste du sud du pays.

M. Gujral a prêté serment lundi et dispose de deux jours pour prouver devant le Parlement que son gouvernement dispose d'une majorité suffisante. Cela ne devrait pas poser de problèmes, le Parti du Congrès ayant accepté de renouveler à la coalition du front uni un « soutien sans participation ».

Né en 1919 à Jbelum, qui se trouve aujourd'hui en territoire pakistanais, Inder Kumar Gujral a fait toutes ses études à Lahore. Cultivé et polyglotte, docteur en lettres, ce Pendjabi portant bouc et moustache participa à la lutte contre le colon britannique dans les années 40, ce qui lui valut d'être battu par la police du gouvernement de Sa Majesté et d'être emprisonné en 1942. Après la partition de l'empire des Indes, en 1947, il émigra en Inde avec toute sa famille.

A l'origine, bien qu'associé à un mouvement emmené par le Parti du Congrès du Mahatma Gandhi et de Nehru, Gujral est plus proche de la mouvance communiste indienne. Il rejoindra cependant le Congrès dans les années 50 et après s'être lancé un temps dans les affaires, il va grimper peu à peu dans la hiérarchie du parti. Responsable de la municipalité de New Delhi, il devient ensuite un proche conseiller d'Indira Gandhi qui lui confiera plusieurs postes ministériels, notamment ceux de l'habitat et des affaires parlementaires.

Mais, en 1975, quand M<sup>me</sup> Gandhi déclare l'état d'urgence au mépris des règles les plus élémentaires d'une démocratie dont s'enorgueillissent les Indiens, il va se brouiller avec l'ancien premier ministre. Celle-ci lui offre cependant un « placard » prestigieux : le poste

d'ambassadeur à Moscou, à un moment où l'Inde entretient avec l'URSS d'étroits rapports politiques et militaires. C'est donc dans la capitale soviétique que M. Gujral fourbita ses premières armes de diplomate et se taillera la réputation qui est aujourd'hui la sienne.

Même après la chute du gouvernement d'Indira Gandhi, I. K. Gujral sera reconduit dans ses fonctions d'ambassadeur et finira, plus tard, par quitter le Congrès pour se joindre aux « dissidents » du parti Janata. Quand Rajiv Gandhi perd les élections de 1989, il devient pour la première fois le chef de la diplomatie indienne sous le règne du premier ministre V. P. Singh et sera renommé au même poste l'année dernière, à l'issue des élections qui porteront le Front Uni et Deve Gowda au pouvoir.

Dix mois passés à la tête du ministère des affaires étrangères ont permis à M. Gujral de démontrer, une fois de plus, et avec brio, ses talents de négociateur. Il a été l'architecte d'un rapprochement de l'Inde avec ses voi-

sinés par le président Sharma. Ancien ministre des affaires étrangères, il a conduit, ces derniers mois, l'Inde vers un rapprochement avec ses voisins.

Le bilan d'I. K. Gujral est impressionnant : signature d'un traité avec le Népal à propos d'un barrage controversé sur la rivière Mahakali, signature d'un traité similaire avec le Bangladesh, mettant ainsi fin à un vieux contentieux à propos du partage des eaux du Gange, reprise du dialogue avec le Pakistan après trois ans de silence diplomatique entre les deux rivaux du sous-continent. Les négociations entre New Delhi et Islamabad, dont les relations restent empoisonnées par la question du Cachemire, risquent fort peu d'aboutir prochainement à une vraie réconciliation entre ces deux pays qui se sont affrontés par trois fois en un demi-siècle. Mais la reprise de ce dialogue témoigne sans nul doute d'un nouveau climat.

Les milieux politiques et économiques indiens ont salué positivement la nomination de M. Gujral, qui a permis de mettre fin à trois

### Changement dans la continuité

La nomination d'Inder Kumar Gujral au poste de premier ministre a permis de mettre fin à trois semaines de crise. Le 30 mars dernier, le Parti du Congrès avait retiré son soutien à la coalition minoritaire de treize partis dirigée par le chef du gouvernement, Deve Gowda. Des élections auraient pu constituer une solution à cette impasse. Mais personne ne les souhaitait, à l'exception des nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), qui auraient pu encore accroître leur représentation à la Chambre.

La démission de M. Gowda, dont le Congrès exigeait le départ, a conduit le parti des Nehru-Gandhi à renouveler son soutien au front uni. Le premier ministre change mais le « front » reste au pouvoir, et la composition du nouveau gouvernement reste la même que celle du cabinet sortant. A une exception de taille : le très libéral ministre des finances, M. Chidambaram n'est pas reconduit dans ses fonctions. M. Gujral s'attribue ce portefeuille et conserve celui de ministre des affaires étrangères.

sins au terme d'une diplomatie imaginative et, à certains égards, visionnaire. Tant et si bien que l'on parle désormais en Inde d'une « doctrine Gujral ». Pour les pays de l'Asie du Sud, l'Inde a en effet été souvent perçue – à juste titre – comme un « big brother » envahissant, un pouvoir régional sur de lui et dominateur qui, à plusieurs reprises dans le passé, l'a conduit à dicter ses conditions aux nations plus petites et plus faibles de la région. La « doctrine Gujral » va à l'encontre de cette tendance. Dans un récent discours prononcé au Sri Lanka, M. Gujral s'est prononcé pour une politique de

semaines de crise. « Je donnerai au peuple un gouvernement honnête et qui s'occupe des problèmes de base de la pauvreté », a-t-il déclaré, se présentant comme un « homme humble ». M. Gujral devra maintenant s'efforcer de maintenir l'unité d'une coalition hétérogène affaiblie parfois par ses dissensions internes. L'ex-ministre des affaires étrangères déclarait récemment que l'ancien gouvernement avait commis des « erreurs » : « Nous étions comme des poissons venant de diverses rivières. Nous pouvions tirer les leçons du passé », a-t-il promis.

Bruno Philp

## M. Kabila veut « recruter 100 000 hommes » pour « jeter le diable dehors » au Zaïre

A Lubumbashi, devant des milliers de personnes enthousiastes le chef de l'Alliance a de nouveau exigé le départ du pouvoir du président Mobutu Sese Seko

LUBUMBASHI de notre envoyé spécial Depuis six jours, Lubumbashi attendait l'apparition de Laurent-Désiré Kabila. Du chef de l'Alliance

### REPORTAGE

Si le président zaïrois ne démissionne pas, « la guerre continuera jusqu'à Kinshasa »

des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) la population n'avait vu qu'un cortège composé d'un véhicule 4x4 vert bouteille aux vitres fumées, de deux camionnettes chargées de jeunes gens casqués et armés et d'un nombre variable de limousines allemandes.

Arrivé lundi 14 avril dans la capitale de la province du Shaba – qui a repris son nom de Katanga – M. Kabila avait trouvé le temps de rencontrer Nelson Mandela en Afrique du Sud, de donner son consentement à la signature d'un contrat minier, de démonétiser 60 % des coupures en circulation... mais pas de s'adresser aux Katangais.

### CONTRÔLE DISCRET

Le grand meeting, plusieurs fois annoncé, plusieurs fois reporté, a eu lieu samedi 19 avril dans un stade que l'on appelle encore par habitude Mobutu Sese Seko. L'enceinte fait penser aux vieux stades britanniques avec une tribune d'honneur (pour l'Alliance et ses invités) et des gradins en terrasse (pour la foule) séparés de la pelouse par une grille créant ainsi un immense espace vide entre l'orateur et son public. L'entourage de M. Kabila est très soucieux de sa sécurité et une précédente tentative de réunion publique prévue sur une place de la ville avait été annulée par les responsables de la garde rapprochée du dirigeant « congolais ». Mais ce dernier est également soucieux de sa popularité et, quelques minutes après son arrivée dans le stade, la foule a été autorisée à se répandre sur la pelouse.

En attendant ce moment, le meeting a pris l'allure d'une grande fête provinciale avec défilé de majorettes ; la fanfare de la Gécamines, la société minière de la province, a fait assaut de décibels avec un orchestre de rumba ; sur de vieux matelas de mousse grisâtre, des jeunes gymnastes ont fait des cabrioles pendant qu'un groupe de danseurs comiques amusaient la foule. Plusieurs délégations avaient

déployé des banderoles proclamant chacune leur appartenance : association des Nwembus, des Lubakats (dont est originaire M. Kabila), des Lundas, des Tshokwes. A l'entrée des tribunes, il semble que les militaires de l'Alliance aient exercé un contrôle discret sur le texte des banderoles, ce qui pourrait expliquer l'absence des partis politiques, dont certains avaient pourtant annoncé leur venue.

Tout au long de la réunion le service d'ordre est resté discret, ne se serait-ce que par nécessité. Ils n'étaient qu'une cinquantaine de militaires, armés de pistolets mitrailleurs, pour canaliser une foule de 10 000 à 15 000 personnes, parfois turbulentes, tâche dont ils se sont acquittés avec une modération et une efficacité surprenantes.

Saluées par des vivats, la 4x4 verte et son escorte ont déposé M. Kabila au pied de la tribune où l'attendaient l'archevêque catholique, les dirigeants de la Gécamines et la quasi-totalité du gouvernement provisoire de l'Alliance. Tout au long de la semaine, les commissaires étaient arrivés par avion, utilisant leur base arrière de Goma. La fanfare de la Gécamines a joué tant bien que mal *La Congolaise*, l'hymne de l'indépendance qu'elle n'avait pas répété depuis des lustres, et le nouveau gouverneur du Katanga, Gaëtan Kaludji, revenu il y a quelques mois d'un long exil en Belgique, a présenté le chef de l'Alliance à la foule.

Petit homme massif, presque cubique, M. Kabila s'est collé derrière son pupitre et a parlé plus de deux heures sans note, sans manifester de signes de fatigue. Le chef de l'AFDL s'est exprimé en swahili après avoir donné le choix à la foule entre la langue véhiculaire de la région et le français.

### TON MARITAL

Ce long discours a d'abord été consacré à rassurer la population sur la volonté du mouvement armé d'obtenir le départ de M. Mobutu. M. Kabila a adopté un ton martial pour réaffirmer que, sans ce départ, « la guerre continuerait jusqu'à Kinshasa », qu'il fallait « recruter 100 000 hommes » pour les forces de l'Alliance et la police afin de « jeter le diable dehors ». M. Kabila a affirmé qu'il ne négocierait avec M. Mobutu que « les conditions de sa sécurité dans son village » et qu'il lui ferait « déposer par écrit sa démission ». Ces exhortations et ces menaces ont provoqué l'enthousiasme de la foule.

En revanche, les longues explications sur la nécessité de suspendre l'activité des partis politiques et les

critiques à l'encontre des dirigeants de l'opposition légale n'ont pas suscité la même unanimité. M. Kabila s'est employé à démontrer l'inefficacité de la stratégie adoptée par Etienne Tshisekedi, chef de l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS) qui compte de nombreux partisans, particulièrement parmi les étudiants de l'université de Lubumbashi.

### IMBROGLIO MONÉTAIRE

Finalement, le chef de l'AFDL a répondu aux interpellations des jeunes qui s'étaient progressivement massés au pied de la tribune. A gauche de l'orateur, un groupe de commerçants de diverses origines, mais que la population désigne par le vocable de « Libanais » sans y mettre beaucoup d'affection, a été pris à partie. Dans la matinée, un certain nombre de magasins de la ville étaient en effet restés fermés à la suite de l'imbroglio monétaire qui avait vu se succéder la démonétisation des coupures de 100 000, 500 000 et 1 million de nouveaux zaires – les « prostas » – et la suspension provisoire de cette mesure.

Au cours des derniers mois, ces billets ont été déversés sur le Katanga par le pouvoir de Kinshasa qui n'avait pas réussi à les imposer dans le reste du pays. Leur retrait est insupportable pour les salariés, minoritaires mais nombreux, qui ont perçu leur traitement en « prostas ». Mais leur maintien en circulation affaiblit considérablement le zaire face au dollar. Les dirigeants de l'Alliance ont finalement retenu la première de ces deux considérations, mais les commerçants qui craignent de se retrouver avec une masse de billets « inconvertibles » devaient refuser de les accepter et, pour ne pas affronter directement la foule et les militaires de l'Alliance, ont préféré garder portes closes.

Aux invectives à l'égard des « Libanais » qui essayaient de faire bonne figure sous l'orage, Laurent-Désiré Kabila a répondu : « On ne peut mettre tous les commerçants dans le même sac. On ne peut pas dire qu'il y a des Libanais et des Congolais. Chaque cas doit être étudié. » Il s'est même fait provocateur à l'égard de la foule : « Ces gens sont venus sous Mobutu, mais sous Mobutu, vous ne vous en priez pas à eux, alors pourquoi maintenant ? » A la sortie du meeting, la nuit tombante, la foule continuait de conspuer les Européens en réclamant à la fois leur départ et la réouverture des commerces.

Thomas Sotinel

## Hwang Jang-yop, l'ancien dignitaire nord-coréen, a été accueilli à Séoul

### SÉOUL

Le transfuge nord-coréen Hwang Jang-yop, ancien théoricien de l'idéologie d'autosuffisance (*Juche*) de Pyongyang, est arrivé dimanche 20 avril sur une base militaire au sud de Séoul. Accompagné de son collaborateur Kim Duk-hong, l'ancien dignitaire du régime du Nord séjournait depuis le 18 mars aux Philippines après avoir fait défection à Pékin cinq semaines plus tôt. La télévision sud-coréenne a retransmis en direct l'arrivée des deux transfuges alors que les mesures de sécurité autour de l'aéroport étaient draconniennes. Dans un geste historique, M. Hwang et son adjoint ont levé trois fois les mains et crié *hourra* en sortant de l'avion.

Invité à s'exprimer devant la presse, M. Hwang a pour la première fois expliqué publiquement les motifs de son acte, confirmant dans un long discours la version qu'il en avait donnée par écrit lors de son séjour à Pékin. « La Corée du Nord est devenue un étrange mélange de socialisme, de féodalisme moderne et de militarisme », a-t-il reconnu. M. Hwang a fustigé la fermeture du régime, ses politiques erronées et son obstination à vouloir « éliminer la péninsule par la force ».

« Ce pays qui s'est un jour vanté d'être le paradis des travailleurs socialistes mentie aujourd'hui du pain. »

Visiblement ému, M. Hwang a fait part de sa détresse devant cette situation et du choix difficile d'abandonner les siens. « Je suis venu en Corée du Sud avec la conviction que c'est la seule manière d'éviter la guerre avec mes frères du Sud. » L'ancien théoricien de Pyongyang a ensuite appelé les autorités du Nord « à abandonner leur ligne révolutionnaire contre le Sud et à s'engager sur la voie de l'ouverture et des réformes ». M. Hwang s'est également déclaré honteux des fautes qu'il a commises dans le passé. « Je passerai le reste de ma vie à réparer ce mal et consacrerai mes dernières forces à la réunification pacifique de notre nation. »

### « CRIMINEL DE GUERRE »

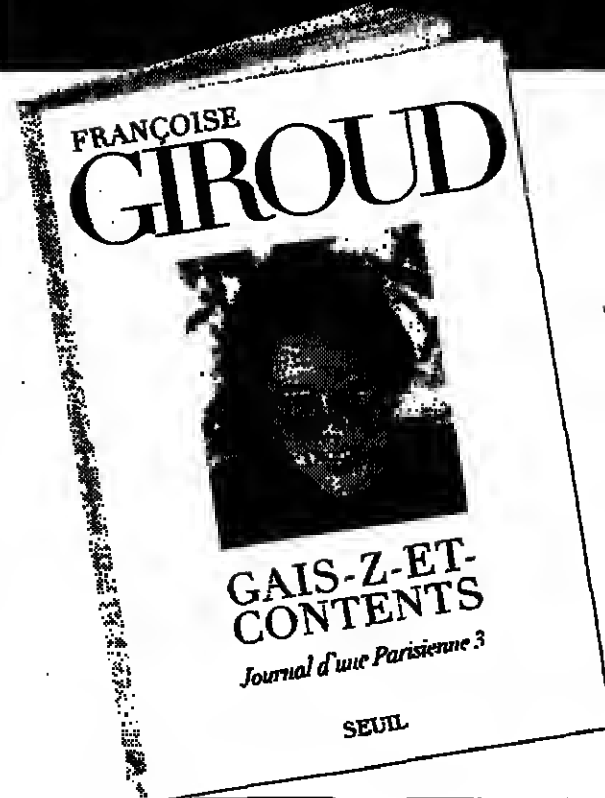
Hwang Jang-yop et Kim Duk-hong ont été acheminés après leur prestation vers un endroit de haute surveillance pour le fameux « briefing ». Les informations stratégiques sur le fonctionnement du régime que M. Hwang devrait fournir aux experts sud-coréens, – malgré leur insistance, les Américains n'y seront pas officiellement présents –

font l'objet de beaucoup de spéculations. En milieu de semaine, le quotidien philippin *Philippine Star* révélait, en citant des fuites des renseignements philippins, la prétendue vente par M. Hwang à la Chine d'informations vitales sur les missiles Nodong II et III développés par Pyongyang. A Séoul, c'est surtout la « liste de Hwang » qui occupe les esprits : celui-ci aurait dans ses bagages les noms de 50 000 agents nord-coréens, anciens et actuels, en Corée du Sud. Quelque minoritaires, des vols se sont élevés pour exiger de Hwang des excuses sur son rôle passé : « Criminel de guerre et artisan de l'idéologie du Juche, Hwang doit apporter ses excuses à notre peuple » a déclaré le chef d'un parti d'opposition conservateur, le Parti libéral démocratique uni.

An même moment, les laborieux pourparlers à New York entre Américains et représentants des deux Corées illustraient la difficulté de parvenir à un accord de paix dans la péninsule. Pour la deuxième fois en trois jours, les délégués nord-coréens ont suspendu, samedi 19 avril, les discussions au motif qu'ils attendaient des instructions de Pyongyang.

Brice Pedroletti

FRANÇOISE GIROUD



Journal d'une Parisienne 3 1996

Editions du Seuil

## Le processus électoral est compromis au Mali

**BAMAKO.** Le premier tour des législatives au Mali, dont l'organisation a été contestée par l'opposition, a été remporté par l'Adema (Alliance pour la démocratie au Mali, au pouvoir), qui a enlevé 24 des 147 sièges de la future Assemblée, contre aucun pour l'opposition. Pour protester contre la mauvaise organisation du scrutin - reconnue par les autorités maliennes -, quatorze partis de l'opposition demandent son annulation. Ils ont également annoncé leur intention de boycotter les autres scrutins prévus : la présidentielle en mai et des municipales en juin. Ils ont retiré leurs neuf candidats à la présidence, laissant seul en lice le président sortant, Alpha Oumar Konaré (Adema). Accusé de vouloir se maintenir illégalement au pouvoir, le président Konaré, dont le mandat arrive à expiration le 8 juin, avait dissous l'Assemblée nationale début mars pour que les élections puissent se tenir dans les temps voulus, mais le processus électoral semble remis en question et le pays guetté par la paralysie politique. - (AFP)

## Echanges de tirs à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

**MOSCOU.** Les échanges de tirs qui ont lieu les 19 et 20 avril à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont fait une cinquantaine de morts et de blessés des deux côtés, selon des militaires azerbaïdjanais cités dimanche par l'agence russe Interfax. Selon une source militaire à Bakou citée par l'agence, les forces azerbaïdjanaises ont été la cible de tirs arméniens au cours de la nuit de samedi à dimanche à la frontière nord-ouest de l'Azerbaïdjan, dans la région de Kazakh et de Taouze, et à la frontière sud-est du Nagorno Karabakh, territoire azerbaïdjanais majoritairement peuplé d'Arméniens. Ces derniers incidents n'ont pas été officiellement confirmés. Samedi matin, des échanges de tirs avaient déjà eu lieu dans les mêmes régions, faisant plusieurs victimes, selon les deux ex-Républiques soviétiques, qui s'accusent mutuellement d'être à l'origine de ces tirs. - (AFP)

## Vuk Draskovic a été désigné candidat de l'opposition à la présidence de Serbie

**BELGRADE.** L'écrivain Vuk Draskovic, cinquante ans, a été désigné, samedi 19 avril, candidat de l'opposition serbe à l'élection présidentielle prévue avant la fin de l'année, a annoncé son parti, le Mouvement serbe de renouveau (SPO). La candidature de M. Draskovic a été approuvée par le comité directeur du SPO, au nom de la coalition d'opposition Ensemble qui regroupe le SPO, le Parti démocrate de Zoran Djindjic et l'Alliance civique de M<sup>me</sup> Vesna Petic. Un accord signé début février par ces trois partis confiait au SPO le choix du candidat de la coalition à l'élection présidentielle, en conditionnant toutefois sa participation à la libéralisation des médias et à l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Le président Milosevic, réélu en 1992, ne peut pas en principe briguer un troisième mandat, selon la Constitution. - (AFP)

### EUROPE

■ **SUISSE:** un Serbe de Bosnie jugé pour crimes de guerre a été acquitté, vendredi 18 avril, par un tribunal militaire suisse siégeant à Lausanne. Cet homme avait été désigné en mai 1995 à Genève par d'autres demandeurs d'asile comme l'un des tortionnaires du camp d'Omarska, dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine. Après son arrestation, le tribunal pénal international de La Haye avait demandé à la Suisse de le juger, ce qui constituait une première dans les annales judiciaires helvétiques. Le tribunal a conclu que le doute devait profiter à l'accusé et lui a alloué 100 000 francs suisses d'indemnité pour le préjudice subi. - (Corresp.)

### ASIE

■ **HONGKONG:** les premiers soldats chinois ont fait leur entrée discrète à Hongkong lundi 21 avril, en uniforme mais sans armes, à soixante-dix jours de la rétrocession effective à la Chine de cette colonie britannique. Il s'agit de quarante membres d'une avant-garde de l'Armée populaire de libération chargée de la préparation matérielle de l'arrivée de la garnison qui prendra la relève des dernières troupes britanniques le 30 juin à minuit. - (AFP)

# Les anticomunistes remportent une nette victoire aux législatives en Bulgarie

Le nouveau gouvernement aura la tâche difficile d'enrayer la déroute économique

La Bulgarie, où les ex-communistes étaient restés au pouvoir presque sans interruption depuis sept années, a connu, samedi 19 avril, sa pre-

mière alternance politique nette. Les élections législatives anticipées ont été largement remportées par une coalition de partis de centre

droit, emmenée par l'Union des forces démocratiques (UFD). A sa tête, Ivan Kostov est pressenti pour devenir le prochain premier ministre.

### SOFIA

de notre envoyé spécial

« Cette nuit, les Bulgares peuvent faire la fête, mais demain ils devront se mettre à l'œuvre car il faudra beaucoup de courage pour surmonter la crise. » Commentant les premiers résultats annonçant la victoire des Forces démocratiques unies (FDU), coalition de centre droit dont la principale composante est l'Union des forces démocratiques (UFD), aux élections législatives anticipées de samedi 19 avril, le président Petar Stoev paraissait à la fois soulagé par le succès de l'ancienne opposition et inquiet quant à l'avenir du pays. La population n'aurait pas réellement l'esprit à la fête. A Sofia, ils n'étaient qu'une poignée de sympathisants à s'agiter dans la nuit de samedi à dimanche devant le massif palais, où l'état-major des FDU, entouré de militants, de quelques personnalités et de journalistes, a eu la confirmation d'une victoire que tout le monde pressentait.

Ce jour pourtant fera date. Pour la première fois depuis sept ans, les FDU disposeront en effet de la majorité absolue au Parlement. Cette victoire, d'une ampleur toutefois inférieure à ce que présentaient les sondages, a été saluée par le président Stoev comme « une preuve de maturité politique » pour la démocratie bulgare naissante. « Ce résultat correspond à un changement profond des attitudes politiques des Bulgares », estime pour sa part la sociologue Mira Yanova. « Il y a quelques mois encore, le Parti socialiste (PSB) semblait impossible à déboulonner », rappelle

cette responsable de l'institut de sondage MBMD. Les héritiers du parti communiste occupaient la majorité absolue des sièges au Parlement, avaient la main haute sur le pouvoir économique par le biais des gigantesques entreprises publiques, et, à l'exception de la

ment bénéficié aux socialistes réformateurs de la Gauche européenne.

**LES QUATRE PRIORITÉS DE L'UFD**  
Conformément à la Constitution, le chef de l'Etat devra donc charger les Forces démocratiques

### Majorité absolue au Parlement

L'Union des forces démocratiques (UFD, centre droit) et ses alliés, regroupés au sein de la coalition des Forces démocratiques unies (FDU), disposeront de la majorité absolue au Parlement bulgare, avec 137 sièges sur un total de 240, selon des résultats partiels après dépouillement de 99 % des bulletins. Les FDU ont obtenu plus de 52 % des voix. Le Parti socialiste bulgare (PSB) a recueilli de son côté 22,17 % des suffrages, obtenant 58 sièges, contre 125 dans la précédente assemblée. Le PSB devient la principale force d'opposition au Parlement.

Trois petites formations ont franchi le seuil des 4 % des voix pour entrer au Parlement : l'Union pour le salut national (monarchistes et minorité turque, créditée de 7 % des voix), la Gauche européenne (socialistes réformateurs, 6 % des suffrages), et le Business Bloc de Bulgarie (mouvement populiste, 5 % selon les résultats partiels). Le taux de participation a été de 58,3 %.

brève parenthèse du gouvernement UFD de Filip Dimitrov en 1991-1992, ils avaient dirigé ou participé à tous les gouvernements bulgares au cours des sept dernières années.

Samedi, moins d'un électeur sur quatre a accordé sa confiance au PSB. Les Bulgares, dont le salaire moyen officiel ne dépasse pas 100 francs par mois (cinq fois moins qu'il y a quelques mois), lui ont ainsi fait payer le prix de la déroute économique que le pays connaît actuellement. Cette hé-

monarchie de suffrages a notamment choisi en leur sein le futur premier ministre lors de la réunion du nouveau Parlement d'ici à deux semaines. Le favori est le président de l'UFD, Ivan Kostov. « Ce serait un choix logique », a commenté le président Stoev, membre de cette même formation. La route est d'autant plus libre que le chef de l'actuel gouvernement inébranlable, le maire de Sofia, Stefan Sofianski, ne veut pas poursuivre cette expérience malgré sa popularité et les premiers résultats économiques encourageants obtenus depuis sa nomination en février.

Premier ministre pressenti et désireux de l'être, M. Kostov a dressé, lors de la soirée électorale, les grandes lignes de ce qui ressemble fortement à un programme de gouvernement axé autour de quatre priorités. En premier lieu, a-t-il expliqué en substance, la Bulgarie devra respecter ses engagements internationaux, principalement le douloureux plan de réformes économiques conçu avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en échange de 1,2 milliard de dollars de prêts. Tranchant avec les atermoiements des socialistes, M. Kostov a affirmé sa détermination pour parvenir à intégrer l'Union européenne et l'OTAN. La lutte contre la corruption endémique dans ce pays serait renforcée. Enfin, thème remis à l'ordre du jour sept ans après la chute de la dictature de Todor Jivkov, les dossiers constitués par la police politique de l'ancien régime pourraient être ouverts.

Avant de passer aux actes, M. Kostov devra gagner une autre bataille sur le front politique : réussir à former un gouvernement respectant l'alchimie d'une coalition qui s'était déchirée par le passé. Certes, l'ancienne opposition a mûri. Mais les difficultés qui attendent la nouvelle majorité pour redresser la barre économique mettront sa cohésion à l'épreuve. En demandant samedi soir de faire preuve de « courage » et « d'obéissance », le président Stoev pensait sans doute autant à la population qu'à ses « amis » politiques.

Christophe Châtelot

## Les partis non serbes gagnent les élections en Slavonie

L'ADMINISTRATION PROVISOIRE de l'ONU en Slavonie et la commission électorale croate à Zagreb ont annoncé, samedi 19 avril, que les partis non serbes avaient remporté les élections locales et régionales des 13 et 14 avril à Vukovar, la principale ville de Slavonie orientale.

Cette région est le dernier territoire croate tombé aux mains des Serbes indépendantistes qui s'étaient rebellés en 1991 contre Zagreb à leur tour pas encore repassé sous le contrôle de Zagreb. Ce scrutin était considéré comme une étape importante dans la perspective du retour de cette région sous l'autorité de Zagreb, qui doit intervenir au plus tard en janvier 1998, quand s'achèvera l'actuelle administration par l'ONU.

Les Croates qui ont fui ou ont été chassés de Vukovar ont davantage voté que les Serbes qui y vivent, avec 15 650 votes contre 14 136. Les ré-

fugiés ont voté depuis le territoire contrôlé par les autorités croates. Le Parti indépendant démocratique serbe (SDSS), parti unique des Serbes de Slavonie orientale dirigé par Vojislav Stanimirovic, a remporté 46,99 % des voix à Vukovar. Mais le parti du président croate Franjo Tudjman (HDZ) a recueilli 40,32 %, et les indépendants décrits par l'ONU comme « non Serbes » 12,69 %.

### UN TAUX DE PARTICIPATION DE 85 %

En dehors de Vukovar, le HDZ (Communauté démocratique croate) a remporté plus de 50 % des voix dans quinze localités et était en tête dans une seizième. Le SDSS a, de son côté, gagné plus de 50 % des voix dans onze municipalités.

L'administrateur transitoire de l'ONU en Slavonie orientale, Jacques Klein, a estimé, samedi, que les élections dans cette région de Croa-

tie sous le contrôle des Serbes indépendantistes avaient été un « succès » et qu'il devait pouvoir les valider « d'ici mardi ». A l'issue d'un entretien avec le président croate Franjo Tudjman, l'administrateur de l'ONU s'est notamment félicité d'un taux de participation de 85 % qu'il a qualifié d'« énorme ». « Les gens ont participé, ils ont voté pour la démocratie, ils ont voté pour l'honnêteté, ils ont voté pour leur propre avenir. Nous n'avons pas eu un seul incident, et le plus important... nous avons à présent un pouvoir régional légitime », a déclaré M. Klein.

Selon l'administrateur, le prochain problème à résoudre en Slavonie orientale est celui des personnes déplacées. Des dizaines de milliers de Croates ont été chassés de Slavonie lorsque les sécessionnistes serbes en avaient pris le contrôle en 1991. En 1995, de nombreux réfugiés serbes y avaient afflué après la conquête par l'armée croate de la Krajina. - (AFP)



**N'EST-CE PAS FORMIDABLE QUE CE SOIT LE COLIS QUI ATTENDE VOTRE CLIENT PLUTOT QUE LE CONTRAIRE ?**

Le service Express Plus UPS vous garantit une livraison avant 8 h 30 le lendemain matin... Avant même que la journée commence.



C'est comme si c'était fait.

<http://www.ups.com>

Pour en savoir plus sur les services UPS, appelez le 0 800 877 877 (appel gratuit).

صكنا من الامل



صوتنا من الداخل

## Le chef du Parti travailliste britannique apparaît de plus en plus sûr de sa victoire

Tony Blair mène une campagne électorale soigneusement préparée

Lors d'une journée marathon de campagne électorale, jeudi 17 avril à Edimbourg, Tony Blair s'est montré sûr de lui et de sa prochaine victoire.

Même si l'avance du Parti travailliste sur les conservateurs tend à se réduire, l'écart de quatre points qui les sépare encore dans les sondages

lui permet d'envisager une confortable majorité d'environ cent cinquante sièges à la Chambre des communes après le scrutin du 1<sup>er</sup> mai.

**EDIMBOURG**  
de notre envoyé spécial  
L'équipe de conseillers de Tony Blair avait préparé soigneusement le thème de la campagne. Le chef du Parti travailliste allait attaquer le gouvernement sur la santé et la protection sociale. Pour renforcer le clou, un grand meeting était prévu dans la salle de concert de la métropole écossaise, qui est également la ville natale de « Tony ». Le matin, après sa conférence de presse quotidienne à son quartier général de la tour Millbank, à proximité de Westminster, M. Blair a effectué, avec son épouse, Cherie, et la députée travailliste de la circonscription, une visite très médiatisée à l'hôpital Saint Thomas voisin.

Il y a visité rapidement le pavillon des cancéreux. Bill Daniel, un octogénaire, l'attendait dans le couloir pour lui raconter qu'il avait voté la gauche toute sa vie. Un ingénieur lui a dit que son projet de réforme du NHS (la sécurité sociale britannique) n'était que « promesse creuse. Je suis déçu par l'absence de substance derrière des mots vagues. Comment pourriez-vous réformer le NHS avec quelques manipulations de la gestion ? » Tony, le souriant aux lèvres, a continué d'expliquer que, même s'il n'y avait pas beaucoup d'argent dans sa corbeille de promesses électorales, c'était l'intention qui comptait et que les économies sur une bureaucratie hypertrophiée par les tories allaient permettre de faire bouger certaines choses.

C'est l'idée qu'il a reprise devant le personnel médical. Révoltés par les coupes sombres effectuées dans les services, les médecins ne sont guère convaincus par le projet travailliste. Les 100 millions de livres d'économies de fonctionnement préconisées ont été qualifiées par le président de l'ordre des médecins de « franchement pathétiques ». Kathleen Freihain, une assistante sociale, avait profité de la pause

pour venir à l'écoute bien qu'elle n'ait « aucun respect pour les politiciens ». Après avoir écouté M. Blair promettre de faire mieux sans pouvoir s'en donner les moyens financiers - de peur d'être accusé par les tories de vouloir augmenter les impôts -, elle était à moitié convaincue : « On n'a pas le choix, mais j'aurais voulu qu'il annonce une hausse des impôts en faveur de la santé. »

Il faut dire toutefois que, même si l'argent manque, les arguments de M. Blair ont fait mouche chez les médecins et les infirmières comme, quelques heures plus tard, devant les militants d'Edimbourg : il a dénoncé la privatisation rampante, la bureaucratie, les gaspillages. Il faut aller de l'avant, ne pas regarder avec nostalgie en arrière - vers les années 70 où le Labour était au pouvoir - travailler ensemble. Toutefois, « je n'ai pas de baguette magique, je ne pourrai refaire en dix-huit jours ce que les tories ont détruit pendant dix-huit ans ».

### SUR LE PODIUM

Arrivé à Edimbourg dans la soirée, Tony pose pour la photo en bras de chemise. Il veut rappeler qu'il avait été barman à Paris en tirant à la pression quelques pintes d'une bière brassée spécialement pour lui, la Traquair Blair's Brew, avant de rencontrer les militants. Les travaillistes veulent éviter le terme de « rallye » qui leur rappelle celui, désastreux, organisé quelques jours avant les élections de 1992 : le ton triomphaliste du leader du Labour de l'époque, Neil Kinnock, avait refroidi de nombreux électeurs potentiels.

La salle avait été bien chauffée quand Tony est apparu sur le podium. Dans son discours bien préparé, il a réitéré ses arguments sur le NHS à une heure de grande écoute télévisée, accusant le gouvernement de M. Major d'avoir « la permission de tuer la santé ». « C'est nous qui l'avons créée, s'est-il écrié, nous laissons pas la détruire. » Puis, soudain, il s'est mis à improviser, abandonnant son programme pointilliste et minimaliste pour entrer dans le domaine des idées. Le micro, il s'en servait et baissait le ton pour convaincre huit cents per-

sonnes conquises d'avance. M. Blair avait sans doute compris que, bien plus qu'une machine ultra rodée, le supplément d'âme, la spontanéité, réelle ou supposée, peuvent aussi convaincre. Peut-être aussi prend-il de plus en plus confiance en lui au fur et à mesure

Ce leitmotiv a été repris en musique en clôture par le groupe D : Ream, auteur d'une chanson à succès devenue l'hymne de la campagne des travaillistes : « Les choses ne peuvent qu'aller mieux ! » Il était temps de reprendre l'avion. Il était minuit quand les autocars ont re-

### Alertes à la bombe dans cinq gares de Londres

Scotland Yard a fait fermer, lundi matin 21 avril, cinq gares ferroviaires de Londres à la suite d'alertes à la bombe. Selon un porte-parole de la police britannique, ces gares (King's Cross, Charing Cross, Paddington, St-Pancras, plus la station de métro de Baker Street), empruntées chaque matin par des milliers d'usagers, ont été évacuées à la suite de coups de téléphone parvenus aux autorités et « comportant des menaces ». Les quatre principaux aéroports de Londres étaient également paralysés.

Ces dernières semaines, l'Armée républicaine irlandaise a juré de désorganiser les transports routiers et ferroviaires dans tout le pays à l'approche des élections législatives. La Sinn Féin, aile politique de l'IRA, a assuré, dimanche, lors de son congrès annuel, qu'il est prêt à « faire affaire et trouver accord » avec le futur gouvernement britannique issu des élections du 1<sup>er</sup> mai, qu'il a décrites comme « une nouvelle opportunité » pour la paix en Irlande du Nord.

de la campagne, devant les sondages qui continuent de le favoriser, et le peu d'impact sur l'opinion de ses gaffes face à celles de l'adversaire. « Les tories romèment le débat au degré zéro, ils tentent d'ombrager les électeurs en prétendant que rien ne sépare les deux camps et qu'il vaut mieux voter pour le diable que l'on connaît. Moi, je vais vous dire quelles sont ces différences », s'est-il exhalé avant d'insister sur les divergences les plus marquantes.

Puis il s'est échauffé : « Nous voulons changer la philosophie qui est derrière le gouvernement de notre nation. Je crois dans une politique fondée sur les valeurs dans lesquelles nous croyons : la justice, la liberté, la dignité. » Revenant à son moralisme et au christianisme social qui sous-tend sa philosophie politique, il a ajouté : « Nous ne sommes pas des individus isolés les uns des autres, nous faisons partie d'une société, d'une communauté fondée sur la dévotion, la compassion, l'aide à ceux qui en ont besoin. » « Le Labour, ce n'est pas le passé, c'est l'avenir (...) Nous pouvons faire mieux que les tories ».

joint Londres. La journée avait duré plus de quinze heures.

Tony Blair se sent de plus en plus sûr de lui. « Il lui suffit seulement de continuer à respirer jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, et l'affaire est dans le sac », ironisait un passage de l'avion du probable prochain premier ministre britannique. Car, en dépit de tous les efforts de l'état-major tory - dont la dernière trouvaille est une affiche montrant un tout petit Tony assis sur les genoux d'un menaçant chancelier Kohl comme la poupée d'un ventriloque -, M. Major ne parvient toujours pas à décoller dans les sondages. Au début d'avril, l'avance exceptionnelle du Labour s'était tassée, faisant espérer aux conservateurs une embellie tant attendue.

Mais les bonnes nouvelles économiques ont été noyées sous la cacophonie du parti et du gouvernement sur l'Europe. Conséquence : la semaine aura été exécrable pour M. Major et, selon les sondages, le Labour a stabilisé son avance aux environs de quatorze points. D'ici aux élections, en sillonnant le pays, Tony Blair va s'efforcer de maintenir une marge qui l'assurera d'une confortable majorité d'environ cent cinquante sièges et d'éviter les vagues qui pourraient le faire trébucher sur les marches du pouvoir.

Patrice de Beer

## Secousses à la tête du pouvoir péruvien

Sur fond de crise des otages à Lima, le ministre de l'intérieur et le chef de la police ont été contraints de démissionner

### LIMA

de notre correspondant  
Quatre mois après les faits, l'affaire des otages retenus par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) à la résidence de l'ambassade du Japon à Lima, a fait ses premières victimes politiques au sein du pouvoir péruvien. Les généraux Juan Briones Davila et Antonio Ketin Vidal, respectivement ministre de l'intérieur et chef de la police, ont été poussés à la démission, samedi 19 avril, par le président Alberto Fujimori. Le général Briones, qui était un vieux collaborateur de M. Fujimori, a assuré qu'il assumait « la responsabilité politique » de n'avoir pu empêcher l'action du commando guévariste. Quant au général Ketin Vidal, qui s'était rendu célèbre en arrêtant, en octobre 1992, sans violence et après des mois d'enquête, Abimael Guzman, numéro un du Parti communiste-Sentier lumineux, et son état-major, il a déclaré abandonner la direction de la police en raison des « mises en cause systématiques » de cette institution.

Ces départs inattendus sont à rapprocher de l'enlèvement qui mettait fin à la crise des otages qui entre dans son cinquième mois. Les réunions entre gouvernement, médiateurs de la commission, dits des garants, et chefs du commando piétinent. En dépit de confidences faisant état de « progrès », chacun semble camper sur ses positions, le président Fujimori refusant toujours la libération des prisonniers que le MRTA réclame en échange de celle des otages.

### « LUTTE SILENCIEUSE »

Bien que les autorités de Lima aient toujours pris soin d'être dans la plus grande discrétion, ce blocage n'a pas réussi à totalement masquer les divergences qui agitent les cercles dirigeants péruviens sur la façon de gérer la crise. Il était ainsi de notoriété publique que, contrairement à certains de ses collègues, le chef de la police aujourd'hui limogé s'opposait à toute solution de force pour libérer les otages. La récente expulsion de Lima du numéro deux du Comité international de la Croix-Rouge est venue également rappeler que l'unanimité ne régnait toujours pas entre les différents protagonistes du drame.

Au délicat problème des otages, sont venus s'ajouter les sévices dont a été victime un agent féminin

du service de renseignement de l'armée de terre (SIE), torturée par ses collègues qui la soupçonnaient d'être à l'origine de fuites à la presse. La découverte du corps d'un autre agent féminin du SIE, ainsi que les agressions à répétition dirigées contre plusieurs personnalités de l'opposition n'ont rien fait pour calmer la situation. Aux yeux des autorités, ces derniers incidents ne seraient que l'expression d'une criminalité ordinaire, mais l'opposition y voit plutôt des manœuvres d'intimidation d'un pouvoir en difficulté.

Depuis le 5 avril 1992, date à laquelle le président Alberto Fujimori avait pris en main tous les pouvoirs, jamais le régime n'avait connu de telles turbulences. Les dernières affaires ont déclenché une tempête à Lima, l'opposition exigeant la démission du gouvernement et celle des deux piliers du régime que sont le conseiller présidentiel, Vladimiro Montesinos, chef de facto de tous les services de renseignement du pays, et le commandant en chef de l'armée, le général Nicolas Hermoza.

Pour beaucoup, la mise sur la place publique des tortures au sein du SIE, de même que la récente publication, dans une émission de télévision, de la feuille d'impôt de M. Montesinos - en 1995 il a déclaré au fisc un revenu mensuel moyen de quelque 270 000 francs d'origine incertaine - sont le reflet d'une féroce lutte de pouvoir qui agiterait les cercles dirigeants péruviens.

Le président Fujimori, qui s'appuie de plus en plus sur les services secrets et sur l'armée, n'en serait-il pas devenu l'otage ? se demande brutalement la classe politique péruvienne. L'hebdomadaire indépendant *Correos* affirmait ainsi récemment que le président Fujimori, son controversé conseiller Montesinos et le général Hermoza étaient en voie de dissolution. La même analyse était faite par le directeur adjoint du journal pro-gouvernemental *Expresso*, qui décrit « l'effondrement et l'occupation hypothétique selon laquelle les actes de barbarie causés par le service de renseignement ont eu lieu dans le contexte d'une lutte silencieuse mais acharnée entre Vladimiro Montesinos et un secteur important de l'armée, à la tête duquel se trouverait le général Nicolas Hermoza ».

Nicole Bonnet



1996 : Bénéfice net (part du groupe) de 400 MF (+ 3 %)

Le Conseil d'Administration de Colas, réuni le 17 avril 1997 sous la présidence d'Alain Dupont, a arrêté les comptes de l'exercice 1996.

### CHIFFRES CLES CONSOLIDÉS :

(en millions de francs)	1996	1995
Chiffre d'affaires économique	19 354	19 240
Capacité d'autofinancement	1 053	1 065
Résultat net	408	404
Résultat net (part du groupe)	400	390

### EN 1996, LA PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ À L'INTERNATIONAL A COMPENSÉ LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ EN FRANCE :

Le chiffre d'affaires économique s'est élevé à 19,4 milliards de francs contre 19,2 milliards en 1995. L'activité en métropole a reculé de 5 %, celle de l'international progressant de 11 %, grâce notamment aux acquisitions de Colas en Italie, en Allemagne et de nouvelles sociétés en Hongrie.

En 1996, 8 milliards de francs, soit 41 % du chiffre d'affaires total, ont été réalisés à l'international et outre-mer et se répartissent entre l'Europe (hors France) 37 %, l'Amérique du nord 37 %, l'Afrique, l'Asie, l'Océan Indien et les Caraïbes 26 %.

### RÉSULTAT NET (PART GROUPE) + 3 % :

Colas a enregistré une progression de 3 % du résultat net consolidé (part du groupe) qui s'établit à 400 millions de francs contre 390 millions en 1995. La capacité d'autofinancement, qui a atteint 1 053 millions de francs, s'est ajoutée aux produits de l'augmentation de capital et de l'apport obligataire de 500 millions chacun réalisés fin 1996, pour financer en grande partie le programme d'investissements nets d'un montant de 2,1 milliards.

La bénéfice net de Colas SA, société mère, s'est élevé à 256 millions de francs contre 201 millions en 1995, soit une progression de 27 %.

### DIVIDENDES :

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, qui se réunira le 9 juin 1997, de distribuer un dividende net de 25 francs par action, soit avec l'impôt fiscal une rémunération globale de 37,50 francs par action, identique à l'an passé, mais se rapportant à un capital augmenté de 13,3 %.

### PERSPECTIVES 1997 :

Pour 1997, il est raisonnable d'anticiper un recul du marché routier français moins marqué qu'en 1996 s'il n'y a pas de gel des crédits. À l'international, les perspectives de la majorité des filiales en Amérique du Nord, dans l'Océan Indien et en Asie sont bonnes car évoluent dans un contexte plus favorable.

L'acquisition de Scag, qui conforte la position du Groupe, leader mondial de la construction et de l'entretien des routes, permettra le développement en France de synergies pour la production de matériaux routiers. De plus, l'offre de produits et services spécifiques se trouve encore élargie. Les développements par croissance externe à l'international se poursuivront. Début 1997, 50 % de la société finlandaise Valtra Oy ont été acquis ainsi que les actifs de la société S.W.T.D. en Grande-Bretagne.

Avec Scag (dont l'activité et le résultat n'ont pas été intégrés dans les comptes consolidés en 1996), le chiffre d'affaires consolidé pourrait être en 1997 de l'ordre de 25 milliards de francs.

## Des escroqueries ternissent l'image des jeux télévisés italiens

### ROME

de notre correspondant

L'émotion étranglait la voix de Mara Venier, dimanche après-midi 20 avril, lorsque cette présentatrice vedette de la RAI uno a ouvert son programme « Domenica In ». Une semaine auparavant, une sombre escroquerie était en effet venue ternir cette émission populaire, lors d'un jeu au cours duquel 100 millions de lire (300 000 francs) étaient à gagner. L'un des vingt concurrents sélectionnés dans l'annuaire par un tout fonctionnaire du ministère des finances répondait aux questions par téléphone. A la première, pas de problème. A la seconde, Marco Mastroianni répond encore du tac au tac. Cette fois, non seulement la réponse n'a rien à voir avec la question mais correspond effectivement à une question qui en dernière minute... a été supprimée.

Mara Venier, en direct, s'étonne, puis comprend. Le candidat devait être au courant du questionnaire avant le jeu. Le pot aux roses est découvert et l'enquête révèle que le fonctionnaire des finances Umberto Baldini est à l'origine du truchement. En larmes, il avouera tout. Il n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai. A trois reprises déjà, le 12 janvier (180 millions de lire), le 9 février (80 millions) et le 9 mars (80 millions), il a utilisé, à son profit, ses fonctions de garant du bon

fonctionnement de ce jeu. « Je l'ai fait, a-t-il dit, pour de l'argent. Parce que c'est humain de céder à la tentation devant tant d'argent à gagner facilement. Le comble est que tout cet argent, je ne l'ai pas encore encaissé. »

Ce 13 avril, le mécanisme devait fonctionner comme les autres fois. Trois quarts d'heure avant le jeu, Umberto Baldini prenait connaissance des questions et des réponses. Il ne lui restait plus qu'à sortir discrètement, trouver un téléphone public et communiquer les réponses à un intermédiaire qui les transmettait au concurrent. Cette fois, le candidat était, selon ses propres termes, « stupide, un crétin » qui n'a même pas écouté la question avant d'y répondre, et les 100 millions de lire à partager en trois se sont évaporés.

En janvier, le tirage de la tranche spéciale de l'Epiphanie de la loterie nationale avait déjà donné lieu à un scandale. Quatre boules sur les dix n'étaient pas descendues dans l'une des sept sphères. Le tirage avait été validé, puis annulé, et les numéros gagnants remplacés par ceux sortis lors des prix de consolation. Mais les montants n'étaient pas les mêmes : 2 milliards de lire (près de 700 millions de francs) pour le premier prix, et cette affaire n'a toujours pas connu son épilogue.

Michel Bôle-Richard

## Panda



32 900\*

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en rouge.

Version présentée Panda 41 900F Prix Net ou 32 900F Prime Qualifié Fiat de 9 000F déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96. AM 97.

TRANSPARENCE FIAT

DABLE OLIS CLIENT RAIRE?





**DISSOLUTION** Jacques Chirac devait annoncer, lundi soir 21 avril, à la télévision, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives anticipées

afin de permettre au gouvernement de prendre les décisions nécessaires pour assurer l'entrée de la France dans l'Union monétaire européenne. ● LA GAUCHE a confirmé

qu'elle pense parvenir à un accord sur quelques « grandes orientations ». Lionel Jospin a durci les conditions qu'il met à la création de l'euro, en expliquant qu'elle ne doit

pas se faire au prix d'une rigueur accrue. Il entend dénoncer l'échec de la majorité sortante et refuser « l'ultralibéralisme ». (lire page 7). ● LA DROITE doit trancher, mardi, les der-

nières candidatures en litige entre le RPR et l'UDF. Alain Juppé s'exprimera mardi, en tant que chef de la majorité, devant les députés sortants de ces deux formations (lire page 8).

## Jacques Chirac demande aux Français les moyens de poursuivre son action

Le président de la République devait justifier, lundi soir, la dissolution de l'Assemblée nationale par la nécessité d'aborder en position de force l'entrée dans la monnaie unique européenne, la décision, prise au printemps 1998, devant être préparée dès maintenant

UNE SÉRIE DE RENDEZ-VOUS, une liste de numéros de téléphone. Comme le veut la Constitution, le chef de l'État a reçu, lundi matin à l'Élysée, le premier ministre, le président du Sénat, et le président de l'Assemblée nationale, pour leur annoncer officiellement sa décision de prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. Tous trois avaient été prévenus, ce week-end, de cette entrevue. Alain Juppé a fait son entrée, le premier, à 9 h 45 dans la cour du palais de l'Élysée, suivi, à 10 heures, de René Monory et, une demi-heure plus tard, de Philippe Séguin. Par courtoisie républicaine, Jacques Chirac a souhaité confirmer personnellement sa décision à plusieurs personnalités politiques, dont les chefs de parti de la majorité et de l'opposition, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et d'anciens premiers ministres comme Raymond Barre et Edouard Balladur.

Les dîners sont jétés. Son intervention télévisée de lundi soir, sur laquelle le chef de l'État travaillait de

puis plusieurs jours, a été « bouclée » ce week-end avec ses plus proches collaborateurs, retenus à l'Élysée jusqu'à tard dans la soirée de dimanche. D'une petite dizaine de minutes, cette déclaration a pour unique et écrasante fonction de justifier, auprès de l'opinion, le recours à la dissolution et de lancer la campagne des législatives. C'est donc la « deuxième étape » de son septennat que Jacques Chirac devait ouvrir. Le chef de l'État devait d'abord insister sur sa volonté de poursuivre le rythme du changement, engagé par le gouvernement de M. Juppé. Il pourrait donner quelques pistes de réflexion, relatives à l'allègement de la dette publique et à la modernisation de l'État, qui passe, notamment par une nouvelle phase de décentralisation et de

déconcentration. Le deuxième point de cette intervention concerne l'Europe, qui devrait être l'un des arguments essentiels de la campagne. Il n'y pas de temps à perdre si l'on veut aborder

l'échéance européenne en position de force, estime M. Chirac. Enfin, dans une troisième partie, le chef de l'État devait appeler les Français à se rassembler autour des « valeurs de la République » et à renforcer la cohésion de la nation, menacée par les idées du Front national.

La réforme, l'Europe, le respect des valeurs républicaines : telle est la trilogie de la campagne lancée lundi soir. A la hâte, il a fallu couper

court aux informations lancées la semaine dernière, et fort inopportunes politiquement, sur un éventuel virage libéral. Un premier communiqué de l'Élysée, à l'indiqué, samedi après-midi, qu'aucun « mission » n'avait été chargée de travailler sur une reorientation de la politique économique du gouvernement. Cette mise au point visait directement le secrétaire général adjoint de l'Élysée, Jean-Pierre

Denis, proche d'Alain Madelin et personnellement favorable à ce « virage » libéral.

Le chef d'Idées-Action avait, pour sa part, publiquement prévenu, quelques heures auparavant : « Si cette dissolution peut faire progresser le débat, redonner un peu confiance aux gens et faire rebondir l'avenir avec un peu plus d'optimisme : vive la dissolution et le débat ! Si c'est une dissolution de convenance et qui ne sert à rien, alors, adieu la dissolution ! » Ultime pression de quelqu'un qui est sûr de son influence ou bras d'honneur d'un combattant qui sent sa bataille perdue ? Dimanche soir, M. Madelin a en tout cas pu s'entretenir longuement de ce sujet, dans une grande brasserie du boulevard Saint-Germain, où il partageait la table de François Léotard, président de l'UDF, de Gérard Longuet, ancien président du Parti républicain, et de l'ancien balladurien, Nicolas Sarkozy. Sans être ostentatoire, la rencontre entre les trois hommes, réputés pour leur attachement au libéralisme, n'était

manifestement pas destinée à rester secrète. Ils avaient pris place à droite de la porte d'entrée à tambour, autour d'une table légèrement en retrait.

### « TENIR SON RANG »

La campagne, on y a pensé très fort au colloque organisé samedi par la Convention libérale, européenne et sociale (CLES), présidée par Charles Millon, ministre de la Défense et « chiraquien » de l'UDF. MM. Madelin et Denis y sont d'ailleurs passés quelques instants, sans toutefois prendre la parole. L'argumentation de M. Millon ressemblait, à s'y méprendre, à un avant-propos de déclaration présidentielle : « La France s'est engagée résolument, depuis maintenant deux ans, dans une politique de réforme, à observer M. Millon (...), mais nous nous rendons compte aujourd'hui qu'il faut aller beaucoup plus loin. Il y a urgence pour que la France soit un rendez-vous européen et puisse y tenir tout son rang. (...) Remettre de l'ordre dans la maison, accélérer l'effort, rassembler nos forces, ce sont les trois conditions pour que la France soit à l'heure au rendez-vous de l'Europe, le rendez-vous de son avenir et de son destin. »

A Matignon, on n'a pas attendu l'annonce officielle de la dissolution pour lancer la machine de campagne. M. Juppé a rencontré longuement le chef de l'État, samedi, et s'est à nouveau entretenu, au téléphone avec lui, dimanche. Le directeur de son cabinet, Maurice Gourdault-Montagne, a fait de même avec les collaborateurs de Jacques Chirac. Pendant ce temps, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR et conseiller auprès du chef du gouvernement - il devrait être directeur de la campagne législative pour le parti néo-gaulliste comme il avait été directeur de la campagne présidentielle de M. Chirac -, arpente le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il a rencontré les électeurs jusqu'à minuit.

Et les députés ? Dans l'hémicycle, lundi matin, ils étaient une quinzaine pour continuer la discussion du projet de loi relatif à la cohésion sociale, texte symbolique de la campagne présidentielle de M. Chirac. Ils ont repris le débat à l'article 12 du projet. Dans la Constitution, l'article 12 est celui qui autorise le chef de l'État à dissoudre l'Assemblée.

### Un mois de mai chargé

La campagne électorale sera forcément courte. Elle va se dérouler au cours d'une période où les retraités sont souvent en déplacement et pendant laquelle sont organisés de nombreux voyages pour le troisième âge. Le calendrier festif et sportif du mois de mai réduira aussi le nombre de jours utiles pour les candidats.

- Samedi 27 avril : finale du challenge de rugby Yves du Manoir.
- Jeudi 1<sup>er</sup> mai (férié) : Fête du travail. Début d'un « pont » de quatre jours.
- Mercredi 7 au lundi 19 mai : Festival international du film de Cannes, dont ce sera le 50<sup>e</sup> anniversaire.
- Jeudi 8 mai (férié) : commémoration de la victoire des Alliés et Ascension. Nouveau « pont » de quatre jours.
- Samedi 10 mai : finale de la Coupe de France de football, qui opposera Guingamp à Nice au Parc des Princes.
- Lundi 19 mai (férié) : Pentecôte.
- Samedi 25 mai : Fête des mères. Elle n'est pas fériée mais occasionne souvent des déplacements en province.
- Lundi 26 mai : début du tournoi de tennis de Roland-Garros, qui s'achèvera le dimanche 8 juin.
- Samedi 31 mai : finale du championnat de France de rugby au Parc des Princes.
- Dimanche 8 juin : finale du simple messieurs du tournoi de tennis de Roland-Garros.

## Le gouvernement pense que des mesures de rigueur sont inévitables

L'HISTOIRE BÉGAIE... Un peu comme Pierre Mauroy qui, en 1983, à la veille des municipales, niait l'imminence de mesures d'austérité, le gouvernement répète qu'aucun plan de redressement n'est en gestation.

Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthurs, et le ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, se sont ainsi refusés à confirmer que la récente « note de perspective » de la direction du budget (*Le Monde* du 18 avril) prévoit dans l'un de ses scénarios - le plus pessimiste - des déficits publics atteignant 3,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997 et 4,5 % en 1998. Faisant allusion à ce même document, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a, de son côté, qualifié de « bobard » l'information selon laquelle les déficits de la Sécurité sociale pourraient atteindre 47 milliards de francs en 1997 et 58 milliards en 1998.

Le Monde est cependant en état de confirmer qu'une note confidentielle, contenant ces prévisions (mais aussi d'autres scénarios, moins alarmistes), a bel et bien été transmise à l'Élysée et à Matignon. Ce document permet de se faire une idée précise des difficultés économiques qui se profilent, et éclaire, au moins pour partie, les raisons pour lesquelles le chef de l'État s'est résolu à prononcer la dissolution.

Pour 1997, la direction du budget estime que les déficits publics pourraient dépasser, au maximum, de 0,8 point de PIB par rapport à ce qui était prévu. Cette dérive serait imputable

pour moitié aux comptes de l'État et pour moitié aux comptes sociaux. Dans le cas du budget de l'État, la prévision, qui ne prend pas en compte le gel de 10 milliards de francs d'économies annoncé dès le début de l'année par le gouvernement, n'a rien d'inquiétant. Les services de Bercy ont pour habitude de recenser tous les risques potentiels de dérapage. D'ici à la fin de l'année, le premier ministre a donc largement le temps de prendre les mesures d'économies complémentaires pour que la menace ne se vérifie pas.

### LA DÉGRADATION DES COMPTES SOCIAUX

En revanche, pour les comptes sociaux, la prévision de dérapage a toutes les chances de se concrétiser, ce qui apparaîtrait comme un échec majeur du gouvernement. D'abord, l'accord survenu le 21 décembre 1996 entre les partenaires sociaux pour se partager les 13 milliards de francs d'excédents du régime d'assurance-chômage en 1997 a évidemment modifié la prévision officielle de déficits publics.

Par ailleurs, les comptes de la Sécurité sociale sont plus détériorés que prévu. A l'automne 1996, le gouvernement avait annoncé un déficit prévisionnel de 30 milliards de francs pour 1997, mais, dès cette époque, le chiffre avait été « normé » : autrement dit, dans sa version publique, l'estimation avait été abaissée, pour ne pas inquiéter l'opinion. Ensuite, l'activité économique ayant été décevante, les recettes ont été plus faibles que prévu. Au total, le gouvernement table donc

maintenant sur un déficit qui pourrait être à peine inférieur à 50 milliards de francs en 1997.

Or la nouvelle loi de financement de la Sécurité sociale impose que le Parlement soit saisi dès que les avances à la Sécurité sociale, notamment celles de la Caisse des dépôts, dépassent certains seuils. Ce qui pourrait advenir dès le mois de septembre. Avec ce dossier, le gouvernement est donc placé dans une situation d'urgence, et des mesures de redressement rapides sont inévitables.

Le second casse-tête à trait à la préparation du budget de 1998. Si la direction du Budget prévoit, en effet, une remontée des déficits publics, c'est que le gouvernement n'a toujours pas trouvé une recette pouvant se substituer aux 37,5 milliards de francs apportés, en 1997, par la « soule » de France Télécom. Certes, l'idée chemine de prélever une partie des 60 milliards de francs de fonds propres des Caisses d'épargne, mais le subterfuge pourrait ne pas être compatible avec les normes de comptabilité européennes ; de surcroît, ce prélèvement ne pourrait guère dépasser la dizaine de milliards de francs. Dans tous les cas de figure, le budget de 1998 sera donc particulièrement austère.

Compte tenu des arbitrages douloureux qui se profilent, le chef de l'État a-t-il donc pensé qu'il valait mieux organiser les législatives avant plutôt qu'après ? A tout le moins, cela a pesé dans la balance.

Laurent Mauduit

Résumé du service France

## Une décision dictée par une fausse habileté et par une vraie crise

OU BIEN Jacques Chirac a changé d'avis et admis que la dissolution de l'Assemblée nationale peut être motivée par la seule convenance du président de la République. Ou bien

**ANALYSE**  
Une initiative de pur « confort » qui pourrait s'avérer à grand risque

Il n'a pas changé d'avis : seule une crise peut justifier de renvoyer avant terme les députés devant les électeurs, et il faut donc croire à une crise jusqu'à présent dissimulée ou passée inaperçue. Toute la difficulté de l'exercice auquel M. Chirac devait se livrer, lundi 21 avril à 20 heures, à la télévision, résidait dans ce paradoxe : se contredire en annonçant une dissolution de pur « confort » - celui-ci serait-il ennobli par l'invocation des échéances européennes - ou s'avouer dépassé par une équation financière et politique impossible à résoudre.

L'habileté peut-elle suffire à justifier une initiative politique de cette ampleur ? Ce serait une innovation, pas tout à fait inattendue, cependant, de la part de l'élève de Georges Pompidou qu'est M. Chirac. En 1972, le président de la République d'alors, voulant se

prémunir contre les élections législatives de mars 1973, que la renaissance du Parti socialiste et la perspective d'un accord avec le Parti communiste français rendaient périlleuses pour la droite, avait pris un prétexte déjà européen - l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark - pour organiser un référendum. Le but à peine caché était de casser l'Union de la gauche, le PS étant favorable à l'Europe et le PCF hostile. Le coup avait manqué : le « oui » l'avait emporté, mais les électeurs avaient massivement boudé les urnes et, bien qu'en désaccord sur le référendum en avril - les communistes appelant à voter « non », les socialistes à s'abstenir -, les deux partis de gauche avaient signé, en juin 1972, un programme commun de gouvernement.

Si elle peut être rangée parmi les prérogatives présidentielles, l'habileté n'est donc pas assurée du succès. Il incombe au chef de l'État de mettre les Français dans son jeu. Dans le cas présent, il dispose de plusieurs atouts. Le premier d'entre eux est le passage à vide du Parti socialiste et de son premier secrétaire, bousculés par la mobilisation contre le Front national, qui a déphasé le « peuple de gauche » et ses dirigeants ; pris de court dans un processus d'élaboration d'un

programme qui se trouve immobilisé au stade du « projet » général ; gênés par les embûches que n'a pas encore surmontées Robert Hue dans son entreprise de « mutation » du PCF. En outre, le choix de Lionel Jospin de procéder à un large renouvellement des candidats socialistes aux élections législatives, avec notamment un tiers de femmes, risque, du fait de l'accélération du calendrier, de transformer un avantage en handicap : ces candidats manqueraient de temps pour se faire connaître des électeurs.

### UNE MAJORITÉ CONFORTABLE

Le deuxième atout principal de la droite est en effet, pour des élections anticipées, le nombre de ses sortants. L'avance de quarante sièges que lui attribue, pour les élections à venir, le sondage de la Sofres publié lundi par *Le Figaro* n'est rien d'autre que la résultante de cette donnée numérique. Depuis quatre ans, les quatre cent quatre-vingts députés de la « vague » de 1993 se sont employés principalement à s'enraciner dans leurs circonscriptions. Comme le dit Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, même si la majorité devait perdre cent cinquante sièges, elle serait encore la majorité.

De ce point de vue, la brièveté de la campagne sera décisive, d'autant

plus qu'elle intervient durant un mois de mai sautant de « pont » en « pont » et qui offrira aux Français de nombreux sujets de distraction médiatiques, du sport au cinquantième Festival de Cannes. Après avoir envisagé de retenuir le débat le plus long possible entre la dissolution et le scrutin, soit quarante jours au terme de la Constitution, le chef de l'État pourrait opter pour une durée moins longue, afin d'épargner le mois de juin en fixant le premier tour au 25 mai et le second au 1<sup>er</sup> juin. Les précédents de 1968, 1981 et 1988 lui fournissent les justifications nécessaires pour un tel choix.

Cette dissolution doublement en clin d'œil - on la fait parce qu'on joue gagnant et on va vite -, manière de se prévaloir de sa propre malice, ne doit pas masquer l'essentiel : si M. Chirac maline le calendrier institutionnel, alors que sa pente naturelle serait plutôt, selon ses familiers, de « laisser le bief lever », c'est parce qu'il a tout lieu de craindre que la récolte, s'il attendait qu'elle vienne à maturité, ne soit siétrée par la grêle. Le libre choix présidentiel a toutes les allures d'un cache-misère : les prévisions relatives aux comptes sociaux et au budget de l'État sont des plus

noires : le chômage n'a aucune chance de régresser au rythme actuel d'activité de l'économie ; les investigations judiciaires menacent de cerner le pouvoir à la fin de l'année.

La dissolution « de confort » ressemble donc à un leurre, qui pourrait finalement nuire à celui qui y a recours. En fait de parole donnée au peuple et d'habileté face à une opposition dont l'impréparation serait ainsi mise à nu, M. Chirac pourrait être taxé de n'offrir aux Français que le passif de la campagne et de l'élection présidentielle de 1995, ainsi que des choix gouvernementaux qui en ont été la conséquence. Le dérapage des comptes sociaux peut difficilement être mis au compte des gouvernements précédents ou de la conjoncture après l'ambitieux plan de réforme de la Sécurité sociale imaginé et appliqué depuis novembre 1995 par Alain Juppé. Le premier ministre ne peut pas davantage être tenu pour innocent du creusement du déficit de l'État.

C'est bien l'action du pouvoir chiraquien que les électeurs vont être appelés à juger, autant que son avenir qu'ils sont invités à assurer. Le risque pris par le chef de l'État est à la mesure des périls qu'il doit conjurer.

Patrick Jarreau

**Formation bac+4 5 ans**  
bilingue français-anglais  
commerce-gestion

- Certificat homologué par l'État au niveau II
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation  
intégrée aux grands  
MBA mondiaux

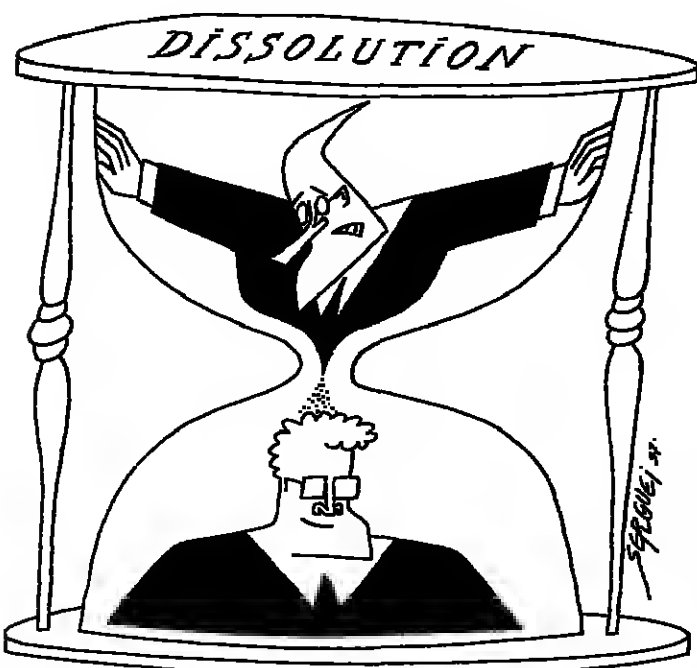
**mba**  
INSTITUTE

Groupe IPESUP

38, rue des Blancs-Manteaux  
75001 Paris - Tél. 01 42 78 95 45

صلى الله عليه وسلم





## Une option choisie en 1962 et 1968 par le général de Gaulle

DEUX FOIS, Charles de Gaulle a dissous l'Assemblée nationale. La première, en 1962, lui a permis d'asseoir son pouvoir. La seconde, en 1968, a marqué le début de la fin de son règne. Dans les deux cas, le premier ministre s'appelait Georges Pompidou; mais, en 1962, le tout nouveau chef du gouvernement a simplement mis en œuvre la stratégie présidentielle; six ans plus tard, il a imposé la sienne.

La fin de la guerre d'Algérie, en mars 1962, nourrit l'espoir des hommes de la IV<sup>e</sup> République de reprendre leur pouvoir d'antan. De Gaulle n'a pas l'intention de le leur rendre. Le 14 avril, il remplace à Matignon Michel Debré par Georges Pompidou, un de ses collaborateurs les plus proches, et réécrit la loi de réforme constitutionnelle. L'attentat du Petit-Clamart - le 22 août, il échappe de peu aux balles d'un commando de l'OAS - lui en donne l'occasion. Le 12 septembre, il annonce qu'il va soumettre à référendum un projet de révision organisant l'élection du président de la République au suffrage universel direct. C'est le 10<sup>e</sup> dans les partis traditionnels. Pour manifester leur désaccord, ils renversent le gouvernement.

En parfaite cohérence avec la logique des nouvelles institutions, le général de Gaulle dissout l'Assemblée. La campagne fait rage, mettant face à face les gaullistes et tous les autres, « les partis de jadis », comme dit le général. Les électeurs lui donnent raison: le 28 octobre, ils approuvent par 62,25 % des suffrages exprimés la réforme constitutionnelle; le 25 novembre, au soir du second tour des législatives, ils donnent la majorité absolue au Palais-Bourbon aux gaullistes et à leurs alliés. De Gaulle et les siens

ont achevé la conquête du régime qu'ils avaient mis en place en 1958. Longtemps, ce régime sera symbolisé par le couple de Gaulle-Pompidou. L'entente est d'abord parfaite entre les deux hommes, puis, à partir de 1967, des failles apparaissent, que les événements de mai 1968 transforment en fossé. A côté d'un président de la République qui ne comprend pas, qui ne maîtrise rien, le premier ministre apparaît comme le seul qui, au sommet de l'Etat, fait face. Quand le 28 mai, le président de la République annonce un référendum sur la participation, nul ne l'écoute. Désarmé, il va passer quelques heures au milieu des troupes françaises stationnées en Allemagne. A son retour, le 30, il en reste à son idée. Georges Pompidou lui tient tête. Le premier ministre menace de donner sa démission pour contraindre le président de la République à renoncer à un référendum et à dissoudre l'Assemblée nationale. De Gaulle finit par se laisser convaincre. Il l'annonce à la radio. C'est le 1<sup>er</sup> juin, attendu par la droite.

La campagne est courte. Le chef du gouvernement la mène et l'emporte: les gaullistes obtiennent une très large majorité dans la nouvelle chambre. Georges Pompidou est remercié d'une façon guère appréciée par des députés qui savent qu'ils ont été élus plus sur son nom que sur celui du général de Gaulle: Maurice Couve de Murville le remplace à Matignon. Lorsqu'il sera à son tour à l'Elysée, Georges Pompidou n'oubliera pas la leçon face à Jacques Chaban-Delmas: sous la V<sup>e</sup> République, un premier ministre ne peut disposer d'une autorité politique qui n'émane pas que du chef de l'Etat.

Thierry Bréhier

## Le PCF doit accélérer la désignation de ses candidats

À GAUCHE, le Parti communiste est l'un des derniers à « boucler » ses investitures. C'est en effet ces jours-ci - « fin avril », annonçait-on depuis quelques mois, place du Colonel-Fabien - que les 96 fédérations devaient faire connaître leurs ultimes candidats. Car les fédérations, au PC, sont souveraines dans leur choix; une politique qui n'est pas entièrement de façade, cette liberté permettant de trouver des compromis et de donner des gages dans un parti où les réticences vis-à-vis de la « mutation » demeurent vives.

Dans la 11<sup>e</sup> circonscription du Val-de-Marne, par exemple, un habile compromis entre orthodoxes et partisans de Robert Hue a ainsi été trouvé autour de la candidature du sénateur Claude Billard pour succéder à Georges Marchais.

De même, c'est dans des régions dominées par les « conservateurs » - farouchement hostiles à Maastricht - que voit se nouer une « quarantaine d'accords » de premier tour avec le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement: Nord, Pas-de-Calais, Somme, etc. Dans certains endroits, comme la Côte-d'Or, la Dordogne, l'Oise, ils risquent même de « faire mal à la gauche », selon l'expression de l'un des partisans. De même, cinq ou six accords devraient se trouver avec les

ex-communistes de la Convention pour une alternative progressiste (CAP).

Malgré un fort renouvellement (un tiers de candidatures féminines, contre 18 % lors du précédent scrutin), les communistes, qui évitent les « parachutages », risquent d'être moins touchés que le Parti socialiste par le manque de notoriété de ses candidats. Néanmoins, le PC, qui espère former un groupe d'une trentaine de députés (contre vingt-deux aujourd'hui), se trouve bousculé par le calendrier.

**ACCORDS PARTIELS AVEC LE MDC**

Les accords signés avec le MDC s'appuyaient en effet sur leur pétition pour un référendum sur la monnaie unique, un thème que le secrétaire national ne souhaite plus mettre en avant dans cette campagne anticipée. En outre, dans l'esprit du Parti communiste, ces accords ne devaient être que « partiels ». Si personne ne l'avouait, l'idée était d'aider les amis de Jean-Pierre Chevènement à trouver *in fine*, avant mars 1998, un arrangement avec le PS. Dimanche 20 avril, Michel Suchod, secrétaire général du MDC, confiait que « le préalable à tout accord serait le retrait des candidats socialistes contre les quatre députés sortants du MDC ».

Ariane Chemin

## Socialistes et communistes sont prêts à s'entendre sur quelques « grandes orientations »

MALGRÉ toutes ses assurances, la gauche s'est trouvée prise de court par l'annonce de législatives anticipées. Au-delà des problèmes de commandes de papier, de choix de permanences, de bouclages d'accords électoraux et d'ultimes investitures, l'agenda de la nouvelle union de la gauche, mise en route non sans heurts il y a un an, par les responsables des deux principales formations, s'en trouve bousculé.

Plus question, par exemple, d'assises pour le changement en 1998, lancées en grande pompe le 1<sup>er</sup> mars, à Lille, par Robert Hue, pour réunir dans tous les départements l'ensemble des formations de gauche, explique-t-on place du Colonel-Fabien. Course contre la montre oblige, les uns et les autres tentent de s'entendre au plus vite. Quitte, pour le secrétaire national du PCF notamment, à bousculer ses troupes.

Première évidence: en favorisant le vote « utile », cette campagne court risque de défavoriser les petites formations. Consensus de leur handicap, Jean-Pierre Chevènement, Alain Krivine et Dominique Voynet ont été les plus véhéments à s'élever contre la dissolution, dans laquelle la porte-parole des Verts, s'exprimant dimanche 20 avril lors du Grand Jury RTL-Le Monde, voit une « convergence électorale majoritaire ». « Si le président de la République veut des élections, a expliqué Robert Hue, le 20 avril, au congrès de l'Association nationale

des élus communistes et républicains (ANECR) à Lyon, il est possible de faire de celles-ci un moyen de faire prévaloir les espoirs de notre peuple (...). C'est le devoir de la gauche ».

Lionel Jospin s'est imposé, dimanche soir, comme le rassembleur des forces progressistes, en évoquant les communistes, les écologistes, mais aussi « les amis de Jean-Pierre Chevènement », avec lesquels le PS n'a pas réussi à signer d'accord électoral. Sans hésiter à voler au Parti communiste son propre vocabulaire, il a préfiguré le thème commun de la campagne: la lutte contre « le capitalisme dur » et - terme cher à la place du colonel Fabien - « l'ultralibéralisme ».

Conformément à ce qui avait été implicitement arrêté dans les discussions préparatoires au sommet PS-PCF, toujours prévu pour le 29 avril, M. Jospin a donné les signaux attendus en durcissant le ton sur la mise en place de la normale unique. Il avait déjà posé ses conditions lors de l'adoption du projet économique socialiste en décembre 1996, en assurant qu'il n'accepterait pas le passage à l'euro si le respect strict des critères de convergence devait entraîner une nouvelle cure d'austérité et une aggravation du chômage. Il a aussi exprimé avec force son souci de ne pas sacrifier « la nation » à la construction européenne.

De son côté, Robert Hue a choisi, lundi 21 avril au matin sur France-

Inter, d'adoucir ses critiques de l'euro - faisant implicitement passer ce thème en retrait de son argumentaire - en indiquant que les communistes allaient se battre « sur le refus de demander de nouveaux sacrifices aux Français » et en qualifiant d'« évolution positive » les propos de M. Jospin sur l'euro. Une position plus prudente, vis-à-vis du PS que celle de M. Chevènement, qui, le 17 avril, avait souhaité que la gauche propose « une politique réellement alternative à la politique maastrichtienne, qui vise à faire passer la France sous le joug de l'euro ».

## Il faudra attendre le sommet du 29 avril pour qu'un accord soit formalisé

M. Hue avait déjà souligné, comme l'attendait le PS et alors que le secrétaire national du PCF avait préféré, pour ménager ses militants, le faire après la campagne pour un référendum sur l'euro qu'il avait lancée, que son parti était prêt à participer à un éventuel gouvernement de gauche, en ne se contentant pas d'un soutien sans participation. Lundi, il a donné acte de cette évolution de M. Jospin, en assurant qu'elle « permet de dis-

cuter ». Le sommet entre Lionel Jospin et Robert Hue, le 29 avril, se présente donc sous les meilleurs auspices s'il se confirme que la question de l'euro, seule « difficulté » identifiée par M. Voynet dimanche, est surmontée et que la gauche évite ainsi de tomber dans le piège tendu par Jacques Chirac, en affichant ses dissensions sur l'euro.

Sous réserve des contacts exploratoires qui doivent se poursuivre d'ici au 29 avril, ce sommet devrait permettre d'aboutir à un « contrat d'orientation » que M. Jospin avait proposé le 16 janvier, en faisant écho à la « base d'engagements communs » suggérée par M. Hue. L'idée serait d'aboutir à un accord politique court qui formaliserait quatre ou cinq grandes orientations autour desquelles les deux partis se retrouveraient et pourraient même tenir des réunions communes.

Lundi 21 avril, les partis de gauche et les écologistes se retrouvent pour une nouvelle discussion sur la présentation de candidats uniques dans les circonscriptions où le Front national constitue un danger. Le PCF en reste à trois circonscriptions, ses partenaires à une dizaine. Mais il faudra attendre le sommet du 29 avril pour qu'un accord soit formalisé.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

## M. Jospin: « Si le pouvoir avait confiance dans sa politique, il attendrait les élections »

INVITÉ de l'émission « Sept sur sept », dimanche 20 avril, Lionel Jospin a affirmé que la dissolution est « un aveu d'échec ». « Si le pouvoir actuel avait confiance dans le succès de sa politique, il attendrait tranquillement les élections dans un an. S'il anticipe, ce n'est pas qu'il y a un problème avec sa majorité, c'est qu'il y a un problème avec l'opinion », a-t-il noté.

Tout en affirmant que « le président de la République n'est pas en cause dans l'élection législative » et que « le principe de la dissolution n'a pas à être récusé », le premier secrétaire du PS a toutefois critiqué d'emblée les raisons d'une telle décision: « Soit on nous dit que la situation économique va s'aggraver, (...) soit qu'il va être nécessaire de donner un nouveau tour de vis, (...) soit on nous dit que le pouvoir a peur d'être rattrapé par les affaires qui menacent effectivement plusieurs membres du gouvernement, et puis, à travers la Ville de Paris, des personnalités très importantes de cette majorité ».

« Sur la monnaie unique, je ne comprends pas bien pourquoi il faut demander aux Français un blanc-seing si, de toute façon, on a l'intention d'y entrer sans condition », a affirmé M. Jospin, en indiquant que « ce n'est pas [sa] position ». « Si, pour respecter le critère de 3 % - que l'Allemagne,

très vraisemblablement, ne respectera pas -, (...) il faut imposer une nouvelle cure d'austérité au pays, ma réponse est "non" », a-t-il déclaré, en indiquant qu'il n'était « pas favorable à n'importe quelle Europe ». Proposant « que nous ouvrons une discussion avec nos partenaires pour savoir dans quelles conditions nous ferons l'euro », M. Jospin a ajouté: « Il faut que l'Italie et l'Espagne y rentrent d'entrée de jeu, que l'euro ne soit pas survolé par rapport au dollar, qu'il y ait un gouvernement économique face à la Banque centrale ». Évoquant à ce sujet les positions du PS et du PCF, M. Jospin a affirmé que « c'est la responsabilité du Parti communiste que de dire: "Si ces conditions sont réunies, alors, c'est oui, on y va" ».

**LE CAPITALISME DUR DES DESTRUCTEURS**

Affirmant que « la question qui va se poser aux Français, c'est de savoir s'ils veulent se retrouver, au lendemain d'élections législatives, à nouveau avec Alain Juppé, pour cinq ans, avec une politique aggravée », M. Jospin a indiqué que le Parti socialiste mènera campagne sur « le bilan du gouvernement ». « Le chômage s'est accru de plusieurs centaines de milliers d'hommes et de femmes depuis quatre ans et a progressé depuis deux ans. Les déficits se sont accrus: le déficit budgétaire, et surtout le déficit de la protection sociale, qu'ils n'arrivent pas à maîtriser. Les inégalités ont augmenté, la précarité a augmenté », a-t-il souligné, avant de noter qu'il ne voyait pas « com-

ment l'an pourrait dénouer cette crise en réalisant la même majorité et en continuant avec le même premier ministre ».

Puis, le premier secrétaire du PS, qui a affirmé que « dans tous les domaines, [les socialistes] sont prêts », s'en est pris au projet présumé de la majorité. « Le choix de 1997 sera beaucoup plus clair, finalement, que le choix de 1995 », a-t-il affirmé, en notant que « le discours sur la fracture sociale est derrière nous ». Relevant que « la politique du gouvernement, c'est - nous dit-on - l'ultralibéralisme, c'est-à-dire, en réalité, le capitalisme dur, ou alors c'est une rigueur, une austérité accrue », M. Jospin a noté que « le gouvernement veut faire les élections plus tôt pour, ensuite, frapper la consommation populaire, frapper les Français par cette politique ultracapitaliste ».

« Sous prétexte de modernité, ce sont des gens qui veulent nous ramener en arrière, avec des conséquences sociales et humaines considérables et catastrophiques, et avec le risque de mettre en cause le modèle social, la conception même de la République et de la démocratie, sur lesquels nous vivons depuis la Libération », a-t-il affirmé. « A beaucoup d'égards, [une partie des responsables de la droite] ne sont pas des conservateurs, ce sont des destructeurs », a-t-il affirmé, en ajoutant que « ce serait quand même un paradoxe qu'au moment où les Britanniques tirent les leçons du Thatcherisme, notre gouvernement veuille nous y amener ».

## Une équipe rajeunie et féminisée conduira la campagne du PS

LE GRAIN DE SABLE qui va bouleverser le calendrier de Lionel Jospin va donc prendre la forme d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Cet imprévu, auquel le premier secrétaire du Parti socialiste n'a commencé à croire qu'à partir du 16 avril, après avoir été, comme la plupart des socialistes, très sceptique sur cette hypothèse, oblige à revoir tout le savant échiquier qu'il avait bâti. M. Jospin, qui a été, dimanche 20 avril, après son émission « Sept sur Sept » sur TF1, avec son secrétaire national, auquel s'était joint notamment Dominique Strauss-Kahn, devait réunir de nouveau son « gouvernement » lundi 21 avril au matin et s'apprêter à réagir immédiatement après l'intervention télévisée de Jacques Chirac.

Le premier acte du premier secrétaire du PS devrait être de constituer un comité de campagne, qui se substituera, formellement ou informellement, au secrétariat national pendant la bataille électorale.

Ce comité de campagne devrait à la fois incarner une image nouvelle du PS - rajeuni et féminisé - et préfigurer ce que serait un éventuel gouvernement Jospin en cas de victoire. Les dix maires que M. Jospin cajole devraient y occuper une bonne place - de Jean-Marc Ayrault (Nantes) à Catherine Trautmann (Strasbourg), en pas-

sant par Jean-Paul Huchon (Conflans-Sainte-Honorine) et Michel Destot (Grenoble) - et, ainsi que le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, ou encore Martine Aubry et Jack Lang.

D'autres personnalités pourraient jouer un rôle d'expert et de caution, comme, par exemple, Jacques Delors, avec qui M. Jospin s'était entretenu en tête-à-tête le 10 avril. Le concours de M. Delors serait d'autant plus souhaité que la tonalité de la campagne s'annonce très européenne, avec l'idée de montrer que le passage à la monnaie unique n'implique pas nécessairement une nouvelle cure d'austérité.

**PROPOSER UN « CONTRAT »**

La difficulté pour M. Jospin est de se livrer à cet exercice avant le congrès national - prévu pour novembre à Brest, il pourrait être retardé -, qui avait notamment pour but de constituer un nouveau secrétariat national. Le dispositif de campagne devrait être présenté dès mercredi au bureau national. Un conseil national, initialement prévu pour le 10 mai, devrait être avancé, en fonction de la date qui sera retenue pour le premier tour des élections législatives. Il devra à la fois boucler la plate-forme électorale, investir les candidats dans la douzaine de cas qui restent encore en suspens et sans doute ar-

## Cinquecento



34 900<sup>F</sup>

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en bleu.

Version présentée Cinquecento S 43 900<sup>F</sup> Prix Net ou 34 900<sup>F</sup> Prime Qualité Fiat de 9 000<sup>F</sup> déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96. AM 97.

TRANSPARENCE FIAT

M. N.



## M. Juppé s'adressera mardi aux députés de droite en tant que chef de la majorité

La commission d'investiture RPR-UDF doit encore résoudre une vingtaine de cas

Dans l'attente de l'intervention télévisée du président de la République, les partis de la majorité s'emploient à régler les derniers litiges portant

sur les investitures des candidats. Le RPR prévoit la réunion de son conseil national avant la fin de la semaine. L'UDF devait se réunir lundi soir

pour arrêter son propre calendrier. Alain Juppé s'exprimera, mardi 22 avril, devant les députés sortants de la majorité.

« CA SENT LA POUDRE ». A peine rentré de quelques jours de vacances, Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR, se trouve les mains. Le mouvement néogaulliste est en ordre de marche. Plusieurs députés RPR ont profité du week-end pour réunir leurs équipes de campagne. M. Mancel a lui-même consacré pas mal de temps, ces derniers jours, à régler les derniers cas litigieux pour les investitures des candidats de la majorité aux élections législatives. Sans attendre l'annonce officielle de la dissolution de l'Assemblée nationale, le député de l'Oise devait rencontrer le premier ministre, Alain Juppé, lundi 21 avril, dans la matinée, pour arrêter l'organigramme de l'équipe de campagne, qui ne sera guère différente de la composition de la commission exécutive du RPR.

Dès mardi, M. Juppé s'adressera en tant que chef de la majorité aux députés de droite. Pour le reste, le calendrier n'a pas encore été modifié. Ce même mardi, dans la matinée, la commission d'investiture RPR-UDF se réunira en principe une dernière fois. Il reste moins d'une vingtaine de difficultés à résoudre. Parmi elles, la majorité ne s'est pas encore accordée sur le choix du candidat à opposer à Bruno Mégret, délégué général du Front national, dans la douzième circonscription des Bouches-du-Rhône (Vitrolles-Mariniane). Le RPR propose l'actuel secrétaire de la circonscription, Christian Rossi,

directeur général adjoint des hôpitaux de Marseille et adjoint au maire de Berre; l'UDF, en la personne de Jean-Claude Gaudin - l'expert électoral de la confédération libérale -, avance le nom de Serge Andréoni, maire de Berre et ancien partisan de Bernard Tapie. Dans quelques départements, la modification du calendrier électoral risque de compliquer la tâche de la commission d'investiture. Des députés sortants, qui envisageaient de se présenter aux élections sénatoriales de septembre 1998, vont devoir patienter pendant près d'un an et demi. Pour plus de sécurité, certains d'entre eux pourraient être tenus de briser un nouveau mandat à l'Assemblée nationale.

### PRIMAIRE A MENTON

Le RPR doit aussi trancher un cas difficile dans la cinquième circonscription des Alpes-Maritimes, que le balladurien Christian Estrosi veut récupérer après l'avoir abandonné en 1988 au profit de Gaston Franco. Le souci de la majorité, dans ce département et dans celui du Var, où le Front national est particulièrement puissant, est de limiter au maximum le nombre des primaires. Les négociateurs du RPR et de l'UDF sont cependant très réservés sur leurs chances de succès. C'est ainsi qu'une primaire aurait lieu à Menton entre le maire, Jean-Claude Guibal, passé de Force démocrate au RPR, et le député RPR sortant, Xavier Beck,

qui bénéficierait du soutien du mouvement de François Bayrou. De même, dans la sixième circonscription (Cagnes-sur-Mer), le mouvement néogaulliste s'attend à une compétition entre le député sortant, Suzanne Sauvaigo, qui a reçu l'investiture officielle, et le maire de Villeneuve-Loubet, Lionel Lucas.

En revanche, après beaucoup d'hésitations, le maire de Levallois-Perret, Olivier de Chazeaux, devrait être investi dans la cinquième circonscription des Hauts-de-Seine. Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, devrait finalement être candidate à Paris, dans la septième circonscription actuellement représentée par Alain Devaquet. Du côté de l'UDF, le dispositif de campagne ne sera arrêté que lundi soir, lors d'un dîner, après l'intervention télévisée du président de la République. Auparavant, M. Gaudin et Claude Gossuven, secrétaire général de l'UDF, devaient mettre la dernière main aux investitures encore en suspens au sein même de la confédération libérale. Rien n'a encore été arrêté quant à la présélection officielle de l'ensemble des candidats de la majorité. Ceux du RPR seront investis formellement par un conseil national du Rassemblement avant la fin de la semaine. Jeudi, le premier ministre participera à la journée, prévue de longue date, de l'Association nationale pour la démocratie locale. Une semaine plus tard, le 1<sup>er</sup> mai, il

se retrouvera aux côtés de son prédécesseur, Edouard Balladur, pour fêter à Port-Marly (Yvelines), le trentième anniversaire des ordonnances sur la participation.

### PEU DE MEETINGS RÉGIONALES

Compte tenu du calendrier très resserré, la majorité organisera peu de meetings régionaux. Elle mise à la fois sur la campagne de terrain de ses députés sortants et sur les interventions de ses principaux dirigeants dans les médias. Au RPR, où les « forums pour la France », destinés à préparer le programme législatif, vont être interrompus, Jean-François Copé, député de Seine-et-Marne, est chargé de préparer les argumentaires, dont l'un des axes principaux sera de « donner de l'air » au citoyen face à la puissance publique. Le secrétaire général du mouvement considère d'autre part que la prochaine campagne ne doit pas être l'occasion d'ouvrir un nouveau débat sur Maastricht. Tout au plus, concède M. Mancel, « une dissolution d'intérêt national » permettrait, en cas de victoire du parti organisé, fin mars, à Strasbourg. Parmi elles, les Bouches-du-Rhône, où se présente M. Mégret dans la circonscription de Vitrolles-Gardanne, les Alpes-Maritimes et les Hauts-de-Seine, où le secrétaire départemental, Jean-Yves Le Gallou, laboure son terrain dans les municipalités communistes de Gennevilliers et de Colombes. Ce congrès a d'ailleurs été utilisé pour mobiliser les candidats, passer les consignes, donner les conseils de campagne et organiser les séances photo avec « le chef » pour les documents de propagande électorale.

Bien qu'il se soit préparé à cette éventualité, le parti lépeniste n'a pas manqué pas de faire savoir qu'il était hostile à une dissolution qui le prive d'une pré-campagne, période mise notamment à profit sur le terrain par les nouveaux candidats et que M. Le Pen comptait utiliser pour monter des « coups médiatiques ».

« Les sortants auront l'avantage », souligne M. Mégret. Le parti de M. Le Pen bénéficiera toutefois d'une concurrence faible en provenance de la droite de la droite, en particulier de La droite indépendante, appellation de l'alliance électorale conclue entre le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et le Centre national des indépendants et paysans (CNIP). La rivalité sera réduite de la part du PNR, le Parti national républicain de Jean-François Touzé, que cette dissolution prend de court.

M. Mégret, qui a eu du mal à croire que « Jacques Chirac ferait l'erreur de dissoudre » et de « se

l'ancien ministre préparait depuis plusieurs mois les élections législatives de 1998. Il s'était fixé pour objectif de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, d'y capter les voix des déçus du chiraquisme tentés par un vote radical et d'obliger la majorité à tenir compte de son poids électoral avant le second tour. Depuis l'élection présidentielle, où il avait obtenu 4,8 % des voix, il a constitué dans tous les départements des fédérations de son Mouvement pour la France (MPF), s'est employé à chercher de bons candidats et a passé un accord avec le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), présidé par Olivier d'Ormesson. Sur l'Europe, sur la justice et sur les affaires, il s'est fait de plus en plus critique vis-à-vis du président de la République, jusqu'à rompre publiquement avec lui pour se situer en dehors de la majorité.

L'annonce d'une dissolution intervient alors que ses préparatifs ne sont pas achevés. Pour l'heure, seuls les noms de 150 candidats ont été rendus publics. M. de Villiers assure cependant que le MPF et le CNIP seront en mesure de présenter 500 candidats, qui concourront sous l'étiquette « droite indépendante ». Lui-même, déjà député européen et président du conseil général de Vendée, se présentera dans son département, et il estime que ses candidats pourront obtenir plus de 8 % des voix dans une soixantaine de circonscriptions détenues par la droite. « La victoire de la majorité n'y sera pas possible sans nous et, à l'heure actuelle, je ne me vois pas appeler à voter au second tour pour ce qu'est devenu la majorité », a indiqué au Monde M. de Villiers.

C. Ch.

## Le Front national dénonce une « dissolution-magouille »

Jean-Marie Le Pen, qui affirme ne pas être pris au dépourvu, hésite à se présenter à Nice ou à Toulon

IL Y A DES MOIS que Jean-Marie Le Pen prédit des élections législatives anticipées. Même s'il lui reste encore à choisir une vingtaine de noms sur la liste des candidats et à annoncer la circonscription (à Nice ou à Toulon ?) dans laquelle il se présentera lui-même, le président du Front national affirme ne pas être pris au dépourvu. Les slogans sont déjà prêts : « Front national : le grand changement » et « Dissolution, magouille », précise Bruno Mégret, le délégué général du parti d'extrême droite.

Dès lundi matin 21 avril, une commission technique devait se réunir au « Paquebot », le siège du parti à Saint-Clément (Hauts-de-Seine), pour arrêter les dernières investitures. Les militants étaient mobilisés pour expédier les colis d'affiches, dépliants de campagne et modèles de tracts dans les fédérations. La presse était invitée à venir recueillir, dans la soirée, les réactions de M. Le Pen aux déclarations télévisées de Jacques Chirac. En fait, certaines fédérations départementales ont été prévenues : elles ont commencé leur affichage au lendemain du congrès du parti organisé, fin mars, à Strasbourg. Parmi elles, les Bouches-du-Rhône, où se présente M. Mégret dans la circonscription de Vitrolles-Gardanne, les Alpes-Maritimes et les Hauts-de-Seine, où le secrétaire départemental, Jean-Yves Le Gallou, laboure son terrain dans les municipalités communistes de Gennevilliers et de Colombes. Ce congrès a d'ailleurs été utilisé pour mobiliser les candidats, passer les consignes, donner les conseils de campagne et organiser les séances photo avec « le chef » pour les documents de propagande électorale.

Bien qu'il se soit préparé à cette éventualité, le parti lépeniste n'a pas manqué pas de faire savoir qu'il était hostile à une dissolution qui le prive d'une pré-campagne, période mise notamment à profit sur le terrain par les nouveaux candidats et que M. Le Pen comptait utiliser pour monter des « coups médiatiques ».

« Les sortants auront l'avantage », souligne M. Mégret. Le parti de M. Le Pen bénéficiera toutefois d'une concurrence faible en provenance de la droite de la droite, en particulier de La droite indépendante, appellation de l'alliance électorale conclue entre le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et le Centre national des indépendants et paysans (CNIP). La rivalité sera réduite de la part du PNR, le Parti national républicain de Jean-François Touzé, que cette dissolution prend de court.

M. Mégret, qui a eu du mal à croire que « Jacques Chirac ferait l'erreur de dissoudre » et de « se

mettre en première ligne », tire à boulets rouges contre ce qu'il appelle « la dégradation du système politique » et « le gouvernement qui, impuissant à redresser le pays avec quatre cent quatre-vingts députés, veut faire croire qu'il réussira mieux avec une plus faible majorité ». Dès le 16 avril, M. Le Pen est monté au créneau pour dénoncer une « magouille » destinée à « museler l'opposition » et à « éviter d'être victime des affaires en cours et en particulier de celles qui sont dirigées contre le RPR par le juge Holphen ».

« On ne peut pas dire que le gouvernement soit sous la pression de la rue », constatait, samedi 19 avril, le

La « droite de la droite » est prise de court

Le petit parti de Jean-François Touzé, le Parti national républicain (PNR), qui comptait présenter l'an prochain plus de 150 candidats, n'en présenterait finalement plus qu'une centaine. La moitié a déjà été présentée le 18 janvier. En 1993, ce mouvement, qui se veut dans la majorité à la droite de la droite, avait présenté 77 candidats : « Le nombre qu'il fallait pour avoir droit, selon les exigences du CSA, aux passages à la télévision », explique Arnaud Hautbois, chargé des relations avec la presse, candidat dans la 9<sup>e</sup> circonscription de Paris (10<sup>e</sup> arrondissement). Le PNR a commencé dès janvier son affichage dans la capitale et les Alpes-Maritimes, où doit se présenter son président, dans la 6<sup>e</sup> circonscription (Cagnes-sur-Mer), en se réclamant de « la vraie droite », face au Front national dont il condamne les « excès ».

président du Front national qui inaugurerait, avec son gendre, Samuel Maréchal, tête de liste aux prochaines élections régionales en Pays de la Loire, la nouvelle perennité du parti à Nantes. « Cette manœuvre dilatoire n'a qu'une justification : le président redoute que 1998 soit une année lourde en menaces », a expliqué M. Le Pen. En estimant que M. Chirac anticipe des difficultés économiques « graves » au moment de la mise en place de la monnaie unique, Coccolusion du dirigeant d'extrême droite : le chef de l'Etat préfère « dix voix de majorité et cinq ans devant lui à deux cent cinquante voix de majorité et un an devant lui ».

Christiane Chombeau

## Les instituts de sondage font déjà leurs comptes

BRANLE-BAS DE COMBAT dans les instituts de sondage : avant même que soit confirmée la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, chacun a déclenché en urgence le dispositif savamment mis en place, depuis des semaines, pour accompagner ce qui devait être une longue année pré-électorale. Dès dimanche 20 avril, les principaux sondages ont retrouvé leur rôle d'analyses ou d'ordres pour souligner le risque pris par le chef de l'Etat et, dès à présent, les enquêtes se multiplient pour évaluer les chances du président de la République de réussir son pari.

Mais les sondages font, à l'évidence, contre mauvaise fortune bon cœur. Aucun des directeurs des études politiques des principaux instituts ne cache, en effet, que la précipitation du calendrier risque de représenter un sérieux manque à gagner. « On ne pourra évidemment pas faire en six semaines ce qui aurait été évalué sur dix mois si les élections avaient eu lieu, comme prévu, en mars 1998 », remarque Stéphane Rozès, de CSA. Des études fines, qualitatives ou par circonscription vont céder le pas aux sondages plus généraux sur les chances de vic-

toire de l'un ou l'autre bord, traditionnellement réservés aux fins de campagne électorales. Compte tenu du poids relatif des études politiques dans le chiffre d'affaires des principaux instituts - de l'ordre de 8 % pour la Sofres à 25 % pour CSA - les conséquences d'une telle bousculade sont donc loin d'être négligeables. D'autant qu'une année d'élections législatives, période faste, par définition, pour les sondages politiques, entraîne une hausse de 10 % à 30 % du chiffre d'affaires de ce seul secteur d'activité, selon les instituts.

Les sondages sont-ils, dès à présent, les grands perdants des élections législatives qui s'annoncent ? Ce n'est pas si sûr. En prévoyant, jusqu'à présent, le téléscopage, en mars 1998, des scrutins législatifs et régionaux, le calendrier électoral minimisait fortement l'importance politique des élections régionales. « La dissolution va permettre de redonner une valeur aux régionales », qui seront un test important un an après l'élection d'une nouvelle majorité, pronostique-t-on à la Sofres comme chez BVA.

Gérard Courtois

**ECOUTEZ BFM, vous y verrez plus clair.**

**PHILIPPE ALEXANDRE**

**96.4 PARIS**

**BFM**

**LA NOUVELLE RADIO DE L'INFO**

● BFM Paris 96.4 ● BFM Lyon 98.4 ● BFM Marseille 95.8 ● BFM Bruxelles 107.6 ● BFM Bordeaux 107.3  
● BFM Grenoble 100.8 ● BFM Nancy 104.1 ● BFM Toulon 87.9 ● 3615 BFMPLUS ● Diffusion sur TPS

### Monsieur le Président de la République,

Vous avez toujours affirmé être attentif aux besoins médico-sociaux de la population parisienne. Ceux-ci se sont accrues depuis les toutes dernières années, du fait de l'accroissement de la précarité, qui aboutit trop souvent à l'exclusion de personnes ou de groupes sociaux particulièrement fragiles. C'est le cas des malades mentaux, mais également d'un bon nombre de personnes qui consultent en psychiatrie publique.

Au moment où les établissements et les secteurs qui y sont rattachés entreprennent une large reconversion d'une approche plus humaine des populations en voie de marginalisation, la diminution des budgets hospitaliers, particulièrement forte sur les établissements publics de santé de Paris (-2,5 % en moyenne sur les établissements spécialisés en psychiatrie), met en cause l'actualité de cette approche et vient freiner ou empêcher de nouvelles missions. C'est le cas de tout ce qui concerne la prévention des troubles mentaux, des plus jeunes aux plus âgés. Par ailleurs, vous savez qu'une part importante de la population desservie par les équipes de soins est issue d'autres départements, franciliens ou non, du fait de la place de Paris comme capitale, et que s'y ajoutent de très nombreux facteurs de morbidité connus de tous les professionnels.

Nous nous permettons de vous demander solennellement votre soutien dans la période particulièrement difficile que traversent nos établissements et tous ceux qui en dépendent (praticiens, personnels soignants), ce qui va à l'encontre du développement de l'accès aux soins, du maintien des capacités d'hospitalisation, et concerne l'ensemble des patients.

Les secteurs de psychiatrie de Paris ont été les premiers à montrer l'exemple d'une gestion librement consentie par les professionnels de la santé, en réduisant le nombre de lits hospitaliers au profit d'alternatives à l'hospitalisation performantes et reconnues sur le plan international. C'est la raison pour laquelle aller plus loin risque de mettre en péril le nouveau dispositif en secteurs et en réseaux mis en place.

Nous ne voulons pas que Paris devienne Los Angeles.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de notre respectueuse considération.

le 13 avril 1997

**INTERSYNDICALE DES PSYCHIATRES PUBLICS DE PARIS**  
3, avenue Jean-Jaures, 93330 Neuilly-sur-Marne

سكنا من الامم



صكنا من الامل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997

**DÉMOGRAPHIE** L'International Longevity Centre France devait rendre public, lundi 21 avril, un rapport du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des condi-

tions de vie (Credoc) sur « le pouvoir et le rôle économique des plus de 50 ans ». La Credoc prévoit que les « seniors » sont susceptibles de devenir demain l'un des seg-

ments essentiels des marchés ». L'ÉMERGENCE de nouveaux besoins est également annoncée, concernant notamment les plus de 80 ans. La prise en charge de la dé-

pendance pourrait permettre la création d'au moins 50 000 emplois. Les chercheurs estiment nécessaire de « mettre en place correctement et complètement la prestation au-

tonomie ». ● A GOUPIILLIÈRES (Yvelines), une centenaire et sa fille de soixante-treize ans font l'expérience quotidienne de la solidarité intergénérationnelle.

La consommation des « seniors » est appelée à se développer fortement

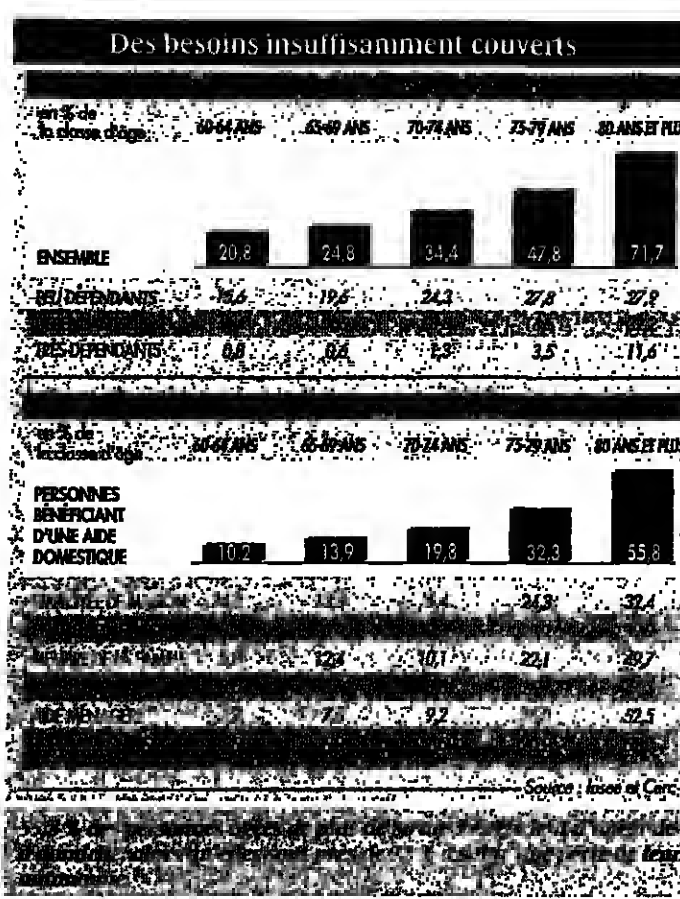
Un rapport du Credoc annonce un accroissement substantiel du rôle économique des plus de cinquante ans dans les prochaines décennies. Il prévoit aussi l'émergence d'un nouveau marché de la dépendance, « susceptible de créer de l'ordre de 50 000 emplois »

L'AVENIR est aux « seniors ». Un rapport du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) sur « le pouvoir et le rôle économique des plus de 50 ans », rendu public lundi 21 avril par la branche française de l'International Longevity Centre (ILC-France), analyse les causes et les conséquences du « baby-boom ». Il met en évidence le potentiel encore peu exploité de cette catégorie de consommateurs et, espérance de vie aidant, il annonce l'émergence du marché des plus de 80 ans. Tout en notant de fortes différences au sein de cette population des « seniors », le Credoc estime que « les plus de 50 ans ont en commun soit d'être déjà retraités, soit de commencer à préparer cette perspective ».

En 1996, rappelle Robert Rochefort, directeur du Credoc, en introduction du rapport, les plus de 50 ans représentaient 29,7 % de la population française, soit 17,2 millions de personnes. En 2020, leur proportion sera de 39,7 % (environ 25 millions de personnes) et, en 2050, de 45,4 % (plus de 29 millions). Le vieillissement démographique et la montée du travail féminin - avec l'arrivée progressive des retraitées - expliquent cette inéluctable croissance, comme ses enjeux économiques, considérables.

Loin du misérabilisme associé à l'image de la vieillesse dans la société, récemment dénoncé par le professeur Françoise Forette, présidente d'ILC-France, et chef du service de gériatrie clinique de l'hôpital Broca à Paris, dans son livre *La Révolution de la longévité* (éditions Grasset, 222 pages, 105 F), le Credoc assure que les « seniors » sont susceptibles de devenir demain l'un des segments essentiels des marchés.

On sait aujourd'hui que le pouvoir d'achat des quinquagénaires et de leurs aînés est plus élevé de 30 % en moyenne que celui des moins de 50 ans. Le revenu des « seniors » a ainsi été estimé, en



1994, à 110 000 francs par personne et par an au-delà de 50 ans, contre 86 000 francs pour les autres. Le Credoc a calculé qu'entre 1960 et 1990 le potentiel économique des plus de 50 ans avait été multiplié par cinq, alors que celui des moins de 50 ans ne l'avait été que par trois. « Entre 1977 et 1993, précise le rapport, la consommation des plus de 50 ans a augmenté de 64 %, contre 22 % en moyenne pour l'ensemble de la population. » Ces écarts s'expliquent par les « effets de génération » et largement par « les difficultés rencontrées actuellement par les plus jeunes ». Dans les années 70, souligne le rapport, « les inégalités

entre 50 et 64 ans sont les plus avantageuses : selon le rapport, « dans dix-huit ans, les plus âgés des retraités disposeront vraisemblablement d'un patrimoine immobilier nettement supérieur à celui des plus de 80 ans aujourd'hui ». Le rapport précise que « les nouveaux services destinés à aider les personnes âgées constitueront un puissant moteur de croissance de la demande et de création d'emplois pour les années à venir ». Citant le portage des repas à domicile, la vente de certains plats cuisinés industriels, les systèmes de télé-alarme et les structures médicales et sociales alternatives au placement en institution, le rapport réserve une large place à l'« enjeu de la dépendance ».

Selon le Credoc, 19,7 % des Français (24 % des 50 à 65 ans et 15 % des plus de 65 ans) déclarent avoir dans leur entourage proche un parent âgé non autonome. Si l'on considère les modes d'hébergement des personnes âgées dépendantes, « les besoins d'aide à domicile concernent (...) 61 % de l'ensemble des personnes non autonomes ».

REORIENTER L'ÉPARGNE

Il existe donc d'ores et déjà « un marché à organiser », dont le potentiel d'emplois est évalué à 50 000. La démonstration est la suivante : considérant que « le taux d'encadrement pourrait être d'une personne à plein temps pour cinq, six ou sept personnes dépendantes (...) », la prise en charge de 300 000 personnes dépendantes des premières années de monnaie en charge du dispositif serait bel et bien susceptible de créer de l'ordre de 50 000 emplois ».

Il s'agit d'« un marché à solvabiliser », ce qui suppose de « mettre en place correctement et complètement la prestation autonomie ». Adoptée par les députés sous le nom de « prestation spécifique dépendance », cette allocation promise par le candidat Jacques Chirac en 1995 a été revue à la baisse. Elle

devrait bénéficier à quelque 700 000 personnes en 1997 (Le Monde du 30 novembre 1996). « Le financement accru fourni par les « seniors » devrait entraîner [sa] mise en place rapide, effective et complète », estime le Credoc.

Un autre obstacle se dresse contre le moteur économique que pourrait constituer la prise en charge de la dépendance : « la peur d'être dépendants » pousse les retraités à « une précaution financière » et à « une préférence pour l'épargne ». « Un système de financement adapté « au cas où » semble le préalable nécessaire à la voir oc-

commencer à se lever ». L'analyse suggère cependant la mise au point de « nouveaux instruments financiers pour assurer le maintien de leur pouvoir d'achat » et l'exploration de « la voie qui consisterait à réorienter une partie de l'épargne des retraités vers la création d'entreprises (...) ». La collectivité garantissant au moins partiellement les risques encourus.

L'allongement de la durée et de la qualité de la vie conduisent les analystes du Credoc à formuler quelques hypothèses osées. Rappelant qu'« à partir de 2025 il n'y aura plus d'excédent de population

L'« entre-deux » des 45-49 ans

Les résultats d'une enquête qualitative effectuée par la société WSA sur la génération des 45-49 ans devaient être présentés, lundi 21 avril, par ILC-France, en même temps que le rapport du Credoc. Un « sentiment d'entre-deux » la caractérise, qui « tend à être vécu comme une fin de jeunesse et non un début de vieillesse ». Les 45-49 ans forment « une génération unique, passée de l'abondance à la difficulté, de la facilité à la rudesse », qui reste « très centrée sur le présent ».

Les quadragénaires interrogés essaient de « nier la vieillesse de leurs parents » et « refusent leur vieillesse future ». Cette génération semble occulter l'avenir, parce que « son potentiel physique l'éloigne de l'anticipation du corps vieillissant » et parce que « la prégnance de réalités présentes éclipsent les échéances futures ». « La menace qui pèse sur le reverserement des retraites de cette génération, indique l'étude, si elle est clairement reconnue, voire évaluée, n'est pas réellement ressentie comme génératrice de fortes inquiétudes. »

des classes d'âge de jeunes qui entrent sur le marché du travail et que, peu à peu, le chômage des jeunes devrait alors mécaniquement se réduire », ils envisagent, d'une part, un « appel, plus important qu'on peut le croire aujourd'hui, à de nouvelles vagues d'immigration » et d'autre part, l'assouplissement de l'âge de la retraite et la généralisation du « temps choisi ». « Notre conviction est que l'on sera plongé dans une société où le découpage traditionnel des grands temps de la vie - école, travail, retraite (...) - aura plus grand sens », concluent les chercheurs.

Laurence Folléa

Quatre millions de plus de 80 ans

● Espérance de vie. Elle augmente de près d'un trimestre chaque année. En 1996, l'espérance de vie à la naissance était de 74 ans pour les hommes et de 82 ans pour les femmes. En 2030, les femmes vivront en moyenne jusqu'à 88 ans et les hommes jusqu'à 79 ans. En 2050, l'espérance de vie moyenne des hommes équivalra à celle des femmes aujourd'hui.

● Retraites. 11,6 millions de Français sont âgés de plus de 60 ans (soit 20 % de la population), dont 4 millions ont plus de 80 ans. On estime que 1,5 million de personnes de cette classe d'âge souffrent, à des degrés divers, de perte d'autonomie et que 700 000 sont dépendantes. La France compte environ 6 000 centenaires.

● Qualité de vie. L'indice de « bien-être social » calculé par l'Insee sur la période 1984-1994 devient positif après 50 ans (sauf chez les plus de 80 ans), alors qu'il est négatif avant 50 ans. Les ménages de 50 ans et plus ont vu leur niveau de vie relatif progresser, l'amélioration étant particulièrement significative chez les personnes seules de plus de 60 ans et chez les couples du même âge sans enfant.

● Résidence. 39 % des personnes non autonomes séjournent en établissements spécialisés, 28 % dans leur famille et 33 % occupent leur propre domicile. Le taux d'hébergement en institution passe de 1 % chez les 60-69 ans à 36,5 % chez les plus de 90 ans. Hormis au-delà de 95 ans, la vie en institution est largement minoritaire en France.

Marie-Aline, cent deux ans, et Valérie, soixante-treize, mère et fille au foyer

**GOUPIILLIÈRES (Yvelines)**  
de notre envoyée spéciale  
Quelques narcisses pointent derrière les grilles blanches fraîchement repeintes et le soleil caresse les premières pousses dans le jardin soigneusement entretenu.

**REPORTAGE**  
Scrabble, jardinage et restaurant le dimanche rythment des jours tranquilles

nu. Marie-Aline Vection lance un regard en direction du potager : « C'était mon plaisir de m'en occuper. Jamais je n'ai mangé d'autres légumes que ceux que je faisais pousser moi-même. Mais, maintenant, je ne peux plus m'en occuper, c'est ma fille qui le fait », soupire cette vieille dame, qui, à défaut de manier la bêche, continue d'épicer elle-même les produits de son potager, de préparer les repas lorsque sa fille s'absente et de monter sans aide les escaliers qui mènent à sa chambre. L'unique problème de M<sup>me</sup> Vection et de sa fille, si elles en avaient un, serait que personne ne les croit. Lorsqu'elles avouent leur âge - cent deux ans pour la première, soixante-treize pour la seconde -, le visiteur ouvre des yeux incrédules. Pour le convaincre, il leur faut alors sortir les albums de photos et laisser se dérouler la valse des anniversaires où, plus les années passent, plus les gâteaux deviennent crémeux et meringués. Depuis deux ans, les anniversaires de M<sup>me</sup> Vection, née en 1894, soit dix-neuf ans après Jeanne Calment, ont pris un tour beaucoup plus officiel, avec le champagne

offert par le maire, les dessins des enfants de l'école, les bouquets des conseillers généraux et, parfois, du député. Les proches sont toujours présents, mais le 10 novembre est désormais une date importante dans ce petit village de 387 habitants, à 25 kilomètres de Dreux. Et la vedette est cette petite femme aux cheveux blancs, qui se tient bien droite en marchant et déclare avoir un heureux caractère.

Jamais Valérie Vection n'aurait imaginé vivre chez sa mère centenaire. Cette femme élégante, à la coiffure dynamique et aux cheveux fins gainés de bas transparents, est venue s'installer dans la maison familiale à sa retraite - « treize ans déjà, que le temps passe vite », s'exclame-t-elle. Depuis plus de quarante ans, elle vivait à Paris, où elle travaillait pour la

compagnie Air France. « Au début, je venais trois, quatre jours d'offsite, se souvient-elle. Je sentais bien qu'il fallait une présence pour que ma mère puisse rester chez elle. Mais j'ai hésité pendant deux ans. Je me suis décidée lorsque je me suis présentée aux élections municipales à Goupillières. Moins qu'on me le reproche plus tard, je retournerai à Paris. Ici, il faut absolument une voiture. A quatre-vingt-dix ans, je ne conduirai peut-être plus. Et puis, pour sortir, Paris, c'est mieux. »

PAS LA MAISON DE RETRAITE

La vie quotidienne se déroule sans aide extérieure. « Tout de même, depuis cette année, nuance Valérie Vection, une femme de ménage vient trois heures par semaine et nous prenons un jardinier deux fois par an pour les gros travaux. » Elle s'interroge pour savoir si,

cette année encore, elle taillera elle-même les quatre tilleuls du jardin.

L'avenir, cette septuagénnaire dynamique, qui avoue en roissant avec coquetterie être restée demiselle, l'envisage sereinement. Lorsque le besoin s'en fera sentir, elle demandera des aides à domicile. « L'objectif est que ma mère reste chez elle jusqu'à la fin, reprend-elle. Ce n'est pas la peine d'avoir fait tous ces sacrifices pour qu'elle aille dans une maison de retraite. » Quant à elle, elle ne souhaite pas « aller aussi loin », car il n'y aura plus personne pour s'occuper d'elle. Les deux femmes n'ont en effet plus de famille. Le père est décédé en 1957, à l'âge de soixante-douze ans.

En attendant, les jours s'écoulent sans heurts pour la mère et la fille. Il y a bien eu quel-

ques coups durs. Deux fractures de la jambe, et aussi une grande frayeur quand la centenaire a failli brûler vive. Oubliant que le feu était allumé, la vieille dame, qui était seule dans la maison, s'était appuyée contre la cuisinière.

Son chemisier en acrylique avait pris feu. « Heureusement, j'ai eu le réflexe de me rouler par terre », raconte-t-elle aujourd'hui. « Avec l'âge, nos relations se sont inversées, ajoute sa fille. Maintenant, c'est elle mon bébé. » Souvent, le dimanche, Valérie Vection emmène sa mère au restaurant, dans un fast-food, « parce qu'elle adore les frites ». Après quoi, elles font une partie de Scrabble. Depuis un an, c'est la fille qui gagne, enfin : « Mais elle trouve parfois de meilleures combinaisons que moi... »

Michèle Aulagnon



## Le PS lâche Michel Charasse dans sa croisade contre les juges

LE PARTI SOCIALISTE se démarque de l'ancien ministre du budget, Michel Charasse, qui dénonçait, dans un entretien accordé au *Parisien* daté 19-20 avril, « les pratiques honteuses » de certains juges d'instruction. Le PS s'insurge notamment contre les trois amendements déposés par le sénateur du Puy-de-Dôme, Michel Charasse, sur la détention provisoire, l'utilisation des lettres anonymes et la responsabilité des juges. Votés avec l'appui de la majorité, ils visent à limiter le pouvoir d'investigation des juges. « C'est malvenu sur le fond et sur la forme », a déclaré au *Monde* Marie-Pierre de la Gontrie, déléguée nationale aux questions de justice pour le PS. Nous ne pouvons l'accepter, car il est aujourd'hui essentiel d'intensifier la lutte contre la corruption. » M. Charasse a par ailleurs réaffirmé qu'il ne répondra « jamais » à la convocation du juge d'instruction Laurence Vichnievsky, qui souhaite l'entendre sur le dossier du financement occulte du Parti communiste. Estimant que « cette histoire remonte à Fabius et à Juppé », M. Charasse a précisé que si « M<sup>me</sup> Vichnievsky [...] souhaitait venir à une réunion publique, elle pourra lui poser, en tant que citoyenne, toutes les questions qu'elle voudra ». Le bureau du Sénat se prononcera mercredi 23 avril sur une demande de levée d'immunité parlementaire concernant M. Charasse. Si elle était acceptée par le bureau du Sénat, l'ancien ministre pourrait se voir contraint à se rendre chez le juge.

### DÉPÊCHES

■ **VIOL** : un gendarme de quarante-trois ans a été victime de violences sexuelles commises par quatre hommes, dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 avril, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne). La victime, admise à l'hôpital, s'était présentée d'elle-même au commissariat de police, expliquant que bien qu'elle eût signifié sa qualité de gendarme à ses agresseurs, ceux-ci l'avaient emmenée de force dans leur véhicule. ■ **SÉCURITÉ** : les quelque deux mille salariés travaillant dans l'Atte nord de l'Arche de la Défense à Puteaux (Hauts-de-Seine) n'ont pas pu rejoindre leurs bureaux lundi 21 avril, une ordonnance de fermeture ayant été rendue, vendredi 18 avril, par le tribunal de grande instance de Nanterre pour non-respect des normes de sécurité. Des travaux de mise en conformité ont débuté durant le week-end. Si la commission départementale de sécurité donne son aval, les salariés pourraient reprendre leur travail mardi 22 avril.

■ **MÉDECINS** : un décret paru au *Journal officiel* du 20 avril précise les conditions d'attribution d'une « aide financière exceptionnelle » pour l'information des professionnels de santé (*Le Monde* du 18 février). Cette aide pourra être attribuée jusqu'au 31 décembre à ceux qui s'engagent à transmettre, électroniquement, les feuilles de soins. Le versement, qui pourra prendre la forme d'une avance pour l'achat d'équipement, interviendra au plus tard le 31 mars 1998.

## La direction de la recherche de Gaz de France confrontée à des affaires de corruption interne

Plusieurs millions de francs ont été détournés par cinq salariés mis en examen

Les enquêtes de deux juges d'instruction révèlent que plusieurs millions de francs de pots-de-vin ont été encaissés par des agents de l'en-

treprise nationale. Un rapport d'audit prône la réorganisation des services achats. Cinq salariés ont été mis en examen pour « corruption »,

« escroquerie » ou « trafic d'influence ». Deux d'entre eux ont été placés, durant plusieurs mois, en détention provisoire.

LOIN du vacarme provoqué par les scandales politico-financiers, l'entreprise Gaz de France (GDF) découvre actuellement en son sein les effets d'une forme de corruption plus ordinaire. Deux juges d'instruction - l'un à Versailles (Yvelines), l'autre à Paris - ont été saisis : cinq salariés de la société ont été mis en examen pour « corruption », « escroquerie » ou « trafic d'influence », et deux d'entre eux ont même été placés, durant plusieurs mois, en détention provisoire. Ces enquêtes ont surtout mis en évidence des pratiques frauduleuses, dont la répétition, entre 1990 et 1996, a permis de détourner plusieurs millions de francs au détriment de l'entreprise nationale. Qualifiés, de source judiciaire, de « petites affaires de corruption à portée de la main », ces dossiers concernent tous la direction de la recherche de GDF.

Depuis février 1996, le juge versillais Jean-Marie Chapier instruit la plus symptomatique de ces affaires, révélée à la suite d'une coïncidence due à la maladresse des fraudeurs. Fin 1995, deux télé-

copies étaient parvenues par erreur entre les mains d'un membre d'un centre important de la direction de la recherche de GDF, situé à Beynes (Yvelines). Ces documents se présentaient comme des devis adressés à GDF par des entreprises extérieures, mais ne portaient pas d'indication précise sur l'identité de leur destinataire. Aussi l'une des deux sociétés expéditrices, Iso Soudage, fut-elle questionnée afin de savoir à qui elle destinait ce devis. Les dirigeants de cette entreprise répondirent qu'ils n'avaient jamais envoyé une telle télécopie et, inquiets de voir le nom de leur société utilisé à leur insu, dispensèrent promptement une plainte contre X... pour « faux et usage de faux ».

Remontant cette piste, le juge Chapier put ainsi établir qu'avait été mis en place, au sein de la direction de la recherche, un système de faux devis, adressés par une seule et même entreprise pour créer artificiellement les conditions d'une mise en concurrence. De la sorte, les agents de GDF chargés de la sélection des fournisseurs pouvaient, sous le couvert du respect des textes réglementaires - établis en 1993 -, retenir l'entreprise de leur choix sans éveiller le moindre soupçon de favoritisme. Auparavant, l'attribution de ces marchés s'effectuait de gré à gré : les entrepreneurs désireux d'obtenir des contrats avec GDF n'avaient donc pas eu besoin de recourir à de semblables stratagèmes pour s'entendre avec leurs complices au centre de recherche de Beynes. Le bon vouloir du service achats de GDF prévalait. Et ses décisions pouvaient être purement et simplement achetées.

Près de 1 million de francs a ainsi été versé par des entrepreneurs à quatre agents de GDF - l'un d'eux ayant encaissé plus de 300 000 francs en espèces entre 1992 et 1996. Ces ententes portaient à chaque fois sur la fourniture de matériel de bureau et d'équipements de forage utilisés par la direction de la recherche. Peut-être pris de remords, deux cadres du centre de Beynes ont in-

terrogé, dans un courrier adressé à leur hiérarchie après l'ouverture de l'information judiciaire, que le directeur commercial de la société Pret et transit international (FTI), citée dans la procédure du juge Chapier, leur avait proposé un pourcentage sur le montant d'un marché de plus de 2 millions de francs. Rémunérés en espèces, en cadeaux divers et en voyages, les agents de GDF soupçonnés d'avoir bénéficié de ces pratiques ont procédé de la même façon avec une dizaine d'entreprises. Les dirigeants des sociétés Cedis, Samm, Sodipren et Sarti ont été mis en examen, et cette évolution de l'en-

quête a conduit la direction de GDF à déposer à son tour une plainte contre X... pour « faux et usage de faux ».

L'entreprise d'Etat a en outre découvert, au mois d'août 1996, une autre filière de corruption interne. A la suite d'un appel téléphonique anonyme, la direction de la recherche a été alertée sur l'existence, au sein même de son siège, à la Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), d'un système de surfacturation mis en place par un des responsables du service achats. Les enquêteurs estiment le montant des factures douteuses, émises avec la complicité de l'Union française de papeterie (UFP) et de ses filiales, Téléservices, Infoservices et Shop Info, entre 5 et 10 millions

de francs. Confiée au juge d'instruction parisien Xavier Siméoni, l'enquête a entraîné la mise à pied, puis le licenciement, du cadre de GDF placé à la tête de ce réseau de détournement de fonds - qui paraît sans lien avec celui découvert au centre de Beynes -, soupçonné d'avoir reçu près de 500 000 francs en dessous-de-table divers.

L'accumulation de ces révélations sur des dérapages internes éclaire d'une lumière particulière les déficiences du contrôle exercé par la direction centrale, mais aussi les relations troubles qu'entretenaient parfois les responsables des services achats avec leurs four-

### Un manque de « sensibilité gestionnaire »

Interrogée par *Le Monde*, la direction de Gaz de France, par la voix de son directeur de la recherche, Michel Bayle, nommé après la découverte des faits, confirme l'existence des deux procédures judiciaires et de leur contenu. Elle insiste sur la mise en place d'une mission d'audit, dès l'ouverture de l'instruction, sur l'organisation des services achats de l'entreprise. Le résultat de cette étude, effectuée par une société indépendante, a été remis à la fin du mois de mars et devrait conduire à une restructuration interne.

« Le centre de recherche a peut-être manqué de sensibilité gestionnaire », admet toutefois son responsable, ajoutant que des mesures disciplinaires ont, d'ores et déjà, été engagées à l'encontre des salariés mis en cause par les juges d'instruction.

De nombreux professionnels de santé ne cachent plus leurs vives inquiétudes devant la situation actuelle, où des personnes ayant reçu des produits potentiellement à risque de MC ne sont ni informées ni exclues du don de sang (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril). Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, a annoncé son intention d'interroger sur ce point le Comité national d'éthique. Ce dernier précisait toutefois, lundi matin, ne pas avoir été encore saisi.

Jacques Follorou

## Baxter retire à nouveau du marché des produits sanguins

LA FILIALE FRANÇAISE de la firme pharmaceutique Baxter vient de faire savoir aux responsables des pharmacies hospitalières que, en accord avec les responsables de l'Agence du médicament, elle avait décidé de retirer du marché des lots de produits dérivés du sang. Il s'agit de deux lots d'un médicament antihémophilique (Hemophil M 1000 UI) et d'une préparation de gammaglobulines (Gammagard). « Cette mesure de précaution », a expliqué-t-on chez Baxter, « a été prise dans le cadre de la sécurité transfusionnelle ». La division Hyland de Baxter Healthcare Corporation a pris cette décision après avoir été informée récemment que le plasma utilisé dans la fabrication de ces lots provenait de deux donneurs bénévoles dont l'un avait auparavant reçu une greffe de mère et le second était décédé de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

La firme souligne que ce n'est pas la première fois qu'une telle mesure est prise. Depuis que le risque de transmission sanguine de l'agent de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MC) est suspecté, Baxter a mis en

place de nouvelles mesures préventives, qui l'ont conduit à effectuer des enquêtes auprès des donneurs de sang de la Croix-Rouge américaine, auprès de qui elle se fournit. C'est ainsi que, depuis 1996, quatre lots ont au total été retirés après qu'on eut découvert qu'ils provenaient de donneurs qui avaient reçu des greffes de mère ou de l'hormone de croissance extractive. Au total, en France, près de trois cents lots ont, depuis juillet 1994, été retirés du marché pour prévenir ce risque.

De nombreux professionnels de santé ne cachent plus leurs vives inquiétudes devant la situation actuelle, où des personnes ayant reçu des produits potentiellement à risque de MC ne sont ni informées ni exclues du don de sang (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril). Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, a annoncé son intention d'interroger sur ce point le Comité national d'éthique. Ce dernier précisait toutefois, lundi matin, ne pas avoir été encore saisi.

J.-Y. N.

## Le maire de Nogent-sur-Marne se « félicite » de l'expertise de l'école « radioactive » Marie-Curie

RÉAGISSANT à la révélation, dans nos colonnes, de l'expertise judiciaire sur l'école « radioactive » Marie-Curie (*Le Monde* daté 20-21 avril), Estelle Debaecker, maire (divers droite) de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) a affirmé, dans un communiqué publié samedi 19 avril, se « féliciter » du rapport, ajoutant qu'elle avait « pris en main ce dossier dès [son] arrivée en juin 1995 ».

Après les analyses effectuées par l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) et la fermeture de l'école en décembre 1995, M<sup>me</sup> Debaecker dit avoir « fait les travaux que l'OPRI recommandait, avec succès, puisque leurs nouvelles conclusions et celles de la commission Schléret (devenue depuis l'Observatoire pour la sécurité des établissements scolaires) ont été : "Il n'y a plus de danger dans

l'école" ». L'établissement a rouvert ses portes en mai 1996.

Le maire a indiqué que « si les nouvelles pièces ou conclusions de cette nouvelle expertise [...] conduisent, [elle] prendrait comme par le passé toute décision qui s'impose pour la sécurité des enfants et du personnel, y compris la fermeture de l'école ». L'expert nommé par le juge Martine Vezant, qui instruit la plainte contre X... déposée par une mère de famille au nom de l'Association indépendante pour la fermeture de l'école radioactive Marie-Curie (une quarantaine de parents d'élèves en sont membres), a pourtant jugé que « les mesures et les travaux ne pourront se faire qu'après fermeture de l'école ».

Finalement, M<sup>me</sup> Debaecker affirme que l'ancien maire (RPR) « Roland Nurgesser n'aurait pas dû construire une école sur ce site pollué en 1967 ». « Je suis pour ma part tout

à fait serein quant à mes propres responsabilités, a-t-elle conclu, mais je comprends que mon prédécesseur, d'ailleurs toujours député du Val-de-Marne, le soit moins. »

L. F.

**Concours d'AVOCAT CRFPA**  
Expertise comptable  
**DECIF**  
Préparations intensives août-sept.  
**IPESUP**  
18, rue du Centre Miro-Denis 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PARIS (L33 FAF)

## La vie en face

chaque mardi  
20.45

## Le bourgmestre a dit...

Mardi 22 avril à 20.45

Portrait du bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode, la plus petite commune de Bruxelles. Dans ce microcosme très modeste à la population majoritairement immigrée, il pratique depuis 30 ans (un record de longévité) une véritable politique sociale à l'écoute des citoyens.

Documentaire de Marie-Hélène Massin (1996).

### La vie en face

Chaque mardi à 20.45, un documentaire sur nos sociétés européennes, filmé du côté des gens, au plus près du réel.

3615 ARTE (L33 FAF)  
http://www.artelw.com

**arte**

صوتك من الامم



## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997

**TRANSPORTS** Déclarée d'utilité publique en mai 1996, la construction du TGV-Est qui ne commencera, au mieux, qu'en 1998, provoque sur le terrain des protes-

tations des élus et des associations de défense de l'environnement. ● EN ALSACE, la question de savoir s'il faut construire une voie nouvelle ou plutôt mettre en œuvre la

technique du train pendulaire, les infrastructures actuelles par le col de Saverne, n'est pas tranchée. ● EN LORRAINE ET EN CHAMPAGNE-ARDENNE, certains riverains

et certains maires de communes voudraient que le futur tracé de la voie se rapproche des villes, d'autres pensent qu'il est nécessaire de construire des gares dans

la campagne. ● LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT est au cœur des polémiques, notamment près de Reims, où vient d'être créé un parc naturel.

### Champenois et Lorrains contre le « tout-TGV Est »

Le tracé du futur train à grande vitesse qui doit relier Paris à Strasbourg commence à faire l'objet de vives polémiques. Associations de riverains et élus locaux se mobilisent. Le démarrage des travaux reste suspendu au financement d'appoint par les collectivités locales

LA PRESSION monte chez les riverains de la future ligne nouvelle du TGV Est. Le projet final prévoit de mettre Strasbourg à une heure cinquante de Paris au lieu de quatre par la voie ferrée existante. Les élus y voient un moyen de renforcer le rôle européen de la capitale alsacienne. L'enquête d'utilité publique a été vite expédiée en 1994. Plutôt bâclée, regrette Andrée Buchmann, vice-présidente écologiste du conseil régional d'Alsace. Avec des gros dossiers en couleurs déposés dans les mairies mais aucun débat contradictoire. Réunis dans la coordination « TGV sans casse », les maires des petites villes et les associations de riverains commencent à donner de la voix. Ils contestent les choix techniques et réclament des garanties sur la protection de l'environnement.

Une première réunion publique a eu lieu à Strasbourg, le 13 décembre 1996, sept mois après la déclaration d'utilité publique, avec toutes les parties prenantes, y compris la SNCF. On y a surtout parlé technique ferroviaire. « Le TGV devra ralentir dans le tunnel de Saverne », note M<sup>me</sup> Buchmann, il ne nous paraît donc pas opportun de construire une ligne nouvelle en Alsace pour lui permettre de reprendre sa pleine vitesse sur quelques kilomètres seulement. Le ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, a annoncé que la première étape de construction irait de Paris à la vallée de la Moselle. Le TGV poursuivrait sa route vers Strasbourg sur la ligne exist-

tante, selon la technique de pendulation permettant de rouler plus vite que la normale. Sur le versant lorrain du col de Saverne, au monastère franciscain de Notre-Dame-de-Bonne-Fontaine, les esprits sont en ébullition. Le Père Alexis ne décolère pas : « Nous recevons chaque année des milliers de fidèles en quête de calme et de recueillement. Qu'en sera-t-il si les TGV passent comme prévu à quelques centaines de mètres du monastère ? »

« LA FIN DU VILLAGE » A Vandières (un millier d'habitants), le maire, Claude Robert, se lamente : « C'est la fin du village ! » La ligne traversera la vallée de la Moselle sur un talus de 15 mètres. Elle dominera les maisons et Vandières aura le douloureux privilège d'accueillir un échangeur à quatre

branches permettant aux trains de bifurquer vers Nancy ou Metz, sans s'arrêter dans le village. Le 25 février, la commune ayant été inondée par un affluant de la Moselle, le maire s'est demandé publiquement ce qu'il serait advenu si le talus du TGV avait déjà été construit.

A Vitry-le-François (Marne), le maire, Jean-Pierre Bouquet (PS), a compris dès l'origine que la nouvelle ligne ne passerait pas près de sa ville. « Déjà que nous n'avons aucune autoroute au village ! L'abandon de l'actuelle ligne Paris-Nancy-Strasbourg serait dramatique pour nous », souligne-t-il. Avec ses collègues de Bar-le-Duc et de Châlons-en-Champagne, il formule le souhait que des TGV quittent la ligne à Reims et relient leurs villes au moins deux fois par jour à la capitale.

Autour de Reims, la contestation se fait plus violente. Elle oppose les riverains aux élus. Le 17 mars, un commando a perturbé une séance ordinaire du conseil régional de Champagne-Ardenne. L'action a payé. « Le président de la région, Jean Kalenbach (RPR), a promis de créer un groupe de travail pour discuter ensemble du projet », se félicite un militant.

Daniel Noblecourt, président de l'association Vivre à Puisieux, un village du vignoble vendrait négocier un retrait de la ligne à 750 mètres des maisons au moins. « Nous avons découvert que les prévisions de bruit étaient basées sur des TGV roulant comme aujourd'hui à 300 kilomètres à l'heure, mais les courbes de la ligne nouvelle sont prévues pour des TGV qui rouleront à 350 ou 400 kilomètres à l'heure ! »

L'opposition champenoise se cristallise autour du projet d'une gare nouvelle à Bézannes, à 5 kilomètres de l'agglomération rémoise et au pied de la Montagne de Reims, l'un des plus beaux paysages de la région, qui vient d'être classé parc naturel régional. « Nous faisons figure de village d'Astérix », sourit Huguette Guyard, présidente de l'association Vivre à Bézannes. « Il est vrai qu'on nous promet une gare TGV, d'immenses parkings, une autoroute de contournement de l'agglomération et un péage en prime ! Le préfet auquel j'ai exposé les inquiétudes des habitants de Bézannes a invoqué la raison d'Etat ! »

Les opposants champenois approuvent le principe du TGV, mais ils s'indignent des choix qu'ils jugent à la fois « technocratiques »

et « déraisonnables ». « On nous dit en haut lieu qu'on ne fait pas d'ami-lette sans casser des œufs. De ce genre de discours, nous n'en voulons plus », martèle un militant.

Aux côtés des associations, certains élus voudraient faire fléchir les responsables ferroviaires sur l'hypothèse d'un tracé au sud de Reims, avec une gare à Bézannes. Ils notent que la commission d'enquête a réservé son avis sur ce tracé. Ils craignent surtout qu'une gare en pleine campagne, sans liaison avec le réseau régional de la SNCF, ne nuise en définitive au transport ferroviaire dans son ensemble. « Ne reproduisons pas l'erreur d'une gare dans les betteraves comme celle de Picardie, sur la ligne TGV Nord », avertit François Delmatte, conseiller régional (Vert) de Champagne-Ardenne.

La SNCF n'exclut pas d'aménager une navette ferroviaire entre Bézannes et la vieille gare de Reims. Mais cet aménagement laisse les associations sceptiques car son financement reviendrait aux collectivités locales et celles-ci ont déjà dit qu'elles n'ajouteraient rien à la facture TGV. Elles ont déjà assez de mal à décider de leur participation financière au projet de base. Le financement de la ligne nouvelle du TGV Est est en effet loin d'être bouclé. Le lancement des travaux, prévu pour 1998, est suspendu aux engagements des collectivités locales ainsi que de l'Union européenne.

### Un projet entre recul et jeu de pendule

LES RAPPORTS Rouvillois et Blanc-Brossier, rendus publics début octobre 1996, soulignent que la rentabilité des TGV prévus au schéma directeur national - et du TGV-Est en particulier - était plus qu'alkéatoire et préconisaient, dans certains cas, le recours à la technique du train pendulaire. Ils avaient provoqué une valse-hésitation, suivie d'une polémique fustigée sur l'opportunité de la réalisation d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Strasbourg. Dans la recherche dialectique d'un juste équilibre entre « le souhaitable et le possible », on put penser un temps qu'en vertu d'un nécessaire « réajustement » le TGV-Est européen resterait en grande partie dans les cantons ou, à tout le moins, deviendrait une « priorité rela-

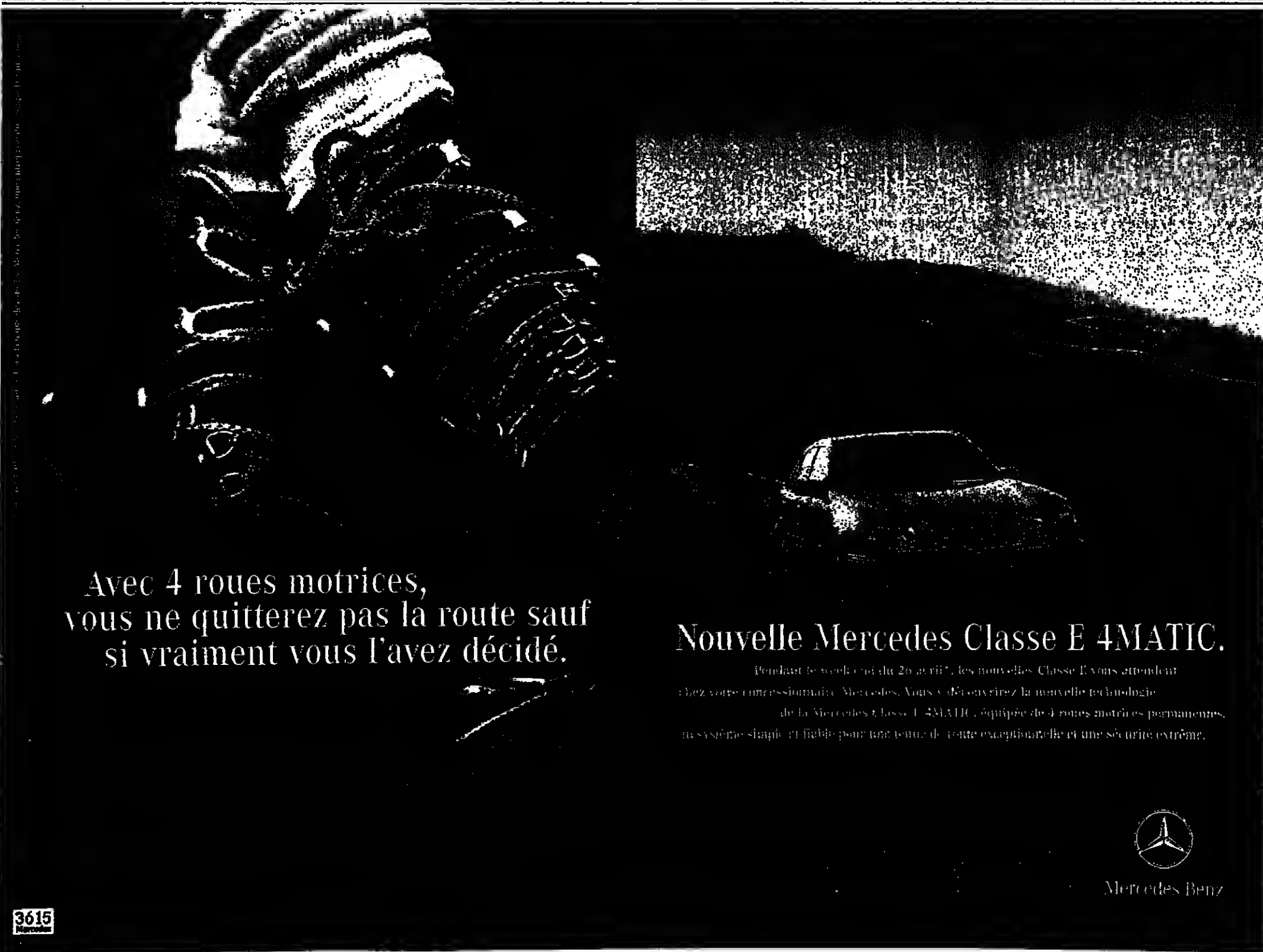
tive ». Mais le débat lui-même fut tranché après une sorte de jeu de pendule.

Les élus alsaciens et lorrains ayant vivement réagi - sur les écologistes - pour critiquer ce qu'ils considéraient comme un recul gouvernemental, Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, remettait bientôt le train sur les rails de la grande vitesse. Le 23 décembre 1996, le ministre et son secrétaire d'Etat, Anne-Marie Idrac, beaucoup plus réservée jusque-là sur l'urgence de réaliser le train controversé, annonçaient de concert le lancement, dès 1997, des études d'avant-projet détaillé pour la réalisation du TGV Paris-Strasbourg, en précisant qu'elles porteraient sur l'ensemble du tracé (406 km) déclaré d'utilité

publique le 14 mai 1996. Cependant, les travaux qui devraient commencer en 1998 ne concerneront que le premier tronçon (270 km), entre Vaires (Seine-et-Marne) et Vandières (Meurthe-et-Moselle). Ce tronçon (17 milliards de francs) pourrait être achevé en 2004 et mettrait Strasbourg à deux heures trente de Paris (contre environ quatre heures actuellement). La nouvelle ligne pourrait être l'occasion d'introduire sur le réseau de la SNCF une nouvelle génération de TGV, dite « pendulaire », dont le prototype, en cours d'étude chez GEC-Alsthom, devrait être prêt au milieu de 1998.

Robert Belleret

André Larané



Avec 4 roues motrices, vous ne quitterez pas la route sauf si vraiment vous l'avez décidé.

Nouvelle Mercedes Classe E 4MATIC.

Pendant le week-end du 26 avril, les nouvelles Classe E vous attendent chez votre concessionnaire Mercedes. Vous y découvrirez la nouvelle technologie de la Mercedes Classe E 4MATIC, équipée de 4 roues motrices permanentes, un système simple et fiable pour une tenue de route exceptionnelle et une sécurité extrême.

3615

Mercedes-Benz

CRFPA

DEC

IPESUP

ALP

## HORIZONS

ENQUÊTE

## Au nom du père



Ce serait un cauchemar de petit garçon de trois ans : être enlevé par des hommes en uniforme au petit matin, pour une destination inconnue. Ne plus jamais revoir ses parents, ni les montagnes au pied desquelles on a été élevé. Être jeté dans une voiture, direction un foyer du département, avant d'être transféré à des centaines de kilomètres de là. Reprendre un inconnu, que l'on présente comme son « vrai » père. Deux mois plus tard, être domicilié chez lui, sans plus avoir aucune nouvelle de ses parents adaptés ni de sa mère biologique.

Ce serait un cauchemar de père : Apprendre qu'on a eu un enfant après une relation d'un soir avec une femme à Tahiti. Vouloir « assumer ses responsabilités » dès l'annonce de cette nouvelle, même si le bébé a déjà quatre mois et a été confié à un couple de métropolitains vivant aux Hautes-Alpes, à quelques kilomètres de Chamonix. Se lancer dans un marathon judiciaire, obtenir satisfaction du côté de la justice mais ne jamais parvenir à récupérer son petit garçon. Finalement, retrouver son enfant, âgé de trois ans et deux mois, dans un foyer départemental et attendre l'autorisation d'un juge pour l'accueillir chez soi.

Ce serait un cauchemar de mère : Avoir un enfant seule en Polynésie, décider de le confier en vue d'adoption à un couple de métropolitains qui promet de donner des nouvelles du bébé. Avoir connaissance qu'un homme avec qui on n'a eu qu'une relation sexuelle veut récupérer le petit à n'importe quel prix. Vouloir reprendre son enfant plutôt que de le voir confié à cet homme, mais apprendre que, en dépit de sa demande, le petit garçon est remis à ce père génétique. Ne pas avoir le droit de voir l'enfant. Avoir le sentiment que personne ne se souvient que cet enfant a une mère. Se sentir méprisée, humiliée.

Ce serait un rêve de parents candidats à l'adoption qui tourne au cauchemar : Tomber sous d'amour d'un bébé de quatre jours, confié par sa mère polynésienne. L'emmener au pied du mont Blanc dans un chalet de pouspous, lui apprendre à marcher, à parler, à distinguer l'aiguille du Midi du mont Maudit. Apprendre que cet enfant a un père, une filiation prouvée par des tests génétiques, mais espérer tout de même l'élever. Et un matin, alors que la vallée dort encore, se voir arracher le petit garçon. Pendant plus de deux mois, ne pas savoir où est l'enfant. Ne pas savoir comment il

va, s'il mange et s'il dort, s'il pleure la nuit. Ne pas pouvoir lui dire qu'on ne l'a pas abandonné. Craindre de ne jamais le revoir.

Ceci est l'histoire de Lionel, petit Polynésien né le 30 janvier 1994 à Papeete et déchiré entre quatre adultes. A sa naissance, Lionel est confié par Iana Pokara, sa mère, à Jean-François et Dominique Buratti, un couple titulaire d'un agrément pour adopter un enfant. La coutume du *fa'a'amu* – littéralement : le don d'enfant – implique que les parents adoptifs sont choisis par la mère. Cette dernière n'abandonne pas son enfant. Elle délègue l'autorité parentale à un couple avec lequel elle conserve des liens avant de consentir à l'adoption définitive, au bout de deux ans seulement.

Cette procédure est légale. Chaque année, environ cent vingt petits Polynésiens quittent leur île natale dans ces conditions. « Selon les archipels, constate Marie-Noëlle Charles, professeur de droit privé à l'université française du Pacifique de Papeete, entre 20 % et 60 % des enfants ne sont pas élevés par leur géniteurs. » Il est vrai que ce territoire d'outre-mer impose sous la pression démographique. Le taux d'excédent naturel y est de 18,8 pour mille, contre 3,4 pour mille en métropole.

Lionel quitte donc le lagon avec l'accord de sa mère et grandit avec les Buratti. A cette époque, il est né de père inconnu, a une maman à Tahiti, un papa et une tante maman aux Hautes-Alpes. On lui explique son histoire à l'aide d'un puzzle réalisé par des amis : il est né dans un pays où fleurissent les hibiscus ; il a pris l'avion pour faire un très long voyage jusqu'à un pays tout blanc et très froid où poussent des gentianes et s'amuse des marmottes.

Mais le puzzle en bois n'était pas complet. Car depuis le 26 mars, Lionel vit dans le département de l'Aube chez son père biologique, qu'il ne connaissait pas mais qui s'est battu pour le récupérer. Entre-temps, ce petit garçon passera plus de deux mois dans des foyers départementaux. Ce cheminement est la conséquence de l'application stricte du jugement rendu par le tribunal de Bonneville le 25 octobre 1995.

Ce jugement confie l'enfant à son père biologique, Jean-Loup Bassinat, sans droit de visite pour les parents qui l'ont élevé pendant trois ans ni même pour sa mère biologique. Première conséquence pour Lionel : il change de nom et porte désormais celui de son père. La cour d'appel de Chambéry confirme ce jugement le 19 mars 1996. La Cour de cassation annule cet arrêt le 29 octobre 1996 et renvoie les parties devant la cour d'ap-

cupérer son fils depuis qu'il en connaît l'existence, et des parents adoptifs incapables de se séparer de l'enfant dont ils se sont occupés – l'a contraint à agir ainsi. « Un petit garçon était pris en otage et le système judiciaire avec, explique-t-il aujourd'hui. On est à une époque où il y a des lois que l'on respecte et d'autres auxquelles il faudrait déroger ; des décisions de justice qu'il faut appliquer et d'autres pas. C'est trop compliqué pour moi. Il m'est apparu qu'il fallait faire quelque chose. »

L'affaire suscite une émotion considérable, d'autant que l'audience de Grenoble est fixée sept semaines plus tard. Les Buratti avaient déjà choisi de médiatiser l'affaire, notamment par le choix de leur avocat, maître Collard, et avaient déjà recueilli plus de 30 000 signatures dans la région. Ils sont « horrifiés de ce que l'on a fait à Lionel », d'autant qu'ils ne savent même pas où il se trouve.

Un réseau de solidarité se met en place. Un responsable de l'Aide sociale à l'enfance de l'Aube, malgré son devoir de réserve, leur donne des nouvelles régulières de Lionel. Une avocate qui passe ses vacances aux Houches, maître Sophie-Françoise Ribot-Astier, aide les Buratti à préparer leur défense. « Il n'y a pas beaucoup de procureurs qui font cela à des petits enfants, dit-elle pour expliquer son geste. Les magistrats ont en général une autre conception de l'intérêt de l'enfant. »

Un professeur de médecine qui faisait du ski à Chamonix apprend l'affaire par la presse locale. Il se penche sur le dossier, note l'absence d'enquête médico-psychologique du père biologique et de l'enfant, alors que dans le cas d'un divorce litigieux, cela est le plus souvent demandé. Seule une enquête sociale « très incomplète », de huit pages – elles sont en général trois fois plus importantes –, a été utilisée par les juges. Le professeur Maurice Berger est formel : « En ce qui concerne Lionel, la perte du lien avec les Buratti est l'équivalent d'un meurtre psychique. » S'il s'est autant mobilisé, ce n'est pas seulement pour ce petit garçon de trois ans. « Il y a un enjeu énorme par rapport au travail de bon nombre de psychiatres et à notre conception de l'enfant. L'enfant n'est pas un transistor que l'on débranche d'une pièce pour le rebrancher dans une autre. Voilà vingt ans que nous le disons », explique ce chef de service de pédopsychiatrie à l'hôpital de Saint-Étienne. Le professeur Lebovici renchérit : « Le rôle du père biologique

est trop souvent suivi par un tribunal dans les conflits concernant l'adoption. Anna Freud disait que les enfants ont besoin d'un bon parent psychologique et non pas d'un parent légal. »

TAHITI, l'affaire fait grand bruit et devient, dans cette île prompt à s'enflammer sur l'arrogance de la métropole, le symbole de l'attitude colonialiste de la justice. Une compagnie aérienne a offert à la mère de Lionel un premier aller-retour pour venir en métropole au moment où était rendu l'arrêt de la Cour de cassation. Elle a passé trois mois avec son fils chez les Buratti. En mars, l'association de parents adoptifs d'enfants polynésiens, Maeva Polynésie (Mouvement associatif pour les enfants venus des archipels polynésiens) lui a payé, à elle et à son compagnon, le voyage depuis Tahiti pour être pré-

aux Buratti, le regard de Iana Pokara devient encore plus noir : « C'est une insulte de dire cela, réplique cette femme qui a trois autres enfants qu'elle élève. Lionel est mon fils. J'ai choisi une famille en qui j'ai confiance pour l'élever. Je pense qu'il est de son intérêt d'y rester. Mais si c'est la loi du sang qui prime, alors je veux le récupérer. » Pour la première fois à Grenoble, elle a eu le sentiment d'être véritablement écoutée par les magistrats.

Mais Iana Pokara est aussi révoltée. A peine arrivée à Paris, le 23 mars, elle a voulu voir Lionel et sollicite une audience au juge des rendez-vous le 10 avril, soit deux jours après l'audience de Grenoble. Or, le 26 mars, une ordonnance est rendue par ce même magistrat et confie définitivement l'enfant à son père biologique. « attendu que M<sup>me</sup> Pokara, mère de Lionel, n'a pu être entendue à l'audience de ce jour,

« L'enfant n'est pas un transistor que l'on débranche d'une pièce pour le rebrancher dans une autre. Dans certains cas, la loi est en contradiction avec l'intérêt de l'enfant » Maurice Berger, psychiatre

sente à Grenoble, à l'audience du 8 avril.

Les parents adoptifs sont rarement solidaires avec les parents biologiques. « Mais là, indique Louis Journe, vice-président de Maeva Polynésie, qui rassemble deux cent familles, on a d'un côté un père qui a les moyens d'avoir un bon avocat, de l'autre une mère de famille démunie, et au milieu un petit garçon comme ceux que nous avons accueillis dans nos foyers. » La puissante association Enfance et Familles d'adoption interpelle le garde des sceaux et demande que la justice prenne en compte l'intérêt de l'enfant. De son côté, Pierre Verdier, président de la Coordination des actions pour le droit à la connaissance des origines, déplore le traitement infligé à Lionel. « C'est contraire à son intérêt supérieur tel que l'entend la convention des droits de l'enfant, estime cet homme pour lequel l'entend la convention des droits de l'enfant, estime cet homme pour lequel l'entend la convention des droits de l'enfant, estime cet homme pour lequel l'entend la convention des droits de l'enfant. »

Lorsqu'on lui demande si elle a abandonné son fils en le confiant

eu égard à son éloignement géographique. Pour Iana Pokara, qui n'a même pas en le droit de voir son enfant quand elle est allée à Troyes, la raison de traitement est simple : c'est parce qu'elle est polynésienne. Elle fait appel.

Le père biologique de Lionel préfère se taire et considère « inopportuniste de favoriser une polémique contraire à la sérénité dans laquelle la justice doit être rendue ». Son avocat, maître Sylvie Demollière, le définit comme « un père heureux, même si son enfant garde des cicatrices profondes de ce qu'il a subi ». Depuis plus d'un an, Jean-Loup Bassinat et son épouse accueillent sous leur toit un autre petit Polynésien que la mère biologique leur a confié à sa naissance. Pour l'instant, ils ne sont que des parents candidats à l'adoption. Ils ne pourront adopter cet enfant qu'en janvier 1998, lorsqu'il aura deux ans. Si, d'ici là, aucun des deux parents biologiques ne s'y oppose...

La cour d'appel de Grenoble rendra son arrêt le 13 mai.

Michèle Aulagnon  
Dessin : Marc Daniou

Une mère polynésienne.  
Des parents adoptifs en France.  
Un père de sang qui réclame son enfant et obtient gain de cause en justice.  
Et un petit garçon de trois ans, Lionel, coupé des siens, victime d'un « meurtre psychologique »



صحنه من العمل



du père

# La peur des clones

par Lucien Sfez

**D**ÉPUIS le début des années 90 émerge une nouvelle utopie, celle de la santé parfaite, c'est-à-dire d'un corps artificiellement débarrassé de ses mauvais gènes, vivant sur une planète aux équilibres parfaitement contrôlés, corps immortel, ou tout au moins vivant très vieux en pleine santé. Ce corps parfait retrouverait la pureté d'Adam d'avant la chute. Cette idéologie de santé parfaite est une nouvelle figure binécologique qui ne sépare pas la santé de l'individu de celle de la Terre. Plus globale encore que l'idéologie de la communication, elle ne vise pas seulement les liens sociaux unissant les individus, mais l'individu lui-même dans son existence entière.

Plus ancienne des techniques et des sciences. Or ce projet fait peur. Certains vont même jusqu'à prédire un Tchernobyl biologique. Nous serions bien incapables de dire s'ils ont tort ou raison. Peut-être mettrions-nous en doute les prophéties catastrophiques tout autant que les utopies positives les plus radieuses.

Dans cette perspective plus sceptique, il nous faut chercher les raisons de cette peur. Elles sont de divers ordres, qui concernent les fondements mêmes de l'existence. On observera d'abord, à partir d'une étude menée au Japon et en Nouvelle-Zélande, que 70 % du public n'accepte pas le principe d'une expérimentation génétique sur les cellules humaines. Les manipulations génétiques sur les plantes et les micro-organismes sont mieux acceptées. Selon la même enquête, 80 % du public se déclare en faveur de la manipulation génétique sur les plantes, et 72,8 % sur les micro-organismes. Le taux descend quand il s'agit des animaux : 54,2 % seulement trouvent acceptables les manipulations génétiques. Nous ne disposons pas d'une telle enquête en France, et il faut se garder de transposer ces résultats. On peut supposer toutefois qu'en nos pays européens, la manipulation est mieux acceptée sur les plantes

que sur les animaux, et que, tolérée sur les animaux, sur les humains, elle demeure insupportable. Au fond, pourquoi ?

Il nous semble que l'interdit sur le clonage de l'homme est avant tout d'origine religieuse. Malgré les apparences, la religion est restée très forte, sous les formes les plus laïcisées. Seul Dieu peut créer la vie. Qui s'aventure à usurper ce pouvoir s'expose à la colère divine. Le

clone est fils ou frère de l'original, ce qui anéantit la notion de filiation. Fin de l'engendrement paternel et maternel, donc de l'interdit de l'inceste, de la loi du Père et du Nom. Le clonage supprime alors le niveau symbolique qui est distance de soi à soi. L'art, la politique, l'économie deviennent impossibles. Que devient l'art s'il n'est plus qu'imitation de l'identique, sans interprétation, sans mise à

l'autre bon, qui s'opposeraient en nous) ou de l'angoisse du même (Narcisse s'aimant à en mourir). Car le clone n'est ni l'autre ni le même, c'est une conjugaison angoissante des deux : un même qui est un autre et qui instaure une relation confuse où la reconnaissance de l'objet disparaît. Fin du stade du miroir par lequel l'enfant constitue son identité en se reconnaissant soi-même comme autre dans l'image. On imagine alors avec terreur une société qui ne serait qu'un conglomérat d'individus identiques... Dépassé Tocqueville et sa prévision pessimiste d'une société égalitaire massive, mais où chacun pourrait conserver le charme de son individualité privée et de ses formes biologiques particulières. Telles sont les raisons très diverses de la peur des clones.

tion, est un mythe en apparence positif, qui n'est pas sanctionné par la punition divine. A-t-on oublié qu'Athéna est sortie de la tête ou de la cuisse de Zeus ? On connaît la vieille histoire : Zeus a épousé Métis la rusée, s'en méfie et l'avale. Il est pris d'une migraine insupportable. Héphaïstos lui fend la tête pour le soulager, Athéna en sort alors tout armée et casquée. La déesse créera Athènes et notre civilisation. Mythe positif s'il en est.

A moins qu'on ne l'interprète autrement, on le lirait alors à la lumière de l'interdit judéo-chrétien : seul Zeus, le dieu des dieux, peut engendrer un clone. Ambiguïté troublante du mythe d'Athéna, qui rejoint bien le sentiment ambigu provoqué par les clones. Même trouble avec un acteur identique dans les deux cas : Métis la rusée. Métis la technicienne, crainte par Zeus et avalée par lui, finit par engendrer non pas sa propre fille mais un clone de Zeus. Longue prégnance de la technique qui suscite des sentiments contradictoires : attirance forte pour une toute-puissance à notre portée, conjuguée avec l'effroi fantasmatique pour ses conséquences.

Lucien Sfez est professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

**Trouble intense qui ne relève pas de l'inquiétude du double (Jekyll and Hyde, le bon et le mauvais qui s'opposeraient en nous) ou de l'angoisse du même (Narcisse s'aimant à en mourir), car le clone n'est ni l'autre ni le même : c'est une conjugaison angoissante des deux**

Golem ou Frankenstein demeurent les figures principales de la punition transcendante.

distance de l'objet ? Que devient le politique si les différenciations et les représentations ne peuvent plus s'exprimer ? Que devient l'économie, fondée sur l'échange d'objets distincts, quand tous les objets sont identiques ?

Trouble intense qui ne relève pas de l'inquiétude du double (Jekyll and Hyde, l'un mauvais,

## Le juste prix de la paix

par Aly Maher El Sayed

**L**e prix de la paix doit être assuré par tous ceux qui aspirent à le réaliser, et ne peut pas être imposé par la force et par des diktats d'une partie sur l'autre... Effectivement, le processus de Madrid, les accords d'Oslo, du Caire et de Washington voulaient construire une relation nouvelle entre Palestiniens et Israéliens, basée sur le principe de l'échange de la paix contre la terre ; et de cette formule devait nécessairement naître la sécurité, la sécurité pour tous. Ainsi qu'une relation nouvelle basée sur la reconnaissance de l'autre et le respect de ses droits. Une relation nouvelle basée sur la confiance, donc sur le respect de la parole donnée, de l'accord signé, des engagements pris. Une relation nouvelle basée sur la bonne foi.

Cette relation nouvelle commençait d'ailleurs à prendre forme, saluée par toute la communauté internationale, reconnue par les membres du jury du prix Nobel de la paix... Mais il y a dix mois, les données ont été bouleversées, et un nouveau gouvernement israélien a été élu... Tout était remis en question : le retrait réel et significatif de Cisjordanie, la reconstruction de l'économie palestinienne, les négociations concernant le statut final des territoires palestiniens et de Jérusalem rendues inutiles et futiles par des faits accomplis.

L'essence de la reconnaissance mutuelle est que, de part et d'autre, on respecte les accords signés : nous disons « oui » au rejet de la violence, à la lutte contre le terrorisme, à la prévention des actes hostiles... Mais n'est-ce pas un acte hostile que de confisquer les terres palestiniennes pour construire une colonie de peuplement sur la colline d'Abou Ghoneim ? N'est-ce pas un acte hostile que d'insulter l'avenir en essayant d'imposer la judaïsation de la Jérusalem arabe en dépit de la légalité internationale et du refus de la quasi-unanimité de la communauté internationale ? N'est-ce pas un acte hostile que d'amplifier la politique de colonisation dans les territoires palestiniens occupés ?

Il ne fallait pas être un expert des affaires du Moyen-Orient pour comprendre que la décision de construire à Abou Ghoneim équivalait à jeter une torche brûlante dans un baril de pétrole. Nulle directive, aucun feu vert n'étaient nécessaires pour que le baril s'embrace immédiatement.

Nous désirons ardemment non seulement la paix mais la réconciliation, et nous demeurons convaincus que la grande majorité des Israéliens, des Palestiniens et

des Arabes veulent cette paix et cette réconciliation. Mais il faudrait que le gouvernement israélien accepte le prix de la paix... tel que précisé dans les accords d'Oslo, c'est-à-dire le retrait des territoires palestiniens, le respect de l'autonomie palestinienne, sans recourir presque chaque jour aux menaces d'envoyer les chars israéliens réoccuper les villes libérées, et négocier de bonne foi le statut final des territoires et de Jérusalem.

Les accusations lancées contre l'Autorité palestinienne d'avoir encouragé les actes de violence n'ont jamais été étayées de preuves. Par ailleurs, est-ce que l'attentat perpétré par Baroukh Goldstein, le 25 février à Hébron, pouvait être expliqué par un feu vert du gouvernement israélien ? Ou bien l'assassinat de M. Rabin le 4 novembre 1995 ?

Rien ne peut justifier les attentats aveugles ni l'assassinat de civils, qu'ils soient Israéliens ou Palestiniens, mais dire que les tensions politiques créées par les décisions, les attitudes, les déclarations du gouvernement de M. Nétanyahou ont créé un climat propice à la violence, c'est essayer de comprendre les causes et les racines du mal et non pas le justifier.

Je condamne les attentats commis à Tel-Aviv ou ailleurs. Mais comment ne pas voir que le cycle de la violence est comme un gouffre, un tourbillon qui engloutit des victimes aussi bien Israéliennes que palestiniennes, et qui risque d'engloutir le processus de paix ?

Nous ne voulons plus de victimes, ni de victimes du processus de paix, ni de victimes de la guerre et du terrorisme.

Il faut, comme dit mon collègue l'ambassadeur Avi Pazner (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril), que tous les hommes de bonne volonté combattent les ennemis de la paix. Il faut que les modérés, qu'ils soient arabes ou israéliens, puissent coopérer contre ceux qui entravent le processus de paix.

Les Égyptiens et les Israéliens ont accepté de payer le prix de la paix en 1979. Les Palestiniens, les Syriens et les Libanais sont prêts, en 1997, à payer le prix de la paix. Le gouvernement d'Israël est-il prêt ? Le désire-t-il ?

Il n'est pas encore trop tard pour le dire. Il n'est peut-être pas trop tard pour le faire. Ceci est un appel à la raison, à la modération, un appel à la paix juste, durable, globale, qui génère la sécurité, la stabilité et la prospérité.

Aly Maher El Sayed est ambassadeur d'Égypte à Paris.

Si vous avez envie de vous faire plaisir, c'est le moment. Pour tout achat d'un Macintosh Performa et d'une imprimante StyleWriter 1500 ou 2500 entre le 15/04/97 et le 30/06/97, Apple vous rembourse 1300 F TTC. Avec Macintosh Performa, vous bénéficiez de tous les avantages de la technologie Apple à un prix abordable : performances, fonctions multimédia, logiciels ludiques, communication, le tout avec la légendaire facilité d'utilisation de Macintosh.

La StyleWriter, quant à elle, vous permet d'imprimer des graphismes superbes avec des couleurs chatoyantes. Pour bénéficier de cette offre, envoyez une copie de votre facture d'achat\* accompagnée d'un RIB et de vos nom et adresse avant le 15/07/97 (cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante : Apple opération promotion Performa. Socotec Gestion, 91426 Morangis Cedex. Alors pour profiter de cette offre et tout découvrir sur la gamme des Macintosh Performa et les StyleWriter, rendez-vous visitez sur le web à [www.apple.fr](http://www.apple.fr), tapez 3615 Apple (129 F/min) ou rendez-vous chez votre revendeur Apple le plus proche.

**1300 Frs** contre l'achat d'un Performa et d'une StyleWriter.

**Pas de grattage pas de tirage.**

*Give your dreams a chance.*

\*Donnez une chance à vos rêves. © Disney. Offre uniquement valable en France et non cumulable avec remises Apple. \*\* La facture d'achat doit être opposée à la déduction du Macintosh Performa et de l'imprimante StyleWriter. Tout nouvel acquiescement ou droit d'adhésion est soumis au paiement d'un droit de 1000 F TTC. Les cartes de la ligne téléphonique et d'Apple Card sont à conserver pour en bénéficier. Les cartes de la ligne téléphonique et d'Apple Card sont à conserver pour en bénéficier. Pour tout détail d'achat et conditions, contactez Apple Computer France, 22 avenue d'Alsace, 92099 Les Ulis Cedex. © 1997 Apple Computer France. Apple, le logo Apple, Macintosh, Performa, StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc.



Pierre Legendre, directeur du Laboratoire européen pour l'étude de la filiation

## « L'humanité a besoin de l'ombre pour échapper à la folie »

Passionné par l'image, le juriste, observateur des « institutions humaines » et spécialiste de la théorie psychanalytique, s'inquiète de l'actuelle dérive scientiste, mais espère que les nouvelles technologies inventeront leur propre poésie

« Le 23 avril sort un film, *La Fabrique de l'homme occidental*, inspiré de vos travaux. Comment votre recherche théorique s'est-elle retrouvée sur un écran ?

— Tout est parti de l'existence des images enregistrées par une caméra de surveillance concernant un cas dont je m'étais occupé, celui du caporal Denis Lortie, qui, le 8 mai 1984, s'est introduit dans le Parlement du Québec pour tuer le gouvernement, faisant trois morts et huit blessés. J'ai conseillé ses avocats lors du procès, parce que cette affaire me semblait exemplaire : on y voit les conséquences de la transgression des tabous essentiels (Lortie avait été victime d'un père incestueux), les effets de transmission de génération (c'est quand lui-même est devenu père qu'il n'a plus su comment agir, qu'il a craqué et commis son attentat), le rôle de l'Etat comme représentation totémique de l'autorité (selon ses propres termes, il voulait tuer le gouvernement « parce qu'il avait le visage de son père »), le rôle des images (c'est en se voyant sur la bande vidéo que Lortie a pu se séparer de son acte et ainsi l'assumer, retrouver sa place, au sens exact du mot « catharsis »).

— Considérez-vous que l'image sauve ?

— Pas nécessairement, c'est évidemment plus complexe. J'étais opposé par exemple à ce qu'on fasse un film de fiction à partir de l'histoire de Lortie, comme cela a été envisagé. Et la diffusion incoordonnée de la bande vidéo par les médias a eu des effets tragiques : un jeune type s'est identifié au « héros » et a commis un massacre avant de se suicider. Il faut faire attention à la puissance que confère le fait d'être au centre de l'image, qui est un lieu de pouvoir très fort. On n'a pas encore pris la mesure de ce qui se produit dans notre entrelacement aux images.

— Comment avez-vous conçu le film ?

— Il s'agissait de donner à percevoir ce qui est à l'œuvre, ce qui tient les ficelles dans la représentation. L'image permet de mettre la pensée sous le regard de manière plus directe que par un discours théorique, dans un rapport plus proche de celui qu'instaure la poésie. Avec le producteur Pierre-Olivier Bardet et le réalisateur Gérard Caillaud, nous avons voulu créer un genre de documentaire particulier, sur l'institutionnel. L'institutionnel, a priori, ça renvoie tout le monde, surtout s'il s'agit d'évoquer le droit, qui, en France, n'est pas considéré comme appartenant à la culture. Il faut avoir le feu sacré pour essayer de démocratiser ces choses-là.

— Les institutions sont le sujet du film ?

— Le sujet, c'est l'institution de l'homme. La construction, le montage humain, la fiction que nous sommes, chacun dans son être propre, dans sa vie, et comment tout cela a été et est construit pour



DESIGN DANIEL MANN

faire face aux énigmes de la naissance et de la mort. C'est l'enjeu de tout mon travail.

— Vous dirigez le Laboratoire européen pour l'étude de la filiation. De quoi s'agit-il ?

— D'un lieu de recherche où nous tentons de combiner des études de terrain, au plus proche de réalités souvent sordides — comme, par exemple, les cas de criminalité enfantine —, et une approche plus abstraite, historique et philosophique, du droit, en prenant également en compte l'apport représenté par la psychanalyse. Freud a rappelé à l'Occident que lui aussi, quoiqu'il le nie, a affaire avec la sauvagerie et avec le mythe. Il s'agit de nouer ensemble le biologique, le social et l'inconscient subjectif ; seul ce « montage » me paraît pouvoir rendre compte du fonctionnement de la société en son principe, c'est-à-dire ce qui constitue l'homme comme homme — et pas uniquement comme viande vivante.

— Votre réflexion part d'une démarche juridique ?

— Oui, dans la mesure où j'ai d'abord étudié le droit, et surtout, d'une manière plus globale, dans la

mesure où la question fondamentale peut se formuler ainsi : Pourquoi faut-il des lois ? Mais les réponses ne sont pas à chercher dans le droit seul ; Giambattista Vico disait qu'on ne peut pas faire un juriste qui n'aurait pas lu Homère, mais en France on ne comprend pas cela. Poser la question de la nécessité des lois signifie comprendre que l'humanité ne peut accepter la décomposition des références, le discours actuel qui renvoie chacun à soi-même. Dans les sociétés occidentales, techno-scientifiques, se sont les Etats qui ont eu en charge ce qu'on peut appeler le pouvoir généalogique, celui qui inscrit chacun, mais aussi chaque génération dans une continuité organisée. Autrement dit, ce pouvoir relevait du religieux, mais la sécularisation ne change rien à la logique normative.

— La nature et le fonctionnement de l'Etat dépendent-ils également de sa propre généalogie ?

— En Occident, le concept d'Etat, qui est une grande invention, est né de l'union du christianisme et du droit romain. C'est un alliage très particulier, qui sépare le fondement, qu'on appelait autrefois la théologie, et qui dit la raison — pourquoi il y a des lois — et le droit lui-même, réduit à un statut de technique : il n'y a pas de régime de vérité interne au droit, seulement un principe d'efficacité. L'achèvement à la raison, par exemple, est très différent : la théologie et le normatif sont intriqués.

— On considère couramment aujourd'hui que l'avantage de démocratie passe par moins d'Etat.

— Parce qu'on ne voit pas qu'il y a grand péril quand l'Etat ne joue plus son rôle de totem et de garant de la raison. Nous sommes devant un renversement : les droits de l'homme sont des conquêtes chèrement acquises, mais à présent ils fonctionnent à l'envers, dès lors qu'il n'existe plus d'instance signifiant la raison des règles, et la raison de leur reproduction. Durant les années 70, ce « nouveau atomisme » des relations humaines a été dynamité au nom de la liberté. Des juristes y ont contribué, mais

aussi les politiques ; maintenant, le pouvoir revendique sa propre disparition. On voit un ancien président de la République écrire qu'il souffert d'être séparé de ses concitoyens. C'est-à-dire qu'il ne supportait pas sa fonction. Ce même président, certainement inspiré par des « conseillers image » qui se croyaient très forts, avait pris la parole de s'adresser, à la télévision, à ceux qu'il gouvernait au singulier... « Madame, Mademoiselle, Monsieur », pour moi, c'est le comble.

— Qu'est-ce qui vous choque ?

— C'est une manipulation indigne. Il laisse entendre qu'il est mon président, à moi qui l'écoute. Il n'est pas mon président, il n'est le président de personne en particulier, il est le président de la République française, de la nation française. En détruisant la mise à distance symbolique du pouvoir, il commettait une faute grave contre le véritable fondement de la démocratie, qui repose sur la représentation, sur une mise en scène. On voit le résultat actuel, que j'analyse — symboliquement à la mondialisation — comme une « reféodalisation », sous des dehors modernes. C'est-à-dire la tyrannie, une tyrannie moderne, « libérale », qui n'a plus besoin de l'archaïsme d'un dictateur pour fonctionner.

— Vous comparez les institutions à des scènes, et leur fonctionnement à des mises en scène.

— L'impératif théâtral est immanent à la condition humaine. La mise en scène est une mise à distance, et une mise en miroir qui permet la respiration, qui permet aux individus et aux groupes de se trouver, de se constituer en se séparant de leur propre image. Alors que la prétendue convivialité, déthéâtralisée, déritualisée, casse l'humain, détruit les individus en les laissant seuls face au néant. Démerde-toi, drogue-toi, suicide-toi, c'est ton affaire, il y aura des garagistes qui répareront si c'est réparable, et des flics si besoin est. L'exemple de l'éducation est frappant : on peut y englober des milliards, mais ça n'empêche qu'on continue la casse en prétendant

que l'enseignement consiste à déverser de l'information d'un contenant plein dans un autre contenant vide.

— Où se joue cette faillite de l'éducation ?

— On ne peut même plus parler d'éduquer, parce que ça suppose qu'il y ait un dénivellement, de la hiérarchie, donc du pouvoir. Ah ! pas de ça ! Alors le rapport enseignant-enseigné s'installe dans le binaire, sans horizon. On peut dire la même chose du rapport soignant-soigné, etc. J'ajouterais : cristallisant-cristallisé. On obtient la béatification générale, l'hébété, parce qu'il n'y a plus de perte, il n'y a pas de séparation, pas d'horizon vide. On fait des crépuscules, c'est-à-dire des victimes. Et ensuite on demande aux jeunes d'assumer la débâcle de la génération précédente ; il y a des armes dans les collèges, et on leur demande de lutter eux-mêmes contre la violence, après avoir détruit le dispositif normatif qui canaliserait cette violence.

— Vous critiquez la destruction du dispositif classique de représentation. Ne trouvez-vous pas que les nouveaux systèmes de communication en réseau en augmentent les possibilités ?

— Non, l'idéologie du réseau c'est la féodalité, qui engendre des relations extrêmement violentes. L'omnivision, le branchement de tout avec tout est sous-tendu par un délire de maîtrise totalitaire, qui vise la disparition du manque, donc du désir. On veut tout mettre en pleine lumière, mais l'humanité a besoin de l'ombre pour échapper à la folie. Il faut espérer que ces nouvelles technologies inventeront leurs propres genres poétiques, aujourd'hui inimaginables, qu'elles instaurent leur propre régime de fiction pour sortir de l'actuelle dérive scientiste. La dérive qui nie que dans toute gestion des comportements, même les plus techniques ou les plus triviaux, il entre une part de pathétique. Celle qui refuse qu'une part de l'humain échappera indéfiniment à la saisie, que l'homme est « civilisable » mais pas absolument gouvernable.

— Comment croyez-vous possible de s'opposer à cette dérive ?

— Il faut dire « non ». Réinstaurer l'idée que le non n'est pas le nul. Sans cela, les nouvelles générations ne peuvent pas se représenter la différenciation. Je ne crois pas que l'humanité acceptera d'être privée de l'accès à la négation ; l'espèce humaine ne mourra pas sur ce plan de la représentation, parce qu'elle ne serait plus l'espèce humaine. De plus, cette évolution est sinistre : on joue avec l'idée d'abolir le manque, d'abolir l'absence même, d'abolir la mort. Mais ce serait d'un ennui ! Donc je ne pense pas que cette dérive puisse se poursuivre indéfiniment ; mais, en attendant, elle peut faire encore beaucoup de dégâts.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

## Un chercheur au carrefour du droit et des mythes



PIERRE LEGENDRE

AGREGÉ DE DROIT ROMAIN et d'histoire du droit, professeur à Paris-I et directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (section sciences religieuses), Pierre Legendre est aussi spécialiste de la théorie psychanalytique. Il a par ailleurs travaillé comme spécialiste de la gestion en entreprise et a conduit pour l'Unesco des missions sur l'éducation, notamment en Afrique. En croisant ces différents apports, il s'est consacré à l'étude des grandes institutions humaines (mythes, religions, lois, systèmes politiques, modes de communication, éducation, organisation des loisirs) comme autant de

mises en scène par lesquelles l'humanité affronte l'énigme de la naissance et de la mort, et domestique ses pulsions.

Depuis *La Pénétration du droit romain dans le droit canonique classique* (1964), il est l'auteur d'une œuvre abondante. Ses textes théoriques font fréquemment référence au cinéma, auquel il a consacré de nombreux articles. La sortie du film *La Fabrique de l'homme occidental* s'accompagne de la publication du texte dont le film est inspiré, édité par Mille et Une Nuits et Arte Editions.

J.-M. Fr.

Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement

## « Notre système économique reste trop rigide et, à certains égards, ringard »

Selon le ministre délégué au budget, les Français acceptent mal que leur pays ne soit plus une grande puissance et que le progrès vienne désormais d'ailleurs

Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement, était l'invité, dimanche 13 avril, sur France-Culture, du « Rendez-vous des politiques », émission organisée en collaboration avec *Le Monde*. Il était interrogé sur

« les tentations identitaires en Europe » par Alain Finkielkraut, philosophe, et Alain-Gérard Slama, historien des idées. Nous publions des extraits de cet entretien.

« Alain Finkielkraut — En quoi l'Europe peut-elle nous aider à répondre aux défis techno-économiques d'aujourd'hui, qui entraînent une raréfaction du travail humain ?

— Je conteste qu'il y ait raréfaction du travail humain. Le chômage est un phénomène limité à quelques pays, dont la France malheureusement. L'Europe du Nord connaît beaucoup moins de chômage que nous. Les Etats-Unis n'en ont pratiquement plus. Le phénomène nouveau et enthousiasmant est que l'Amérique latine et l'Asie mettent au travail une grande partie de leur

population. Ce qui est vrai, c'est que nous avons du mal à adapter notre système économique, qui reste trop rigide et, à certains égards, ringard.

« Vis-à-vis du progrès, nous avons, nous Français, un problème. Le progrès nous inquiète parce que ce n'est plus nous qui l'inventons. L'avion, l'automobile, l'électricité, nous les avons inventés ou nous étions parmi les premiers inventeurs. Internet ou le clonage, ce n'est pas nous qui les avons inventés.

Nous avons beaucoup de mal à comprendre que nous ne sommes plus une grande puissance, que nous ne sommes plus à l'avant-garde de l'humanité, en tout cas pas en matière scientifique, technique, économique ou politique, que le progrès vient d'ailleurs. Face à ce progrès, il y a deux attitudes possibles. L'une qui consiste à se replier sur soi en disant que ces découvertes sont de simples gadgets — et c'est malheureusement l'attitude que nous avons trop souvent —, et l'autre qui consiste à suivre l'évolu-

tion du monde pour tenter d'en tirer un maximum d'avantages.

A. E. — Vous êtes sûr que le clonage est un progrès ?

— J'en suis persuadé. Cela ne veut pas dire qu'il faut permettre n'importe quelle utilisation de ce progrès scientifique, mais c'est un progrès prodigieux. De même qu'Internet est un progrès prodigieux. Or quelle a été la première réaction des Français face à Internet ? Celle de savoir quelle réglementation appliquer ! Ce n'est pas le sujet ! La réaction que nous devrions avoir, c'est : Comment faire en sorte que nos entreprises, notre culture profitent d'Internet ? Je suis frappé, inquiet, d'une certaine manière humilié de constater que le pays du monde qui arrive en tête pour le nombre de raccordements par habitant, c'est la petite Finlande, et que la France, sur les quinze pays de l'Union européenne, n'est qu'au treizième rang.

Alain-Gérard Slama. — L'Europe donne un espoir, à l'intérieur de chaque nation, à des identités, à

des particularismes radicalisés. Elle est utilisée comme un levier contre les nations. N'y a-t-il pas là une menace contre le lien social ?

— L'Europe ne contribue-t-elle pas à défaire le lien social, à inquiéter l'esprit national ? Peut-être un peu, mais, en l'espèce, s'il y a un malaise national, c'est moins à cause de la construction européenne ou de la mondialisation économique que parce que nos Etats nationaux fonctionnent moins bien. Une des grandes fonctions de l'Etat national, c'est d'être le lieu principal de la solidarité. Ce lieu est en crise. Après des décennies de fonctionnement de l'Etat-providence, nous nous rendons compte que nous sommes allés trop loin dans la redistribution, c'est-à-dire dans les prélèvements auprès de nos concitoyens. La machine s'est détraquée. La raison principale du développement de sentiments extrémistes comme ceux qu'exprime le Front national me semble être l'échec de notre

Etat-nation, qui n'a pas su exercer ses responsabilités comme lieu principal de la solidarité. Ce n'est pas tellement un problème de patriotisme, c'est le contrat social qui fonctionne moins bien.

A.-G. S. — Comment concilier cette demande d'Etat avec vos principes libéraux ? L'idée libérale, étendue au-delà des bornes de l'économie, ne contribue-t-elle pas à affaiblir l'Etat et à provoquer des protestations comme celles du Front national ?

— Non, ce n'est pas l'Etat libéral qui trouble les esprits, parce qu'aujourd'hui notre Etat est relativement peu libéral. Dans notre pays, près de la moitié de la richesse nationale est redistribuée par l'Etat ou la Sécurité sociale. Nous souffrons en fait d'un excès d'Etat-providence. L'Etat jacobin a eu de grands mérites. Mais on ne gouverne pas un Etat dont la plupart des citoyens ont le niveau du baccalauréat comme on gouvernait un pays d'analphabètes.

» Une des questions qui se

posent aujourd'hui en Europe et probablement sur d'autres continents est de savoir si la nation doit toujours coïncider avec l'Etat. A l'échelle de la planète, ce n'est pas le modèle le plus répandu. Avant la guerre de 1914, il y avait des Etats importants — les empires ottoman, russe, austro-hongrois — qui comportaient de nombreuses nationalités. Sommes-nous capables aujourd'hui de concevoir des espaces politiques dans lesquels la nation et l'Etat ne coïncident pas spontanément ? Nous avons besoin, pour le siècle qui vient, d'un système de trois cercles concentriques : le cercle identitaire, celui de la nation ou de la nationalité ; le cercle de la solidarité, celui de l'Etat ; et un troisième cercle permettant de faire travailler ensemble des nations que la géographie a rapprochées, que l'histoire a divisées mais qui ont l'intention de vivre en paix.

Propos recueillis par Thomas Ferenzi

صلى الله عليه وسلم



صكنا من الامهل

## Les « verrous » de la cour d'assises

LES MAGISTRATS professionnels de la cour d'assises de Haute-Saône ont décidé, le 17 avril, de ne pas prendre le risque de soumettre au jury populaire le jugement d'une affaire de meurtre qui méritait des investigations complémentaires. Un complément d'information ordonné *in extremis*, juste avant que le jury entre en délibération, est une décision rare qui relance le débat sur la réforme des juridictions criminelles au moment où le Sénat vient d'adopter le projet de loi de Jacques Toubon tout en le modifiant sensiblement sur certains points.

Le principe de l'appel des décisions rendues en matière criminelle, clé de voûte de la réforme, n'est plus discuté par personne. En revanche, le projet de loi qui devrait encore être examiné par l'Assemblée en seconde lecture comporte de graves lacunes, notamment sur le rôle des magistrats professionnels. Actuellement, le bon fonctionnement d'une cour d'assises repose entièrement sur les épaules du président. La réforme ne fera que renforcer les pouvoirs du magistrat car il est notamment prévu de ne faire siéger que cinq jurés au lieu de neuf dans le futur tribunal criminel départemental.

La marge de manœuvre est, il est vrai, étroite. Comment, dans une même loi, favoriser les initiatives des meilleurs magistrats et limiter les excès des autres ? Certes, si les premiers présidents de cour d'appel étaient plus exigeants dans la désignation des magistrats chargés de présider les cours d'assises, une grande partie du problème serait résolue. Mais certaines dispositions de la loi pourraient encourager les présidents à exercer un pouvoir considérable dans un sens favorable à une bonne justice.

### DÉCISION EXEMPLAIRE

A cet égard, la sage décision des magistrats de la cour d'assises de Haute-Saône est la parfaite illustration du bon usage d'un verrou de sécurité qui n'est pas assez souvent utilisé. Face à un dossier incomplet, les trois magistrats de la cour ont fait le travail du juge d'instruction et celui de la chambre d'accusation en ordonnant un supplément d'information. S'en remettre au jury quand le doute est trop grand constitue une aventure extrêmement dangereuse : l'intime conviction est un sentiment fragile.

Dans sa plaidoirie, le défenseur de l'accusé avait lui-même souligné que son client était « antipa-

thique ». De son côté, l'avocat général, tout en reconnaissant certaines fragilités du dossier d'accusation, s'était cru obligé de demander une peine de vingt ans de réclusion criminelle. « Nous avions là tous les ingrédients de l'erreur judiciaire », constatait la présidente Marie-Agnès Crédoz. Si la remarque est frappée au coin du bon sens, peu de magistrats ont le courage de faire ce constat après quatre ans d'instruction et trois jours de débats. Trop souvent, on décide qu'il « faut juger », comme si la mécanique judiciaire ne supportait pas de devoir s'arrêter.

La décision de la cour d'assises de Haute-Saône, exemplaire à bien des égards, pourrait inspirer les parlementaires dans la rédaction d'un amendement au projet de réforme. Au lieu que le complément d'information soit une simple faculté offerte au président, il s'imposerait dès que certaines conditions seraient réunies.

En outre, une redéfinition du rôle du parquet devrait permettre que l'avocat général lui-même demande ce complément d'information dès lors que les éléments du dossier ou ceux recueillis à l'audience lui paraissent insuffisants pour soutenir l'accusation. Certains avocats généraux le font déjà, allant jusqu'à abandonner l'ac-

cusation quand l'audience révèle trop de carences. Mais cette attitude, relativement rare, est encore trop souvent regardée comme un constat d'échec. De surcroît, elle n'a pas les mêmes effets que dans les pays anglo-saxons car le procès ne s'arrête pas pour autant et le jury peut très bien condamner malgré des réquisitions d'acquiescement.

La motivation de la décision, ultime verrou de sécurité inclus dans le projet de réforme, est destinée à éviter les dérives d'une intime conviction qui se fonde parfois sur des « impressions ». Les députés avaient décidé que la cour devait donner « les raisons » qui l'ont amenée à prendre sa décision. Les sénateurs ont estimé qu'il fallait faire participer les jurés en leur posant des questions après le vote sur la culpabilité. L'idée est très proche d'une proposition faite par un avocat parisien, M<sup>re</sup> Bernard Prévost. Il avait suggéré que les questions soient proposées par la défense et par l'accusation avant le départ du jury en salle de délibération. Poser aux jurés avant le vote sur la culpabilité ces questions aurait le mérite de ne pas apparaître comme une simple justification.

Maurice Peyrot

## Scènes de vie féroce - 1 par Lorenzo Mattotti



## L'impérialisme monétaire américain

Suite de la première page

La préoccupation de la Maison Blanche n'est plus aujourd'hui de trouver de nouveaux débouchés aux produits américains, de soutenir la croissance et de faire baisser le taux de chômage, mais au contraire de ralentir en douceur une machine économique qui a tendance à s'emballer et à développer des tensions inflationnistes. Un billet vert vigoureux y contribue. Il freine les exportations en même temps qu'il diminue le rythme d'inflation importée.

Cette motivation prouve que la nouvelle tactique monétaire de Washington peut s'inverser à tout moment. Que l'économie américaine vienne à ralentir brusquement, que les craintes d'une entrée en récession succèdent à celle d'une surchauffe et la Maison Blanche ne tardera pas à renoncer à sa stratégie de dollar fort. La politique de change américaine est marquée d'abord par son pragmatisme. Le bon niveau du dollar, pour Washington, est celui qui permet d'assurer aux citoyens américains le plus haut niveau de prospérité.

L'égoïsme monétaire de la Maison Blanche peut d'autant plus choquer que le dollar est au-

jourd'hui la seule grande monnaie de réserve, ce qui donne aux États-Unis la responsabilité supérieure de veiller à sa stabilité. Le caractère très fermé de l'économie américaine, qui vit sur un grand marché intérieur, permet toutefois de mieux comprendre cette désinvolture. Il explique aussi la grande indifférence de la classe politique américaine à l'égard des cours du billet vert : les membres du Congrès américain, si prompts à interpellier les responsables monétaires sur l'évolution de Wall Street ou les décisions de la banque centrale, ne les interrogent qu'exceptionnellement sur le niveau du dollar.

Les États-Unis n'ont pas, en outre, le monopole de l'égoïsme monétaire. L'obsession du mark fort des Allemands résulte de leur volonté de combattre l'inflation, considérée comme le mal suprême, et de valoriser au mieux le patrimoine de l'Allemagne.

Il reste à savoir si, dans la guerre des monnaies, les États-Unis sont aujourd'hui la seule superpuissance. Les fantasmes sont nombreux en Europe. De nombreux observateurs croient déceler à chaque mouvement de marché la main de la Maison Blanche et ils prédisent qu'une vaste crise monétaire sur le Vieux Continent, résultat d'un complot américain, viendra saboter la construction de la monnaie unique.

Mais les mouvements du dollar depuis plusieurs années ont peut-être une explication plus simple, d'ordre davantage financier et économique que politique. Affai-

blé, de façon mécanique et permanente, par le déficit colossal des comptes extérieurs américains, le billet vert ne doit sa récente remontée qu'à sa rémunération attrayante, conséquence de l'excellente santé de l'économie outre-Atlantique : les taux d'intérêt à trois mois s'établissent à 5,80 % aux États-Unis contre 0,4 % au Japon et 3,10 % en Allemagne.

### UNE SANTÉ FRAGILE

Sans doute ne faut-il pas négativer l'impact, à court terme, que peuvent avoir les actions ou les déclarations des responsables monétaires américains. Au début du mois de février, la phrase de Robert Rubin - « Le dollar est fort depuis un certain temps déjà » - avait, par exemple, déclenché d'importants remous sur les marchés. Les opérateurs sont d'autant plus sensibles à ce type de messages qu'ils leur servent de balises au milieu d'un flot ininterrompu d'informations économiques d'interprétation délicate. La Maison Blanche sait jouer avec une grande habileté du besoin des marchés d'être éclairés. Et son influence est à la hauteur de la prééminence financière et économique des États-Unis. Dans la logique de puissance à laquelle seule les marchés sont sensibles, un adjectif de M. Rubin a forcément plus de poids qu'un long discours du ministre français de l'économie Jean Arthuis.

Mais l'idée selon laquelle la Maison Blanche téléguiderait les décisions des grands établissements financiers américains, très puissants sur les marchés financiers, appa-

rait fantaisiste. Pour un cambiste de la banque Morgan Stanley, la recherche du gain personnel l'emporte sur toute autre considération, même la défense de la position de Washington.

Enfin, au pays de la pensée libérale et de la théorie de l'État minimal, les autorités monétaires n'ont guère de mal à admettre l'impuissance des pouvoirs publics à contrôler des mouvements de marché portés par des considérations économiques. Pour Washington, la meilleure politique de change est la moins interventionniste, parce que probablement la plus efficace. Elle est celle qui sait épouser au mieux les mouvements de marché, jusqu'à donner l'impression de les susciter. L'art monétaire dans un monde déréglementé est de surfer sur les vagues plutôt que de tenter de les briser.

La Maison Blanche sait que la santé actuelle du dollar reste extrêmement fragile et que, tant que les Américains continueront à vivre au-dessus de leurs moyens, à dépenser sans compter et à ne pas épargner, sa rechute pourra survenir à tout instant. Il est peu probable que cette éventualité l'inquiète pourtant véritablement. Mieux vaut, sur le fond, s'employer à stimuler la croissance économique en libérant au mieux les initiatives individuelles et les innovations technologiques, où se trouvent à son avis les vraies niches de croissance durable, que s'évertuer à manipuler artificiellement les taux de change.

Pierre-Antoine Delhommeau

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## La fuite en avant de M. Nétanyahou

LA JUSTICE DE l'État hébreu a tranché, sereinement. Le procureur de l'État a annoncé, dimanche soir 20 avril à Jérusalem, qu'il n'y avait pas lieu d'inculper Benjamin Nétanyahou. Le premier ministre israélien était soupçonné de fraude et prévarication dans l'affaire Roni Bar-On, le « Bibigate » : M. Nétanyahou aurait favorisé la nomination à l'une des plus hautes fonctions judiciaires du pays d'un obscur avocat, M. Bar-On (qui démissionna au bout de quarante-huit heures), membre de son parti. En échange de sa nomination, M. Bar-On aurait promis d'arrêter des poursuites pour corruption menées à l'encontre d'Arié Déri, le chef du parti religieux Shas, formation essentielle au maintien de la coalition parlementaire qui soutient M. Nétanyahou.

La police avait recommandé l'inculpation du premier ministre, une démarche sans précédent. Le procureur de l'État ne l'a pas suivie, faute de preuves suffisantes. M. Nétanyahou échappe à une inculpation qui l'aurait irrémédiablement accablé à la démission. Fidèle à lui-même, il n'a vu dans tout cela qu'un complot des élites travaillistes au sein de la police et de la justice. Dès le verdict rendu, il a dit son intention de poursuivre sa politique - et notamment de continuer à bâtir Har Homa, cette colonie juive dans la Jérusalem arabe.

Comme s'il voulait venger l'offense dans une fuite en avant plus radicale encore.

Il se retrouve à la tête d'une micro-majorité affaiblie par l'affaire Bar-On ; déjà fragile, sa légitimité en ressort un peu plus ébranlée. L'équipe Nétanyahou avait fait campagne sur un programme ambitieux : « La paix dans la sécurité ». Dix mois plus tard, les Israéliens n'ont pas la paix : les négociations avec les Palestiniens sont au point mort ; le début de normalisation diplomatique avec le monde arabe est menacé par la poursuite de la colonisation. Les Israéliens n'ont pas la sécurité non plus : le terrorisme arabe frappe à nouveau la population civile.

C'est dire que ces dix mois de gouvernement ultranationaliste se soldent par un échec retentissant. Pour autant, le premier ministre ne va pas partir : M. Nétanyahou est un combattif. Les États-Unis, qui parrainent ce qui reste du processus de paix, et les Européens, qui financent ledit processus, doivent le savoir : « Bibi » est encore là pour trois longues années. Après les Européens, les Américains saisissent enfin sa vraie nature, celle d'un homme pour qui la colonisation compte autant sinon plus que la paix. Pour que ces trois années ne soient pas un canchama, Washington doit, par tous les moyens, convaincre M. Nétanyahou d'une vérité : il n'aura pas - jamais - la paix et la colonisation.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Lévy, directeur général  
Membre du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Edwy Plenel, Michel Rabin, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet  
Médiateur : Thomas Fournet  
Directeur éditorial : Eric Plouffe / directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rodin / directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, présidents ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1951), Jacques Foccart (1951-1952), André Laurens (1952-1953), André Fontaine (1953-1954), Jacques Lecaillon (1954-1955)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »  
Associations Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Més Presse, Le Monde Prévoyance

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La mort du roi de l'étaïn

UNE DÉPÊCHE de Buenos Aires nous apprend le décès dans cette ville, à l'âge de quatre-vingt-un ans, du milliardaire bolivien Simon Patiño, qui appartenait aussi, depuis longtemps, au Tout-Paris. Simple vétéran, puis employé dans un grand magasin, il avait dépassé la trentaine lorsque le hasard lui fit rencontrer un prospecteur d'étain qui cherchait à se procurer de la dynamite pour ses travaux. Patiño lui offrit dix semaines de son salaire pour en acheter. Les explosions ne donnèrent pas le résultat escompté. En fin de compte, le prospecteur fit cadeau du terrain à son modeste « commanditaire », en lui conseillant de ne pas se décourager.

Le terrain recelait de prodigieuses richesses, et, à quelques années de là, le petit employé de bureau, grâce à son ardeur au travail et à son énergie, était devenu « le roi de l'étaïn ». En 1924, il fondait aux États-Unis une société au capital de 29 millions de dollars pour développer ses affaires. De son mariage avec une humble jeune fille d'Oruro, il eut cinq enfants, dont l'un, Antenor, devenu son associé, épousa la princesse Christine de Bourbon. Sa fille Hélène devint la marquise del Merilo, femme du chambellan de la cour d'Espagne. Il fut lui-même représentant de Bolivie à Madrid, puis à Paris, où il habitait un somptueux hôtel particulier donnant sur le Ranelagh. Depuis près de vingt-cinq ans, les médecins lui avaient interdit l'accès des hauts plateaux, d'où était sortie sa fortune, mais il s'y était fait construire, à Cochabamba, un vaste mausolée de marbre bleu où il sera enterré. (22 avril 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-06-70-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

**ESPACE** Sous l'effet du boom du marché des télécommunications, les constructeurs de satellites enregistrent des commandes records. Face à des clients pressés et exigeants, ils doivent

accélérer l'industrialisation de leur fabrication. ● **LE LEADER MONDIAL**, l'américain Hughes, bénéficie d'énormes économies d'échelle par rapport à ses concurrents, fort de 67 satellites en ser-

vice et d'un carnet de commandes de 41 satellites. ● **LES EUROPÉENS** sont menacés. Le français Aerospatiale et le franco-britannique Matra Marconi Space cherchent à constituer des ré-

seaux d'alliance, entre constructeurs ou avec des électroniciens. ● **LA PRIVATISATION** de Thomson-CSF sera décisive pour activer la reconstitution en Europe. ● **ARIANE**, le lanceur européen,

doit abaisser ses coûts face à une concurrence américaine et russe renforcée. ● **LES GROUPE JAPONAIS** d'électronique nourrissent de nouvelles ambitions dans l'espace.

## L'explosion du marché des satellites force les Européens à s'allier

La forte croissance des télécommunications et de la télévision directe a permis aux Américains de diminuer les délais de fabrication et les coûts. La procédure de privatisation de Thomson-CSF sera décisive pour la reconstitution du secteur sur le Vieux Continent

L'AMÉRICAIN Hughes se faisait fort de jouer les bons élèves lors du 95<sup>e</sup> vol d'Ariane, jeudi 17-avril, qui a mis en orbite deux satellites de télécommunications. Le japonais B-Sat et le thaïlandais Thaicom III. « Nous avons, nous, parfaitement rempli notre contrat dans les temps pour la livraison du satellite à nos clients japonais », se vantait Arturo Rosales, senior vice-président de Hughes. Accusé indirectement par son rival d'avoir livré sa commande en retard, Henri Sala, directeur des satellites du français Aerospatiale, constructeur du second satellite amené par Ariane ce jour-là, répliquait en incriminant « la panne sur l'aéroport de Nice de l'Antonov russe qui devait transporter le satellite thaïlandais... ». « Comme les clients sont pressés, les constructeurs s'avancent trop sur la réduction des délais de livraison », s'était plaint, quelques instants plus tôt, Ralph Jaeger, senior vice-président d'Aerospac. Depuis le début de l'année, le lanceur européen est contraint de décaler de quelques jours les départs de la fusée Ariane. IBien qu'anecdotique, cet épisode est symptomatique de la guerre que se livrent les constructeurs mondiaux. Guerre ouverte par les perspectives énormes des marchés des télécommunications et de la télévision directe. Les 150 satellites de communications qui opèrent aujourd'hui dans l'espace — en moyenne pour une durée de vie de quinze ans — vont devoir faire de la place aux nouveaux arrivants. Sous l'effet du boom du marché des télécommuni-

cations, les constructeurs de satellites ont enregistré des commandes record : cinquante-trois satellites en 1995, une trentaine en 1996. Sur dix ans, les experts attendent un lancement de 250 à 300 gros satellites civils, d'une valeur de 23 à 28 milliards de dollars. Sans inclure les programmes scientifiques et militaires. Sans prendre en compte, non plus, les projets de « constellations » de petits satellites en orbite basse qu'envisagent de former Globalstar (Loral), Iridium (Motorola), P-21 (Inmarsat) ou Teledesic (840 satellites par Bill Gates).

**Avec un carnet de commandes de douze satellites, Aerospatiale fait figure d'artisan face aux Américains**

Même précipitation chez les opérateurs de télévision. L'arrivée de la télévision numérique et haute définition ouvre de nouvelles perspectives de marché que la technologie de la compression numérique (plusieurs programmes peuvent désormais être diffusés sur un seul répéteur) ne suffit pas à combler. Avec soixante-sept satellites en service (40 % du marché), un carnet de commandes de quarante et un

satellites et un rythme de production de onze satellites par an dans les télécoms, Hughes bénéficie d'énormes économies d'échelle par rapport à ses concurrents. D'autant que les militaires remplissent aussi ses carnets de commandes, y compris dans le segment des télécommunications. La marine américaine vient ainsi de lui commander une série de dix satellites UHF. Fort de son avance, Hughes affirme avoir réduit ses délais de fabrication de 30 à 40 % au cours des quatre dernières années.

Les autres américains, Lockheed-Martin et Loral Space Systems, ont décidé de mener l'offensive sur les prix. Les observateurs évoquent un rapprochement probable entre eux, d'autant qu'en rachetant l'électronique de défense de Loral, Lockheed Martin a pris une participation de 7 % dans le nouveau Loral, désormais recentré sur les télécommunications.

En face, les Européens sont en position menacée. « Nous sommes une petite entreprise dont le chiffre d'affaires est passé de 0,5 milliard au début des années 90 à 1 milliard de dollars en 1996 et 1997 », reconnaît Henri Sala. Avec six satellites mis en orbite en 1996 et un carnet de commandes de douze satellites, Aerospatiale fait figure d'artisan face aux Américains, même si elle parvient encore à tenir tête technologiquement. Aerospatiale a réparti son portefeuille entre les activités scientifiques et d'observation et les satellites militaires (55 %) et les télécommunications (45 %). Les pré-

visions font l'avancée technologique, les secondes font le chiffre d'affaires et la baisse des coûts.

Néanmoins, les rapprochements européens sont devenus inévitables. La privatisation de Thomson a figé les jeux d'alliance depuis plus d'un an. Aerospatiale et l'allemand Daimler-Benz Aerospace, alliés au sein de nombreux programmes,

chefs d'activité satellite de British Aerospace. Avec un carnet de commandes de douze satellites (d'un montant de 2 milliards de dollars), MMS devance légèrement Aerospatiale.

Une fois levée l'hypothèque de la privatisation de Thomson-CSF, plusieurs schémas de regroupement européens sont possibles. Un rachat

lier l'allemand Dasa, Matra Marconi Space, bien que relégué au second rang, apporterait une offre européenne alternative, jugée utile pour retarder l'entrée des Américains sur les marchés européens. A long terme, une alliance des deux groupes européens ne peut toutefois être exclue.

La victoire du groupe Lagardère marginaliserait à la fois Aerospatiale et Alcatel. L'allemand Dasa, probablement renforcé par les radars et les télécommunications militaires de Siemens, devrait rejoindre le camp des vainqueurs. Le gouvernement pourrait alors envisager un mariage forcé entre les équipes d'Aerospatiale et de Matra, au risque d'avoir à entamer une restructuration industrielle douloureuse en termes d'emplois pour éliminer les doublons industriels dans les plates-formes et dans les instruments d'optique. De son côté, Alcatel serait en difficulté dans le domaine des charges utiles de télécommunications. A moins qu'Aerospatiale et Alcatel ne décident de s'allier pour devenir un intégrateur mondial de systèmes. Soit immédiatement, avec l'accord de l'Etat actionnaire, soit au lendemain de la privatisation d'Aerospatiale-Dassault prévue avant fin 1997.

La privatisation de Thomson sera déterminante sur le jeu d'alliances. Mais quel qu'il en soit, l'impératif est connu : les Européens doivent passer à un stade industriel et quitter l'artisanat.

Christophe Jakubyszyn

## Sur Lancia Y, on vient d'ajouter un très beau détail.



**Votre Lancia Y pour 880 F par mois\*.**

\*Lancia Y 1.2 LE : prix tarif : 61 000 F, offre de votre Concessionnaire Lancia déduite. Financement en crédit classique comprenant 60 mensualités de 880,00 F, après versement d'un apport de 18 107,76 F - T.E.G. 8,30 % - Découvert financé : 42 892,24 F, coût total : 9 907,76 F hors assurances facultatives - Sous réserve d'acceptation par Lancia Financement. Offre valable jusqu'au 31/05/97. Version présentée Lancia Y 1.4 LX : 98 500 F (hors options). Prix au 17/03/97 - AM 97.

\*\*Jusqu'au 30 Mai 1997, votre Concessionnaire vous reprend votre précédente voiture, de même catégorie, aux conditions générales. Argus + 8000 F pour l'achat d'une Lancia Y neuve. Ces deux offres ne sont pas cumulables entre elles. Photo non contractuelle.

Lancia sur Internet : [www.Lancia.com](http://www.Lancia.com)

**Lancia Il Granturismo**

\*Lancia. Le Grand Tourisme

**Votre Concessionnaire Lancia : 3615 LANCIA (1,29 F/mn)**

صكنا من الاصل



## Ariane doit affronter une concurrence américaine et russe renforcée

ENTRE 50 % à 60 % du marché mondial des lancements de satellites civils. Cette position de rêve, détenue par Ariane depuis de nombreuses années, va devenir difficile à préserver avec l'évolution du marché observée ces dernières années.

(Le Monde du 21 novembre 1996). Le premier tir est prévu pour juin 1998 et Boeing a déjà enregistré dix-huit commandes.

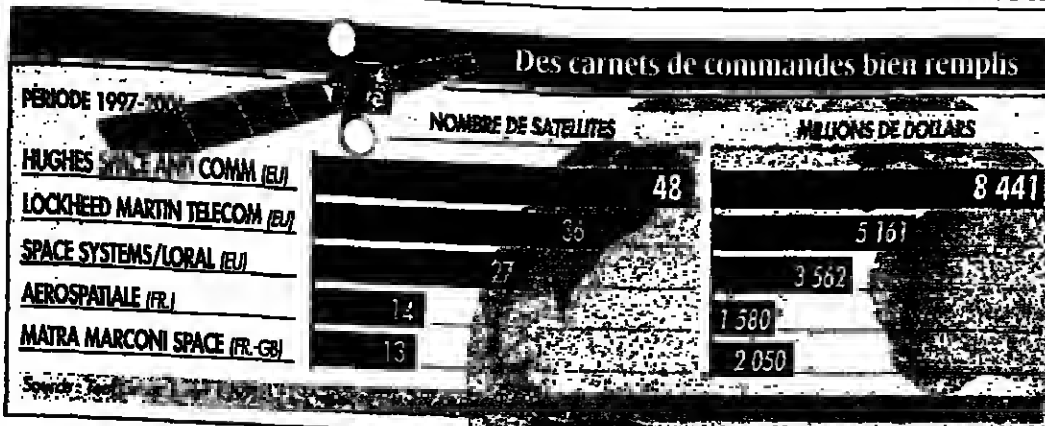
Lockheed-Martin, autre géant du spatial américain, fabricant de l'Atlas 2AS, concurrencie d'Ariane-4, a complété sa gamme en proposant le lanceur russe Proton, dans le cadre d'une société américano-russe, ILS (International Launch Services). Pour contrer cette offensive, le français Aerospatiale, architecte industriel d'Ariane, s'est allié au fabricant des fusées russes Soyouz qu'il va commercialiser dans le cadre de la société russo-européenne Starsem.

« Pour la première fois, l'offre de lancements sera supérieure à la demande des propriétaires de satellites », prophétise un expert. Les prix vont donc forcément s'effondrer.

Pour la première série de quatorze lanceurs, le lancement effectué par Ariane-5 coûtera 25 000 à 30 000 dollars le kilo de satellite amené en orbite de transfert géostationnaire. ArianeSpace espère pouvoir le faire baisser à 18 000 pour les séries suivantes. Mais les concurrents annoncent des objectifs de prix encore plus faibles : 13 000 dollars le kilo pour le Proton de Sealaunch et 10 000 dollars pour le futur Delta-4 amélioré. Enfin, si les Japonais restent plus chers qu'ArianeSpace, les Chinois peuvent offrir leur Longue Marche à des prix de dumping.

« Ariane-5 ne restera compétitive que si elle effectue au moins six lancements par an », souligne un responsable du spatial français. Seule solution pour y arriver : serrer les coûts au maximum. Cela passe notamment par un accroissement rapide de la capacité d'Ariane-5 afin de lui permettre d'emporter deux satellites de 3,5 tonnes dès l'an 2000, contre un total de 5,9 tonnes aujourd'hui. Il devrait en coûter 500 millions d'euros aux pays membres de l'Agence spatiale européenne s'ils acceptent ce projet qui leur sera présenté en 1998.

Jean-Paul Dufour



Trois constructeurs américains dominent le marché des satellites commerciaux devant deux européens à la taille réduite. Pour les dix prochaines années, le marché est évalué entre 23 et 26 milliards de dollars.

## Les groupes japonais d'électronique nourrissent de nouvelles ambitions

TOKYO de nos envoyés spéciaux  
Diffusion d'images numériques, téléphonie mobile à l'échelle de la planète, accès à un réseau Internet spatial... les projets de services de communication via satellite prolifèrent depuis plusieurs mois. Cette ébullition ne peut que susciter l'intérêt des fabricants de satellites. Elle contribue aussi à aiguïser l'appétit des groupes japonais Mitsubishi, NEC et Toshiba, acteurs jusqu'à présent discrets sur la scène internationale des satellites commerciaux, dominée par les constructeurs américains, Hughes en tête. « Nous souhaitons doubler nos ventes d'ici à 2002, d'environ 600 millions à 1,2 milliard de dollars », explique Naoki Hashimoto, le directeur général de l'activité spatiale chez Mitsubishi. Plus modeste, Tadatoshi Akaeda, directeur général de la division programmes spatiaux de Toshiba, espère rapidement pouvoir récolter « 100 millions de dollars par an » de commandes commerciales.

Les groupes japonais travaillent depuis une trentaine d'années sur des projets gouvernementaux nationaux, pour le compte de la Nasda, l'agence de développement spatial. NEC a réalisé le premier satellite « made in Japan », en 1970. « Le Nasda a passé trente-huit contrats pour la réalisation de satellites, dont six sont encore à réaliser », indique M. Hashimoto, qui revendique « près de 50 % » de ces contrats pour Mitsubishi en tant que pre-

mier contractant. Toshiba a eu la responsabilité de deux satellites. Avec ces différents projets gouvernementaux de satellites expérimentaux, d'observation de la Terre et de météorologie, les groupes japonais ont acquis un savoir-faire dans les composants (antennes de communication, panneaux solaires, capteurs...) et les sous-systèmes de contrôle et de robotique. Pour certains, ils sont devenus des fournisseurs reconnus : Mitsubishi estime que ses composants sont utilisés dans une centaine de satellites au niveau mondial.

### PRIORITÉS ASIATIQUES

Les contrats Nasda ne satisfont plus les électroniciens nippons. « Le budget, qui est de 240 milliards de yens environ, y compris pour les fusées, ne croît pas autant que nous pourrions l'espérer », explique M. Hashimoto, selon qui Mitsubishi doit « pouvoir s'appuyer sur son expérience dans la vente de composants spatiaux au niveau mondial pour se montrer compétitif sur la scène internationale des satellites commerciaux ».

Les industriels japonais vont toutefois devoir faire des efforts pour s'aligner sur les normes internationales en matière « de coûts, de capacités de production, de temps de livraison, de qualité », concède M. Akaeda. « Nous sommes encore chers et nous avons encore des désavantages en matière de temps de livraison », reconnaît M. Hashimoto. Depuis mi-1993, Mitsubishi a « divisé par deux » ses coûts, souligne-t-il :

« Nous devons ramener à moins de deux ans, contre trois actuellement pour les satellites Nasda, notre temps de livraison. » M. Hashimoto note que la capacité de production, qui est de deux satellites par an, « peut monter à trois facilement ». Mitsubishi se fixe comme priorité géographique le Japon et l'Asie du Sud-Est, qui « devrait être le marché le plus dynamique ». « Nous regarderons les opportunités », indique Toshiba, qui « réfléchit à des alliances » pour asseoir son développement sur le marché commercial.

Philippe Le Cœur et Brice Pedroletti

## Le calendrier de privatisation de France Télécom ne changera pas

« IL N'Y AURA pas de changement dans le calendrier de la privatisation » de France Télécom qui doit débuter en mai, même si la France est en campagne électorale à ce moment-là, a déclaré dimanche 20 avril le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, au « Club de la presse » d'Europe 1. L'offre publique de vente aura lieu en mai comme prévu, a indiqué M. Borotra. « Le processus doit débuter le 5 mai avec la fourchette de prix de l'action qui sera dévoilée. À partir du 6 mai, les réservations des actions pourront avoir lieu pendant trois semaines. Le 26 mai, le gouvernement annoncera officiellement le prix de l'action, et du 27 mai au 3 juin aura lieu la vente à prix ferme. La première cotation de France Télécom en Bourse doit avoir lieu le 9 juin à Paris et New York », a ajouté le ministre.

### DÉPÊCHES

■ NTT : le gouvernement japonais va vendre cette année 500 000 actions (soit 3,1 % du capital) de l'opérateur téléphonique semi-public Nippon Telegraph and Telephone (NTT), affirme lundi 21 avril le quotidien économique japonais Nihon Kogyo, en pronostiquant l'opération pour novembre. L'Etat japonais détient encore 10,42 millions d'actions NTT, correspondant à 65,5 % de son capital.

■ SOCIAL : environ 8 000 personnes, selon la gendarmerie, 15 000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi 19 avril dans le calme à Liège pour la préservation des emplois en Belgique. Plusieurs délégations d'entreprises - Renault, la Générale de banque, Intermarché, Cocorill, Alcatel Bell et Herstal, filiale du groupe français Giat Industries - ont participé à la manifestation, à laquelle se sont joints des syndicalistes allemands et néerlandais.

■ SAGA : la société de maintenance portuaire et de logistique SAGA, reprise en 1996 par le groupe Bolloré, va se désengager des Terminaux de Normandie, société de maintenance opérant sur le port du Havre. SAGA va céder ses 49 % de capital à l'actionnaire majoritaire, le groupe Pirelli.

■ MARYFLO : la direction départementale du travail du Morbihan a rejeté le projet de plan social prévoyant 64 licenciements sur 110 emplois dans l'entreprise de confection de Kervignac (Morbihan), dont les salariés avaient mené, début 1997, une grève de plus d'un mois « pour la dignité ».

■ FORGES DE CLABECQ : le groupe italo-suisse Dufrenoy s'est porté candidat à la reprise des Forges de Clabecq, en faillite depuis janvier, a-t-il indiqué samedi 19 avril aux médias belges.

■ GEGASTORAGE : la société, qui fabrique à Belfort des disques informatiques de grande capacité, ne touchera pas de prime d'aménagement du territoire, a annoncé le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean-Claude Gaudin, à un député beffrois.

■ AOM : Jacques Mallot, PDG de Nouvelles Frontières et de Corsair, a réaffirmé, samedi 19 avril, sa volonté de racheter la compagnie aérienne AOM, filiale du Consortium de réalisation (CDR) du Crédit lyonnais.

■ BEWAG : les allemands Viag et Veba et l'américain Southern Company offrent 2,8 milliards de deutschemarks (9,4 milliards de francs) pour le rachat de 50,8 % de la compagnie d'électricité berlinoise Bewag, affirme l'hebdomadaire Focus du 21 avril.

## Nouveau service Expresso

24 h/24  
7 jours sur 7  
c'est la

disponibilité  
de votre nouvel  
assistant.



Avec Expresso, vous transférez toutes vos lignes sur quelqu'un qui décroche en votre nom et vous transmet aussitôt les messages de vos correspondants 24 h/24, 7 jours sur 7, où que vous soyez.\*

Pour toute information, contactez le 0 800 11 22 33. \* Pour 90% de la population.



IL Y A TOUJOURS QUELQU'UN POUR PRENDRE VOS APPELS.



## Air Liberté-TAT : direction et intersyndicale continuent de discuter

LES NÉGOCIATIONS entre direction et syndicats des deux filiales de British Airways en France, Air Liberté et TAT, devaient reprendre lundi 21 avril à 14 heures. En attendant, la grève, qui dure depuis treize jours, continue. Lundi, la direction des deux compagnies prévoyait que 40 % des vols seraient assurés. Selon elle, les vols longs courriers ne sont pas concernés par les mouvements sociaux.

Les grévistes s'opposent aux conséquences de la prise en location-gérance de TAT par Air Liberté, effective depuis le 1<sup>er</sup> avril, qui préfigure une fusion ultérieure. Les hôtesses et stewards ainsi que les pilotes de TAT craignent que ce regroupement ne se traduise pour eux par un alignement de leurs statuts sur ceux d'Air Liberté, bien moins confortables. Leurs homologues d'Air Liberté, la compagnie aux plus bas coûts de France, réclament pour leur part une amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération.

### « AVANCÉES »

La situation est toutefois moins bloquée que la semaine dernière. Vendredi soir, à 18 heures, entre 100 et 200 grévistes avaient investi le siège social d'Air Liberté, à Rungis. Vers minuit, Marc Rochet, président d'Air Liberté et de TAT, acceptait finalement de recevoir des représentants de l'intersyndicale. La direction a déclaré avoir alors proposé un « protocole d'accord » aux syndicats, qui ont fait état d'« avancées » et entendent consulter leur base. Les discussions ont notamment progressé sur l'attribution d'un treizième mois au personnel navigant d'Air Liberté, à condition que celle-ci se fasse progressivement, et sur une augmentation de leur temps de repos hebdomadaire de 36 à 48 heures.

Les salariés de TAT bénéficient déjà des avantages proposés à leurs collègues d'Air Liberté. Ils n'ont, pour l'instant, rien obtenu de la direction. « Nos conditions de travail se dégradent, celles d'Air Liberté s'améliorent », commente un représentant d'un syndicat d'hôtesses et stewards de TAT. Les pilotes de TAT coûtent 30 % plus cher que leurs homologues d'Air Liberté. Ses hôtesses et stewards affichent, eux, un surcoût de 20 % par rapport à leurs collègues d'Air Liberté. Les discussions ont également porté sur le principe d'un règlement commun du personnel navigant des deux compagnies et sur les modalités de retenue des jours de grève. Dès le début de la grève, le Syndicat national des pilotes de ligne a mis en place un fonds de soutien, alimenté par des cotisations exceptionnelles de ses adhérents.

Virginie Malingre

## Danone internationalise le recrutement de ses jeunes diplômés

Les premiers postes offerts le seront à l'étranger

Le groupe Danone emploie désormais les trois quarts de ses effectifs hors de France et près de la moitié hors d'Europe. Désireux d'internationaliser davantage son

NUMÉRO UN français de l'agroalimentaire, Danone connaît une croissance internationale rapide. En dix-huit mois, ses effectifs ont augmenté d'un tiers du fait de multiples acquisitions opérées par le groupe à travers le monde. Mais, sur les 113 000 personnes que Danone emploie aujourd'hui, le quart seulement (27 000) travaillent en France. Ses effectifs ont même plutôt tendance à diminuer en Europe occidentale (58 000 personnes, soit 3 600 de moins que fin 1995), alors qu'ils augmentent très rapidement en Europe de l'Est (+20 %), en Asie (+30 %) et surtout sur le continent américain (+50 %).

Jusqu'ici, la centaine de sociétés qui composent le groupe recrutait leurs jeunes diplômés en fonction de leurs besoins et de leurs propres critères. Mais ce système montrait ses limites. C'est pourquoi le PDG du groupe, Franck Riboud, et Jean-René Buisson, directeur gé-

néral chargé des ressources humaines, ont décidé de ne plus réserver les carrières internationales aux managers, aux experts ou aux cadres des « pays émergents », mais, au contraire, de mener une politique d'internationalisation plus volontariste des jeunes cadres.

Après une phase de rodage cette année, les 250 à 300 jeunes diplômés européens que Danone intègre chaque année seront embauchés, non plus par chaque filiale, mais par le groupe lui-même. Plus exactement par sa direction de « l'emploi des jeunes », qui sera basée en Suisse et dont la responsable est Sandra Preyale, une jeune Irlandaise. Afin d'internationaliser l'encadrement et de vérifier la capacité des jeunes « cadres à potentiel » à être mobiles, le premier poste offert par Danone à ces impétrants sera systématiquement dans un autre pays que celui dont ils sont originaires.

### Mise en œuvre du plan social

Deux usines du groupe Danone étaient en grève ces derniers jours pour des revendications salariales : l'usine de Saint-Just-Chaleyssin (Isère), dont la production est bloquée depuis le 3 avril, et l'usine Lu-Bellin (Loire-Atlantique), dont des camions bloquent l'entrée depuis le 16 avril. Pourtant, la direction est satisfaite d'avoir pu boucler le plan social de 1996, qui prévoyait la fermeture de ses usines de Secin et Strasbourg. La justice a, en effet, débouté la CGT, qui contestait le bien-fondé économique des suppressions d'emplois. Alors que la fermeture de l'usine de Secin (Nord) concerne 164 personnes, 106 solutions ont été trouvées ou identifiées dont 83 dans le groupe. L'implantation à Secin de deux nouvelles usines va amener l'implantation de 160 emplois dont 45 créations nettes. A Strasbourg, les solutions trouvées ou identifiées, concernent 47 salariés sur 97. Tous les salariés de plus de cinquante ans sont reclassés et un repreneur allemand s'est déclaré intéressé par l'usine.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de MM. Dang et Pidjot, de la Société minière du Sud Pacifique

A LA SUITE de notre article intitulé « L'Etat engage la procédure pour déchaîner l'Etat de ses titres miniers », paru dans Le Monde du 12 mars, nous avons reçu de MM. Dang et Pidjot, respectivement président et directeur de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), la lettre suivante :

Le Monde porte un jugement tranché sur le fonctionnement de la SMSP à laquelle il impute un manque de transparence quant à son projet d'usine en province Nord (Nouvelle-Calédonie) et quant à la tenue des comptes.

En ce qui concerne l'absence de transparence de la SMSP sur le projet de l'usine du Nord, nous vous faisons observer que cette opération, menée en partenariat avec Falconbridge, le numéro deux mondial dans le nickel, a fait l'objet d'une étude de faisabilité remise au ministre de l'Outre-mer, Jean-Jacques de Pe-

retti, au cabinet du ministre de l'Industrie et à Matignon, dès mars 1996. En avril 1996, ayant pris connaissance de nos engagements, le premier ministre, Alain Juppé, a confirmé le soutien du gouvernement et garanti la mise à disposition de la ressource minière nécessaire à l'approvisionnement de cette unité.

Ce document, au-delà des administrateurs de la SMSP, a également été porté à la connaissance des élus de la province Nord, du Congrès du territoire, de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, du Conseil territorial et des principales centrales syndicales du secteur mines-métallurgie, par les responsables de Falconbridge et de la SMSP. Tous ont apporté leur soutien à la mise en œuvre de ce projet, lequel a en outre fait l'objet du vote unanime du Congrès du territoire en no-

vembre 1996. La société Falconbridge n'a jamais caché que son engagement était toutefois soumis à la condition que la SMSP dispose de ressources minières suffisantes.

En ce qui concerne l'allégation de manque de transparence financière, nous avons accepté le principe d'un audit supplémentaire. Nous avons simplement rappelé au sénateur Loueckote, qui allègue, qu'une telle initiative avait été prise par la Caisse française de développement (CFD) entre décembre 1994 et février 1995. La conclusion de l'expert minier désigné (ancien directeur des mines du groupe Imetal) a été la suivante : « Je n'ai aujourd'hui aucun doute sur le fait que le risque que prend la CFD, en accordant une série de prêts, pour un montant total de 1 420 millions de francs CFP, est exceptionnellement faible. Seul, à

man ové, un cataclysme politique ou économique pourrait remettre en question son remboursement. »

Quant à la soi-disant absence de transmission des comptes aux actionnaires de la SMSP, elle est particulièrement infondée puisque les comptes annuels de la SMSP, audités par les commissaires aux comptes et contrôlés par le comité d'entreprise, sont régulièrement transmis à l'ensemble des actionnaires, dont la Sodit (Société d'économie mixte du développement des îles).

En conclusion, nous voudrions rappeler que la Nouvelle-Calédonie représente 5 % de la production mondiale de nickel-métal alors qu'elle détient 30 % des réserves mondiales. Compte tenu des perspectives de croissance du marché, la mise en œuvre du projet de l'usine du Nord ne fera que conforter cette position, sans obérer les possibilités de déve-

loppement futur de la métallurgie calédonienne. L'usine du Nord devrait générer 750 emplois directs, ce qui, en comparaison de la population active française, représenterait l'équivalent de 300 000 emplois créés en métropole. L'usine du Nord, comme perspective de rééquilibrage, de développement métallurgique de la Nouvelle-Calédonie, d'insertion des jeunes, de frein à l'exode rural, voilà ce qui intéresse les habitants de notre pays.

En métropole, un tel dossier aurait vu le tapis rouge déroulé pour accueillir les plus hauts dignitaires de la République ; les Calédoniens n'en demandent pas tant... La seule chose peut-être, après le malentendu historique, les débâtres passés, c'est que l'on cesse de les considérer comme éternels assistés, en prenant résolument en compte leur volonté d'émancipation économique.

### PREMIER TRIMESTRE 1997 : BÉNÉFICE NET EN AUGMENTATION DE 52 %

#### DISTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Le conseil d'administration de Schlumberger Limited a décidé la distribution d'une action gratuite pour une action ancienne aux actionnaires enregistrés à la date du 2 juin 1997. Les certificats d'actions nouvelles seront envoyés à partir du 11 juillet 1997. Compte tenu de la distribution d'actions gratuites, le bénéfice par action se monte à 0,53 dollar, soit une augmentation de 51 % par rapport au bénéfice net par action de 0,35 dollar du premier trimestre de 1996.

#### DIVIDENDE DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 1997 À 37,5 CENTS PAR ACTION

Le conseil a également déclaré un dividende trimestriel de 37,5 cents par action, payable le 11 juillet 1997 aux actionnaires enregistrés au 2 juin 1997. Le dividende de 37,5 cents s'applique aux actions en circulation avant la distribution d'une action gratuite pour une ancienne. Il équivaut à un dividende de 18,75 cents par action, sur le nombre d'actions en circulation après la distribution.

#### RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars	1997	1996
Chiffre d'affaires d'exploitation (en millions de dollars)	2 402 060	2 027 826
Bénéfice net (en millions de dollars)	259 943	170 867
Bénéfice net par action* (en dollars)	0,53	0,35
Nombre moyen d'actions en circulation*	488 425 550	486 715 414

\* chiffres tenant compte de la distribution d'actions gratuites annoncée ci-dessus.

## Schlumberger

56 000 personnes

de 95 nationalités,

930 implantations

dans 100 pays

### 2 SECTEURS D'ACTIVITÉS :

■ Services pétroliers

■ Mesure et Systèmes

### SERVICES PÉTROLIERS : PROGRÈSSION DE 27 %

Le chiffre d'affaires des Services pétroliers a progressé de 27 % et le nombre d'appareils de forage en activité de 12 %. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 84 %, plus particulièrement grâce à Cocco-Pakla et Sedco Forex.

### MESURE ET SYSTÈMES : STABILITÉ

Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes est resté inchangé. La progression de Transactions électroniques et d'Équipements de test automatique a été neutralisée par le fléchissement de l'activité comptage, en particulier de l'électricité et du gaz, et par des taux de change défavorables.

### PERSPECTIVES DE CROISSANCE MAINTENUES

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « Le chiffre d'affaires des Services pétroliers continue de croître fortement malgré la faiblesse récente du prix des hydrocarbures. Compte tenu de la forte demande de pétrole et de gaz ainsi que de nos investissements massifs en technologies nouvelles et en personnel, nous sommes persuadés que ce taux de croissance peut être maintenu. »

Les résultats de Schlumberger et des informations sur le groupe sont disponibles sur Internet au 1920 34 17 60 et en anglais sur Internet <http://www.slb.com>. Contact : Claude Suter 01 40 68 13 60

سكنا من الاصل



صحنه من الامل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997 / 19

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 21 AVRIL  
Liquidation : 23 avril  
Taux de report : 4,13  
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
B.N.P. (T.P.)	1010	996	-1,38
C.I. Lyon (T.P.)	905	899	-0,66
Renault (T.P.)	1600	1595	-0,31
Rhone-Poulenc (P.)	2135	2130	-0,23
Saint-Gobain (T.P.)	1325	1320	-0,38
Thomson S.A. (T.P.)	1000	995	-0,50
Accor	857	852	-0,58
A.G.F. Ass. Gen. France	194,50	194,00	-0,26
Air Liquide	842	837	-0,59
Alcatel	684	679	-0,73
Axa	345,30	344,80	-0,15
Bois	715	710	-0,70
Bouygues	820	815	-0,61
Bull. Invest.	731	726	-0,68
Bull. Ind. (C.I.)	688	683	-0,73
Bertrand Fabre	277,50	277,00	-0,18
Bic	867	862	-0,58
Bis	790	785	-0,63
B.N.P.	225,50	225,00	-0,22
Bolloré Techno.	790	785	-0,63
Bouygues	2197	2192	-0,23
Bouygues Off.	338	333	-1,48
Canal+	1105	1100	-0,45
Cap Gemini	353	348	-1,42
Carifon Lorraine	1450	1445	-0,34
Carrefour	3469	3464	-0,14
Casino Guichard	260	255	-1,92
Casho Caltan	213	208	-2,35
Catena Dub. (L.)	885	880	-0,56
C.C.F.	245	240	-2,04
CCM (ex-CCM) Ly.	62	61	-1,61
Cedip (L.)	32,20	31,70	-1,55
Ces. Europ. Reun.	635	630	-0,79
CGP	1795	1790	-0,28
Chargers Ind.	333	328	-1,50
Christian Dior	2150	2145	-0,23
Christian Dior	846	841	-0,59
Cinéma Fr. Privé	213,40	212,90	-0,23
Cof. France Ly.	710	705	-0,70
Claris	733	728	-0,68
CLF-Delta France	542	537	-0,92
Club Med France	470,70	465,70	-1,06
Colson	330	325	-1,52
Colson	802	797	-0,62
Compt. Entrep.	11,35	11,30	-0,44

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
ABN-Amro	385,20	384,70	-0,13
Ades	1871	1866	-0,27
Adidas AG	602	601	-0,17
American Express	355,30	354,80	-0,14
Anglo American	381,10	380,60	-0,13
Anglo Sudafricain	381,10	380,60	-0,13
Argo Wiggins	17,55	17,50	-0,28
A.T.T.	195,10	194,60	-0,26
Barclays Bank	297	296,50	-0,17
Barclays Bank	134,50	134,00	-0,37
Bayer	225,20	224,70	-0,22
Bois	12,05	12,00	-0,42
Bois	315,30	314,80	-0,16
Bois	290	289,50	-0,17
Bois	441,30	440,80	-0,11
Bois	215	214,50	-0,23
Bois	141,30	140,80	-0,35
Bois	184,10	183,60	-0,27
Bois	51,35	51,30	-0,10
Bois	401	400,50	-0,12
Bois	65	64,50	-0,77
Bois	2,40	2,39	-0,42
Bois	37	36,50	-1,35
Bois	34,80	34,75	-0,14
Bois	130	129,50	-0,38
Bois	196,80	196,30	-0,26
Bois	40,60	40,55	-0,12
Bois	23,60	23,55	-0,21
Bois	604	603,50	-0,08
Bois	320,80	320,30	-0,16
Bois	494	493,50	-0,10
Bois	46,45	46,40	-0,11
Bois	49	48,50	-1,02
Bois	27,70	27,65	-0,18
Bois	42,15	42,10	-0,12
Bois	52	51,50	-0,96

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
ABN-Amro	385,20	384,70	-0,13
Ades	1871	1866	-0,27
Adidas AG	602	601	-0,17
American Express	355,30	354,80	-0,14
Anglo American	381,10	380,60	-0,13
Anglo Sudafricain	381,10	380,60	-0,13
Argo Wiggins	17,55	17,50	-0,28
A.T.T.	195,10	194,60	-0,26
Barclays Bank	297	296,50	-0,17
Barclays Bank	134,50	134,00	-0,37
Bayer	225,20	224,70	-0,22
Bois	12,05	12,00	-0,42
Bois	315,30	314,80	-0,16
Bois	290	289,50	-0,17
Bois	441,30	440,80	-0,11
Bois	215	214,50	-0,23
Bois	141,30	140,80	-0,35
Bois	184,10	183,60	-0,27
Bois	51,35	51,30	-0,10
Bois	401	400,50	-0,12
Bois	65	64,50	-0,77
Bois	2,40	2,39	-0,42
Bois	37	36,50	-1,35
Bois	34,80	34,75	-0,14
Bois	130	129,50	-0,38
Bois	196,80	196,30	-0,26
Bois	40,60	40,55	-0,12
Bois	23,60	23,55	-0,21
Bois	604	603,50	-0,08
Bois	320,80	320,30	-0,16
Bois	494	493,50	-0,10
Bois	46,45	46,40	-0,11
Bois	49	48,50	-1,02
Bois	27,70	27,65	-0,18
Bois	42,15	42,10	-0,12
Bois	52	51,50	-0,96

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
ABN-Amro	385,20	384,70	-0,13
Ades	1871	1866	-0,27
Adidas AG	602	601	-0,17
American Express	355,30	354,80	-0,14
Anglo American	381,10	380,60	-0,13
Anglo Sudafricain	381,10	380,60	-0,13
Argo Wiggins	17,55	17,50	-0,28
A.T.T.	195,10	194,60	-0,26
Barclays Bank	297	296,50	-0,17
Barclays Bank	134,50	134,00	-0,37
Bayer	225,20	224,70	-0,22
Bois	12,05	12,00	-0,42
Bois	315,30	314,80	-0,16
Bois	290	289,50	-0,17
Bois	441,30	440,80	-0,11
Bois	215	214,50	-0,23
Bois	141,30	140,80	-0,35
Bois	184,10	183,60	-0,27
Bois	51,35	51,30	-0,10
Bois	401	400,50	-0,12
Bois	65	64,50	-0,77
Bois	2,40	2,39	-0,42
Bois	37	36,50	-1,35
Bois	34,80	34,75	-0,14
Bois	130	129,50	-0,38
Bois	196,80	196,30	-0,26
Bois	40,60	40,55	-0,12
Bois	23,60	23,55	-0,21
Bois	604	603,50	-0,08
Bois	320,80	320,30	-0,16
Bois	494	493,50	-0,10
Bois	46,45	46,40	-0,11
Bois	49	48,50	-1,02
Bois	27,70	27,65	-0,18
Bois	42,15	42,10	-0,12
Bois	52	51,50	-0,96

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
ABN-Amro	385,20	384,70	-0,13
Ades	1871	1866	-0,27
Adidas AG	602	601	-0,17
American Express	355,30	354,80	-0,14
Anglo American	381,10	380,60	-0,13
Anglo Sudafricain	381,10	380,60	-0,13
Argo Wiggins	17,55	17,50	-0,28
A.T.T.	195,10	194,60	-0,26
Barclays Bank	297	296,50	-0,17
Barclays Bank	134,50	134,00	-0,37
Bayer	225,20	224,70	-0,22
Bois	12,05	12,00	-0,42
Bois	315,30	314,80	-0,16
Bois	290	289,50	-0,17
Bois	441,30	440,80	-0,11
Bois	215	214,50	-0,23
Bois	141,30	140,80	-0,35
Bois	184,10	183,60	-0,27
Bois	51,35	51,30	-0,10
Bois	401	400,50	-0,12
Bois	65	64,50	-0,77
Bois	2,40	2,39	-0,42
Bois	37	36,50	-1,35
Bois	34,80	34,75	-0,14
Bois	130	129,50	-0,38
Bois	196,80	196,30	-0,26
Bois	40,60	40,55	-0,12
Bois	23,60	23,55	-0,21
Bois	604	603,50	-0,08
Bois	320,80	320,30	-0,16
Bois	494	493,50	-0,10
Bois	46,45	46,40	-0,11
Bois	49	48,50	-1,02
Bois	27,70	27,65	-0,18
Bois	42,15	42,10	-0,12
Bois	52	51,50	-0,96

COMPTANT	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
Unif. 1000	1000	995	-0,50
Unif. 2000	2000	1995	-0,25
Unif. 3000	3000	2995	-0,17
Unif. 4000	4000	3995	-0,12
Unif. 5000	5000	4995	-0,10
Unif. 6000	6000	5995	-0,08
Unif. 7000	7000	6995	-0,07
Unif. 8000	8000	7995	-0,06
Unif. 9000	9000	8995	-0,06
Unif. 10000	10000	9995	-0,05
Unif. 11000	11000	10995	-0,05
Unif. 12000	12000	11995	-0,04
Unif. 13000	13000	12995	-0,04
Unif. 14000	14000	13995	-0,04
Unif. 15000	15000	14995	-0,03
Unif. 16000	16000	15995	-0,03
Unif. 17000	17000	16995	-0,03
Unif. 18000	18000	17995	-0,03
Unif. 19000	19000	18995	-0,03
Unif. 20000	20000	19995	-0,02
Unif. 21000	21000	20995	-0,02
Unif. 22000	22000	21995	-0,02
Unif. 23000	23000	22995	-0,02
Unif. 24000	24000	23995	-0,02
Unif. 25000	25000	24995	-0,02
Unif. 26000	26000	25995	-0,02
Unif. 27000	27000	26995	-0,02
Unif. 28000	28000	27995	-0,02
Unif. 29000	29000	28995	-0,02
Unif. 30000	30000	29995	-0,02

COMPTANT	Cours précéd.	Derniers cours	% variation
Unif. 1000	1000	995	-0,50
Unif. 2000	2000	1995	-0,25
Unif. 3000	3000	2995	-0,17
Unif. 4000	4000	3995	-0,12
Unif. 5000	5000	4995	-0,10
Unif. 6000	6000	5995	-0,08
Unif. 7000	7000	6995	-0,07
Unif. 8000	8000	7995	-0,06
Unif. 9000	9000	8995	-0,06
Unif. 10000	10000	9995	-0,05
Unif. 11000	11000	10995	-0,05
Unif. 12000	12000	11995	-0,04
Unif. 13000	13000	12995	-0,04
Unif. 14000	14000	13995	-0,04
Unif. 15000	15000	14995	-0,03
Unif. 16000	16000	15995	-0,03
Unif. 17000	17000	16995	-0,03
Unif. 18000	18000	17995	-0,03
Unif. 19000	19000	18995	-0,03
Unif. 20000	20000	19995	-0,02
Unif. 21000	21000	20995	-0,02
Unif. 22000	22000	21995	-0,02
Unif. 23000	23000	22995	-0,02
Unif. 24000	24000	23995	-0,02
Unif. 25000	25000	24995	-0,02
Unif. 26000	26000	25995	-0,02
Unif. 27000	27000	26995	-0,02
Unif. 28000	28000	27995	-0,02
Unif. 29000	29000	28995	-0,02
Unif. 30000	30000	29995	-0,02

Francamp	♦	208	
France I.A.R.D.	♦	1006	
France S.A.	♦	1110	
France-P&R-Renard	♦	2050	
Covalis	♦	1271	
G.T.J. (Transport)	♦	239,30	
Immobizil	♦	147	
Immobique	♦	67,7	
Locamim (Sy)	♦	48	
Locim	♦	530	
Monoprix	♦	264	
Metal Deploye	♦	425	
Mors & Co	♦	8,35	
Navigant (Nik)	♦	30	
Optoris	♦	340	
P&R-Marmont	♦	301,20	
Palac-Charefont (Ny)	♦	948	
Par Service	♦	256	
Paris Orient	♦	235	
Piper Heidsieck	♦	1384	
Promoters (C)	♦	1300	
PSB Interact Ly	♦	622	
Roumex I	♦	375	
Sagat	♦	76,30	
Salmes du Midi	♦	614	
S.L.P.H.	♦	39	
Sefi	♦	39	
Softag	♦	467	



## DISPARITIONS

## Thierry Metz

Un poète pudique à l'écriture dépouillée

L'ÉCRIVAIN et poète Thierry Metz s'est suicidé à Bordeaux, où il résidait, mercredi 16 avril. Né à Paris le 10 juin 1956, il avait publié, en 1990, *Journal d'un monarque* (L'Arpenteur-Gallimard), préfacé par Jean Grosjean.

Au gré des postes que lui confiait une agence de travail temporaire, Thierry Metz avait connu la vie difficile et précaire d'un ouvrier sans qualification ni diplôme. C'est à partir de cette expérience qu'il avait, sans aucun misérabilisme, avec une écriture dépouillée, écrit ce livre salué par la critique.

« Le travail retarde évidemment le moment de l'écriture, expliquait-il dans un entretien. Mais il y a toujours une part de la personne active qui continue d'enregistrer ce qu'il y a à l'intérieur de tout ça. (...) Je tiens à préserver le lien entre l'écriture et la vie. Bien sûr, des fois j'en ai marre, j'ai envie de voir autre chose, aller dans un pays où l'on fait un peu la paix aux gens. (...) Il faut que je reste dans ce langage, dans cette langue qui est parlée aujourd'hui, qui dit des choses au quel ne les dit pas, qui montre au quel ne montre pas. »

## SANS PATHOS

Thierry Metz avait également publié plusieurs recueils de poèmes (chez Jacques Brémond, Arfuyen, Opaless...), ainsi que *Lettres à la Bien-Aimée* (L'Arpenteur-Gallimard, 1995).

En 1996 enfin, dans *L'Homme qui penche* (Opaless), il relatait, avec toujours la même économie et pudeur, sans pathos, son séjour dans un hôpital psychiatrique : « Nous sommes en attente de ce qu'on croyait voir venir. Mais non, il arrive autre chose et il faut tout refaire. »

Patrick Kéchichian

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Marie-Anne et Maxime, Marie-Luce et Philippe, ont la très grande joie de faire part de la naissance de

Raphaël,

le 13 avril 1997, à Paris.

BERNARD-CAVROIS, 82, qui de Lemmepes, 75010 Paris.

Charles, François et Jean-Philippe GUERAND,

ont la joie d'annoncer la venue au monde de

Simon Louis INGEMAR,

leur petit frère et grand garçon,

né le 18 avril, à 17 heures.

77, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

## Anniversaires de naissance

— A

Laurent M.

A défaut de la Lune,

je vous offre *Le Monde*,

pour les vingt ans...

## Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M<sup>me</sup> Adeline CARTON,

filles de

M. Xavier Carton et de M<sup>me</sup>,

née Annick GUÉRIN,

et de

M. Alex MONNET,

filles de

M. Louis MONNET et de M<sup>me</sup>,

née Ulla JOHANN PETERSEN,

qui a eu lieu à Paris, le 19 avril 1997, dans

la plus stricte intimité.

73, rue du Rôle,

91800 Brunoy,

Domaine de Met-Lésé,

1 bis, boulevard des Arbusiers,

83420 La Croix-Valmer.

Nos abonnés et nos actionnaires,

beneficiant d'une réduction sur les

inscriptions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniquez leur numéro de référence.

Patrick Kéchichian

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Marie-Thérèse PIANA,

née FACCHINETTI,

faculté de médecine de Paris, 1940,

ancien psychologue en chef

du Kennedy Child Study Center

New York,

ancien directeur du Creedmore

State Hospital, New York,

survécu le 17 avril 1997, dans sa quatre-

vingt-deuxième année, à Providence, R-I

(USA).

entourée de :

Le docteur Monica I. Schaberg,

Le docteur Franck J. Schaberg,

Le docteur Diana Piana-Marino,

M. Bernard C. Marion,

ses enfants,

Adrienne, Madeline, Cassandre,

Marianna, Céline, Emilien,

ses petits-enfants,

« Nini » était la fille du séigneur

Cyprien Facchini, journaliste et PDG

de l'ANSA, résistant antifasciste exilé à

Paris dès 1926, ministre de la défense de

la République italienne, 1946.

58, Irving Avenue, Providence, R-I,

140, avenue Victor-Hugo,

75116 Paris.

— M<sup>me</sup> Nina Silianoff,

son épouse,

Christian et Virginie Silianoff-Lalame,

son fils et sa belle-fille,

Ses petits-enfants,

Toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième

année, le jeudi 17 avril 1997, à son

domicile, de

Engèle SILLANOFF,

ancienne diplomate bulgare,

journaliste à Radio Europe libre

et à Paris-Match,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier de l'Ordre

de Saint-Alexandre,

croix de première classe

de Cavalier de Madia (Bulgarie).

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 23 avril, à 15 heures, en

l'église cathédrale Saint-Alexandre-

Nevisky, 12, rue Daru, Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de

Montmartre.

24, rue de Chazelles,

75017 Paris.

## Messes anniversaires

Guy-Gil BARBIER,

avocat honoraire,

décédé le 17 avril 1994.

Une messe sera célébrée le mercredi

23 avril 1997, à 18 h 30, en l'église Saint-

Charles de Moreau, 24, rue Legendre,

Paris-17<sup>e</sup>.

— La famille,

Et les amis du

colonel François

de LA ROCQUE

et de

M<sup>me</sup> de LA ROCQUE,

de leurs deux fils, morts pour la France,

des deux vice-présidents du PST,

Jean MERMOZ,

Noël OTTAVI,

mort en déportation en avril 1945,

et de tous leurs amis disparus,

feront célébrer une messe à leur mémoire,

le vendredi 25 avril 1996, à 11 heures, en

l'église Saint-Augustin, chapelle de la

Vierge, à Paris-8<sup>e</sup>.

Les Amis de La Rocque,

17, rue Constant-Coquelin,

95120 Ermon.

Colette LANCIGNON,

psychiatre,

ouvrière au centre Étienne-Marcel, à la

Maison verte, aux Points cardinaux et

jadis, aux Casoties.

Elle est morte le 24 avril 1992.

Son souvenir est vivant et nous nous

réunissons pour une messe en sa

mémoire.

Le jeudi 24 avril 1997, à 12 h 10, en

l'église Saint-Laurent,

68, boulevard de Strasbourg,

près de la gare de l'Est (Paris).

## Anniversaires de décès

— Il y a vingt-cinq ans, le 22 avril,

Christian BEKDOUCHE

nous quittait brusquement.

Il est toujours dans nos cœurs.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient

une pensée pour lui.

Ses enfants,

Thierry, Sylvie, Richard.

— Tu es bien loin de nous mais tu es

dans nos cœurs :

à Jean-Louis BISMUTH

mort brutalement le 19 avril 1993, Lydia-

Evelyn, Régis. Un office aura lieu le

2 mai, à la synagogue, place des Voies, 3

18 h 30.

— A l'occasion du dixième anniversaire

du décès de

Myriam FRYDMAN,

née BENZAQUEN

une prière sera faite le mercredi 30 avril,

au cimetière parisien de Bagneux.

Ceux qui l'ont connue et aimée se

réuniront à 10 heures, à l'entrée prin-

cipale.

— Paris. Orléans. Le Mans. Budapest.

Montreal.

Il y a trente ans disparaissait le

docteur György KOVÁCS,

décédé de 1942 à 1944.

Il perdit nombre des siens à Auschwitz.

« Zakhor ».

## Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL

DE PHILOSOPHIE

Jean-Marc Besse et Philippe Nys :

« Dispositifs spatiaux et théorisation

des représentations : carte, jardin, pay-

sage ».

24 avril, 15 et 22 mai,

18 heures-20 heures, salle 2, EHES,

105, boulevard Raspail, Paris.

B. Cassin, I.-F. Courtine et A. de

Libera : « Ce que les philosophes disent

de leur langue ».

24 avril : Jacqueline Lichtenstein « Le

français au XVII<sup>e</sup> siècle, langue natu-

relle, langue maternelle, langue des

hommes », 20 heures-22 heures, amphithéâtre

de la Sorbonne, 1, rue des Sciences, Paris.

25 avril : Danielle Cohen-Levinas :

« Rousseau, la musique et la langue

maternelle », 20 heures-22 heures, amphi

A, Carré des sciences.

Danielle Cohen-Levinas : « De la re-

présentation musicale ».

29 avril, 18 heures-20 heures, amphithéâtre

de la Sorbonne, 1, rue des Sciences, Paris.

Francis Affergan : « Antropologie :

comment répondre ? » Dans le cadre de

ce séminaire, intervention de Yannick

Geoffroy : « La notion d'événement en

psychologie clinique », 29 avril,

15 heures-17 heures, faculté des lettres de

Nice, 98, boulevard Herriot.

Denis Gueuneu : « Théâtres, philoso-

phies, politiques ».

28 avril, 12 mai, 20 h 30-22 h 30, salle

RC3, université Paris-VII, 2, place

Jussieu, Paris.

Jean-Michel Rey : « L'écriture de

l'histoire à Michelet ».

28 avril, 5 et 12 mai,

18 heures-20 heures, salle Jean-XXIII,

USTC, 18, rue de Varenne, Paris.

Eric Alliez : « De la philosophie

française contemporaine ».

22 avril, 6 et 27 mai, 18 h 30, 20 h 30,

salle RC3, université Paris-VII, 2, place

Jussieu, Paris.

Elisabeth Rigal : « Questions

wittgensteiniennes - I. La philosophie

du sujet ».

25 avril, 22 mai, 18 heures-20 heures,

amphi A, Carré des sciences, 1, rue

Descartes, Paris.

F. Baudry, M. David-Ménard,

R. Guitart, R. Lew, D. Vaudou : « Psy-

chanalyse et réforme de l'entende-

ment II (Qu'en disons-tu ?) ».

22 avril, 27 mai, 21 heures-23 heures,

salle RC3, université Paris-VII, 2, place

Jussieu, Paris.

## Le Monde EDITIONS

## VIEN DE PUBLIER

## CROISSANCE ET CRISES

Quinquante ans d'histoire économique 1944-1996

sous la direction de Christiane Cordero, Patrick Eveno

et François Renard

Des journalistes et documentalistes du Monde et des enseignants se sont associés pour raconter, au jour le jour, l'histoire économique du demi-siècle, depuis la reconstruction de l'après-guerre, les périodes de croissance des « trente glorieuses » et les crises à répétition depuis les années 70. Comme les autres ouvrages de la collection « L'histoire au jour le jour », ce livre présente la chronologie des principaux faits économiques de 1944 à 1996, accompagnés des articles du Monde les plus significatifs de la période. De nombreux graphiques et tableaux et un index complètent cet ouvrage indispensable dans toutes les bibliothèques.

168 pages, index, 23 x 31, 150 F. Collection « L'histoire au jour le jour ».

Toujours disponibles dans la même collection :

— L'Europe de Valt à Maastricht 1945-1993 (140 F).

— La Deuxième Guerre mondiale 1939-1945 — Racis et mémoire (160 F).

— La Guerre froide — 1944-1994 (140 F).

— La Cinquième République — 1958-1995 (150 F).

— François Mitterrand — Quarante ans de pouvoir (150 F).



سكنا من الامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997

**RUGBY** Alors que les poules qualificatives du championnat de France se sont achevées dimanche 20 avril sans grandes émotions, le Super 12, championnat des provinces de l'hé-

misphère Sud lancé par le magnat Rupert Murdoch, est en train de devenir la référence en matière de jeu ovale. ● LE SUCCÈS médiatique qui accompagne ce phénomène est lié à

des prestations comme celles des Blues d'Auckland, qui, dimanche 20 avril, ont marqué dix essais aux Gauteng Lions du Transvaal. ● CAPI-TAINE de l'équipe des Springboks,

championne du monde en 1995, François Pienaar, désormais entraîneur-joueur de Saracens à Londres, explique au Monde les raisons de cette évolution. ● LA PRÉPARATION

physique des joueurs des antipodes, qu'a suivie Pascal Valentini, du PUC, est un élément essentiel de cette approche du jeu, basée sur le mouve-

# Le Super 12 est en passe d'imposer son modèle au monde du ballon ovale

Lancé après la Coupe du monde 1995 par le magnat de la télévision Rupert Murdoch, ce championnat des provinces de l'hémisphère sud devient, bon gré, mal gré, une référence par la qualité de son jeu et son retentissement médiatique

**VOU DE LA VIEILLE** Europe du rugby, le Super 12 - ce championnat entre les équipes des provinces d'Afrique du Sud (4), d'Australie (3) et de Nouvelle-Zélande (5) voulu par le magnat australo-américain de la télévision, Rupert Murdoch -, ressemble à un inaccessible Nouveau Monde dont les échos ne percent que rarement le mur d'une indifférence polie.

Le Tournoi des cinq nations, les championnats nationaux suffisent au bonheur annuel de l'hémisphère Nord. Le Sud, c'est tellement loin. Tout juste sait-on que, là-bas, les essais pleuvent, les joueurs sont forts, puissants, adroits, et arborent d'étranges maillots bariolés qui n'ont rien à voir avec les traditionnelles tuniques des joueurs d'ici.

On sait aussi que les rencontres sont spectaculaires. Elles donnent libre cours à une soit d'offensive et de jeu à la main que les participants ont, presque tous, en partage. On s'interdit parfois de ce nouveau rugby qui fait tourner la tête et menace de reléguer l'Europe en une sorte de seconde division mondiale.

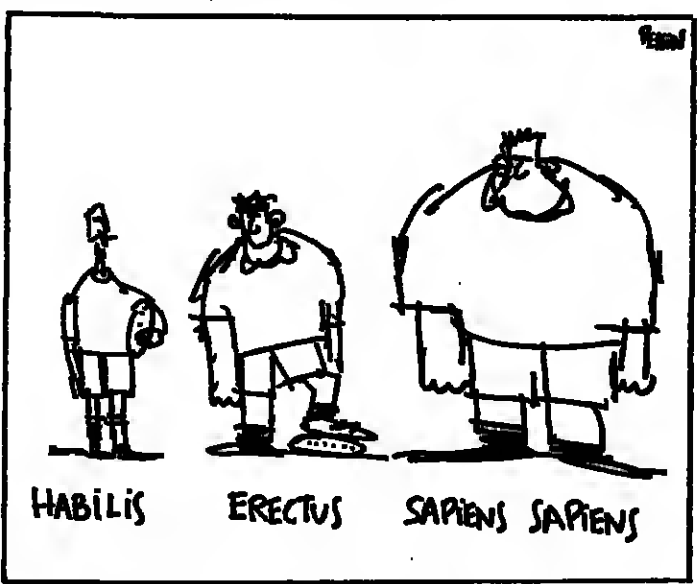
D'Auckland à Pretoria, de Johannesburg à Canberra, les préoccupations sont tout autres. La deuxième édition du Super 12 fournit l'occasion de remettre sur le pré l'éternelle rivalité entre grands du rugby. Quel Néo-Zélandais manœuvrerait une occasion de corriger un Sud-Africain ? Quel Australien se priverait du plaisir de tirer son épingle du jeu dans le duel acharné qui oppose depuis toujours les

deux précédents ? Malgré sa nouveauté, le Super 12 a déjà tout de l'épreuve solidement installée. Il occupe quatre mois du calendrier (du début du mois de mars à la fin du mois de mai), où les joueurs, sélectionnés avec le plus grand soin dans chacune des meilleures provinces des trois pays, ont l'occasion de confronter leur valeur collective et individuelle. A mi-chemin de la compétition, se dessine une hiérarchie sportive qui ressemble beaucoup à celle établie en 1996 : les Blues d'Auckland écroulent une nouvelle fois tous leur rivaux.

## FESTIVAL DE PASSES

Dimanche 20 avril, sur leur pelouse de l'Eden Park, ils ont éconduit sans pitié les Gauteng Lions, comme s'appellent désormais les joueurs de la province sud-africaine du Transvaal, 63-22. Dix essais marqués pour trois encaissés, en un festival de passes et de courses, une ode à l'ouverture du jeu, jusqu'à l'épuisement des joueurs. Les Néo-Zélandais, vaincus en sept rencontres, apparaissent comme un modèle à suivre.

Auckland aligne dans sa formation quelques-uns des plus fameux joueurs de l'équipe nationale : Zinzan Brooke, le numéro huit, Michael Jones, son partenaire et voisin de la troisième ligne, champion du monde en 1987, tout comme le talonneur et capitaine, Sean Fitzpatrick, sont des All Blacks réputés. S'y ajoutent quelques joueurs phénomènes venus des îles voisines du Pacifique : Tonga, Samoa ou Fidji,



autant de Jonah Lomu prêts à suppléer l'absence du trois-quarts alle attein d'une grave maladie des reins (*Le Monde* du 7 janvier).

Partout où ils sont passés, les Blues ont créé l'événement. Le 2 mars, leur premier match contre le Nord-Transvaal, à Bloemfontein, conclu sur un score inédit (40-40), a soulevé l'enthousiasme de la presse sud-africaine. Elle a qualifié la rencontre de l'un des meilleurs matchs du rugby international de ces vingt dernières années. Le rythme imprimé aux parties, la longueur parfois exceptionnelle des séquences de jeu, sont le résultat d'une approche à 100 % profession-

nelle de la compétition. Auckland dispose de 25 joueurs sous contrat, qui suivent une préparation scientifique. Ils n'exercent aucun autre métier. Tout leur temps est consacré au rugby. Ils se savent en permanence sous la menace de concurrents. Ils se doivent donc d'être sans cesse les meilleurs à leur poste. Le souci de perfection n'épargne rien. Il va jusqu'à l'espionnage vidéo. L'année dernière contre le Natal, les Blues avaient eu la mauvaise surprise de voir déjouer toutes leurs combinaisons en touche. Ils apprenaient un peu plus tard que leurs adversaires sud-africains avaient visionné 250 cassettes

de leurs lancers ! A l'initiative du Super 12, Rupert Murdoch, le puissant patron de presse australo-américain, propriétaire de plusieurs chaînes de télévision, dont le réseau BskyB, n'envisageait pas d'autre formule. Tant pis pour les critiques qui dénonçaient à mi-voix une dérive vers le rugby à treize, voire le football américain. Seule la dimension spectaculaire du jeu serait en mesure de susciter un intérêt médiatique, estimaient M. Murdoch et son entourage.

## SUCCÈS TÉLÉVISÉ

De ce point de vue, les premiers chiffres ont été encourageants. En Afrique du Sud, par exemple, la chaîne cryptée Mnet, qui a l'exclusivité de la retransmission télévisée de la compétition, écrase, les jours de grands matchs, les programmes concurrents du service public avec des pointes d'audience de 500 000 téléspectateurs.

Le revers de la médaille ? Cela signifie autant de spectateurs en moins dans les stades. Les amateurs sud-africains préfèrent de plus en plus regarder les matchs à la télévision, chez eux ou dans les pubs, entre amis. Le rugby s'adresse encore aujourd'hui majoritairement en Afrique du Sud au public restreint de la population blanche masculine. Le succès télévisé du Super 12 explique donc que la compétition se déroule souvent, dans ce pays, dans des stades à moitié vides.

Devant la rudesse de l'ensemble du tableau, comment s'étonner du ton débauché de Laurent Seigne ?

« On ne fait pas le même sport, quand on voit nos matches et nos essais et puis les leurs », constate l'entraîneur de Brive. Le 22 février dernier, son équipe s'était lourdement inclinée (47-11) face à Auckland (*Le Monde* du 25 février). Il n'a guère eu de peine à analyser les raisons objectives de la défaite. Meilleure préparation, calendrier adapté du côté néo-zélandais, pagaille et incohérences du côté français. Face à ce modèle d'un Sud conquérant, le rugby de l'hémisphère Nord est plus que jamais renvoyé à ses contradictions. A sa difficulté à trancher clairement entre un professionnalisme sans restriction et la sauvegarde du fleuron de la tradition.

Pascal Ceaux et Frédéric Chambon

## Classement du Super 12 :

1. Auckland (N-Z), 30 pts (7 matches joués) ;
  2. Natal (AFS), 27 (7 m.) ;
  3. Australian Capital Territory (Aus), 26 (8 m.) ;
  4. Wellington (N-Z), 22 (7 m.) ;
  5. Transvaal (AFS), 22 (7 m.) ;
  6. Nouvelle Galles du Sud (Aus), 16 (7 m.) ;
  7. Nord Transvaal (AFS), 16 (8 m.) ;
  8. Etat Libre d'Orange (AFS), 14 (8 m.) ;
  9. Waikato (N-Z), 13 (7 m.) ;
  10. Canterbury (N-Z), 12 (7 m.) ;
  11. Otago (N-Z), 11 (7 m.) ;
  12. Queensland (Aus), 10 (8 m.).
- Une victoire vaut 4 points ; un match nul vaut 2 points ; une défaite perd 7 points d'écart ou moins vaut 1 point ; un bonus d'un point est accordé à toute équipe marquant 4 essais ou plus dans le même match.

## A la découverte des recettes de la préparation physique

C'ÉTAIT un peu plus qu'un rêve, une envie folle. Pascal Valentini est arrivé à Auckland en plein été austral, le 4 janvier. Pour s'initier aux vrais secrets du rugby, y avait-il meilleure destination ?

A trente-quatre ans, ce professeur d'EPS s'est spécialisé dans la préparation physique des athlètes de haut niveau. Après avoir débuté au Racing Club de Toulon, aux côtés de Daniel Herrero, il a suivi l'entraîneur varois au Paris Université Club (PUC). Depuis plusieurs mois, il cherchait l'occasion de confronter ses idées et sa pratique à celles des préparateurs physiques de l'hémisphère Sud, dont les résultats sportifs ont fait une référence. « Dans le basket, je serais allé aux Etats-Unis pour le judo, au Japon. Le rugby, c'était la Nouvelle-Zélande », explique-t-il.

Pour quelques semaines, Pascal Valentini s'est glissé dans la peau d'un étudiant de troisième cycle et d'un observateur avéré. La saison des meilleurs joueurs d'Auckland s'étale sur huit mois, de février à octobre, les quatre mois restant sont consacrés à la récupération et au travail fondier.

## MUSCULATION

Chacun dispose d'abord d'un programme individuel fourni par Jim Blair, le préparateur physique, pour une première période qui court d'octobre à décembre. Il comporte, en général, deux séances quotidiennes. La musculation occupe l'essentiel du temps. Des tests médicaux poussés ont permis de déterminer qui devait perdre du poids, qui devait en prendre. Certaines vedettes de l'équipe, comme le capitaine Sean Fitzpatrick, se sont offerts les services d'un entraîneur personnel, qui l'accompagne durant les exercices.

En janvier, commence le travail spécifique adapté à chaque poste. Le joueur reproduit sans cesse les séquences de jeu qu'il rencontre en matches. Il répète ainsi ses angles de courses, ses changements d'appui, etc. Ce que ne l'on voit pas en Europe. « Ils ont un proverbe qui dit entraîne-toi comme tu joues, et joue

comme tu t'entraînes », explique Pascal Valentini.

Autre caractéristique : les séances sont courtes. Elles n'excèdent jamais une heure à une heure et quart. « Short and sharp » (bref et intense) est une autre devise entendue par le Français. Là encore, cette phase est une autre devise entendue par le Français. Là encore, cette phase est une autre devise entendue par le Français. Là encore, cette phase est une autre devise entendue par le Français.

Après un mois passé à Auckland, le voyage s'est poursuivi jusqu'à l'équipe voisine des Waikato Chiefs, avant une dernière étape chez les Australiens de l'ACT (Australian Capital Territory) en tournée dans les îles Fidji. « Auckland, avec Jim Blair qui s'est occupé des Blacks de 1986 à 1991, représente l'efficacité et la tradition. Ailleurs, on suit les mêmes principes, parfois avec un peu d'inventivité », reprend Pascal Valentini.

Exemples : Waikato recourt à des consultants extérieurs. Un entraîneur de boxe est intervenu pour des exercices de musculation du haut du corps, un autre, spécialisé dans le canoë-kayak, a montré comment améliorer la force des bras, et donc l'arrachage des ballons dans les regroupements.

Le préparateur physique de l'ACT ne se déplace jamais sans un ordinateur. Il y reporte toutes les données enregistrées sur chaque joueur. « Ils ont cet état d'esprit. Le high-tech les fascine beaucoup plus que les Néo-Zélandais. Ils ont un souci méticuleux du détail. Ils ont ainsi des maillots dans lesquels on peut glisser de la glace pour faciliter la récupération ».

La préparation physique poussée à l'extrême pose nécessairement la question du dopage, renforcée par la musculation impressionnante de certains joueurs. « Depuis mon retour le 10 avril, admet Pascal Valentini, on m'a souvent posé la question. Là-bas, je n'ai été témoin de rien de répréhensible. Il faut dire qu'en Nouvelle-Zélande il y a beaucoup de Tongais, Samoaans ou Fidjiens, qui ont une musculature naturelle hors du commun ».

P. Ce.

## François Pienaar, capitaine des Springboks champions du monde 1995 « Dans l'hémisphère sud, le jeu est plus rapide, plus intense »

OBSERVATEUR privilégié, François Pienaar est l'un des rares joueurs ayant vécu de près à la fois le Super 12 en 1996 et le rugby d'Europe cette saison. L'ancien capitaine des Springboks, symbole de leur triomphe à la Coupe du monde 1995, puis évincé un an plus tard dans des conditions hautement controversées, a choisi de quitter son pays ainsi que le capitaine de la province du Transvaal (qui vient d'être rebaptisée Gauteng Lions) pour rejoindre l'effectif du club londonien des Saracens, où il joue actuellement aux côtés de deux autres vedettes internationales, Philippe Sella, l'ex-Agenais aux cent onze sélections, et l'ancien ouvrier australien, Michael Lynagh.

« On parle beaucoup de la supériorité de la compétition de l'hémisphère sud. Mais pour vous, qui les connaissez de près, y a-t-il vraiment une différence ?

« Incontestablement, il y a des choses qui sautent aux yeux ! Je dirais que les premières différences sont la vitesse et l'intensité du jeu. L'intensité à laquelle on joue le Super 12 et le mouvement du ballon sont beaucoup plus élevés qu'en Europe. Dans le Super 12, chaque fois que l'on a la balle, on essaye de l'envoyer au large, aux allers en particulier. Mais ça, dans les compétitions européennes, on ne le voit pas, surtout sur les ballons de troisième ou quatrième main.

« Y a-t-il une spécificité technique qui réside dans cette différence ?

« Oui, et c'est très net. Dans le Super 12, le jeu est basé sur la mêlée ouverte : balle au sol et libération rapide. Tandis qu'en Europe le jeu tourne toujours autour du mail, où le joueur plaqué reste debout.

« Malgré le côté indéniablement spectaculaire de la compétition de l'hémisphère sud, vous devez savoir que les Britanniques la regardent avec un certain mépris. Qu'en pensez-vous ?

« Oui, c'est vrai. Ici, en Europe, j'entends beau-

coup de critiques qui assimilent le Super 12 à une sorte de basket-ball, où il n'y a pas de véritable confrontation physique. Mais ma philosophie a toujours été d'essayer d'éviter la confrontation physique et de laisser circuler la balle. Et si on doit porter la balle à la main, d'essayer d'éviter son vis-à-vis au lieu de lui foncer directement dessus.

« Un tel système de jeu nécessite-t-il une préparation spécifique, ou est-ce que vous avez trouvé, grosso modo, les mêmes choses au Transvaal et aux Saracens ?

« Je ne peux parler de ce que j'ai vu aux Saracens. Mais la préparation est complètement différente de ce que ça devrait être... [Il se reprend] Pardon, de ce que j'ai connu dans le Super 12. Complètement différente.

« Techniquement ou physiquement ?

« Les deux. Ici, la préparation est basée beaucoup plus sur le travail du cinq de devant, la pratique des mails et les groupés-pénétrants. Mais physiquement, le niveau d'intensité à l'entraînement est loin de ce qu'il devrait être. Il n'y a pas de comparaison.

« La différence en termes de pourcentage ?

« Je dirais qu'il y a une différence d'au moins 30 %. Mais, paradoxalement, l'effort physique fourni est plus élevé aux Saracens. Parce que dans l'hémisphère nord il y a énormément de contact physique dans les entraînements. Beaucoup d'entraînements avec opposition, où on multiplie les percussions et les phases de contact, mais on se préoccupe assez peu du jeu collectif. Tandis que, chez nous, c'est le contraire. Dernièrement, nous avons joué quatre matches dans l'espace de treize jours, et juste avant, on nous faisait faire des entraînements avec opposition trois fois par semaine.

« Et vous n'êtes pas d'accord ?

« Ça, vous pouvez le dire. Entre autres, ça donne de mauvaises habitudes. Dans le sens que les gars deviennent agressifs : ils vont simplement

au défi physique, au lieu de se préoccuper de la vie du ballon, de la volonté de chercher des espaces et de déplacer le jeu dans les secteurs où la défense adverse est affaiblie.

« En termes de structure de jeu ou de la tactique générale, voyez-vous des différences flagrantes entre les deux rugby ?

« Il y a une grosse différence de base au niveau tactique. Dans le Super 12, par exemple, les défenses adverses sont tellement sophistiquées, les placages sont tellement bien réussis que, avant de penser envoyer la balle au large, on est obligé de prévoir plusieurs phases de jeu afin de déplacer la défense et trouver des espaces. Aussi chaque combinaison comprend au moins trois ou quatre phases. Tandis qu'ici, aux Saracens, nous avons une seule combinaison annoncée sur les phases statiques, et la suite dépend uniquement de l'instinct. Moi, je veux bien qu'on garde le côté instinctif du jeu ; je ne veux pas qu'on touche à l'individualisme, mais je reste persuadé qu'il faut structurer davantage le jeu pour protéger la balle et maîtriser la conquête.

« Comme vous venez d'être désigné entraîneur des Saracens, on peut imaginer que c'est ce que vous allez essayer de faire...

« Je ne vais pas simplement essayer. Je VAIS le faire !

« Enfin, comment voyez-vous l'avenir proche du rugby dans l'hémisphère nord ?

« Pour moi, le rugby est sur le point de décoller ici en Europe. On voit que le public commence à réagir et à devenir plus positif. Le fait d'être devenu professionnel a fait beaucoup de bien, et le rugby ne peut qu'avancer, devenir meilleur. Aujourd'hui, la balle est fermement dans le camp des dirigeants, entraîneurs et joueurs : ce sont eux qui doivent s'assurer que le rugby progresse et que le jeu atteigne un niveau encore plus élevé. »

Propos recueillis par Ian Borthwick

## Bourgoin leader du championnat de France

Au terme de la 18<sup>e</sup> et dernière journée des matches de poule, Bourgoin, Agen, Dax et Toulouse (poule 1), Brive, Montferrand, Perpignan et Pau (poule 2) ont obtenu, dimanche 20 avril, leur billet pour accéder directement aux huitièmes de finale du championnat de France de rugby, prévus pour les 10 et 11 mai.

Les huit dernières places seront attribuées les 3 et 4 mai lors des barrages, disputés sur terrain neutre. Ils opposeront d'une part Castres à La Rochelle, Biarritz à Nice, Narbonne à Montpellier et Bègles-Bordeaux au Stade Français-CASG (les huit clubs étant assurés de jouer en groupe A1 la saison prochaine) ; d'autre part, Grenoble à Ruzilly, Béziers à Aurillac, Toulon au Racing Club de France et Vannes à Agen à Colomiers (matches dont les vainqueurs joueront aussi en groupe A1 la saison prochaine).



Le philosophe.  
la morale  
et le citoyen



# Sylvain Legwinski est devenu un élément moteur dans l'ascension de l'AS Monaco vers le succès

Le milieu de terrain formé au club veut sa revanche contre l'Inter de Milan en coupe de l'UEFA

L'AS Monaco reçoit l'Inter de Milan, mardi 22 avril, en demi-finale retour de la coupe de l'UEFA. Battus 3-1, il y a quinze jours, au stade

Giuseppe-Meazza, les joueurs de Jean Tigana, qui seront très probablement bientôt sacrés champions de France, peuvent encore espérer se

qualifier pour une deuxième finale européenne, après celle de la Coupe des coupes perdue en 1992 contre les Allemands du Werder de Brême.

## MONACO

de notre envoyé spécial  
La voix est douce, le physique imposant. Avec son mètre quatre-vingt-cinq, ses solides épaules

et ses idées claires, Sylvain Legwinski pèse ses mots et pèse sur ses adversaires. Au sein d'une formation modeste, le jeune milieu de terrain a pris depuis quelques mois une place prépondérante.

Au-delà du cliché qui fait de l'AS Monaco une équipe de stars, la réalité du terrain apporte sa vérité. Et la réussite de Sylvain Legwinski, formé depuis six ans dans le club de la principauté, prouve le bien-fondé d'une politique locale fondée sur l'équilibre entre transferts haut de gamme et formation poussée de jeunes talents.

Le centre de formation de l'AS Monaco étant d'ailleurs devenu très recherché, grâce notamment à la présence de techniciens pédagogues confirmés comme Pierre Tournier et Gérard Banide.

Sylvain Legwinski n'est pas le seul titulaire de l'équipe première à avoir été formé au club monégasque. Mais sa réussite actuelle, son importance grandissante dans le système de jeu mis en place par Jean Tigana en font un symbole. Celui d'un jeune joueur inconnu de 17 ans évoluant dans

un club de division d'honneur régionale et frappant, six ans plus tard, aux portes de l'équipe de France.

« Je suis né à Vichy. Mon père était un bon basketteur qui a joué en NT avec l'équipe locale. Mes amis, eux, jouaient au foot. Je les ai suivis et me suis retrouvé au Racing Club de Vichy. A 17 ans, je n'avais aucune idée de ce que j'allais devenir. Je jouais et parallèlement, je travaillais pour passer mon bac... » Son entraîneur de l'époque conseille à ses connaissances monégasques ce jeune joueur au potentiel intéressant.

En quelques jours, le destin de Sylvain Legwinski bascule. « Je suis arrivé en principauté peu avant mes 18 ans pour y signer un contrat d'aspirant. La première année a été très dure, sur tous les plans. J'ai d'abord été pris en main par Pierre Tournier, dont le travail est très axé sur la préparation men-

tales. Chaque soir, je me disais : il faut tenir le coup. Puis Gérard Banide s'est occupé de moi. En fait, le duo Tournier-Banide est parfaitement complémentaire. Grâce à ces deux hommes, j'ai progressé. Et j'ai pu me faire à l'idée que j'allais jouer au football pendant ces années de formation. Aujourd'hui, avec l'équipe première, tout me paraît plus léger. »

Le premier à lui faire confiance au plus haut niveau n'est autre qu'Arsène Wenger, aujourd'hui en charge du club londonien d' Arsenal. A l'automne 1992, Sylvain Legwinski intègre le groupe pro et dispute une mi-temps d'un match européen disputé par l'AS Monaco en Pologne, face au Miedz Legnica.

Une première apparition au plus haut niveau mais aussi un beau symbole pour celui dont l'arrière-grand-père paternel avait quitté la Pologne pour travailler dans les mines de Lorraine.

Aspirant, stagiaire, professionnel, Sylvain Legwinski a franchi les échelons classiques sans pour autant perdre le sens des réalités.

D'origine sociale modeste, les idées claires et la tête bien faite, il n'est pas dupe. « Footballer, c'est un beau métier. Mais je suis conscient de vivre en dehors des réalités. Mes amis de Vichy me font redescendre sur terre lorsqu'il le faut. Dans le foot, les jeunes peuvent gagner beaucoup d'argent assez vite. Il faut savoir garder les pieds sur terre », déclare cet amateur de littérature fantastique, de pop anglaise et de (bon) rock français.

« Je ne suis pas un calculateur, je vis au jour le jour. Etre sacré champion de France à 23 ans, c'est magique. Avoir été convoqué par Aimé Jacquet à Clouf, c'est une égalité. Maintenant, je ne pense qu'à ce match retour contre l'Inter. Qu'il me donne la victoire, mais les Italiens ne m'avaient pas impressionné. L'AS Monaco possède les qualités nécessaires pour renverser la tendance », lance Sylvain Legwinski, milieu de terrain à l'énorme potentiel physique et technique.

Un jeune homme que Jean Tigana, généralement avare de compliments, estime « presque indispensable » à l'AS Monaco. Sans doute le plus bel éloge dont puisse rêver un joueur évoluant sous ses ordres.

Alain Constant

## Le calendrier de la semaine

● Mardi 22 avril : Coupe de l'UEFA, demi-finale retour : AS Monaco-Inter Milan (Ita.), match aller : 1-3 ; Schalke 04 (All.)-Téouf (Esp.), aller : 0-1.  
● Mercredi 23 avril : Ligue des champions, demi-finale retour : Juventus (Ita.) - Ajax Amsterdam (P-B.), aller : 2-1 ; Manchester United (Ang.) - Borussia Dortmund (All.), aller : 0-1.  
● Jeudi 24 avril : Coupe des

vainqueurs de coupe, demi-finale retour : Liverpool FC (Ang.) - Paris-Saint-Germain, aller : 0-3 ; Fiorentina (Ita.) - FC Barcelone (Esp.), aller : 1-1.  
● Samedi 26 avril : 34<sup>e</sup> journée de championnat de France de première division  
● Dimanche 27 avril : Paris-SG - Nice à 18 h 30, fin de la 34<sup>e</sup> journée de championnat.

## Guingamp et Nice, finalistes inattendus de la Coupe de France

QUESTION : comment sauver en partie une saison désastreuse ? Réponse : en se qualifiant pour la finale de la Coupe de France. Les joueurs de l'OGC Nice, bons derniers du championnat de France de première division et condamnés depuis de longues semaines à la relégation, peuvent encore rêver à une aventure européenne la saison prochaine puisque les « Aiglons », après un parcours qui les a vus successivement éliminer Valence, Bastia, Gueugnon et Clermont-Ferrand, se sont qualifiés, dimanche 20 avril, pour la finale de la Coupe de France en s'imposant à Laval (1-0) grâce à un but signé Thierry de Neeff.

Dans un stade Francis-Le-Basser plein à craquer, la lutte s'annonçait serrée entre le dernier de division 1 et une formation lavalloise évoluant en division 2, mais qui a déjà épinglé l'AS Monaco à son tableau de chasse. D'un niveau de jeu décevant, cette demi-finale tendue et crispante allait voir les Nicols l'emporter grâce à une jolie reprise de volée signée Thierry de

Neeff peu après la demi-heure de jeu. En dépit d'une domination constante en deuxième période, les joueurs lavallois ne parvenaient pas à tromper Bruno Valenciano, le gardien de l'OGC Nice était sauvé par son poteau à la dernière minute de la rencontre sur un tir de Lilian Nills.

L'OGC Nice s'apprête donc à disputer la quatrième finale de Coupe de France de son histoire. Victorieux en 1952 et 1954, battus en 1978 par l'AS Nancy-Lorraine (sur un but de Michel Platini), les Aiglons affrontent, le 10 mai, au Parc des Princes, l'En-Avant Guingamp.

### L'ÉMOTION DE NOËL LE GRAÏT

Pour le club breton, il s'agit d'une grande première. A l'issue d'une demi-finale de piètre qualité disputée samedi 19 avril, les joueurs entraînés par Francis Smereci ont battu les favoris de Montpellier (2-0) après prolongations, grâce à des buts signés Christopher Web et Stéphane Carnot. Jamais le club breton, repré-

sentant une ville de 9 000 habitants, et qui évoluait il y a encore trois saisons en National 1, n'avait été à pareille fête.

Bénéficiant depuis le début de la compétition d'un tirage au sort favorable (Mont-de-Marsan, Wasquehal, Caen et Créteil), les joueurs de Guingamp ont bien négocié la dernière étape avant cette finale qui constitue une belle récompense pour un club dirigé pendant de longues années par Noël Le Graët, aujourd'hui maire de Guingamp et président de la Ligue nationale de football (LNF).

« Généralement, ma fonction à la LNF mobilise à la neutralité. C'est toujours vrai en championnat. Mais là, vraiment, j'ai vécu un drôle de match, car l'objectif était touché. Ce serait malhonnête de dire que je n'ai pas vécu l'en-Avant », déclarait-il d'ailleurs, visiblement ému, dans les tribunes du stade de Rou-dourou.

AL C.

## RAFAËL

Face à la gare St-Lazare  
Habille les hommes  
GRANDS ou FORTS  
15, place du Havre  
Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 01-43-87-34-64  
NICE  
18, av. J.-Medecin  
C.C. CAP 2000  
LYON ROURY  
80, rue E. Herriot

## RÉSULTATS

### BASKET-BALL

#### Championnat de France Pro A

Tournoi et dernière journée de la première phase

Montpellier-Besançon 63-100

Paris-SG-Chelvi 74-68

Dijon-Evry 84-72

Nancy-Strasbourg 70-81

Grenoble-Villeneuve 77-64

Paris-Orléans-Chalon-sur-Saône 72-71

Le Mans-Levallois 79-81

Strasbourg-Lyon 74-91

Classement final : 1. Pau-Orléans, 54 pts ; 2. Limoges (+10) ; 3. Villeneuve (-10) ; 4. Le Mans (-15) ; 5. Paris-SG (-15) ; 6. Chelvi (-18) ; 7. Montpellier (-21) ; 8. Nancy (-24) ; 9. Dijon (-24) ; 10. Strasbourg (-24) ; 11. Levallois (-24) ; 12. Besançon (-24) ; 13. Laval (-24) ; 14. Gueugnon (-24) ; 15. Evry (-24) ; 16. Grenoble (-24) ; 17. Chalon-sur-Saône (-24) ; 18. Orléans (-24) ; 19. Paris-Orléans (-24) ; 20. Strasbourg (-24) ; 21. Le Mans (-24) ; 22. Nancy (-24) ; 23. Dijon (-24) ; 24. Villeneuve (-24) ; 25. Grenoble (-24) ; 26. Chalon-sur-Saône (-24) ; 27. Pau-Orléans (-24) ; 28. Limoges (-24) ; 29. Villeneuve (-24) ; 30. Le Mans (-24) ; 31. Paris-SG (-24) ; 32. Chelvi (-24) ; 33. Montpellier (-24) ; 34. Nancy (-24) ; 35. Dijon (-24) ; 36. Villeneuve (-24) ; 37. Grenoble (-24) ; 38. Chalon-sur-Saône (-24) ; 39. Pau-Orléans (-24) ; 40. Limoges (-24) ; 41. Villeneuve (-24) ; 42. Le Mans (-24) ; 43. Paris-SG (-24) ; 44. Chelvi (-24) ; 45. Montpellier (-24) ; 46. Nancy (-24) ; 47. Dijon (-24) ; 48. Villeneuve (-24) ; 49. Grenoble (-24) ; 50. Chalon-sur-Saône (-24) ; 51. Pau-Orléans (-24) ; 52. Limoges (-24) ; 53. Villeneuve (-24) ; 54. Le Mans (-24) ; 55. Paris-SG (-24) ; 56. Chelvi (-24) ; 57. Montpellier (-24) ; 58. Nancy (-24) ; 59. Dijon (-24) ; 60. Villeneuve (-24) ; 61. Grenoble (-24) ; 62. Chalon-sur-Saône (-24) ; 63. Pau-Orléans (-24) ; 64. Limoges (-24) ; 65. Villeneuve (-24) ; 66. Le Mans (-24) ; 67. Paris-SG (-24) ; 68. Chelvi (-24) ; 69. Montpellier (-24) ; 70. Nancy (-24) ; 71. Dijon (-24) ; 72. Villeneuve (-24) ; 73. Grenoble (-24) ; 74. Chalon-sur-Saône (-24) ; 75. Pau-Orléans (-24) ; 76. Limoges (-24) ; 77. Villeneuve (-24) ; 78. Le Mans (-24) ; 79. Paris-SG (-24) ; 80. Chelvi (-24) ; 81. Montpellier (-24) ; 82. Nancy (-24) ; 83. Dijon (-24) ; 84. Villeneuve (-24) ; 85. Grenoble (-24) ; 86. Chalon-sur-Saône (-24) ; 87. Pau-Orléans (-24) ; 88. Limoges (-24) ; 89. Villeneuve (-24) ; 90. Le Mans (-24) ; 91. Paris-SG (-24) ; 92. Chelvi (-24) ; 93. Montpellier (-24) ; 94. Nancy (-24) ; 95. Dijon (-24) ; 96. Villeneuve (-24) ; 97. Grenoble (-24) ; 98. Chalon-sur-Saône (-24) ; 99. Pau-Orléans (-24) ; 100. Limoges (-24) ; 101. Villeneuve (-24) ; 102. Le Mans (-24) ; 103. Paris-SG (-24) ; 104. Chelvi (-24) ; 105. Montpellier (-24) ; 106. Nancy (-24) ; 107. Dijon (-24) ; 108. Villeneuve (-24) ; 109. Grenoble (-24) ; 110. Chalon-sur-Saône (-24) ; 111. Pau-Orléans (-24) ; 112. Limoges (-24) ; 113. Villeneuve (-24) ; 114. Le Mans (-24) ; 115. Paris-SG (-24) ; 116. Chelvi (-24) ; 117. Montpellier (-24) ; 118. Nancy (-24) ; 119. Dijon (-24) ; 120. Villeneuve (-24) ; 121. Grenoble (-24) ; 122. Chalon-sur-Saône (-24) ; 123. Pau-Orléans (-24) ; 124. Limoges (-24) ; 125. Villeneuve (-24) ; 126. Le Mans (-24) ; 127. Paris-SG (-24) ; 128. Chelvi (-24) ; 129. Montpellier (-24) ; 130. Nancy (-24) ; 131. Dijon (-24) ; 132. Villeneuve (-24) ; 133. Grenoble (-24) ; 134. Chalon-sur-Saône (-24) ; 135. Pau-Orléans (-24) ; 136. Limoges (-24) ; 137. Villeneuve (-24) ; 138. Le Mans (-24) ; 139. Paris-SG (-24) ; 140. Chelvi (-24) ; 141. Montpellier (-24) ; 142. Nancy (-24) ; 143. Dijon (-24) ; 144. Villeneuve (-24) ; 145. Grenoble (-24) ; 146. Chalon-sur-Saône (-24) ; 147. Pau-Orléans (-24) ; 148. Limoges (-24) ; 149. Villeneuve (-24) ; 150. Le Mans (-24) ; 151. Paris-SG (-24) ; 152. Chelvi (-24) ; 153. Montpellier (-24) ; 154. Nancy (-24) ; 155. Dijon (-24) ; 156. Villeneuve (-24) ; 157. Grenoble (-24) ; 158. Chalon-sur-Saône (-24) ; 159. Pau-Orléans (-24) ; 160. Limoges (-24) ; 161. Villeneuve (-24) ; 162. Le Mans (-24) ; 163. Paris-SG (-24) ; 164. Chelvi (-24) ; 165. Montpellier (-24) ; 166. Nancy (-24) ; 167. Dijon (-24) ; 168. Villeneuve (-24) ; 169. Grenoble (-24) ; 170. Chalon-sur-Saône (-24) ; 171. Pau-Orléans (-24) ; 172. Limoges (-24) ; 173. Villeneuve (-24) ; 174. Le Mans (-24) ; 175. Paris-SG (-24) ; 176. Chelvi (-24) ; 177. Montpellier (-24) ; 178. Nancy (-24) ; 179. Dijon (-24) ; 180. Villeneuve (-24) ; 181. Grenoble (-24) ; 182. Chalon-sur-Saône (-24) ; 183. Pau-Orléans (-24) ; 184. Limoges (-24) ; 185. Villeneuve (-24) ; 186. Le Mans (-24) ; 187. Paris-SG (-24) ; 188. Chelvi (-24) ; 189. Montpellier (-24) ; 190. Nancy (-24) ; 191. Dijon (-24) ; 192. Villeneuve (-24) ; 193. Grenoble (-24) ; 194. Chalon-sur-Saône (-24) ; 195. Pau-Orléans (-24) ; 196. Limoges (-24) ; 197. Villeneuve (-24) ; 198. Le Mans (-24) ; 199. Paris-SG (-24) ; 200. Chelvi (-24) ; 201. Montpellier (-24) ; 202. Nancy (-24) ; 203. Dijon (-24) ; 204. Villeneuve (-24) ; 205. Grenoble (-24) ; 206. Chalon-sur-Saône (-24) ; 207. Pau-Orléans (-24) ; 208. Limoges (-24) ; 209. Villeneuve (-24) ; 210. Le Mans (-24) ; 211. Paris-SG (-24) ; 212. Chelvi (-24) ; 213. Montpellier (-24) ; 214. Nancy (-24) ; 215. Dijon (-24) ; 216. Villeneuve (-24) ; 217. Grenoble (-24) ; 218. Chalon-sur-Saône (-24) ; 219. Pau-Orléans (-24) ; 220. Limoges (-24) ; 221. Villeneuve (-24) ; 222. Le Mans (-24) ; 223. Paris-SG (-24) ; 224. Chelvi (-24) ; 225. Montpellier (-24) ; 226. Nancy (-24) ; 227. Dijon (-24) ; 228. Villeneuve (-24) ; 229. Grenoble (-24) ; 230. Chalon-sur-Saône (-24) ; 231. Pau-Orléans (-24) ; 232. Limoges (-24) ; 233. Villeneuve (-24) ; 234. Le Mans (-24) ; 235. Paris-SG (-24) ; 236. Chelvi (-24) ; 237. Montpellier (-24) ; 238. Nancy (-24) ; 239. Dijon (-24) ; 240. Villeneuve (-24) ; 241. Grenoble (-24) ; 242. Chalon-sur-Saône (-24) ; 243. Pau-Orléans (-24) ; 244. Limoges (-24) ; 245. Villeneuve (-24) ; 246. Le Mans (-24) ; 247. Paris-SG (-24) ; 248. Chelvi (-24) ; 249. Montpellier (-24) ; 250. Nancy (-24) ; 251. Dijon (-24) ; 252. Villeneuve (-24) ; 253. Grenoble (-24) ; 254. Chalon-sur-Saône (-24) ; 255. Pau-Orléans (-24) ; 256. Limoges (-24) ; 257. Villeneuve (-24) ; 258. Le Mans (-24) ; 259. Paris-SG (-24) ; 260. Chelvi (-24) ; 261. Montpellier (-24) ; 262. Nancy (-24) ; 263. Dijon (-24) ; 264. Villeneuve (-24) ; 265. Grenoble (-24) ; 266. Chalon-sur-Saône (-24) ; 267. Pau-Orléans (-24) ; 268. Limoges (-24) ; 269. Villeneuve (-24) ; 270. Le Mans (-24) ; 271. Paris-SG (-24) ; 272. Chelvi (-24) ; 273. Montpellier (-24) ; 274. Nancy (-24) ; 275. Dijon (-24) ; 276. Villeneuve (-24) ; 277. Grenoble (-24) ; 278. Chalon-sur-Saône (-24) ; 279. Pau-Orléans (-24) ; 280. Limoges (-24) ; 281. Villeneuve (-24) ; 282. Le Mans (-24) ; 283. Paris-SG (-24) ; 284. Chelvi (-24) ; 285. Montpellier (-24) ; 286. Nancy (-24) ; 287. Dijon (-24) ; 288. Villeneuve (-24) ; 289. Grenoble (-24) ; 290. Chalon-sur-Saône (-24) ; 291. Pau-Orléans (-24) ; 292. Limoges (-24) ; 293. Villeneuve (-24) ; 294. Le Mans (-24) ; 295. Paris-SG (-24) ; 296. Chelvi (-24) ; 297. Montpellier (-24) ; 298. Nancy (-24) ; 299. Dijon (-24) ; 300. Villeneuve (-24) ; 301. Grenoble (-24) ; 302. Chalon-sur-Saône (-24) ; 303. Pau-Orléans (-24) ; 304. Limoges (-24) ; 305. Villeneuve (-24) ; 306. Le Mans (-24) ; 307. Paris-SG (-24) ; 308. Chelvi (-24) ; 309. Montpellier (-24) ; 310. Nancy (-24) ; 311. Dijon (-24) ; 312. Villeneuve (-24) ; 313. Grenoble (-24) ; 314. Chalon-sur-Saône (-24) ; 315. Pau-Orléans (-24) ; 316. Limoges (-24) ; 317. Villeneuve (-24) ; 318. Le Mans (-24) ; 319. Paris-SG (-24) ; 320. Chelvi (-24) ; 321. Montpellier (-24) ; 322. Nancy (-24) ; 323. Dijon (-24) ; 324. Villeneuve (-24) ; 325. Grenoble (-24) ; 326. Chalon-sur-Saône (-24) ; 327. Pau-Orléans (-24) ; 328. Limoges (-24) ; 329. Villeneuve (-24) ; 330. Le Mans (-24) ; 331. Paris-SG (-24) ; 332. Chelvi (-24) ; 333. Montpellier (-24) ; 334. Nancy (-24) ; 335. Dijon (-24) ; 336. Villeneuve (-24) ; 337. Grenoble (-24) ; 338. Chalon-sur-Saône (-24) ; 339. Pau-Orléans (-24) ; 340. Limoges (-24) ; 341. Villeneuve (-24) ; 342. Le Mans (-24) ; 343. Paris-SG (-24) ; 344. Chelvi (-24) ; 345. Montpellier (-24) ; 346. Nancy (-24) ; 347. Dijon (-24) ; 348. Villeneuve (-24) ; 349. Grenoble (-24) ; 350. Chalon-sur-Saône (-24) ; 351. Pau-Orléans (-24) ; 352. Limoges (-24) ; 353. Villeneuve (-24) ; 354. Le Mans (-24) ; 355. Paris-SG (-24) ; 356. Chelvi (-24) ; 357. Montpellier (-24) ; 358. Nancy (-24) ; 359. Dijon (-24) ; 360. Villeneuve (-24) ; 361. Grenoble (-24) ; 362. Chalon-sur-Saône (-24) ; 363. Pau-Orléans (-24) ; 364. Limoges (-24) ; 365. Villeneuve (-24) ; 366. Le Mans (-24) ; 367. Paris-SG (-24) ; 368. Chelvi (-24) ; 369. Montpellier (-24) ; 370. Nancy (-24) ; 371. Dijon (-24) ; 372. Villeneuve (-24) ; 373. Grenoble (-24) ; 374. Chalon-sur-Saône (-24) ; 375. Pau-Orléans (-24) ; 376. Limoges (-24) ; 377. Villeneuve (-24) ; 378. Le Mans (-24) ; 379. Paris-SG (-24) ; 380. Chelvi (-24) ; 381. Montpellier (-24) ; 382. Nancy (-24) ; 383. Dijon (-24) ; 384. Villeneuve (-24) ; 385. Grenoble (-24) ; 386. Chalon-sur-Saône (-24) ; 387. Pau-Orléans (-24) ; 388. Limoges (-24) ; 389. Villeneuve (-24) ; 390. Le Mans (-24) ; 391. Paris-SG (-24) ; 392. Chelvi (-24) ; 393. Montpellier (-24) ; 394. Nancy (-24) ; 395. Dijon (-24) ; 396. Villeneuve (-24) ; 397. Grenoble (-24) ; 398. Chalon-sur-Saône (-24) ; 399. Pau-Orléans (-24) ; 400. Limoges (-24) ; 401. Villeneuve (-24) ; 402. Le Mans (-24) ; 403. Paris-SG (-24) ; 404. Chelvi (-24) ; 405. Montpellier (-24) ; 406. Nancy (-24) ; 407. Dijon (-24) ; 408. Villeneuve (-24) ; 409. Grenoble (-24) ; 410. Chalon-sur-Saône (-24) ; 411. Pau-Orléans (-24) ; 412. Limoges (-24) ; 413. Villeneuve (-24) ; 414. Le Mans (-24) ; 415. Paris-SG (-24) ; 416. Chelvi (-24) ; 417. Montpellier (-24) ; 418. Nancy (-24) ; 419. Dijon (-24) ; 420. Villeneuve (-24) ; 421. Grenoble (-24) ; 422. Chalon-sur-Saône (-24) ; 423. Pau-Orléans (-24) ; 424. Limoges (-24) ; 425. Villeneuve (-24) ; 426. Le Mans (-24) ; 427. Paris-SG (-24) ; 428. Chelvi (-24) ; 429. Montpellier (-24) ; 430. Nancy (-24) ; 431. Dijon (-24) ; 432. Villeneuve (-24) ; 433. Grenoble (-24) ; 434. Chalon-sur-Saône (-24) ; 435. Pau-Orléans (-24) ; 436. Limoges (-24) ; 437. Villeneuve (-24) ; 438. Le Mans (-24) ; 439. Paris-SG (-24) ; 440. Chelvi (-24) ; 441. Montpellier (-24) ; 442. Nancy (-24) ; 443. Dijon (-24) ; 444. Villeneuve (-24) ; 445. Grenoble (-24) ; 446. Chalon-sur-Saône (-24) ; 447. Pau-Orléans (-24) ; 448. Limoges (-24) ; 449. Villeneuve (-24) ; 450. Le Mans (-24) ; 451. Paris-SG (-24) ; 452. Chelvi (-24) ; 453. Montpellier (-24) ; 454. Nancy (-24) ; 455. Dijon (-24) ; 456. Villeneuve (-24) ; 457. Grenoble (-24) ; 458. Chalon-sur-Saône (-24) ; 459. Pau-Orléans (-24) ; 460. Limoges (-24) ; 461. Villeneuve (-24) ; 462. Le Mans (-24) ; 463. Paris-SG (-24) ; 464. Chelvi (-24) ; 465. Montpellier (-24) ; 466. Nancy (-24) ; 467. Dijon (-24) ; 468. Villeneuve (-24) ; 469. Grenoble (-24) ; 470. Chalon-sur-Saône (-24) ; 471. Pau-Orléans (-24) ; 472. Limoges (-24) ; 473. Villeneuve (-24) ; 474. Le Mans (-24) ; 475. Paris-SG (-24) ; 476. Chelvi (-24) ; 477. Montpellier (-24) ; 478. Nancy (-24) ; 479. Dijon (-24) ; 480. Villeneuve (-24) ; 481. Grenoble (-24) ; 482. Chalon-sur-Saône (-24) ; 483. Pau-Orléans (-24) ; 484. Limoges (-24) ; 485. Villeneuve (-24) ; 486. Le Mans (-24) ; 487. Paris-SG (-24) ; 488. Chelvi (-24) ; 489. Montpellier (-24) ; 490. Nancy (-24) ; 491. Dijon (-24) ; 492. Villeneuve (-24) ; 493. Grenoble (-24) ; 494. Chalon-sur-Saône (-24) ; 495. Pau-Orléans (-24) ; 496. Limoges (-24) ; 497. Villeneuve (-24) ; 498. Le Mans (-24) ; 499. Paris-SG (-24) ; 500. Chelvi (-24) ; 501. Montpellier (-24) ; 502. Nancy (-24) ; 503. Dijon (-24) ; 504. Villeneuve (-24) ; 505. Grenoble (-24) ; 506. Chalon-sur-Saône (-24) ; 507. Pau-Orléans (-24) ; 508. Limoges (-24) ; 509. Villeneuve (-24) ; 510. Le Mans (-24) ; 511. Paris-SG (-24) ; 512. Chelvi (-24) ; 513. Montpellier (-24) ; 514. Nancy (-24) ; 515. Dijon (-24) ; 516. Villeneuve (-24) ; 517. Grenoble (-24) ; 518. Chalon-sur-Saône (-24) ; 519. Pau-Orléans (-24) ; 520. Limoges (-24) ; 521. Villeneuve (-24) ; 522. Le Mans (-24) ; 523. Paris-SG (-24) ; 524. Chelvi (-24) ; 525. Montpellier (-24) ; 526. Nancy (-24) ; 527. Dijon (-24) ; 528. Villeneuve (-24) ; 529. Grenoble (-24) ; 530. Chalon-sur-Saône (-24) ; 531. Pau-Orléans (-24) ; 532. Limoges (-24) ; 533. Villeneuve (-24) ; 534. Le Mans (-24) ; 535. Paris-SG (-24) ; 536. Chelvi (-24) ; 537. Montpellier (-24) ; 538. Nancy (-24) ; 539. Dijon (-24) ; 540. Villeneuve (-24) ; 541. Grenoble (-24) ; 542. Chalon-sur-Saône (-24) ; 543. Pau-Orléans (-24) ; 544. Limoges (-24) ; 545. Villeneuve (-24) ; 546. Le Mans (-24) ; 547. Paris-SG (-24) ; 548. Chelvi (-24) ; 549. Montpellier (-24) ; 550. Nancy (-24) ; 551. Dijon (-24) ; 552. Villeneuve (-24) ; 553. Grenoble (-24) ; 554. Chalon-sur-Saône (-24) ; 555. Pau-Orléans (-24) ; 556. Limoges (-24) ; 557. Villeneuve (-24) ; 558. Le Mans (-24) ; 559. Paris-SG (-24) ; 560. Chelvi (-24) ; 561. Montpellier (-24) ; 562. Nancy (-24) ; 563. Dijon (-24) ; 564. Villeneuve (-24) ; 565. Grenoble (-24) ; 566. Chalon-sur-Saône (-24) ; 567. Pau-Orléans (-24) ; 568. Limoges (-24) ; 569. Villeneuve (-24) ; 570. Le Mans (-24) ; 571. Paris-SG (-24) ; 572. Chelvi (-24) ; 573. Montpellier (-24) ; 574. Nancy (-24) ; 575. Dijon (-24) ; 576. Villeneuve (-24) ; 577. Grenoble (-24) ; 578. Chalon-sur-Saône (-24) ; 579. Pau-Orléans (-24) ; 580. Limoges (-24) ; 581. Villeneuve (-24) ; 582. Le Mans (-24) ; 583. Paris-SG (-24) ; 584. Chelvi (-24) ; 585. Montpellier (-24) ; 586. Nancy (-24) ; 587. Dijon (-24) ; 588. Villeneuve (-24) ; 589. Grenoble (-24) ; 590. Chalon-sur-Saône (-24) ; 591. Pau-Orléans (-24) ; 592. Limoges (-24) ; 593. Villeneuve (-24) ; 594. Le Mans (-24) ; 595. Paris-SG (-24) ; 596. Chelvi (-24) ; 597. Montpellier (-24) ; 598. Nancy (-24) ; 599. Dijon (-24) ; 600. Villeneuve (-24) ; 601. Grenoble (-24) ; 602. Chalon-sur-Saône (-24) ; 603. Pau-Orléans (-24) ; 604. Limoges (-24) ; 605. Villeneuve (-24) ; 606. Le Mans (-24) ; 607. Paris-SG (-24) ; 608. Chelvi (-24) ; 609. Montpellier (-24) ; 610. Nancy (-24) ; 611. Dijon (-24) ; 612. Villeneuve (-24) ; 613. Grenoble (-24) ; 614. Chalon-sur-Saône (-24) ; 615. Pau-Orléans (-24) ; 616. Limoges (-24) ; 617. Villeneuve (-24) ; 618. Le Mans (-24) ; 619. Paris-SG (-24) ; 620. Chelvi (-24) ; 621. Montpellier (-24) ; 622. Nancy (-24) ; 623. Dijon (-24) ; 624. Villeneuve (-24) ; 625. Grenoble (-24) ; 626. Chalon-sur-Saône (-24) ; 627. Pau-Orléans (-24) ; 628. Limoges (-24) ; 629. Villeneuve (-24) ; 630. Le Mans (-24) ; 631. Paris-SG (-24) ; 632. Chelvi (-24) ; 633. Montpellier (-24) ; 634. Nancy (-24) ; 635. Dijon (-24) ; 636. Villeneuve (-24) ; 637. Grenoble (-24) ; 638. Chalon-sur-Saône (-24) ; 639. Pau-Orléans (-24) ; 640. Limoges (-24) ; 641. Villeneuve (-24) ; 642. Le Mans (-24) ; 643. Paris-SG (-24) ; 644. Chelvi (-24) ; 645. Montpellier (-24) ; 646. Nancy (-24) ; 647. Dijon (-24) ; 648. Villeneuve (-24) ; 649. Grenoble (-24) ; 6



## L'Octavia, familiale en deux volumes et cinq portes

Le dernier modèle de la firme tchèque Skoda, aujourd'hui entièrement absorbée par Volkswagen, offre un confort « allemand »



L'USINE Skoda de Mlada Boleslav a été construite à 60 kilomètres de Prague en un peu plus d'un an, et elle est considérée actuellement comme l'unité de production automobile la plus moderne d'Europe. L'Octavia, une voiture familiale de taille moyenne (4,51 m de long pour 1,73 m de large), sort des chaînes de cette ancienne firme, devenue filiale de Volkswagen.

Remarquable lors du Salon de Genève pour son élégante silhouette latino-germanique, l'Octavia confirme sur route par un comportement rassurant les espoirs qu'avait fait naître, voilà quelques semaines, les éléments de modernité qu'on pouvait relever... alors qu'elle ne roulait pas encore.

La plate-forme sur laquelle elle est bâtie est celle de l'A3 d'Audi, également filiale de Volkswagen. C'est la base de la Golf future, enfant chéri de la maison mère, dont on annonce pour bientôt la troisième génération. Cette plate-forme se révèle particulièrement rigide : virages à plat et comportement dynamique de l'ensemble en découlent. En contrepartie : un confort « à l'allemande », les sus-

pensions et les sièges étant de même inspiration.

Intérieurement, la place est généreuse à l'avant, et le tableau de bord de galbe moderne offre une vision confortable des différents éléments de contrôle. Les commandes sont bien distribuées, le volant est réglable, tout comme la hauteur du siège du conducteur. A l'arrière, les enfants en bas âge profiteront d'une assise profonde du siège; en revanche, les adultes auront du mal à s'installer confortablement, tant la place est mesurée pour les jambes.

### COFFRE EXCEPTIONNEL

L'utilisation d'une plate-forme commune à différents types de modèles, de même empaiement et de longueurs de carrosserie néanmoins différentes, explique peut-être cela. Dans l'affaire, c'est le volume du coffre qui y gagne. Ses dimensions sont exceptionnelles pour un véhicule de ce gabarit, et sa capacité double avec le basculement du siège arrière (528 litres et 1 328 litres). L'accès extérieur est aisé, avec un seuil de chargement très bas. La finition de l'ensemble est très correcte, si l'on excepte que

l'insonorisation pourrait faire des progrès.

Pour son lancement, l'Octavia est disponible en trois motorisations, empruntées bien entendu à « la banque d'organes » de Volkswagen. Le 1 600 cm<sup>3</sup> à essence (alimenté avec du carburant sans plomb indice

cootenance de 55 litres, qui se révèle suffisante dans le cas du diesel (6 litres aux 100 km), et assure une - courte - autonomie de 500 km à 600 km sur autoroute pour les moteurs à essence.

Les atouts de l'Octavia ne résident pas seulement dans sa ligne, son

deure (GLX), s'ajoutent phares antibrouillard, rétroviseurs électriques et un coussin anti-chocs. Encore « au-dessus » (modèle SLX), deux coussins sont proposés avec jantes en alliage, air conditionné, ordinateur de bord, toit ouvrant et ABS.

Garantie trois ans (ou 100 000 km) et dix ans pour la corrosion - la caisse est entièrement galvanisée - l'Octavia devrait connaître, en regard des tarifs proposés, autre chose qu'un succès d'estime. Et provoquer la réhabilitation de sa marque, qui s'annonçait depuis plusieurs mois.

Claude Lamotte

★ Octavia Skoda LX : 7 CV/75 ch, 79 900 F; GLX : 7 CV/75 ch, 84 400 F; GLX TDI : 5 CV/90 ch, 97 800 F; SLX : 9 CV/125 ch, 112 400 F; SLX TDI : 5 CV/90 ch, 112 900 F.

■ VOLKSWAGEN lance une nouvelle version haut de gamme de son monospace Sharan. Le 5sharan Carat V6 Syncro (236 900 francs) dispose de la climatisation, d'une transmission intégrale permanente et une boîte automatique à quatre rapports.

### D'autres modèles en préparation à Mlada Boleslav

Un certain nombre de sous-traitants sont installés sur le site de l'usine de Mlada Boleslav. Pour l'avenir, Skoda peut envisager de monter sur les chaînes de cet ensemble d'autres modèles du groupe. Pour l'instant, on a été donné à la marque de fabriquer, avec des éléments fournis par l'essentiel par Volkswagen, des produits destinés avant tout à l'Europe occidentale.

On ne voit pas pourquoi Skoda ne remplirait pas cette mission de manière satisfaisante, avec sa main-d'œuvre de qualité et une tradition industrielle reconnue.

95) apparaît un peu faible, dès que l'on quitte des itinéraires plats. Le 1 800 cm<sup>3</sup> à vingt soupapes (aujourd'hui alimenté avec du 95 sans plomb) fait merveille, et rouffe avec bonheur à toute sollicitation. Enfin le 1 900 cm<sup>3</sup> diesel suralimenté à injection directe se révèle également bien adapté.

Le réservoir de carburant à une

comportement routier et l'économie d'entretien (révision à 15 000 km, puis tous les 30 000 km). Les équipements disponibles sur la version de base baptisée LX ne sont pas négligeables : direction assistée, verrouillage centralisé, préparation radio, quatre vitres électriques teintées. Avec une classe de finition supé-

faire livrer la Touring avec une boîte automatique qui comporte sur sa grille des vitesses deux axes. L'un est purement destiné au passage effectivement automatique des rapports à partir d'une seule position (D pour la marche avant), l'autre axe ouvrant l'usage d'une commande séquentielle comparable à celle que l'on utilise sur des véhicules de compétition. Dotée d'un tel équipement, la Touring n'a plus de break que l'aspect extérieur, comme le souhaitent ses concepteurs munichois.

C. L.

★ BMW Touring, série 5, de 219 000 F à 411 000 F. Boîte automatique disponible en option, nu comprise dans un « pack ». Moteurs en 5 ou 6 cylindres de 2 litres; 2,3 l; 2,8 l pour les 6 cylindres, 4,4 l pour le 8 cylindres et 2,5 l pour le turbodiesel.

### Pour BMW, Touring n'est pas break

A l'inverse de Mercedes, son grand rival, BMW ne se préoccupe pas d'inscrire rapidement dans son catalogue une petite voiture. Le constructeur bavarois n'en néglige pas pour autant de mettre régulièrement gammes et motorisations à l'heure de ses marchés. Ainsi apparaissent des évolutions techniques enveloppées discrètement dans une robe classique qui ne change pas, tout en restant un modèle du genre. Après les berlines de la classe 5, voici que s'inscrivent dans la gamme les Touring, dont les dimensions se placent entre celles de la série 3 et celles de la série 7. Suspensions, moteurs et boîtes de vitesses sont concernés. Les Touring, que le commun des mortels pourrait appeler breaks, sont aux yeux de la firme munichoise avant tout une

version dans la gamme. A ce titre, elles doivent conserver l'essentiel des caractéristiques sportives qui ont fait la réputation de la marque. BMW ne cache d'ailleurs pas que la priorité dans ce genre de véhicule n'est pas au volume de transport. Il est vrai que prendre le volant d'un de ces modèles donne aux conducteurs les mêmes impressions de conduite qu'ils peuvent connaître dans une berline de même série. On trouve sous les capots les mêmes moteurs, ici uniquement en six ou huit cylindres, et les performances sur la route sont identiques. Ce sont toujours des véhicules à propulsion, et cette conception technique réclame tout autant que sur une berline un certain comportement de la part de celui qui mène l'engin. Quoi qu'il en soit, les

Touring classe 5 disponibles désormais sur le marché français se voient dotées de plusieurs nouveautés qui sont autant de caractéristiques du... break. C'est ainsi qu'un essien arrière en aluminium fait son apparition et que les amortisseurs montés le sont maintenant en position quasi horizontale. On aura compris que la surface de chargement s'en trouve agrandie, sans aspérités, d'autant plus que le plancher du coffre peut être à la demande monté sur trois. Un tiroir qui peut dépasser de 60 cm hors de la caisse, permettant ainsi le dépôt d'un bagage lourd (jusqu'à 75 kg) sans contorsion inutile. Autre chose, toujours utile dans un break, l'apparition du correcteur d'assiette automatique à jambe de suspension pneumatique. A ces raffinements terriblement pratiques, BMW a ajouté une touche de sportivité. Il est en effet possible de se

### Une assistance au freinage d'urgence

CONFRONTÉS à une situation critique, 90 % des automobilistes n'ont pas le pied suffisamment « lourd », ou d'exercent une pression maximale sur la pédale qu'à l'approche de l'obstacle. Pour pallier cet inconvénient, Mercedes-Benz propose d'assister le pilote par un système électronique, le BAS (brake assist), ou freinage d'urgence assisté. Monté en série sur les dernières séries 5 depuis janvier et disponible en option sur le reste de la gamme, le BAS agit automatiquement sur le servofrein.

L'opération est réalisée grâce à un capteur qui mesure l'amplitude de la pression exercée sur la pédale du servofrein, et donc sur la pédale. Couplé à l'action de l'ABS - qui évite le blocage des roues -, le freinage d'urgence assisté donne des résultats apparemment efficaces.

La plupart des participants aux essais organisés par Mercedes, sur chassise sèche, ont mis jusqu'à 73 m pour arrêter leur véhicule lancé à 100 km/h. « En revanche, assure le constructeur allemand, avec le freinage d'urgence assisté, 40 m suffisent, ce qui correspond à une réduction de 45 % de la distance de freinage ».

### AUTO MOBILES

Vente de véhicules récents  
Faibles kilométrages  
Millésime 97  
Garantie 1 an ou 12 000 km  
Possibilité d'essai ou  
financement intéressant  
**AVIS CENTRE OCCASIONS**  
5, rue Bixio - 75007 PARIS  
01.44.18.10.65  
Port. 06.07.84.10.33  
Pascal Bonnet

### LA PRESENCE DE LAUTO

50 VÉHICULES EXPOSÉS.  
FAIBLES KM DISPONIBLES.  
GARANTIE EUROPÉENNE DE 1 AN  
(pièces et main d'œuvre).

LAGUNA RT 1.8 95	70 000 F
405 GR 94	49 500 F
LAGUNA RXE 2L 95	80 000 F
OMEGA Break 95	125 000 F
PRIMA Diesel II 95	75 000 F
R19 Alizé 1.9 95	85 000 F
SAFRANE 2.0 Alizé 95	80 000 F
ESPACE RN 2.2 94	89 000 F
SAFRANE RT 2.2 94	80 000 F
SAFRANE V6 95	80 000 F
405 SW 94	48 000 F
405 Style Diesel 95	70 000 F
ESCORT TD 95	69 000 F
XANTIA TD SX 95	83 000 F
XANTIA 1.8 X 94	54 000 F
ROVER 620 DI 95	82 000 F
AUDI 80 TDI 95	82 000 F
ZX 1.1 Sp. 94	35 000 F
CLIO RL 1.2 Sp. 97	57 000 F
CLIO "S" Sp. 95	58 000 F

Tél. : 01.46.71.64.03

### AVIS

Centre Occasions  
5, rue Bixio - PARIS 7e  
12/96, 3 000 km, vert. mét.,  
val. sc. : 181 990 F

- GOLF 5 90 Sp. 11/96  
11 900 km, gris mét. étalé,  
val. sc. : 181 990 F
- OMEGA 2.5 TD GL  
12/96, 3 000 km, vert. mét.,  
val. sc. : 189 790 F
- CLIO Baccara Auto.  
07/96, 7 000 km,  
gris argent mét.

P. BONNET  
01.44.18.10.65

Part. vend GOLF Cabriolet mod. 95, vert. métallisé, coupe circuit, alarme, poste laser, 85 000 F - 01.46.36.09.32 à partir 19 h (répondant)

Part. vend SAFRANE 1984, 9 cv, haut de gamme ABS, radio, double gaz, 82.43.89.07.19 le soir 20 h.

Part. vend BMW 325 TDS Pack mod. 95, vert. mét., p. min. 70 000 km, val. sc. 200 000 F 140 000 F - 01.46.15.15.39

Part. vend ACCORD 2.2 95 4000, Serie Trophy car, AM 92, 11 cv, 65 000 F - 04.92.15.12.75

Part. vend MERCEDES 300 Diesel mod. 83, 305 700 km, 21 000 F - 01.48.31.38.55

## Une norme Afnor destinée aux éthylotests

IL A FALLU attendre septembre 1995 et l'abaissement du taux d'alcoolémie toléré au volant de 0,7 à 0,5 gramme par litre de sang pour véritablement populariser les éthylotests en France.

Grâce aux nombreuses initiatives lancées par des organismes tels que la Sécurité routière et la Prévention routière, mais aussi des campagnes menées par les assureurs ou des entreprises telles que Opel, Fiat, Renault ou Total (dont les « points-essence » peuvent permettre de gagner des éthylotests), ce petit équipement commence à se faire connaître. Alors que, les années précédentes, pas plus de 600 000 unités étaient diffusées, plus de 10 millions ont été vendues ou distribuées en 1996.

Or, tous les éthylotests que l'on peut se procurer n'ont pas fait leurs preuves. Divers essais comparatifs réalisés par les organisations de consommateurs, comme par la presse automobile, sont régulièrement venus confirmer les doutes que l'on pouvait entretenir quant à la qualité et aux performances de certains d'entre eux, qu'ils soient chimiques et, surtout, électroniques.

Avec la mise au point d'une norme NF pour les éthylotests, la fiabilité de ces dispositifs de prévention pourra être vérifiée et, en principe, garantie. Elaborée par l'Association française de normalisation (Afnor) et la Sécurité routière, qui ont associé plusieurs partenaires (associations de consommateurs, ministères), la norme NF-Ethylotests grand public « doit permettre aux automobilistes de choisir en toute confiance des appareils performants ».

### CHIMIQUE, D'ABORD

Premier fabricant à avoir satisfait à ces exigences, Contralco a obtenu le feu vert du Laboratoire national d'essais (LNE) pour un éthylotest chimique. Outre des essais de précision de mesure, ce produit a subi des tests de vieillissement accéléré en étant soumis, notamment, à de fortes variations de température. Le fabricant s'engage à « assurer la constance et la qualité de ses produits, mais aussi leur conformité aux caractéristiques requises », alors que le LNE sera l'organisme mandaté pour « cautionner la qualité des produits ».

Principalement, un fabricant d'éthylotest électronique devrait solliciter l'attention de la marque NF. Pour ce genre d'appareils, les choses sont plus compliquées car des précautions particulières doivent être prises. Les essais comparatifs ont fait apparaître des risques de dérive des résultats imputables aux conditions extérieures (température, stockage, paramètres d'expiration au moment du test).

Et le matériel utilisé par la police et la gendarmerie ? Il n'y a pas de raison qu'il échappe au contrôle public. Actuellement homologués par un arrêté ministériel, ces éthylotests seront intégrés au champ d'application de la norme NF avant la fin du mois de juin.

En plus des contraintes imposées aux produits disponibles dans le commerce, ces matériels « répondront à un cahier des charges particulier prévoyant des essais sur le terrain, par les forces de l'ordre », selon l'Afnor et la Sécurité routière.

Jean-Michel Normand

### DÉPÊCHES

■ ASSURANCES. La revue « Que choisir ? » consacre un numéro hors-série aux « Assurances auto et habitation » (35 F). Une première partie aborde les thèmes communs aux deux types d'assurances : à qui s'adresser, comment lire un contrat, déclarer un sinistre, les litiges et leurs solutions. Le chapitre consacré à l'assurance automobile explique le calcul de la prime, le barème de responsabilité, la conduite à tenir en cas de refus d'assurance, et donne des conseils pour bien remplir son constat. Enfin, un cahier spécial propose une analyse comparative des tarifs en fonction des dommages assurés.

■ INTERNET. Bison Filin est désormais présent sur Internet. Ses conseils de circulation, ainsi que d'autres informations relatives au trafic routier, peuvent être consultés par cet intermédiaire.

<http://www.equipement.gouv.fr> (Accès : ROUTE).



## Quelques nuages au Nord

LA DÉPRESSION méditerranéenne s'est évacuée vers l'Italie et le soleil reviendra sur la Corse. Une perturbation sans activité traversera la moitié nord et dans un champ de pression toujours élevé les nuages seront sans conséquences et se dissolvent rapidement.

**Bretagne, Pays de Loire, basse Normandie.** - Le matin le ciel sera parfoi chargé, en particulier près des côtes de la Manche. L'après-midi les passages nuageux alternent avec des éclaircies. Les températures matinales seront voisines de 0 degré dans l'intérieur; l'après-midi elles atteindront 10 à 15 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, haute Normandie, Ardennes.** - Sur le Cotin, le soleil dominera la journée. Ailleurs les nuages seront nombreux au lever du jour; au fil des heures des éclaircies de plus en plus larges se développeront. Les températures matinales atteindront -2 degrés; l'après-midi elles évolueront de 10 à 15 degrés.

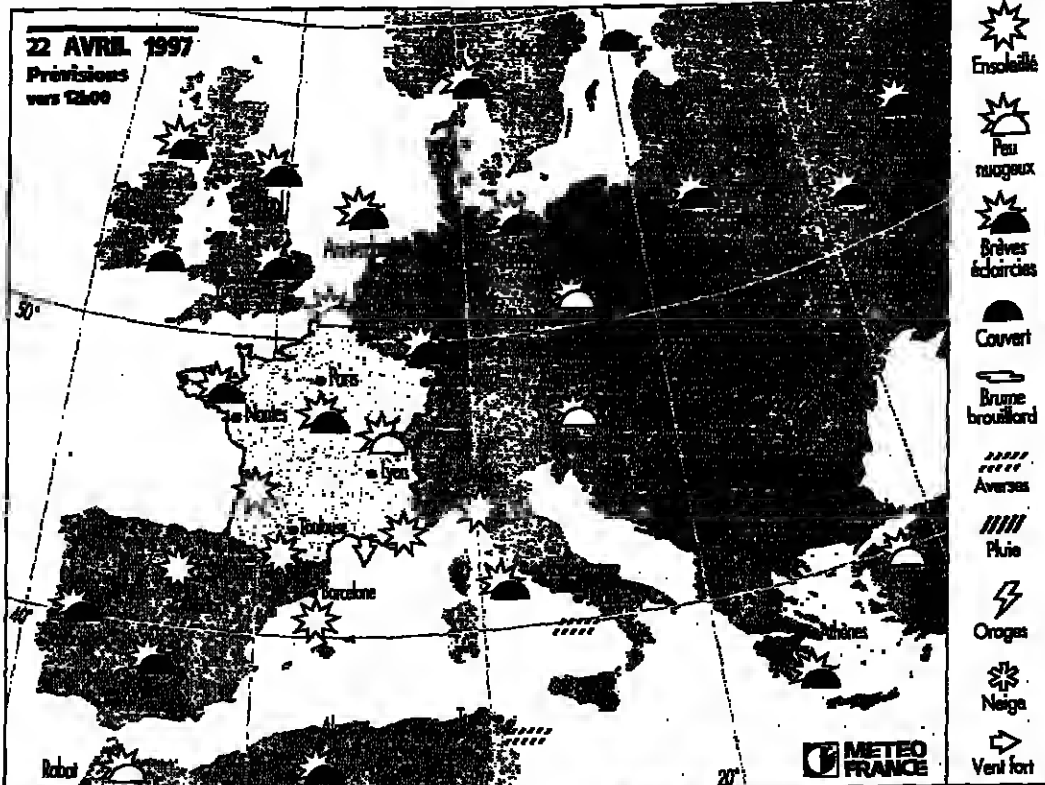
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - Malgré quelques passages nuageux, en particulier sur la Champagne et le nord de la Lorraine, la journée sera ensoleillée. De petites gelées le matin et l'après-midi les températures ne dépasseront pas 14 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Le soleil brillera mais les températures resteront fraîches avec de fréquentes gelées le matin et un mercure atteignant difficilement 16 ou 17 degrés l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Malgré des cumulus sur les Alpes l'après-midi, le soleil sera dominant. Des gelées sont encore à craindre en fin de nuit et début de matinée; les températures maximales seront comprises entre 12 et 16 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Malgré quelques passages nuageux en Corse, le soleil l'emportera mais les températures resteront fraîches avec 15 à 19 degrés. Le mistral soufflera jusqu'à 90 km/h en rafales.



## PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1997


Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; \* : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/12 N
ALPES	4/16 P	2/15 S
BIARRITZ	3/13 S	2/15 S
BORDEAUX	2/16 S	2/15 N
BOURGES	0/13 S	2/14 S
BREST	3/13 N	2/15 S
CAEN	4/11 N	2/15 S
CHERBOURG	3/12 S	2/15 S
CLERMONT-F.	-2/13 S	2/14 S
DIJON	-1/13 S	2/15 S
GRENOBLE	0/16 S	2/15 S
LILLE	3/12 S	2/15 S
LIMOGES	1/12 S	2/15 S
LYON	1/14 S	2/15 S
MARSEILLE	4/16 S	2/15 S

Température		PAPETE	25/30 P	KIEV
		POINTE-A-PIT.	22/29 S	LISB
		ST-DENIS-RÉ.	23/28 S	LIVER
		EUROPE		LONG
		AMSTERDAM	3/9 S	LUXEM
0/12 N		ATHÈNES	14/21 S	MADRID
2/15 S		BARCELONE	8/16 S	MALTA
2/15 S		BELFAST	5/9 S	MICOSS
2/13 N		BELGRADE	7/12 P	MUNIN
2/14 S		BERLIN	-4/10 S	NAPLES
6/17 S		BERNE	-1/10 S	OSLO
1/15 N		BRUXELLES	10/21 P	PRAGUE
-2/12 S		BUCAREST	1/10 N	PALMA
3/13 S		BUDAPEST	3/8 P	ROME
1/15 S		COPENHAGUE	4/10 S	SARAJEVO
0/13 S		DUBLIN	2/11 S	SOFIA
		FRANCFORT	-2/12 S	ST-PE
5/28 P		GENÈVE	-2/11 S	STOCOL
2/22 S		HELSINKI	-1/5 C	TENNIN
2/12 S		ISTANBUL	10/17 N	VARSOP

NE	1/8 S	VENISE	7/11
IS	12/20 S	VIENNE	2/10
IS	2/10 S	AMSTERDAM	
IS	3/12 S	BRASILIA	19/25
IS	0/10 S	BUENOS AIR.	13/24
IS	1/17 S	CARACAS	23/29
IS	6/17 S	CHICAGO	3/24
IS	-3/8 S	LIMA	18/25
IS	-3/7 N	LOS ANGELES	16/22
IS	10/16 P	MEXICO	11/22
IS	0/6 S	MONTREAL	7/9
IS	9/19 S	NEW YORK	9/14
IS	-3/8 N	SAN FRANCISCO	13/16
IS	7/12 S	SANTOAGUSTO	11/24
IS	14/23 S	TORONTO	11/24
IS	1/19 P	WASHINGTON	8/20
IS	-1/6 C	AFRIQUE	
IS	-1/5 C	ALGER	10/20
IS	12/18 S	OAKAR	20/26
IS	-3/9 S	KINSHASA	21/27

LE CAIRE	19/67 S
MARRAKECH	13/18 N
NAIROBI	16/22 P
PRETORIA	12/23 S
RABAT	13/18 N
TUNIS	14/20 P
<b>ASIE-OCEANIE</b>	
BANGKOK	27/38 S
BOMBAY	25/34 S
CIJAKARTA	26/30 P
COUBAI	23/30 S
HANOI	24/26 P
HONGKONG	21/24 P
JERUSALEM	19/32 S
NEW OEHLI	22/32 S
PEKIN	10/20 S
SEOUL	10/16 S
SINGAPOUR	27/33 S
SYDNEY	15/24 S
TOKYO	15/19 P



A

Situation

du 21 avril à 0 heure TU

Pr

Situation du 21 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 23 avril à 0 heure TU

## PRATIQUE

## Les bestioles les plus empoisonnantes sont rarement les plus venimeuses

Face aux araignées, scorpions et autres insectes à l'apparence inquiétante, la peur instinctive du citadin est le plus souvent excessive

L'HOMME n'effectue plus depuis bien des lustres plusieurs tours sur lui-même avant de s'asseoir ou de se coucher... Mais il éprouve toujours une aversion instinctive à l'égard des araignées, des scorpions et autres bestioles pattues qui grouillent sur le sol. Une peur rarement justifiée.

● **La « veuve noire ».** Il existe une seule araignée dangereuse en France : la latrodecte, aussi appelée « veuve noire » ou « malmignatte » dans le Midi et en Corse. Cette petite araignée discrète, longue de 1,5 cm (parfois moins), tisse une toile minuscule et se reconnaît à son gros abdomen noir luisant, parsemé de taches rouges. Sa morsure, peu douloureuse sur le coup, s'accompagne au bout de dix minutes de douleurs d'abord locales, qui gagnent peu à peu le corps entier, s'accompagnant alors de vagues de contractures musculaires. Cela peut durer deux ou trois jours.

Dans les cas graves, une grande lassitude succède à l'épisode douloureux, avec des chutes de ten-

sion, voire des troubles psychiques de type dépressif. La coalescence peut prendre de deux à trois mois. Les cas mortels sont rares. Si la malmignatte affectionne les endroits ombrés et humides, on peut aussi la rencontrer dans les toilettes.

L'action de son venin est étonnante. Ordinairement, au passage de l'influx nerveux, nos cellules nerveuses se chargent de sodium et déchargent du potassium; ensuite, les cellules « ferment les portes » et se mettent au repos. Cet étonnant venin, lui, « laisse les portes ouvertes ». D'où l'état dépressif, la lassitude ou l'agitation mentale, selon les individus.

● **La tarantule.** Le docteur Max Goffroy, chef du service des arthropodes irradiés, au Muséum d'histoire naturelle de Paris, observe que d'autres araignées ont à l'inverse une réputation exagérée, à cause de leur aspect impressionnant. Ce sont les lycoses, ou tarantules. La lycose des Pouilles mesure 3 cm sans les pattes, ne tisse pas de toile et creuse un terrier caractéristique de 20 cm de

profondeur, avec une ouverture ronde de 5 cm garnie de soie. L'araignée elle-même a un corps allongé orné de dessins gris-brun sur le dos et un ventre noir parfois souligné de rouge.

La morsure de la tarantule, instantanément douloureuse, peut s'accompagner d'une nécrose lo-

## Les mille-pattes aussi

Les scolopendres, c'est-à-dire les mille-pattes, ne sont pas des arachnides, mais des myriapodes qui se ressemblent tous, aux yeux du profane. Pour savoir a priori si l'on a affaire à un venimeux, le docteur Goffroy donne un moyen très simple. Les scolopendres, venimeux, possèdent une paire de pattes par segment, alors que les myriapodes non venimeux ont deux paires de pattes par segment. Exemple le plus connu : les iules (providence des mots croisés), qui sécrètent des produits toxiques, mais ne les injectent pas. Ne pas se frotter les yeux après les avoir touchés.

Ces animaux, comme les scorpions, vivent sous des pierres ou des pots de fleurs. Ce besoin d'avoir un corps dur au-dessus s'appelle thigmotactisme (moins usuel en mots croisés). Notre grande scolopendre mesure 10 à 12 cm. Ses deux forts crochets sont reliés à une importante poche à venin, qu'elle commence à injecter quand on la saisit. La douleur est immédiate : tant mieux. Pen ramassière, elle arrête... dès qu'on la lâche ! Si on insiste, elle peut injecter du venin dix à douze fois de suite. Mais ce venin ne semble pas très dangereux. De plus, surprise, elle choisit toujours la fuite, pas l'agression.

leurs d'apparissent que plus tard. Les autres araignées sont inoffensives, à commencer par les grandes tégénaires des maisons. Du soir, ou du matin... Les effets des morsures sont comparables à ceux d'une piqûre de moustique, et beaucoup sont incapables de mordre à travers la peau humaine.

● **Les scorpions.** Cinq espèces de scorpions vivent en France, qui se répartissent en deux familles : les buthidés et les chactidés. Parmi les premiers, le scorpion jaune du Languedoc occupe la zone de répartition de l'olivier. Ce rural, qui fuit l'homme, mesure de 6 à 7 cm de long et se reconnaît à sa couleur jaune paille ou brune.

C'est l'un des seuls à pouvoir piquer l'homme... qui passe la main sous une pierre, par exemple. Il injecte tout son venin en une seule fois, ce qui provoque des élançements dans tout le membre.

La douleur, très particulière, tient de la brûlure et de l'écrasement. Cela peut durer d'une heure à vingt-quatre heures au

maximum, avec des pics. Certaines victimes sont agitées, nerveuses. Il faut refroidir la plaie et consulter un médecin. On ne connaît pas de cas mortels en France, mais la même espèce, nul ne sait pourquoi, peut provoquer des accidents mortels dans le Maghreb.

Les autres scorpions, de la famille des chactidés, sont inoffensifs. Ce sont de petits scorpions noirs, ramassés, de 3 ou 4 cm de long, à pinces larges et queue courte et fine. Leur aiguillon, fragile, perce avec difficulté la peau d'un homme adulte, et leur venin est peu actif.

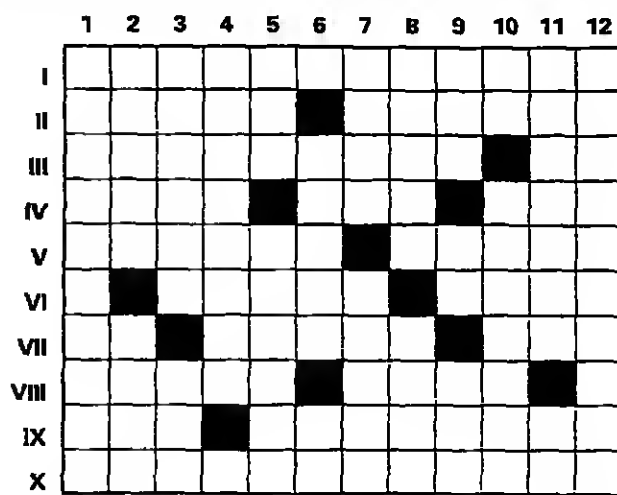
Deux d'entre eux entrent dans les maisons, car ils adorent voyager. On les rapporte en cueillant des fleurs, ou dans un panier de champignons. Si vous voyez un de ces farceurs se promener chez vous, au retour d'un week-end, pas de panique. De même s'il se balade dans votre auto : la voiture elle-même est infiniment plus dangereuse !

Marcel Donzenac

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97078

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 Fmin).



## HORIZONTALEMENT

1. Dans ce coup, on touche avant de payer. - II. Sa côte va de Dunkerque au Tréport. Plutôt cochonnnes. - III. Voit les affaires en gros. Lettres de Napoléon. - IV. Problème de mémoire. Refuse la vérité. Se perd de plus en plus. - V. Lâchent les gaz. Retour sur soi. - VI. Fait la fermeture. Un cap toujours difficile à passer. - VII. La bonne bande. Mettons fin. Dix à Londres. - VIII. Fournisseur de latex. A un prix. - IX. Clameur au cirque. Faisait l'ours. - X. Si elle

porte aujourd'hui le chapeau, c'est bien parce qu'elle a trop attendu.

## VERTICALEMENT

1. Un retour que l'on n'attendait pas. - 2. Se prend entre amis. Fit l'agneau. - 3. Des propos sans intérêt mais pas sans effet. Habille. - 4. Ne grilloit plus quand elle est en pâté. - 5. Une sorte de iules. Pour relier les chaînes. - 6. Le départ en musique. En fourrière. - 7. Supprimé. Son coup lance la partie. - 8. Sont ouvertes pour livrer leurs secrets. Du sang dans un triste état.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97077

## HORIZONTALEMENT

1. Opérationnel. - II. Bémolisé. Ota. - III. Sapient. Fief. - IV. Igl. Caserio. - V. Del. Tante. Na. - VI. Svelte. DST. - VII. Ef. On. Erre. - VIII. Neruda. La. Cl. - IX. Nuit. Moellon. - X. Excédentaire.

## VERTICALEMENT

1. Obsidienne. - 2. Péage. Feux. - 3. Emplis. Ric. - 4. Rois. Voûte. - 5. Ale. Tend. - 6. Tincal. Ame. - 7. Issante. On. - 8. Oe. Sterlet. - 9. Fée. Râla. - 10. Noir. Dé. Li. - 11. Eteins. Cor. - 12. La Fontaine.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. 1997 0995-2007

Inconnu du Monde 12 rue M. Gumbourg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 14

## Anneaux fragiles

TOUS ces anneaux peuvent être enlevés l'un après l'autre, sans toucher aux autres.

Dans quel ordre doit-on effectuer cette opération ?

Elisabeth Busse et Gilles Cohen © POLE 1997

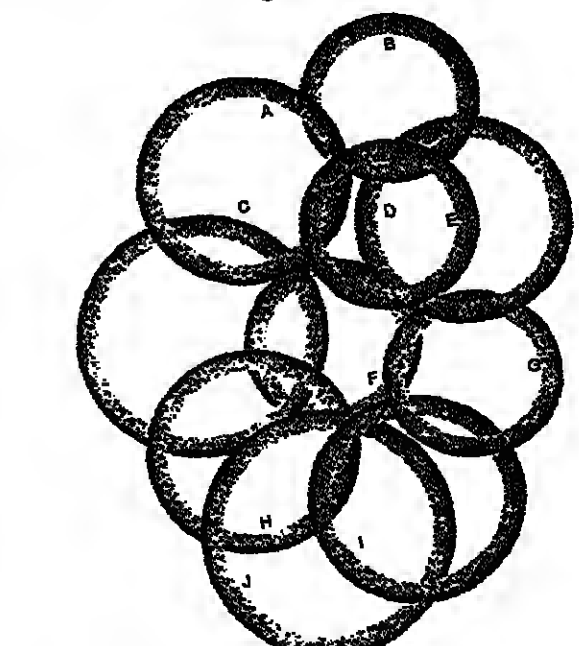
## Solution du problème n° 13

(Le Monde du 15 avril)

Une mauvaise transcription du problème de logique n° 13 a entraîné l'absence d'une des données du jeu, et nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. Rappelons les données :

Il reste encore des lettres dans le sac du Scrabble (vous savez exactement lesquelles), et vous devez faire votre choix.

Pour être sûr d'avoir 2 voyelles, il faudrait tirer 10 lettres ou plus. Pour être sûr d'avoir 2 consonnes,



il faudrait en tirer au moins 12. Pour être sûr d'avoir 2 « A », il faudrait en tirer au moins 16. Pour être sûr d'avoir un « A » et un « S », il faut également en tirer 16 ou plus.

Quelle est la composition du sac : en consonnes ? en voyelles ? en « A » ? en « S » ?

La réponse est : le sac contient 8 consonnes (avec 10 lettres on a au moins 2 voyelles, mais pas forcément avec 9 lettres). Il contient 10 voyelles. Il contient 14 lettres autres que des « A » (d'où 4 « A »). Il contient 15 lettres autres que des « S » (et donc 3 « S »).

صكنا من الامل



صكنا من الامل

# CULTURE

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997

**RENCONTRE** Depuis 1994, l'Opéra national de Paris s'est doté d'un service culturel très volontariste. Celui-ci se donne pour but d'ouvrir les Opéras Bastille et Garnier au

plus grand nombre. Martine Kahane, qui dirige ce service, explique les actions qui y sont menées, notamment le programme « Dix mois d'école et d'Opéra », destiné aux jeunes les

plus défavorisés, issus des établissements scolaires situés dans les zones d'éducation prioritaire. ● LE SPECTACLE BRUNDIBAR est exemplaire de cette nouvelle politique. Il s'adresse

à un jeune public qu'il forme et initie. Mais il accueille aussi pour un stage d'habileuse quatre jeunes filles du lycée La Source de Nogent-sur-Marne. ● CHARLOTTE NESSI et Alan

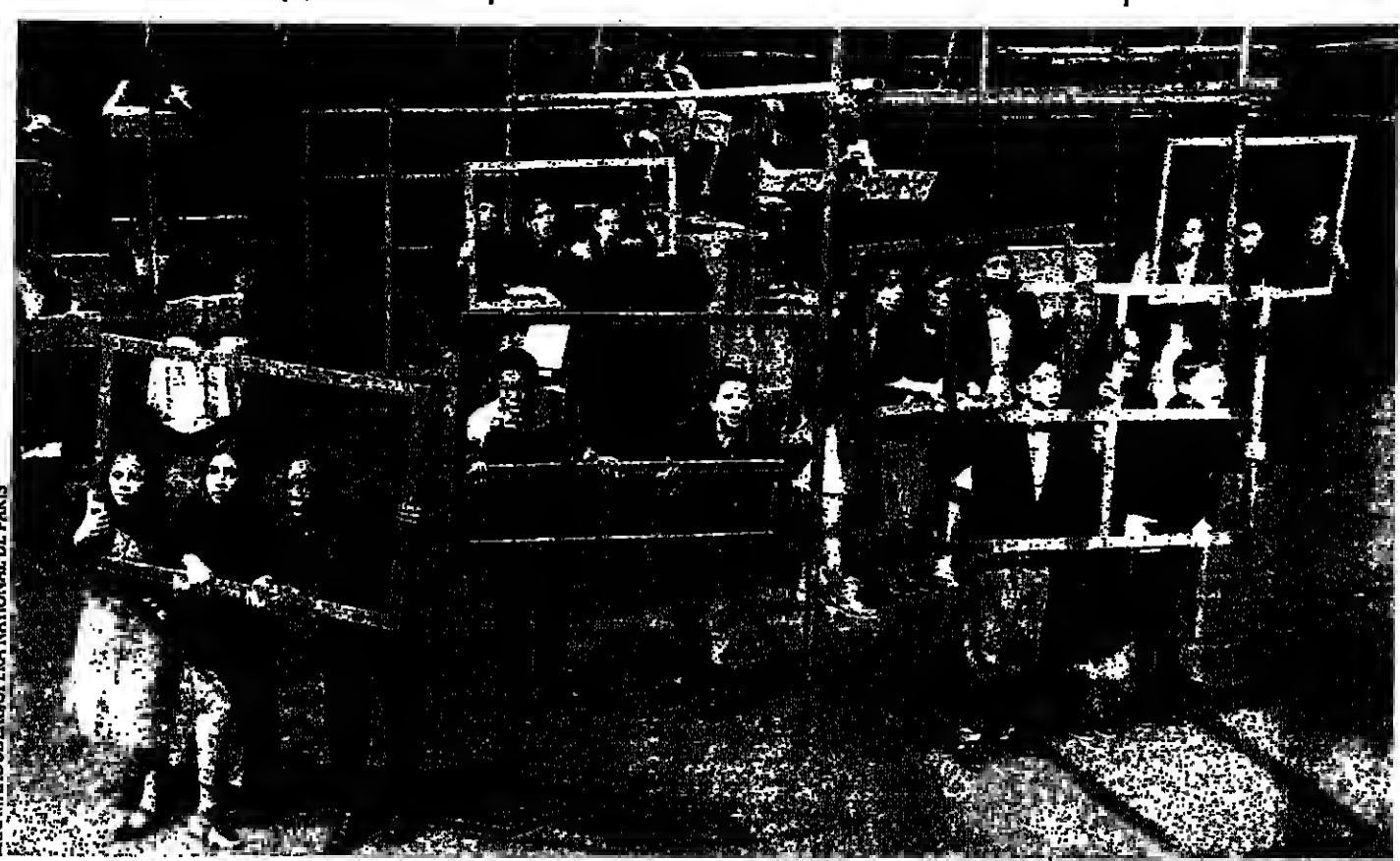
Scott Prouty, metteur en scène et directeur musical, parlent de *Brundibar*, opéra écrit en 1938 par le tchèque Hans Krasa pour dénoncer la dictature nazie.

## Quand L'Opéra-Bastille deviendra enfin populaire...

« Brundibar », une œuvre pour enfants montée à l'Amphithéâtre de la Bastille, montre le travail exemplaire du nouveau service culturel de l'Opéra de Paris, qui veut ouvrir œuvres et lieux à de nouveaux publics

« COUCOU », crie Antoine Martot, dix ans, en arrivant sur scène avec une pose avantageuse. Toute la salle rit. « Tu position est bonne, mais "Caucou" n'est pas dans le texte », s'étonne Charlotte Nessi, qui met en scène *Brundibar*, du tchèque Hans Krasa, tandis que Scott Alan Prouty en assure la direction musicale. Cet opéra pour enfants, écrit en 1938, fut joué pour la première fois en 1942, à l'Orphéum juif de Prague. A la suite d'Hans Krasa, les enfants furent, à leur tour, déportés à Terezin : ils continuèrent à donner *Brundibar* à l'intérieur du camp. A Terezin, il y avait un nombre considérable de musiciens de haut niveau. Ils remontaient l'opéra avec les instruments du bord, ceux qu'ils avaient réussi, en les démontant, à faire pénétrer en fraude. Les nazis laissaient faire ; le camp, antichambre d'Auschwitz, servait leur propagande : « Nous avons donné une ville aux juifs. » Et les inspecteurs de la Croix-Rouge, comme snuivent, se laissèrent convaincre.

« Je n'ai pas voulu pour autant charger les enfants du poids trop lourd de l'histoire », explique Charlotte Nessi. « J'ai décidé de favoriser la formidable énergie de l'enfance. J'ai résumé le conte historique dans un prologue. Dans cet opéra, les enfants représentent l'espoir, ceux qui changent le monde, face à la lâcheté des adultes, incarnés par Brundibar, le joueur d'orgue de Barbarie, qui spolie les enfants, qui représente la force, la dictature. L'idée de l'enfermement, l'ai tenté de la leur communiquer quand, pendant une semaine, nous avons travaillé à Arras-Senlis : les enfants n'avaient pas le droit de sortir, ils ont également improvisé sur le



« Brundibar », chanté par des enfants sur la scène de l'Opéra-Bastille.

thème de l'arpegein : c'était poignant ! »

*Brundibar* est exemplaire de l'action menée par le nouveau service culturel de l'Opéra national de Paris, créé en 1994 par une équipe exclusivement féminine dirigée par Martine Kahane. D'une part, l'œuvre est

destinée à l'initiation du jeune public. Elle est montée avec les enfants-chanteurs des maîtrises de Paris, de Dole, avec le Chœur de Créteil et la chorale de filles du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Opus 14. D'autre part, quatre jeunes filles du lycée professionnel La Source, à Nogent-sur-

Marne, y effectuent un stage d'habileuse et de costumière dans le cadre du programme « Dix mois d'école et d'Opéra », mis au point pour aider des jeunes en situation d'échec, nu qui n'ont pas accès à la culture.

Ce service culturel, qui, pendant trois ans, a préféré rester un service secret, a été conçu comme une machine à rendre heureux. Par des gens qui croient dur comme fer à leur mission : créer de nouveaux publics. Démocratiser les maisons d'opéras. Que Bastille devienne enfin ce pour quoi il a été construit : un Opéra populaire. C'est Walid Bibani, enfant d'Aubervilliers, un des onze solistes de *Brundibar*, qui serait heureux ! Le chef d'orchestre Scott Alan Prouty, qui dirige le Chœur d'enfants de Créteil, a repéré Walid dans un spectacle et a fait le nécessaire pour qu'il y vienne chanter deux fois par semaine. Il est aujourd'hui à l'Ecole du spectacle.

La passion du chant motive les quatre-vingts enfants sur le plateau.

Ils ont entre huit et quatorze ans. Rien ne saurait les rebuter. Ni de consacrer toutes leurs vacances scolaires au projet. Ni d'apprendre le livret dans sa langue originale, sous la tutelle d'Irene Kudela : chaque soir, pendant trois mois, ils devaient écouter la cassette de l'opéra. Mission réussie. « *Pepicek ! Pepicek !* », appelle Alice Bossut. « *Aninka ! Aninka !* », répond Tom Albiolo. Tous deux, de Dole, sont le frère et la sœur qui chantent dans la rue pour gagner de quoi soigner leur mère malade. Ils se heurtent au joueur d'orgue de Barbarie, Brundibar (Philippe Servain), à la suspicion du bousilleur, du laurier, de l'agent de police, etc. Ecoliers et animaux vont venir à leur rescousse.

« Le danger », dit Charlotte Nessi, vient des réclutifs en français. Il faut éviter le côté Pimprenelle et Perlimpinpin que les enfants affectionnent. Le tchèque, dans la mesure où ils se sentent investis de la nécessité de se faire comprendre, rend leur jeu plus

abstrait, plus intéressant. En tchèque, ils sont dans l'histoire de Krasa. Les quatre-vingts enfants sont particulièrement excités : pour la première fois, ils confrontent leur chant à la musique vivante, interprétée par l'Ensemble Denojours. Pour la première fois, ils jouent en costumes, des pyjamas aux couleurs vives de burvard. Les solistes se regroupent. « On ne chante qu'une fois dans sa vie à Bastille », déclare Guillaume Hnules, de Créteil. Il est le Chien et le Laitier. Il est en cinquième. Ceux qui chantent dans les maîtrises bénéficient des horaires aménagés. Ce qui n'est pas le cas des chorales. Personne dans la famille de Guillaume ne s'intéresse à la musique. Ce qui n'est pas le cas de Milla Ben Salah (la Chatte), qui, elle, vit à Suresnes entourée de musiciens.

Lucie Gavand et Laure Genty, de Dole, onze ans, feront une carrière de professionnelles, nu rien : « Tu travailles, et tu as du plaisir ! », résumement-elles. Dans les coulisses, les quatre jeunes filles du lycée professionnel de La Source, en stage de formation, ont fini de peindre des chaussures. Elles espèrent obtenir un brevet des arts du spectacle. « Ce stage nous permet de connaître tous les corps de métier. On ne s'attendait pas à trouver une maison aussi immense. Travailler pendant nos vacances ? C'est notre choix », dit Sandra André, dix-neuf ans. Chloé Lepoivre, une rousse déterminée, retaille des costumes : « Ils viennent d'une ancienne production, mais il y a aussi des frêpes de chez Titi et de chez Guerrisald. C'est les rencontres qui comptent ici. On voit beaucoup de monde. » Elles ont toutes les quatre la quasi-certitude de trouver du travail comme habilleuses : « On est très spécialisées », se rassurent-elles.

Dans l'Opéra de Hans Krasa, les Fenêtres ont un rôle essentiel et hilarant : elles commentent l'action. « Lorsqu'une grosse chaleur vous assomme/Un cornet de glace vous remet en forme », chantent-elles. Les enfants pointent leurs têtes à travers des encadrements de toutes les couleurs : « Voici Pepicek, regardez chers enfants, son papa est mort depuis longtemps. Il conduit sa petite sœur Aninka, à la maison, leur mère malade est allée. » On peut rire. On peut pleurer. *Brundibar* va commencer.

D. F.

Martine Kahane, directrice du service culturel de l'Opéra de Paris

### « Redonner aux enfants le sentiment que le monde leur appartient »

« Pourquoi avez-vous quitté vos fonctions de conservateur au Musée de l'Opéra pour créer un service culturel ?

— Il faut oser bouter les choses, les rêver, les imaginer. Si l'on veut créer un autre public pour la danse, l'opéra, le concert, il faut donner aux jeunes, à ceux qui n'ont pas accès à la culture, une pédagogie qui les initie aux formes artistiques. C'est pourquoi en 1994, l'Opéra de Paris s'est donné les moyens d'agir sur la réalité : ce service culturel regroupe des actions déjà existantes, comme « Jeune public », mais surtout il veut que d'autres soient engagées. Ainsi les opérations « Passaports » : des manifestations gratuites, organisées autour des productions d'opéras et de ballets de la grande salle. Conférences,

**Le prix de la pédagogie**

- Les Passaports : 218 000 F (tous publics, entrée gratuite).
- Opérations « Jeune public » : 699 000 F (concerts, ateliers, cachets des artistes, y compris la publicité) + 825 000 F pour le budget de production des opéras et des spectacles de danse + 500 000 F de mécénat France-Télécom.
- « Dix mois d'école et d'Opéra » : 270 000 F de l'Opéra national de Paris + 150 000 F ministères, rectorats, Pas, etc. + mécénat Satellite.
- Les postes de Danièle Fouache et de son assistante sont pris en charge par l'Education nationale.
- Budget de l'Opéra *Brundibar* : 525 000 F tout compris. Les représentations auront lieu à l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille, les 23, 24 et 28 avril, à 19 h 30, le 25, à 15 heures. 100 F (35 F, moins de 13 ans). A partir de 6 ans. Durée : une heure. Tél. : 01-44-73-13-00.

films, rencontres avec les artistes, démonstration de danse, écoute de disques. Ces rendez-vous sont informels et vivants.

— On parle beaucoup de votre programme « Dix mois d'école et d'Opéra ».

— C'est un projet volontariste, destiné aux jeunes en difficulté scolaire. Il concerne cinq cents enfants. En primaire, mais surtout en lycée professionnel. Chaque classe vient pendant trois ans. Il s'agit d'une pédagogie innovante, menée sous la responsabilité de Danièle Fouache en collaboration avec l'éducation nationale, les rectorats de Créteil, Versailles et Paris, le Fonds d'action sociale de la région Ile-de-France, le mécénat de France Télécom et de Satellite, une société de services dont le directeur n'a pas oublié ses débuts dans la vie. Le principe : donner à ces enfants ce qu'il y a de mieux.

— En quoi consiste ce contrat ?

— Il commence, par exemple, par une visite de Garnier : le Second Empire, la III<sup>e</sup> République ne suscitent aucun écho chez ces jeunes. Ils vous remettent en question de A à Z. Il faut inventer une pédagogie, non pas qui soit à leur niveau, mais qui sache capter leur intérêt. Il y a un proverbe juif qui dit : « On peut ne rien posséder, l'important est de croire que le monde vous appartient ! » Il faut redonner à ces jeunes ce sentiment, qu'ils ont perdu.

— Qu'est-ce que les enfants aiment à Garnier ou à Bastille ?

— Pour la plupart, ces enfants viennent de l'immigration, de familles de chômeurs. Ici, ils découvrent le travail avec un grand nombre de métiers qui sont créatifs et manuels : la fabrication des décors, des costumes. Ils assistent à tous les spectacles. Un théâtre, c'est le lieu de la démocratie. On ne leur demande pas qui ils sont. Ils sont étonnés qu'on leur tienne la porte, qu'on leur dise bonjour. Quand on prend le métro avec eux, on voit les

regards de mépris auxquels ils sont habitués. C'est dans ce changement qu'ils progressent, qu'ils apprennent à vivre ensemble. Ils le disent tous : « Qu'est-ce qu'il faut travailler pour réussir ! » Ils savent qu'ils ne seront pas Pavarotti. L'idée est de former de jeunes citoyens, avant même d'éventuels spectateurs.

— C'est idéalique...

— Je ne vous dis pas qu'il n'y a pas de chute. Pour certains, c'est un trop grand choc. Ils sont inquiets, se demandent pourquoi nous sommes allés les chercher. Non pas qu'ils pensent qu'ils n'ont pas droit au luxe, ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le luxe. Ils comprennent, en revanche, que le luxe naît du travail des gens. Tous ne continueront pas à explorer cette voie qui a été déboulée. Toutefois, ainsi que le dit Comba, qui est malienne, « quand on a appris à écouter, on ne s'arrête pas ».

— Est-ce qu'ils aiment rencontrer les artistes ?

— Ces rencontres sont notre but ultime : mettre en relation les jeunes avec les chanteurs, les danseurs, les metteurs en scène, les chorégraphes. A ce stade, nous nous effaçons. Tous les bénéficiaires de « Dix mois d'école et d'Opéra » assistent aux spectacles de la grande salle. Quand ils y pénètrent, ils n'ont aucune angoisse : ils ont étudié le livret, ont assisté à la production, rencontré les artistes. Ils connaissent l'argument et les figures du ballet. Ils savent même à quelle heure a lieu l'entracte. Ils tiennent un journal que l'on publie en fin d'année. Ils y écrivent des textes, parfois sublimes. Ils vont droit au but. Cette année, ils mettent à profit ce qu'ils ont appris et aimé en préparant un *Raméo et Juliette* qu'ils joueront les 14, 15 et 16 juin à l'Opéra-Bastille.

Propos recueillis par Dominique Frélaud

les 10 jours de l'art contemporain

renseignements 08 00 33 29 98

Le Monde Culture Ena p

# « La Dame blanche » sort brillamment d'un long et injuste oubli des scènes parisiennes

L'opéra d'Adrien Boieldieu reste un des sommets du répertoire français du XIX<sup>e</sup> siècle

Sortie de l'imagination de Walter Scott, *La Dame blanche* ne faisait plus peur qu'aux directeurs de théâtre. Cette reprise confirme que l'ouvrage de

Boieldieu, pilier du répertoire pendant un siècle, a gardé son charme intact. Il est servi ici par l'Ensemble orchestral de Paris, dirigé par Marc Min-

kowski, une distribution et une mise en scène qui en restituent avec intelligence le charme et les envolées virtuoses.

**LA DAME BLANCHE**, d'Adrien Boieldieu. Avec Ghislaine Rapbanel (Anna), Gregory Kunde (Georges Brown), Xénia Konsek (Jenny), Jean-Philippe Courtis (Gaveston), Steven Cole (Dickson), Bernadette Antoine (Marguerite). Ensemble orchestral de Paris, chef de l'Opéra-Comique, Marc Minkowski (direction), Jean-Louis Pichon (mise en scène). OPÉRA-COMIQUE. Prochaines représentations les 21, 23, 25 et 29 avril, à 19 h 30, le 27 avril, à 16 heures. Tél. : 01-42-44-45-40. De 50 F à 490 F.

La soirée du 10 décembre 1825 resta une date mémorable dans l'histoire de l'Opéra-Comique. Le public n'avait d'oreilles alors que pour la musique de Rossini et voilà qu'un compositeur français, Boieldieu, dont la carrière appartenait déjà au passé, surprenait son monde avec une œuvre bien différente du *Calif de Bagdad* ou de *Ma tante Aurore* qui l'avaient rendu célèbre... Quoi qu'em-

preinte de classicisme et d'italianisme, *La Dame blanche* porte en effet en germe certaines inspirations de Wagner, de Berlioz, de Meyerbeer ou de Bizet : elle ouvre sur un monde nouveau. Le succès de l'ouvrage fut immédiat. Quelques jours plus tard, quand on donna chez le ministre de la Maison du roi un trio de *La Dame blanche*, Rossini s'offrit pour tenir la partie du ténor bouffe.

En un siècle, *La Dame blanche* atteignit près de deux mille représentations à l'Opéra-Comique, puis quitta le répertoire sur la pointe des pieds. Ces dernières années, on l'a revue à Dijon, à Rouen, à Nantes, et voici que, grâce à une coproduction du Grand Théâtre de Tours, de l'Esplanade de Saint-Etienne et de l'Opéra-Comique, elle achève son petit tour de France en même temps que sort, chez EMI, un nouvel enregistrement, également dirigé par Marc Minkowski mais avec une autre distribution. Un numéro spécial de *L'Avant-Scène Opéra* vient à point pour répondre aux questions historiques

et musicologiques que soulève naturellement la remise en lumière d'un ouvrage aussi légendaire que méconnu. Enfin, la parution chez Fayard d'un essai remarquable de Hervé Lacombe, *Les Voies de l'opéra français au XIX<sup>e</sup> siècle*, permet en outre de replacer *La Dame blanche* dans un contexte où elle occupe une place dont nous n'avons plus qu'une vague idée.

## PAROLES FUTILES ET ESSENTIELLES

Pour cette production, les dialogues ont été allégés ou un peu adaptés. L'introduction d'un personnage nouveau, Nicolas (Bernard Pisan), planton de Georges Brown qui parle souvent à la place de son maître, évite au ténor de se fatiguer la voix ; il se réserve ainsi pour les trois airs les plus célèbres de la partition. A défaut du timbre incisif qu'on attend pour un jeune officier, Gregory Kunde offre un style parfait, une agilité et une délicatesse souverainement maîtrisées dans l'aigu. Steven Cole n'est pas moins remarquable, quoi qu'il n'ait pas de

telles prouesses à accomplir. Ghislaine Rapbanel s'acquitte avec une belle aisance des nombreux traits que le compositeur a confiés à Anna, mais on ne la comprend guère mieux que ses partenaires étrangers. A part Jean-Philippe Courtis, très convaincant dans le rôle noir de l'intendant, et Bernadette Antoine, touchante Marguerite, solistes et choristes peinent à se faire comprendre.

Si futiles que soient les paroles, elles tiennent pourtant une place essentielle dans ce type d'ouvrage. Il est vrai que certains tempos très vifs adoptés par le chef ne tiennent pas assez compte des exigences d'une prononciation distincte. Le plus souvent pourtant, la direction sert au mieux les richesses de la partition, avec la complicité de l'ensemble orchestral de Paris. La mise en scène, les décors et les costumes n'ont de sonci que de rafraîchir l'ouvrage avec tact. Le spectacle est intelligemment mené, agréable à voir, drôle et émouvant quand il faut.

Gérard Condé

# Opéra Eclaté présente au Théâtre Mogador son « Carmen » de chambre

Une production populaire du chef-d'œuvre de Bizet

**CARMEN**, opéra-comique en quatre actes de Georges Bizet, sur un livret de Meilhac et Halévy. Avec Béatrice Burley (Carmen), Christian Lara (Don José), Patrick Meroni (Escamilo), Marie-Paule Dotti (Micaëla), l'Orchestre des Concerts Colonne, Dominique Trottein (direction). Olivier Desbordes (mise en scène), Patrice Gourdon (costumes, décors, lumières). Production d'Opéra Eclaté et de l'Opéra-Théâtre de Massy. THÉÂTRE MOGADOR, 25, rue Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. Première, le 18. Du mercredi au samedi à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Jusqu'au 15 juin. Tél. : 01-53-32-32.00.

Un public familial se presse au Théâtre Mogador, qui affiche complet. Parents, grands-parents, sont venus avec de très jeunes enfants (certains ont cinq ou six ans). Des adolescents, des jeunes adultes sont là aussi. Ce public illustre une pyramide des âges de la population française où ne peut plus juste. Il y a même des lycéennes qui, à l'entracte, compareront les mérites respectifs de la *Carmen* de Bastille et de celle d'Opéra Eclaté.

Il ne faudrait cependant pas utiliser les mêmes arguments pour apprécier ces deux productions que le hasard fait se succéder dans la capitale. On sait la mission de l'Opéra national de Paris et l'obligation qui lui est faite d'attirer à lui plus de huit cent mille chaland par saison. Opéra Eclaté obéit à d'autres règles. Cette structure, née au Festival de Saint-Céré (Lot), aujourd'hui basée à Castres (Tarn), va au-devant du public en apportant l'art lyrique là où précisément il ne va pas. Cette saison, la troupe aura promené quatre productions dans cent dix villes de France... En dix ans, pas moins de quatre cent trente mille spectateurs auront assisté à ses spectacles. Dans la fosse

de Mogador, l'Orchestre Colonne, décliné par l'exiguïté du lieu, dirigé avec attention et souplesse, ne couvre jamais les chanteurs et sonne avec une présence quasi palpable : on entend le grain des archets sur les cordes, la moindre nuance des bois et des cuivres. Le public est au cœur de l'opéra de Bizet. Le chœur et les chanteurs n'ont donc aucun besoin de dépasser leurs limites vocales et de surjouer pour que les spectateurs du dernier balcon comprennent leurs intentions. Il leur arrive même de murmurer. Les artistes évoluent tout près du public, ils peuvent soigner leur articulation et leur chant - on comprend tout dans cette production.

Si le don José est en deçà des exigences vocales du rôle, il ne l'est pas du point de vue dramatique, et son timbre franc, ses phrases émouvantes furent le côté « ténor ensoleillé » ; Patrick Meroni, après un début inquiétant, finit par emporter l'adhésion. La *Carmen* de Béatrice Burley est, dans ce contexte, un modèle vocal et dramatique. Voilà une chanteuse qui ne poitrine pas dans le grave, qui ne fait pas un sort à chaque air, mais intègre en permanence son chant dans la caractérisation du personnage. La Micaëla de Marie-Paule Dotti est plus remarquable encore. Son timbre charnu, sa voix moelleuse et son expression dramatique s'imposent auprès du public, qui lui réservera la plus bruyante ovation.

On pourra regretter que la mise en scène ne soit pas plus dépouillée de gestes et de regards qui sentent encore trop l'opéra. Mais bravo d'avoir osé cette *Carmen* de chambre, d'avoir évacué castagnettes, mantilles et oeillets rouges de l'opéra le plus régulièrement mal mis en scène de tout le répertoire, pour le mettre sous la lumière des réverbères pisseux de la place d'un village besogneux et fataliste.

Alain Lompech

# Au Châtelet, c'est Wagner et « Lohengrin » qu'on rajeunit

**LOHENGRIN** de Richard Wagner. Avec Emily Magee (Elsa), Johan Botha (Lohengrin), Falk Struckmann (Telramund), Deborah Polaski (Ortrud), René Pape (le Roi Henri), Chœurs du Staatsoper, Staatskapelle de Berlin, Daniel Barenboim (direction). Harry Kupfer (mise en scène). THÉÂTRE DU CHÂTELET, Paris, le 19 avril.

Y a-t-il encore de nos jours des chanteurs wagnériens ? Et où les entend-on ? Au Châtelet, l'édit problème se règle d'office : les dimensions normales de ce théâtre autorisent les chanteurs-musiciens à se faire entendre, sans être couverts par un orchestre tonitruant. Deux autres conditions - réunies lors de cette nouvelle production venue de Berlin - y aident notablement : des voix bien projetées et un orchestre subtil.

Emily Magee, qui doit être une belle mozartienne, chante avec une concentration de timbre remarquable, velouté, charnu. La voix passe avec aise. Deborah Polaski, noire Médée absolument implacable, passe la rampe par une vix plus directionnelle qu'épaisse. L'Américaine distille savamment le rôle d'Ortrud qu'elle incarne avec une perfection d'intonation, à l'exception de quelques aigus un peu flottants. Du coup, le rôle retrouve ses finesses, ses noirceurs malignes et prend les traits d'une composition achevée et non ceux d'un débordement bystérique. Falk Struckmann lui dispute les noirceurs et les cruautés, par une voix certes énorme mais magnifiquement conduite.

Et quelle belle idée que de confier le Roi Henri à la voix et aux traits jeunes de René Pape. C'est Wagner qu'on rajeunit,

qu'on ravive. *Lohengrin* redevient l'opéra romantique et lyrique qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être.

Autre condition, disons-nous : un orchestre subtil. La Staatskapelle de Berlin l'est de toute évidence. Son harmonie est l'une des plus belles qu'on puisse entendre aujourd'hui, et les bois se sont particulièrement distingués lors de leurs nombreuses et délicates interventions, d'une justesse d'intonation souvent remarquable. Daniel Barenboim ne s'illustre pas par son souci du détail impeccablement mis en place, mais le chef était, ce samedi, dans l'un de ses grands moments : lyrique, inspiré, construisant savamment de grandes courbes. Son deuxième acte (1 h 20) semblait fait d'un trait et passait comme un charme.

## SCÉNOGRAPHIE REDOUTABLE

Deux exceptions ont gâché notre bonheur : un Lohengrin au beau timbre mais chantant constamment bas et une scénographie redoutablement post-industrielle. Sont donc convoqués praticables d'acier pour les choristes, projections de photos de sous-sols en travaux de l'aéroport de Sarajevo aux pires moments et d'ailes de cygne gris-bleu rappelant, avec une « kolossale » finesse, le commentaire de Thomas Mann à propos de la sonorité « bleu-argent » du Préluce.

Quant à Lohengrin, il n'est pas descendu un instant d'un monte-charge électrifié sur lequel il apparaît en contre-jour d'un néon figurant une épée-croix. Lorsqu'il deuxième acte le génie s'est brusquement allumé à son intervention, la salle s'est esclaffée bruyamment. Un *Lohengrin* qui fait rire ? Autant dire une production scénique à pleurer.

Renaud Machart

## MONOPRIX

Aujourd'hui, nous vous proposons entrée, plat et dessert bio, café inclus.



Aujourd'hui, et comme tous les jours depuis déjà 3 ans, votre Monoprix est ravi de vous

proposer sa gamme de produits Monoprix-BIO. Du jus d'orange aux tagliatelles à la

biologique, en passant par les fruits et les légumes\*, sans oublier les oeufs et le pain

biologique, de plus en plus souvent fait sur place\*\*. Et même le café ! Tous ces produits sont

cultivés sans produits chimiques de synthèse, avec des méthodes qui ne nuisent ni à

l'environnement, ni au bien-être des animaux, et font l'objet de contrôles rigoureux par

des organismes indépendants. De plus, le label BIO vous garantit qu'un produit

contient au moins 95% d'ingrédients biologiques. Ce souci d'information et de contrôle

de la qualité, Monoprix l'applique à tous ses produits, à toutes les étapes de leur

commercialisation. Fournisseurs, transporteurs, acheteurs, chefs de rayon : Pour la qualité,

chez Monoprix, tout le monde s'engage, tout le monde signe.

\* dans les Monoprix d'Île de France \*\* dans plus de 20 Monoprix.



... ET C'EST POURQUOI LE MONDE S'ENGAGE, TOUT LE MONDE S'ENGAGE.

صحنات الاحول



صكنا من الامل

# Le 21<sup>e</sup> Printemps de Bourges a confirmé la tendance à l'éclatement des publics « rock »

74 000 spectateurs ont assisté à une édition 1997 riche de toutes les tendances de la scène musicale

Les stars n'ont pas su, hormis Eddy Mitchell, entraîner le public du Printemps de Bourges. A Michel Jonasz, qui a chanté devant un Stadium

(6 000 places) à moitié vide, à Khaled, qui a dû changer de lieu de concert pour cause de billetterie insuffisante, les spectateurs ont préféré les

concerts thématiques, passant de la pop anglaise au rap et à la techno, expression d'une tribulation croissante des publics.

**BOURGES**  
de notre envoyée spéciale  
Le Printemps de Bourges s'achève. En invitant cette année le groupe de dance Worlds Apart, quatre garçons anglais, idoles des très jeunes filles et de médiocre talent (*Le Monde* du 15 avril), les programmateurs avaient pris le risque de s'entendre dire que le festival, créé en 1977 pour résister à la « soupe » américaine, était en totale perte d'identité, plus préoccupé de rendement financier que d'esprit de la découverte. C'est été un mauvais procès : le plus important des festivals de musiques populaires en France, pour sa vingt-et-unième édition, qui s'est achevée le 20 avril, a tenu ses promesses d'éclectisme.

Selon Daniel Colling, directeur du Printemps de Bourges mais aussi du Zénith parisien, qui a accueilli cet hiver beaucoup de ces boys bands, Worlds Apart était « un spectacle pour enfants, programmé en tant que tel un samedi après-midi. Naus naus battans contre les ghettos et quand un phénomène survient, le Printemps ne peut pas passer à côté ». La jeunesse sage a scandé le « te donne au Stadium », un chapitre de 7 500 places, tandis que l'autre, la jeunesse des banlieues et des cités, parfois dure, bagarreuse, à cran, faisait le rap à été roi durant cinq jours, avant la « Hip Hop Soul Party » de clôture, dominée par l'Américain Warren G, au Stadium cette fois.

Détectée il y a plusieurs années par l'équipe de programmation du Printemps, la tendance à la tribulation des publics - du rap, du rock métal, de la techno, de la pop anglaise, etc. - qui ne se frequentent pas s'est confirmée. Il fallait en distiller les mélanges. Un savoir-faire acquis en deux décennies d'existence permet l'exercice du zapping par un public majoritairement âgé de moins de vingt-cinq ans. Quand Jean-Louis Foulquier, patron des Francofolies de La Rochelle, abandonne à sa fille le soin de programmer des soirées rap dans un vaste entrepôt de l'autre côté du port, Daniel Colling et son équipe font naviguer la même salle (de Stadium) entre Mi-

chel Jonasz et « Hexagona 1997 », une nuit techno animée par les meilleurs DJ du moment (Carl Cox, Jeff Mills). Une programmation techno d'ailleurs plus riche cette année, en comparaison avec la succession de semi-échecs des raves berruyères qui n'arrivaient pas à la cheville de celles des Transmusicales de Rennes. Le rap est au cœur du festival, le hard rock aussi, le mambo de même, et chacun y retrouvera le sien.

Entre les salles, il y a des circuits. Mille et un spectacles s'y déroulent : zonards en cheveux verts, musiciens maudits, Africains joueurs de tambours, vendeurs de chaf - du thé comme eo Asie -, professionnels portant carte autour du cou et hommes politiques en campagne. Ces derniers sont soucieux d'« épouser les désirs de la jeunesse », comme l'a dit Lionel Jospin qui sacrifiait pour la première fois le 18 avril au rite de la visite à Bourges, un festival dont Jack Lang demeure le familier. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, le secrétaire national du PCF, Robert Hue (à la

même heure), auront cette année descendu le chemin qui mène de la place Sérancourt, haut-lieu des festivités merguez-frites, au village professionnel, où s'improvisent d'informelles discussions - la TVA sur le disque, les intermittents du spectacle ou la reconstruction de l'Olympia, la dissolution de l'Assemblée et, au stand du Club des entrepreneurs du Cher, la sécheresse si menaçante pour les cultures. Philippe Douste-Blazy a vu FFF, Lionel Jospin Noir Désir et Lamia après avoir fait la connaissance de l'animal de compagnie (une femelle boa) d'un post-hippie en dreadlocks.

**PORNO-POLITIQUE**  
Ils auront tous essayé l'indifférence de la jeunesse, plus agitée par l'arrivée de Joe Starr, un des piliers du groupe NTM, venu soutenir ses amis de Nèg'Marrons, auteurs de ANPE (« Travailler, c'est trop dur, et voler, c'est pas beau. Demander la charité, Nèg'Marrons peut pas le faire »). La politique est partout présente à Bourges, surtout là où on ne l'attend pas. Par

exemple au Magic Mirrors, haut-lieu des festivités nocturnes, quand l'on a déjà épuisé le plaisir des Découvertes (huit par jour, réservées aux jeunes artistes ou groupes n'ayant pas enregistré plus d'un album, cette année de bonne tenue) et des nouveautés pop (un excellent concert de Suede, Eels ou Placebo). Une plongée profonde dans l'univers de Kurt Weill (sublime Marianne Faithfull) ou dans les fies du Cap-Vert (Cesaria Evora se surpassant) a fait elle aussi événement.

Le 18 avril, Candy Kane enflammait le Magic Mirrors au son du boogie-woogie. Ex-star de films X, cette Californienne, dont le label discographique, Antone's, est basé à Austin, Texas, exploite les limites du monde bien-pensant. Avec des formes imposantes, un swing de même dimension, des sems qui, à l'occasion, lui servent à ranger les cartes de visite de ses admirateurs (et admiratrices) ou à plaquer quelques accords au piano, elle impose une vision du monde où la liberté passe par le plaisir d'être soi. Accompagnée d'un groupe irrésistiblement voué au rock et au blues et d'une pianiste inénarrable, portant perruque en forme de Mont-Saint-Michel et lunettes roses, elle chante le droit d'être gros et homosexuel, maigre et buveur de whisky, star du porno et chanteuse de country, speakerine à la radio et amoureuse. Elle est une de ces surprises délicieuses, comme Le Bal Digne - des acrobates, musiciens aimant le jazz, le mambo, le chacha, le paso, la parodie -, présenté chaque soir de ce Printemps 1997 que Bourges, né casseur de yéyé, sait offrir à ses fidèles.

Véronique Mortaigne

## La fin d'un long endettement

Malgré un chiffre de 74 400 entrées payantes, contre environ 77 000 en 1996, la 21<sup>e</sup> édition du Printemps de Bourges équilibre ses comptes. Selon son directeur, Daniel Colling, le Printemps est « le festival de musique vivante le plus subventionné de France (7,5 millions de francs, sur un budget total de 25 millions de francs). Il faut s'en réjouir : c'est une preuve de sa légitimité. La billetterie ne constituant qu'environ un tiers des recettes, nous sommes moins sensibles aux aléas de la fréquentation ». En 1996, le Printemps de Bourges avait pris soin, pour son vingtième anniversaire, d'aligner les stars à fort potentiel de remplissage (Maxime Le Forestier, Muriel Robin). Avec moins de têtes d'affiche en 1997, mais une plus grande variété de styles, le Printemps aura donc perdu quelque trois mille spectateurs. Il arrive cependant au bout de ses peines : après le dépôt de bilan qui avait failli le faire disparaître en 1989, le Printemps paiera ses ultimes dettes en juin 1997.

## Hugo sur son île, somnambule de la mer

**ÉGARE DANS LES PLIS DE L'OBÉISSANCE AU VENT**, de Victor Hugo. Mise en scène de Madeleine Marion. Avec Redjep Mitrovitsa.  
**PEITIT ODÉON**, 1, place Paul-Claudel, 75006. Tél. : 01-44-41-36-36. Du lundi au samedi à 18 heures.  
Le titre, sibyllin, est une brisure, à deux petits mots près, d'une page de Post-scriptum de ma vie, l'un des livres les plus magnétiques de Victor Hugo. Il se voit, « le soir, au crépuscule, du haut d'une falaise, à l'approche refroidissante de la marée qui monte, l'œil égaré dans tous ces plis de l'obéissance au vent ». C'est une falaise de Guernsey, bien sûr, l'île de l'exil. Hugo a dit qu'il y était « devenu, petit à petit, un somnambule de la mer ». Il a décrit « les vents du large » dans Les Travailleurs de la mer : « Ils prédisaient les désastres. On dirait que l'intelligence humaine les inquiète, et ils se hâtaient contre elle. L'intelligence est invincible, mais l'élément est im-

prévisible. » Ce peu de mots suffit pour nous faire entendre la voix unique de Hugo, très présente dans ses livres les moins lus. Dans ces pages, Victor Hugo est en rupture avec l'outil et les propos, reconnus, de la poésie, même de la sienne ; il est atteint par les odes brutes des éléments de la nature, par celles du cosmos, et il lui vient les mots, inhabituels, pour l'exprimer. Comme si cela allait de soi, car « l'infirmité n'a pas de marge, il est écrit de tous les côtés », dit-il.

En 1956, le poète André du Bouchet a réuni une petite trentaine de ces délires de Hugo. Redjep Mitrovitsa a rêvé de dire, de jouer, ces pages. Il a été l'élève, et l'un des acteurs les plus proches, d'Antoine Vitez. Vitez, très attaché à Hugo, avait mis en scène *Hernani*, *Lucrèce Borgia* et *Les Burgraves*. Et Redjep Mitrovitsa a demandé à Madeleine Marion de venir le mettre en scène, dans *Egaré dans les plis de l'obéissance au vent*. Plus d'une fois, Antoine Vitez a dit que, sans le conseil et le soutien de Madeleine Marion, il n'aurait pas fait le chemin.  
C'est une très belle et grande heure de théâtre à quoi la salle, pleine chaque soir, participe. Le texte est sublime. La méditation de Redjep Mitrovitsa est, comme toujours chez lui, la transparence, la pureté mêmes. Avec Madeleine Marion il a modelé, scandé, dans l'espace de jeu, des coups de soleil, des trouées d'ombre, des « faces de nuées », comme dit bizarrement Hugo, et des reliefs imaginaires, qui font apparaître le corps phosphorescent de Redjep Mitrovitsa comme des élancements de conscience. Et, sans qu'aucun rappel de lui soit dit ici, Antoine Vitez est là.

Michel Cournot

**Rencontre Publique au Conseil Economique et Social**  
Palais de l'éna, 1, avenue de l'éna, 75016 Paris (Métro l'éna)

**24 et 25 avril 1997**

sous le patronage du GAN et de la Fondation Paribas  
avec le soutien de : *L'Expansion*, *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur*

**UN MONDE A CONSTRUIRE**  
choix économiques, sociaux et culturels

autour d'Immanuel Wallerstein (USA)

**Jeudi 24 avril**

► 9 h - 13 h : **INTERROGER LE PASSÉ** (Modérateur Bernard Gnetta, *Le Nouvel Observateur*).  
Intervenants : A. Touraine, P.-M. de la Gorce, E. Zisoun, Y. Cohen.

► 14 h 30 - 19 h 30 : **COMPRENDRE LE PRÉSENT** (Modérateur Gérard Mostri, *L'Expansion*).  
Intervenants : P. Engelhard, J.-J. Bonnard, J.-P. Fitoussi, J.-C. Chesnais, P.-A. Taguieff, O. Dollfus, J.-L. Schlegel.

**Vendredi 25 avril**

► 9 h 30 - 13 h : **PENSER L'AVENIR ?** (Modérateur Erik Izraelewicz, *Le Monde*).  
Intervenants : P. Fedida, P. Gonzales, Casanova, C. Faure, K. Saporta, J.-L. Guigou, Z. Hegedus.

► 14 h 30 - 19 h 30 : Intervenants : A. Gratchev, N. Wang, S. Amin, D. Schnapper, A. Cotta, G. Soros.

Droits d'entrée : 400 F - Etudiants : 200 F

Renseignements et inscriptions :  
Marielle Paquet R.C.L.  
tél. : 01-47-02-07-89 / fax : 01-47-02-84-26

**DEPÊCHES**  
■ **ARTS** : *Temps calme*, un très beau tableau de Nicolas Poussin, a été vendu pour au moins 15 millions de livres (120 millions de francs) au Getty Museum de Californie par la Fondation Sudeley, qui gère la fortune d'une famille aristocratique anglaise. Cette toile du maître français du XVI<sup>e</sup> siècle représente un paysage imaginaire où une montagne bruneuse et un village italienisant se reflètent dans un lac. Elle a, semble-t-il, été vendue afin de dégager des fonds pour entretenir le château du XV<sup>e</sup> siècle connu pour avoir été la résidence de Catherine Parr, dernière femme de Henry VIII. Le *Daily Telegraph* rappelle que la Fondation Sudeley s'est déjà défilée, ces dernières années, de nombreuses peintures, dont *The Lock* (le verrou) de Constable. - (AFP)  
■ **ROCK** : soixante-dix-sept enregistrements inédits d'Elvis Presley vont être mis en vente le 16 août, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du chanteur, a annoncé jeudi 17 avril à New York, la maison de disques américaine RCA. Une quarantaine de bandes magnétiques ont été trouvées récemment dans un secrétaire ayant appartenu à Vernon Presley, le père d'Elvis. A ces découvertes, RCA va ajouter des inédits connus mais non publiés, comme *I'll Never Stand in Your Way*. Cette chanson a été enregistrée un an avant *That's Allright Mama*, le titre qui lança la carrière du chanteur et fut gravé pour l'anniversaire de sa mère en 1953. Cet ensemble d'inédits prendra la forme d'un coffret de quatre CD et contiendra également une version du *Blowin' in the Wind* de Bob Dylan et des chansons enregistrées lorsque le « King » faisait son service militaire en Allemagne. - (AFP)

**CONCERTS**

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Salle Pleyel - 20 h 30  
mer 23, jeu 24 avril  
**John Nelson**  
direction  
**Brigitte Engerer**  
piano  
**H. Schaer, J.P. Leconte, J. Mont-Rognon**  
Chœur de l'Orchestre de Paris  
**HAYDN - LISZT**  
**OLDHAM**  
"œuvre composée pour le vingtième anniversaire du Chœur de l'Orchestre de Paris"  
60 à 240 F - Tél. : 01 45 61 65 89

**théâtre des champs-élysées**  
**akademie für alte musik berlin**  
**bach** intégrale des concertos brandebourgeois  
samedi 26 avril, 20h30 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>  
tarifs : 60 à 290 F - 1<sup>er</sup> prix : 290 F  
dimanche 27 avril, 18h 1<sup>re</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>  
tarif unique 100 F - Coeur du dimanche 12h30  
Info & location 01 49 54 50 50

**ensemble INTERCONTEMPORAIN**  
dimanche 27 avril 16 h 30  
œuvres de  
**Krusen Ligeti Schöllhorn Grisey Benjamin**  
Florent Boffard piano  
J. Marie Conquer violon  
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
direction  
**George Benjamin**  
cité de la musique  
01 44 84 44 84

**NANTERRE AMATEURS**  
**La Reprise**  
Heiner Goebbels  
Du 25 au 30 avril  
Loc. 01.46.14.70.00

**cité de la musique**  
son musée  
ses activités  
ses concerts  
**Ensemble Intercontemporain**  
Messiaen  
David Robertson, dir.  
25 avril < 20h  
Benjamin, Krusen, Ligeti, Schöllhorn, Grisey, George Benjamin, dir.  
27 avril < 16h30  
10 Place du Panthéon  
01 44 84 44 84

**SAMEDI 26 et DIMANCHE 27 AVRIL**  
**AUDITORIUM DU LOUVRE**  
Cycle Mise en scène d'opéra  
**LE CHEF D'ORCHESTRE LE DECORATEUR**  
Cinq séances de musique filmée  
Verdi/Zeffirelli, Verdi/Visconti, Rossini/Pizzi, Wagner/Karajan, Mozart/Derain  
Tarif : 35 F, 25 F (01.40.20.51.86)

**LUNDI 5 MAI - 20 h 30**  
**SALLE PLEYEL**  
Unique récital du pianiste  
**Krystian Zimerman**  
HAYDN, BEETHOVEN, SCHUBERT  
Tél. loc. par cartes bancaires : 01-45-61-53-05 de 14 heures à 18 heures

**DIMANCHE 27 AVRIL 17H ET 20H30**  
**MYSTIC REVELATION OF RASTAFARI**  
percussions et cuivres les ancêtres du reggae  
JAMAÏQUE  
**MARDI 29 ET MERCREDI 30 AVRIL 20H30**  
**RAY LEMA** / **HENRI DIKONGUÉ**  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4 • 01 42 74 22 77  
CAMEROUN



## Jordi Savall et les siens

Le musicien catalan est à Paris pour deux concerts

C'EST un peu à une fête de famille que nous convie Jordi Savall. Avec son ensemble et son épouse Montserrat Figueras, ils célèbreront les dix ans de la Capella Reial de Catalunya, à quelques semaines du trentième anniversaire de son mariage avec la soprano. Les Parisiens mesureront l'éclectisme du chemin parcouru par les musiciens en compagnie des ensembles qu'ils ont créés. Le Théâtre Grévin propose un captivant parcours, « De la vieille médiévale à la viole baroque ». C'est cependant le rendez-vous de Saint-Roch qui devrait réserver l'émotion la plus intense : prophétisme d'une source musicale long-



temps perdue, Montserrat Figueras y sera la voix de ces styles antiques au don visionnaire, incantatoire, dont le message parcourt le bassin méditerranéen de l'Hellaspoint à Cumes, de l'antiquité grecque à la Catalogne de Philippe II ; avant de s'effacer, victime du concile de Trente (1545-1563).

★ Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rue-Montmartre, 20 h 30, le 21. Tél. : 01-48-24-16-97. De 110 F à 200 F. Eglise Saint-Roch, 256, rue Saint-Honoré, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Pyramides, 20 h 30, le 22. Tél. : 01-48-24-16-29. 110 F et 200 F.

## MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE

#### LUNDI 21 AVRIL

La Dame blanche de Boieldieu. Gylsaine Raphael (Anna), Gregory Kunde (Brown), Xenia Konsek (Jenny), Jean-Philippe Courty (Gaveston), Steven Cole (Dickson), Bernadette Antoine (Marguerite), Ensemble orchestral de Paris, Marc Melnikov (direction), Jean-Louis Pichon (mise en scène), Bernard Pissani (chorégraphie). Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Richelieu-Drouot, 19 h 30, les 21, 22, 23 et 24. 16 heures, le 27. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 490 F. Vespérale (soprano), Sophie Koch (mezzo-soprano), Simon Edwards (ténor), Thierry Félis (baryton-ténor), Christian Ivailov (piano). Œuvres de Schubert. Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau, 20 h 30, le 21. Tél. : 01-53-23-99-19. De 90 F à 250 F. Ruggiero Raimondi (basso), Anne-Marie Fontaine (soprano). Œuvres de Ravel, Duparc, Debussy, Fauré, Moussorgski, Liszt, Darius Milhaud, Ravel, Athénas-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra, 20 h 30, le 21. Tél. : 01-47-42-67-81. De 150 F à 1000 F.

#### MARDI 22 AVRIL

Simon Beccegara de Verdi, Alessandro Agache (Simon Beccegara), Miriam Gaud (Maria Beccegara), Carlo Colombara (Jacopo Fiesco), Sergueï Larin (Gabriele Adorno), Vassili Gerello (Paolo Albin), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Carlo Rizzi (direction), Nicolas Brieger (mise en scène). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Bastille, 19 h 30, les 21 et 22. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 530 F. Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France. Brahms : Sérénade n° 1, Rhapsodie pour contrebasse et orchestre, Variations sur un thème de Haydn, Ouverture tragique, Les Vermeilles (contralto), Marek Janowski (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rassy, 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. Orchestre philharmonique de Liège. Pousset : Les Mille Voix du fleuve, création. Martini : Concerto pour violon et orchestre n° 2. Tournement : Symphonie n° 6. Daniel Galvez-Vallero (ténor), Régis Pasquier (violin), Chœur de Namur et de la communauté française, Pierre Bartho-

Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Trinité, Chausse-d'Antin, Havre-Carmartin, 20 h 30, les 23, 24, 25, 26 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai ; 15 h 30, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 15 mai. Tél. : 01-53-52-32-00. Location FNAC, Virgin. De 100 F à 260 F. Chœur et Orchestre de Paris. Haydn : Symphonie n° 82. Liszt : Concerto pour piano et orchestre n° 1. Oldham : Le Testament de Villon, création. Hanna Schaefer (mezzo-soprano), Jean-Pierre Leconte (ténor), Jacques Mont-Rognon (baryton), Brigitte Engerer (piano), John Nelson (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Ternes, 20 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-45-61-65-83. De 60 F à 240 F. JEUDI 24 AVRIL. Alexandre Sarda (piano). Schubert : Sonate pour piano n° 5. Brahms : Valse op. 38. Chopin : Andantino spinto et grande polonaise, Scherzo op. 54. Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Louvre, Palais-Royal, 12 h 30, le 24. Tél. : 01-40-20-52-29. 60 F. Muséum Paris. Maguier : Sonate pour violon et piano op. 13. Leloux : Nocturne pour violon, piano et quatuor. Chausson : Chanson perpétuelle, Concert. Catherine Dubosc (soprano), Raphaël Oleg (violin), Anne Quetté (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Solferino, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-49-47-17. 130 F. Orchestre national de France. Haydn : Symphonie n° 48 « Marie-Thérèse ». Rossini : Stabat Mater. Barbara Frittal (soprano), Luciana D'Amico (mezzo-soprano), Paul Austin Kelly (ténor), Michele Pertusi (basse), Chœur de Radio-France, Riccardo Muti (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau, 20 heures, le 24. Tél. : 01-53-23-99-19. De 90 F à 220 F. Gidon Kremer (violin), Oleg Malenchenko (piano). Schubert : Sonates pour violon et piano n° 3, D 358 et D 408, Sonate pour violon et piano n° 5, D 574. Rameau : Time and Again, création. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 200 F. Duo Camplon-Vachon. Œuvres de Germain, Satie et Rota. Église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Michel, 20 h 30, le 24. VENDREDI 25 AVRIL. Sara Fulgoni (mezzo-soprano), Todd Camburn (piano). Œuvres de Brahms, Barber et Montsalvage. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 12 h 45, le 25. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F. Orchestre symphonique de la NHK de Tokyo. Wagner : La Vaisseau fantôme, ouverture. Sibelius : Concerto pour violon et orchestre, Prokofiev : Symphonie n° 6.

Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rue-Montmartre, 11 heures, le 27. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F. Michel Bénét (neutroïde), Pascal Moragues (dominial), Aimée Kreston (violin), Jean Dupouy (alto), Eric Picard (violoncelle), Michel Delannoy (contrebasse), Milhaud : Les Rêves de Jacob, Martino : Cirque Frammenti, Prokofiev : Quintette. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 11 h 30, le 27. Tél. : 01-40-28-28-40. 80 F. Ensemble Intercontemporain. Knussen : Two Organs, création, Ligeti : Melodien, Schölkorn : Ronda, création. Grisey : Vortex Temporum I et II, création. Benjamin : At First Light. Jeanne-Marie Conquer (violin), George Benjamin (direction). Ché de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 16 h 30, le 27. Tél. : 01-44-94-44-84. 100 F. Quatuor Belloc. Œuvres de Mozart, Kodaly et Rosini. Chapelle Saint Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Marcel, Gare d'Austerlitz, 17 heures, le 27. Tél. : 01-42-16-04-24. Entrée libre.

### JAZZ

Francis Constantin Jazz Session. Baiser saï, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 21. Tél. : 01-42-33-37-71. Entrée libre. Euzé-Gang Quartet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 21. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Les Nuits blanches. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 22 et 29 avril et le 6 mai, jusqu'au 26 mai. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F. Olivier Kuo Quartet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 23. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Olivier Renne Trio. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, le 23. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F. Enrico Pieranunzi Trio. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, les 23, 24, 25 et 26. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Maurice Vander Trio. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Jean-Charles Capori. Jean-Louis Chautemps. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rassy, 20 heures, le 24. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. Jean-Pierre Conso Septet. Baiser saï, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 24, 25 et 26. Tél. : 01-42-33-37-71. 90 F. Laurent de Wilde Trio. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 25 et 26. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Rikky Ford Quartet. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 25. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Charles Haden Quintet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-d'Eau, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Claude Barthélemy. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-40-00-14-14. 50 F. Alain Jean-Marie. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 21 heures, le 27, 22 h 30, le 28. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Art Ensemble of Chicago. Massy (91), Centre culturel Paul-Bailly, 6, allée du Québec, 21 heures, le 26. Tél. : 01-69-20-57-04. 120 F. Sylvain Kassap Quartet. Montreuil (93), Instantes d'avril, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 24. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

### ROCK

Placido. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 21. Tél. : 01-44-92-45-45. 126 F. Foma Apple. Batard, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Voltaire, 20 heures, le 22. Tél. : 01-47-00-55-22. Tikky. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 23. Tél. : 01-44-92-45-45. Kenny G. Au grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bonne-Nouvelle, 20 h 30, le 24. Location FNAC, De 182 F à 204 F. Blackstreet, Brownstone, Goodfellow. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 20 heures, le 25. Tél. : 01-42-08-00-00. 148 F. Sick of it All. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 27. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F. No One is Innocent. Rê-Organs (91), Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-69-43-03-03. 100 F.

### CHANSON

Chanson plus bilingue. La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Trinité, Chausse-d'Antin, Havre-Carmartin, 20 h 30, les 23, 24, 25, 26 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai ; 15 h 30, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 15 mai. Tél. : 01-53-52-32-00. Location FNAC, Virgin. De 100 F à 260 F. Chœur et Orchestre de Paris. Haydn : Symphonie n° 82. Liszt : Concerto pour piano et orchestre n° 1. Oldham : Le Testament de Villon, création. Hanna Schaefer (mezzo-soprano), Jean-Pierre Leconte (ténor), Jacques Mont-Rognon (baryton), Brigitte Engerer (piano), John Nelson (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Ternes, 20 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-45-61-65-83. De 60 F à 240 F. JEUDI 24 AVRIL. Alexandre Sarda (piano). Schubert : Sonate pour piano n° 5. Brahms : Valse op. 38. Chopin : Andantino spinto et grande polonaise, Scherzo op. 54. Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Louvre, Palais-Royal, 12 h 30, le 24. Tél. : 01-40-20-52-29. 60 F. Muséum Paris. Maguier : Sonate pour violon et piano op. 13. Leloux : Nocturne pour violon, piano et quatuor. Chausson : Chanson perpétuelle, Concert. Catherine Dubosc (soprano), Raphaël Oleg (violin), Anne Quetté (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Solferino, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-49-47-17. 130 F. Orchestre national de France. Haydn : Symphonie n° 48 « Marie-Thérèse ». Rossini : Stabat Mater. Barbara Frittal (soprano), Luciana D'Amico (mezzo-soprano), Paul Austin Kelly (ténor), Michele Pertusi (basse), Chœur de Radio-France, Riccardo Muti (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau, 20 heures, le 24. Tél. : 01-53-23-99-19. De 90 F à 220 F. Gidon Kremer (violin), Oleg Malenchenko (piano). Schubert : Sonates pour violon et piano n° 3, D 358 et D 408, Sonate pour violon et piano n° 5, D 574. Rameau : Time and Again, création. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 200 F. Duo Camplon-Vachon. Œuvres de Germain, Satie et Rota. Église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Michel, 20 h 30, le 24. VENDREDI 25 AVRIL. Sara Fulgoni (mezzo-soprano), Todd Camburn (piano). Œuvres de Brahms, Barber et Montsalvage. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 12 h 45, le 25. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F. Orchestre symphonique de la NHK de Tokyo. Wagner : La Vaisseau fantôme, ouverture. Sibelius : Concerto pour violon et orchestre, Prokofiev : Symphonie n° 6.

Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rue-Montmartre, 11 heures, le 27. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F. Michel Bénét (neutroïde), Pascal Moragues (dominial), Aimée Kreston (violin), Jean Dupouy (alto), Eric Picard (violoncelle), Michel Delannoy (contrebasse), Milhaud : Les Rêves de Jacob, Martino : Cirque Frammenti, Prokofiev : Quintette. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 11 h 30, le 27. Tél. : 01-40-28-28-40. 80 F. Ensemble Intercontemporain. Knussen : Two Organs, création, Ligeti : Melodien, Schölkorn : Ronda, création. Grisey : Vortex Temporum I et II, création. Benjamin : At First Light. Jeanne-Marie Conquer (violin), George Benjamin (direction). Ché de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 16 h 30, le 27. Tél. : 01-44-94-44-84. 100 F. Quatuor Belloc. Œuvres de Mozart, Kodaly et Rosini. Chapelle Saint Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Marcel, Gare d'Austerlitz, 17 heures, le 27. Tél. : 01-42-16-04-24. Entrée libre.

### JAZZ

Francis Constantin Jazz Session. Baiser saï, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 21. Tél. : 01-42-33-37-71. Entrée libre. Euzé-Gang Quartet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 21. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Les Nuits blanches. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 22 et 29 avril et le 6 mai, jusqu'au 26 mai. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F. Olivier Kuo Quartet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 23. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Olivier Renne Trio. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, le 23. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F. Enrico Pieranunzi Trio. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, les 23, 24, 25 et 26. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Maurice Vander Trio. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Jean-Charles Capori. Jean-Louis Chautemps. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Rassy, 20 heures, le 24. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. Jean-Pierre Conso Septet. Baiser saï, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, le 24, 25 et 26. Tél. : 01-42-33-37-71. 90 F. Laurent de Wilde Trio. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 h 30, les 25 et 26. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Rikky Ford Quartet. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 25. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Charles Haden Quintet. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-d'Eau, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Claude Barthélemy. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-40-00-14-14. 50 F. Alain Jean-Marie. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 21 heures, le 27, 22 h 30, le 28. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F. Art Ensemble of Chicago. Massy (91), Centre culturel Paul-Bailly, 6, allée du Québec, 21 heures, le 26. Tél. : 01-69-20-57-04. 120 F. Sylvain Kassap Quartet. Montreuil (93), Instantes d'avril, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 24. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

### ROCK

Placido. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 21. Tél. : 01-44-92-45-45. 126 F. Foma Apple. Batard, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Voltaire, 20 heures, le 22. Tél. : 01-47-00-55-22. Tikky. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 23. Tél. : 01-44-92-45-45. Kenny G. Au grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bonne-Nouvelle, 20 h 30, le 24. Location FNAC, De 182 F à 204 F. Blackstreet, Brownstone, Goodfellow. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 20 heures, le 25. Tél. : 01-42-08-00-00. 148 F. Sick of it All. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 27. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F. No One is Innocent. Rê-Organs (91), Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-69-43-03-03. 100 F.

### CHANSON

Chanson plus bilingue. La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Trinité, Chausse-d'Antin, Havre-Carmartin, 20 h 30, les 23, 24, 25, 26 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai ; 15 h 30, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 15 mai. Tél. : 01-53-52-32-00. Location FNAC, Virgin. De 100 F à 260 F. Chœur et Orchestre de Paris. Haydn : Symphonie n° 82. Liszt : Concerto pour piano et orchestre n° 1. Oldham : Le Testament de Villon, création. Hanna Schaefer (mezzo-soprano), Jean-Pierre Leconte (ténor), Jacques Mont-Rognon (baryton), Brigitte Engerer (piano), John Nelson (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Ternes, 20 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-45-61-65-83. De 60 F à 240 F. JEUDI 24 AVRIL. Alexandre Sarda (piano). Schubert : Sonate pour piano n° 5. Brahms : Valse op. 38. Chopin : Andantino spinto et grande polonaise, Scherzo op. 54. Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Louvre, Palais-Royal, 12 h 30, le 24. Tél. : 01-40-20-52-29. 60 F. Muséum Paris. Maguier : Sonate pour violon et piano op. 13. Leloux : Nocturne pour violon, piano et quatuor. Chausson : Chanson perpétuelle, Concert. Catherine Dubosc (soprano), Raphaël Oleg (violin), Anne Quetté (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Solferino, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-49-47-17. 130 F. Orchestre national de France. Haydn : Symphonie n° 48 « Marie-Thérèse ». Rossini : Stabat Mater. Barbara Frittal (soprano), Luciana D'Amico (mezzo-soprano), Paul Austin Kelly (ténor), Michele Pertusi (basse), Chœur de Radio-France, Riccardo Muti (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Alma-Marceau, 20 heures, le 24. Tél. : 01-53-23-99-19. De 90 F à 220 F. Gidon Kremer (violin), Oleg Malenchenko (piano). Schubert : Sonates pour violon et piano n° 3, D 358 et D 408, Sonate pour violon et piano n° 5, D 574. Rameau : Time and Again, création. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 200 F. Duo Camplon-Vachon. Œuvres de Germain, Satie et Rota. Église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Michel, 20 h 30, le 24. VENDREDI 25 AVRIL. Sara Fulgoni (mezzo-soprano), Todd Camburn (piano). Œuvres de Brahms, Barber et Montsalvage. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 12 h 45, le 25. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F. Orchestre symphonique de la NHK de Tokyo. Wagner : La Vaisseau fantôme, ouverture. Sibelius : Concerto pour violon et orchestre, Prokofiev : Symphonie n° 6.

Grand, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra, 21 heures, les 21 et 28. Tél. : 01-42-61-44-16. 100 F. Le Quatuor. Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Palais-Royal, Bourse, 20 h 30, les 22, 23, 24, 25, 26, 29 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 6 mai ; 15 h 30, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-42-97-59-81. De 70 F à 230 F. Lambert Wilson. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Abbesses, des Abbesses, les 22, 23, 24, 25, 26, 29 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 6 mai ; 15 heures, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 10 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F. Marie-Françoise. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 22. Tél. : 01-40-00-14-14. 50 F. Souvigny. Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Champs-Élysées-Clemenceau, 21 heures, les 22, 23, 24, 25, 26, 29 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 6 mai ; 17 heures, le 27 avril et le 4 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-42-25-30-74. Location FNAC, Virgin. De 120 F à 150 F. L'Ultime Réclat. Théâtre Daunou, 9, rue Daunou, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opéra, 21 heures, les 22, 23, 24, 25, 26, 29 et 30 avril et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 6 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-42-61-44-14. De 100 F à 180 F. Dick Annegard. et le quatuor Tine-cordes. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-d'Eau, 20 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Érik Koro. Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bastille, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-44-59-82-82. De 40 F à 80 F. Zamboni. Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bastille, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-44-59-82-82. De 40 F à 80 F. Brigitte Fontaine. Aubergenville (78), La Nacelle, route de Montargis, 21 heures, le 26. Tél. : 01-30-95-37-76. De 65 F à 85 F.

### MUSIQUE DU MONDE

Salween. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Jussieu, 20 h 30, les 25 et 26. Tél. : 01-40-51-38-37. 100 F. Gonzalo Rubalcaba Cuban Band. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-d'Eau, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Mario Canonge Group & Kohn. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 22 heures, les 25 et 26. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Ismael Isaac. Élysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Anvers, 19 h 30, le 26. Tél. : 01-44-92-45-45. 132 F. Misaal. Péniche Makara, quai de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 26. Tél. : 01-44-34-09-00. 40 F. Myrène Revellon et Rastafar. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet, 17 heures et



## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997

**STRATÉGIE** Sur un marché estimé à 152,4 milliards de francs, les annonceurs français ont alloué, en 1996, près de 60 % de leur budget à des opérations de communication

« terrain », contre 40 % pour la publicité traditionnelle. ● **LES GROUPE PUBLICITAIRES** comme Euro RSCG et BDDP commencent à modifier leur stratégie et à se réorganiser

pour tenir compte de cette nouvelle donne, et proposer à leurs clients des « marketing services ». ● **PIONNIERS** en la matière, les grands réseaux anglo-saxons accentuent leur politique

de hors-média. Young & Rubicam Inc. devrait annoncer le rapprochement entre sa filiale Young & Rubicam Advertising (publicité) et sa filiale Wunderman Cato Johnson (marketing

service) pour former un ensemble de 60 milliards de francs de chiffre d'affaires. ● **LA PRESSE QUOTIDIENNE** régionale réclame que le hors-média soit soumis à la loi Sapin.

# Les groupes publicitaires se convertissent à la communication « hors média »

La publicité ne représente plus que 40 % des dépenses des annonceurs, qui privilégient les actions de promotion directes. Après les grands réseaux américains, les agences françaises commencent à se réorganiser pour proposer à leurs clients des « marketing services »

LA COMMUNICATION des entreprises ne se réduit plus à la publicité. Young & Rubicam Inc. devrait annoncer dans les prochaines semaines le rapprochement, à l'échelle mondiale, de ses deux filiales, Young Rubicam Advertising, réseau d'agences de publicité, et Wunderman Cato Johnson, réseau d'agences de « marketing services » (marketing direct et promotion des ventes), dont le chiffre d'affaires cumulé avoisinait 60 milliards de francs. Cette stratégie vise à « fournir une réponse commune aux approches globales de communication des grands clients internationaux ». Ceux-ci dépendent désormais les deux tiers de leur budget de communication dans le hors-média. Une nouvelle configuration de marché qui pousse les professionnels du secteur à se structurer en conséquence.

Dès 1975, Young & Rubicam Inc. avait fait figure de pionnier en

choisisant de se diversifier à l'ensemble des métiers de la communication, à une époque où la majorité des groupes se concentraient sur la publicité.

Depuis quelques mois, en France aussi, les groupes publicitaires accordent une attention croissante au hors-média. Sur un marché estimé à 152,4 milliards de francs, les annonceurs ont alloué, en 1996, près de 60 % de leur budget à des opérations de communication « terrain » qui s'adressent directement aux consommateurs, contre 40 % pour la publicité, selon l'étude France Pub (Havas) publiée fin mars.

### EN PLEINE EXPANSION

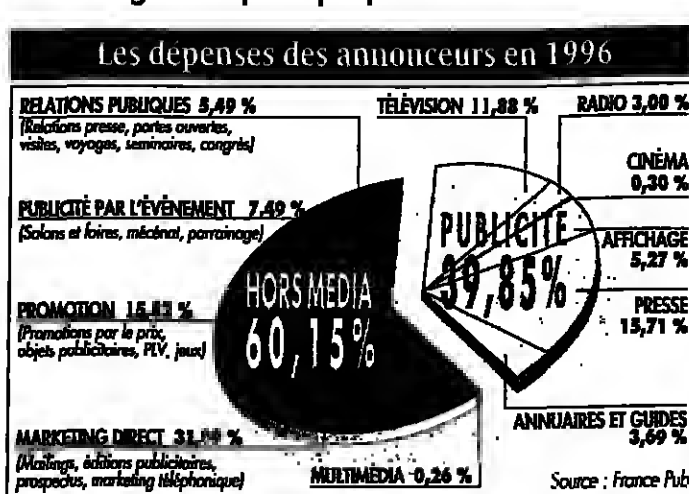
Les « marketing services », qui regroupent les métiers de communication liés à l'acte d'achat, sont en pleine expansion. Un développement qu'expliquent les récentes restrictions budgétaires des

annonceurs, le nouveau rapport de forces entre les marques et la grande distribution, et les possibilités offertes par les nouvelles technologies.

Depuis quatre ou cinq ans, la communication se focalise sur les ventes. « Dans les années 80, il suffisait d'avoir une marque qui nourrisse l'imaginaire des consommateurs pour gagner des parts de marché. C'étaient les années du tout-morqué », se rappelle un professionnel. Aujourd'hui, les problématiques de communication se résument souvent à : « Comment atteindre mes objectifs de vente dans les deux prochains mois ? » Dans le même temps, le rapport de forces entre la grande distribution et les industriels obligés de subir le « dictat » des centrales d'achat a ouvert les portes du « trade-marketing ». Cette discipline consiste à adapter le marketing des produits de façon à servir les objectifs des distributeurs (la promotion offerte au consommateur sera, par exemple, différente selon les magasins). De conflictuelle, la relation entre les marques et la grande distribution évolue vers un partenariat commercial.

### RELATION INDIVIDUELLE

Enfin, la révolution technologique, qui a débuté il y a deux ou trois ans aux Etats-Unis, permet désormais aux marques de construire une relation individuelle avec leurs consommateurs. Partant du principe que 15 % des consommateurs d'un produit achètent 60 % du volume, plus une marque connaît cette cible, plus elle maîtrise son chiffre d'affaires. La naissance des mégabases de données (plusieurs millions de personnes sont fichées sur informatique en fonction de leur profil de consom-



En 1996, sur un marché publicitaire global de 152,433 milliards de francs, les investissements dans le hors-média ont représenté 60,15 %.

mation) y contribue, en permettant aux marques de consacrer leurs promotions, leurs cadeaux et leurs mailings aux personnes qu'elles savent intéressées.

Les publicitaires français avaient jusqu'ici tardé à s'adapter à cette réalité de marché et se contentaient de reléguer ces métiers « peu nobles » à leur arrière-boutique. Aucun groupe n'était capable de concurrencer les réseaux anglosaxons (Rap Collins, Wunderman Cato Johnson ou Ogilvy & Mather Direct), spécialistes du « marketing services » depuis plus de quinze ans. Mais, depuis quatre mois, les Français ont amorcé un virage stratégique destiné à combler leur retard.

BDDP, quatrième groupe en France, coté depuis peu à la City, se consacre depuis trois mois à l'organisation de son réseau de « marketing services » baptisé Téquila International. S'inspirant de l'expérience fructueuse menée depuis 1995 dans les agences de Paris et de Londres - qui affichent toutes deux des taux de croissance à deux chiffres -, BDDP veut étendre les activités de « marketing services » à une quinzaine de filiales du groupe dans le monde. « Notre développement est destiné à accompagner nos clients à l'étranger », explique Jacques Bouey, directeur

général de Téquila en France. L'état-major de Téquila vise 260 millions de francs d'honoraires, soit 60 % de croissance, d'ici deux ans.

Même enthousiasme pour les « marketing services » au sein d'Euro-RSCG, premier groupe publicitaire en France. Mais avant d'attaquer l'international, le groupe a souhaité organiser son offre en France.

### PROCHAINS « ROIS DU PÉTROLE »

Les agences ont été fédérées autour d'une méthodologie commune en décloisonnant le marketing, la communication et le commercial : « On ne raisonne plus par technique, mais en fonction des problématiques globales des directions commerciales », explique Pascal Allard, l'un des cinq directeurs associés de La Machine à vendre, le nouveau pôle dédié à la communication commerciale, créé en décembre 1996. La Machine à vendre regroupe cinq sociétés différentes (The Sales Machine, The Sales Machine Consulting, Data Machine, Euro RSC Vitesse et Euro RSCG Motivation) et prévoit de réaliser une marge brute de 120 millions de francs, en France, dès cette année.

Nouveau fer de lance des groupes publicitaires, les « marketing services » représentent l'avenir : « Dans dix ans, on sera les rois du pétrole », clame, enthousiaste, Pierre de Perthuis, directeur général de La Machine à vendre.

Florence Amalou

## La presse quotidienne régionale demande l'application de la loi Sapin

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) souhaite que « tous les métiers de la communication hors média soient assujettis à la loi Sapin ». Cette demande a été largement reprise par les patrons de la presse régionale auditionnés, mardi 8 avril, par les députés de la Mission d'information sur la presse écrite (Le Monde du 10 avril). Objectif : rendre transparentes les pratiques des professionnels du hors-média afin de mettre un frein à cette « concurrence déloyale », accrue en régions. Si les recettes publicitaires représentent encore 40 % du chiffre d'affaires des journaux régionaux, certains annonceurs, qui utilisaient 35 % de l'espace publicitaire de la presse régionale en 1991, n'en achètent plus que 25 %. « Année après année, nous perdons des parts de marché au profit du hors-média », souligne Bruno Ricart, directeur marketing du SPQR. Selon lui, les pratiques qui consistent à faire financer par les annonceurs les prospectus de la grande distribution - diffusés par une filiale de La Poste dans les boîtes aux lettres plusieurs heures avant les journaux - s'apparentent à de l'achat d'espace traditionnel. Or « ces transactions financières sont loin d'être transparentes », affirme-t-il.

## Edipresse accentue son implantation en Espagne

LE GROUPE SUISSE Edipresse a acheté 50 % de la société Semana, qui édite les hebdomadaires *Semana* (315 000 exemplaires) et *Tribuna* (60 000 exemplaires) et le mensuel *Top Auto*. Edipresse contrôle désormais dix-huit titres espagnols et devrait réaliser un chiffre d'affaires de 200 millions de francs suisses (près de 800 millions de francs) dans la péninsule Ibérique. Le groupe entre également à hauteur de 49 % dans le capital de l'imprimerie Rivadeneira.

L'éditeur suisse, dirigé par Pierre Lamunère, renforce ses structures. Paul Miskiewicz devient directeur général d'Edipresse Suisse et Jacques Pilet, rédacteur en chef du *Nouvel Quotidien de Lausanne*, est nommé directeur des publications helvétiques. Il est remplacé au *Nouvel Quotidien* par Alain Campiotti. Le directeur de *La Tribune de Genève*, Eric Lehmann, quittera ses fonctions en septembre, pour s'occuper du développement du groupe en Asie.

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le premier numéro de *Plongeurs International*, tiré à 47 000 exemplaires, est paru lundi 21 avril. Ce nouveau venu dans la presse magazine s'adresse aux mordus de plongée sous-marine. Ils sont 700 000 en France, et, selon une récente étude de l'Association française pour l'ingénierie touristique (AFTI), 1,4 million de Français (dont 42 % de moins de vingt-cinq ans) ont envie de découvrir ce sport-loisir. Vendu 30 francs, *Plongeurs* est bimestriel, avec l'ambition de devenir mensuel à la fin de l'année. Journal de services qui répond avec un luxe de détails aux interrogations des pratiquants, *Plongeurs* se veut aussi militant lors qu'il s'agit de respecter l'environnement et de sauver la Calypso de la rouille.

■ **TÉLÉVISION** : Jérôme Clément, président de La Sept/Arte et de La Cinquième, a procédé, jeudi 17 avril, à trois nominations. Jacques Bouzerand, déjà directeur à La Cinquième, est nommé directeur de cabinet du nouveau président. Deux responsables de La Sept/Arte, Hélène Font et Christian Vion, assureront les fonctions de secrétaire général et de directeur financier de La Cinquième.

■ **PUBLICITÉ** : Le groupe McCann-Erickson France (340 millions de francs de marge brute) vient d'acquiescer Pampelonne, l'une des dix premières agences de communication événementielle spécialisée dans les sports et la culture. Créée en 1986 par Dominique Baud et l'ancien joueur international de tennis Jean-François Caujolle, Pampelonne emploie sept personnes pour 2,8 millions de francs d'honoraires en 1996.

■ **AFFICHAGE** : Dauphin crée deux produits dédiés à la Coupe du monde de football, « Quand vient la coupe » et « Quand vient la finale ». Ces offres d'affichage seront réparties dans les dix villes participant à l'événement. Les annonceurs partenaires de la Coupe bénéficieront d'une priorité de réservation jusqu'au 31 août 1997.

■ **NUMÉRIQUE** : L'Association française des câble-opérateurs (AFCO) prévoit de collecter « 100 000 abonnés au numérique par le câble à la fin de 1997 ». Première étape, selon l'AFCO, les réseaux câblés devraient compter 40 000 souscripteurs aux offres numériques dès le début de l'été. Avec le numérique, l'attrait du câble est aussi renforcé par la mise en place d'offres multimédias et par des accès à Internet.

## Warner Bros entrerait dans CanalSatellite

FILIALE DE TIME WARNER, le studio américain Warner Bros pourrait nouer un premier partenariat capitalistique direct avec Canal Plus, en achetant 10 % des 70 % qu'il détient dans CanalSatellite (aux côtés de Pathé et de la Compagnie générale des eaux). Warner Bros a suivi le développement de Canal Plus dès sa création en 1984, en lui vendant ses films alors qu'aucune major hollywoodienne ne croyait en ce projet. Le groupe américain Warner Bros bénéficie d'une option d'achat de 10 % qu'il devrait exercer, à condition d'obtenir l'aval des autres actionnaires. Une condition sine qua non puisque CanalSatellite est une société en nom collectif.

La transaction est estimée entre 500 millions et 800 millions par les analystes cités, lundi 21 avril, par *La Tribune*, qui n'exclut pas qu'une telle opération puisse être le prélude à un plus vaste rapprochement entre Canal Plus, Havas et Time Warner.

Pour sa part, la Compagnie générale des eaux souhaiterait également se défaire de sa participation de 10 % dans CanalSatellite, au même titre qu'elle compte céder à la maison mère de Warner Bros, Time Warner, ses réseaux câblés. Des négociations en ce sens devraient aboutir dans les prochaines semaines.

Time Warner a annoncé une amélioration de ses résultats au premier trimestre, avec une perte nette de 43 millions de dollars (contre un déficit de 153 millions un an auparavant) et une forte hausse, de 46 % de son chiffre d'affaires, à 3,03 milliards de dollars, reflétant l'acquisition l'an dernier du groupe de Ted Turner, Turner Broadcasting System (TBS).

Nicole Vulser

[Yves Calvi  
9h → 10h30]

CLONAGE. FOURMIS. MÉMOIRE. BEBES...  
AVEC SA MANIÈRE DE RENDRE TOUS LES SUJETS VIVANTS, CET HOMME AGACE LES INTELLOS.

**EUROPE 1**  
A quoi sert l'info si on ne s'en parle pas ?

## Chienneries

par Alain Rollat

**ÉLECTIONS ANTICIPÉES** ou pas, mon chien votera pour les jules. Il ne jure que par eux depuis qu'il a découvert leur art de vivre dans le nouveau dessin animé de Canal Plus dont ils sont les héros. Mon chien a du flair. Ces deux bêtards ont l'air plus humains que certains hommes. Certes, ils exaspèrent les autres chiens par leur amour de la liberté, leur insolence et leur paresse. Car les jules sont libres, sans teneur, sans livret de santé et sans vétérinaire. Ces jumeaux n'ont ni dieu ni maître et ils préfèrent les poubelles-parcées aux émissions sponsorisées par «Wah-Wah», la célèbre marque de produits canins qui fabrique tout ce dont ont besoin les chiens à coller. Mais, malgré leur jeune âge, ils ont déjà tout compris, et leur programme, qui tient en une phrase, mérite le respect : «La vie est une chienne et il vaut mieux en faire sa maîtresse que son épouse si on ne veut pas de chiots dans la dos».

La preuve qu'ils ont tout compris, c'est qu'ils ont vite pigé que la tendresse est l'ultime rempart contre la bêtise ambiante personnifiée par leur concubine, cette pauvre M<sup>me</sup> Azor, la veuve du roquet qui passe sa vie devant la télé et qui est devenue la méchanceté même à force de s'ingérer les images. Les jules ne restent jamais les pattes croisées devant le malheur d'autrui bien qu'ils soient sans illusions sur leurs contemporains. Mais quand il s'agit de rendre service ils ne s'en remettent jamais aux autres. Surtout pas à Prince, le prétentieux dalmatien de leur dé-

puté, capable de promettre n'importe quoi. Et si leurs exploits ne se terminent pas toujours à leur avantage, ils n'en font pas une maladie. Les jours où Jules 1 (c'est là) a tendance à déprimer devant la naïveté des chiens serviles qui mordent aux combines de Toutoune, le bouledogue de l'entrepreneur de travaux publics pour lequel la politique n'est que l'art de se sucrer, Jules 2 (c'est les jambes) est toujours là pour improviser une fête. Et vice versa. Certains coupeurs de poil en quatre prétendent déjà que les jules raisonnent trop. Il est rare, en effet, dans l'univers des van-pattes, d'entendre des chiens sans pedigree parler en employant parfois l'imparfait du subjonctif pour le seul plaisir de respecter la concordance des temps. Les jules le font pour s'amuser. Il y a dans leur verve franco-belge, signée du dessinateur Picha et du scénariste Jean-François Henry, un délicieux mélange de Feydeau et de Charles Pasqua. On nous permettra donc d'y voir une drôle de supplémentation. Il faut tout pardonner à des chiens capables de vouloir devenir cafards parce que les cafards sont les seules bestioles que les prédateurs humains ne cherchent pas à domestiquer.

Plus ambiguë, en revanche, par ces temps de calculs électoraux, est l'inspiration de certaines de leurs aventures liées à l'actualité. Selon mon chien, l'épisode qui fera le plus jaser sera celui de leur confrontation annoncée avec la secte dite «des Adorateurs de la tête de veau».

## Shakespeare, tel qu'il se parle et se joue

Un document indispensable, entre théâtre et cinéma, puis la version filmée de «Richard II», mis en scène par Deborah Warner, esquissent un portrait passionnant du grand Will

**D'EMBLÉE**, on sait que cette femme est de la trempe des actrices exceptionnelles. Elle est assise face à la caméra, devant un fond neutre, vêtue d'un méchant pull de grosse laine, mais quelque chose dans son regard noisette est aussi impératif qu'un élan du cœur : on ne peut que la regarder, l'écouter. Fiona Shaw, actrice anglaise de haute lignée, entend de décrire, par les mots et le geste – simples coups de poings sur le haut de sa poitrine –, les différences de rythme des langues française (quatre temps), anglaise (cinq temps) et créole des Antilles (six temps). A l'appui de sa démonstration, l'actrice emprunte à Shakespeare et Hamlet leur inusable «To be, or not to be, that is the question». Dans sa voix, cela devient «To be, or not to be, that is the question... /», sur le rythme à cinq temps de l'anglais. Reste cet infime «...tion», quatre lettres, un son court qui est, dit-elle, un petit drapau que l'auteur agit pour alerter son interprète – «la phrase n'est pas terminée, il faut continuer...» – et rebondir aussitôt sur le sixième temps constitué par le début du vers suivant : «Whether 'tis nobler in the mind to suffer».

S'il ne fallait retenir qu'une séquence de Shakespeare, des rois dans la tempête, le très bon documentaire écrit par le critique Georges Bannu, le traducteur Jean-Michel Déprats et le réalisateur Claude Mourras qui ouvre cette soirée Comedia, ce serait ces quelques instants passés en compagnie de Fiona Shaw. Il faudrait se souve-



PANCHO

nir aussi des propos chuchotés par le metteur en scène Peter Brook à l'appui des extraits de son film, *King Lear*, de ceux d'Orson Welles aussi, retrouvés dans les archives de la télévision, et son économie de mots qui va à l'essentiel de la substance d'un prodige universellement reconnu comme tel : le théâtre de William Shakespeare.

Ce petit film indispensable l'aborde par ses tois et ses princes, Lear, Macbeth, Richard III, Jules César, les Henry, etc., mêlant témoignages de metteurs en scène et images d'archives empruntées aussi bien au théâtre qu'au cinéma. Elles

nous donnent à retrouver plusieurs des grands interprètes shakespeariens – Orson Welles, bien sûr, Paul Scofield, Tina Turner, Martin Ben- nath, Gert Voss, Paul Butler... Tous ont la même ferveur, cet engagement absolu du corps et de l'esprit à servir un théâtre qui les hisse à la hauteur du mythe.

Parmi eux, on retrouve Fiona Shaw dans les défunts de Richard II, dont Deborah Warner a assuré la mise en scène au National Theatre de Londres en 1995 avant d'en assurer elle-même la réalisation pour la télévision. *Richard II* est une pièce très ac-

tuelle, à un moment où l'Angleterre s'interroge sévèrement sur la pérennité de la couronne et du royaume : elle met en scène, pour la première fois dans l'histoire du théâtre shakespearien, la déposition d'un roi.

### RÉGIME RÉVOLU

Pièce dérangeante aussi, parce que le texte se garde d'esquisser une quelconque solution pour ceux qui devront survivre à un régime révolu tandis qu'il magnifie un ordre politique, religieux et social qui apparaît pour toujours au passé.

Outre son décor splendide et inattendu, la grande surprise de cette production vient de la décision de confier le rôle-titre à une femme. Du coup, la confrontation de Richard et de son cousin Bolingbroke, presque jumeaux en scène, pose que Richard et le futur Henry IV sont les deux visages d'un même homme, d'un même sang, la manifestation concomitante de la douceur et de la violence, du passé et de l'avenir, de la monarchie et de la révolution, de l'ordre et du mouvement. On ne peut manquer d'identifier ces deux visages à la famille capricieuse, incestueuse des hommes et des femmes politiques de tous les temps qui ont fait de l'histoire l'intérêt collectif quand le pouvoir les prend.

Olivier Schmitt

★ Comedia : William Shakespeare, Arte, mardi 22 avril à 21 h 30.

### TF 1

**UNE FILLE À PAPAS**  
Téléfilm de Pierre Jossan, avec Christophe Malavoy, Christian Charment (105 min). 402792  
Une adolescente profite de l'absence de sa mère pour faire tourner en bourrique son père et son beau-père.

**52 SUR LA UNE**  
Magazine proposé par Jean Berthoin. Avoir 20 ans en l'an 2000. (70 min). 1808824  
Le témoignage de quatre adolescents de milieux différents qui auront vingt ans en l'an 2000. Caricatural, 23.40 Agence tous risques. Série. Les pages du souvenir. 0.30 Football. Magazine. 1.05 et 2.05, 3.05, 4.10, 4.50 TF 1 nuit. 135 : sur 7. Magazine. Invité : Lionel Jospin (rediff.). 2.15 et 4.20, 5.15 Histoires d'aujourd'hui. Documentaire (rediff.). 3.20 Les Aventures du jeune Patrick. Série. 1.01 (rediff.). 5.00 Musique. Concert (15 min).

### France 2

**UNE FEMME EN BLANC**  
Féuilleton d'Anne Jermann, avec Sandrine Bonnaire (4/6) (105 min). 7708978  
Le docteur Raux et Eric ne se quittent plus, mais Margaux, qui le prend mal, va se réfugier dans les bras de Bernard...

**FRANCHEMENT**  
Magazine présenté par Arlette Chabat, Alain Duhamel. Débat entre Dominique Strauss-Kahn et Alain Madelin (70 min). 8703878  
23.50 Au bout du compte. 23.55 Journal. Bourse, Météo. 0.15 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Cloze de l'art contemporain (75 min). 2039008  
1.30 Histoires courtes. Court métrage. Dialogue au sonnet. 2.00 Falcologie. Film. Documentaire. 3.00 L'été de l'été. Magazine. 3.25 Tournées de Zeus. Documentaire. 3.50 24 heures d'Info. 4.00 Météo. 5.05 Clip et Charly. La baguette magique (15 min).

### France 3

**LE CLAN DES SICILIENS**  
Film d'Henri Verneuil, avec Jean Gabin, Alain Delon (126, 125 min). 8434042  
Nouvelle réunion de Gabin et de Delon six ans après Méliade en sous-sol, ou l'art des grands comédiens. 22.55 Journal. Météo.

**IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT**  
Film de Claude Malakoff, avec Annie Girardot (105 min). 2714112  
Un détective privé, qui a pour compagne une fille de petite vertu recrutée dans la restauration, est emporté par une intrigue aussi ténébreuse que celle du Grand Sommeil, de Howard Hawks. 1.00 Lignes de mire (15 min). 9888358  
1.55 Musique. Profilage. Magazine. De Bach à Berlioz. Confidences pour piano. 2.05 La Grande Aventure de James Ouellet. Feuilleton.

### Arte

**LE DIABLE PROBABLEMENT**  
Film de Robert Bresson, avec Antoine Monnier, Tina Trosse (197, 90 min). 393394  
Evocation d'une double crise, celle du monde moderne et celle de l'adolescence confrontée à ce monde, dans le style hiératique, austère, propre à Bresson. 22.15 Kinorama. Magazine.

**PICKPOCKET**  
Film de Robert Bresson, avec Martin Lassalle, Marika Green (199, 90 min). 2189421  
Par perversion intellectuelle, un jeune homme vole un portefeuille. Malgré la sollicitude d'un ami et l'affection d'une jeune voisine de sa mère, il décide de persévérer et s'associe à un pickpocket professionnel. 23.40 Court-circuit. Parastage d'image, court-métrage d'Alina Teodorescu. L'héritage, court-métrage de Sylvia Dahmen (90 min). 5070518  
0.10 L'italien. Film de Federico Fellini, avec Franco Interlenghi (193, N, v.o., rediff.). 110 min. 3533209  
2.00 Abacost. Documentaire. La sécheresse au silence (rediff.). 40 min. 8784386

### M 6

**CEIL POUR CEIL**  
Film de Steve Carver, avec Chuck Norris, David Carradine (108, 120 min). 854841  
Un Texas Ranger d'El Paso affronte un ancien champion de karaté lié à la mafia mexicaine. Du cinéma infantile.

**MEURTRE EN MÉMOIRE**  
Téléfilm de Robert Lewis, avec Nancy Allen, Robin Thomas (105 min). 9549867  
A la suite de la mort d'une jeune femme, on découvre progressivement la mémoire et change de personnalité. 0.30 Culture pub. Magazine. 1.00 Jazz 6. Magazine. 1.00 Jarreau, Jazz à Vienne (90 min). 8512648  
2.00 Best of Patricia Kaas. 3.30 Réponses. 4.00 Mondia opus 3. 4.50 Fan de (rediff.). 5.15 Turbo (rediff.). 30 min.

### Canal +

**PRÊT-À-PORTER**  
Film de Robert Altman, avec Marcello Mastroianni (194, 125 min). 7801598  
Une comédie extravagante dans laquelle Altman a noué plusieurs intrigues et multiplié les personnages. 22.40 Flash d'information.

**CHUNGKING EXPRESS**  
Film de Wong Kar-wai, avec Brigitte Lin, Chin-Hsi (199, v.o., 99 min). 4786112  
Un jeune policier, quitté par la femme qu'il aime, mange des bolles d'ananas périmés portant la date de la fin de leur amour. Il y a, en fait, deux films : un film noir à la manière d'Hollywood, et une sorte de comédie romantique. 0.50 Légendes d'autonomie. Film d'Edward Zwick (1994, v.o., 130 min). 8525742

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Le Grand Débat. Fut-9 avoir peur de l'immigration ? 1.  
21.30 Fiction : Parole donnée. France Info (Lecture du PRC).  
22.40 Toit ouvrant. Exposition au musée Picasso d'André.  
0.05 Du jour au lendemain. Olivier Rolin (Mon galurin gris. 0.48 Les Cinglés du musée-d'Art. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**France-Musique**  
20.30 Concert. Donné en direct du théâtre des Champs-Élysées, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Sir Simon Rattle : Symphonie n° 70 de Haydn ; Mécanismes de R. Strauss ; Symphonie Fantastique de Berlioz.  
22.30 Musique pluriel. Rencontres pour orchestre et piano solo, de Kettenborn, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Arturo Tamayo : The River (extrait), de Biondini.  
23.07 Entre les lignes.  
0.00 La Rose des vents. Extrait du concert donné le 25 février, à la Maison des Cultures du Monde. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Macerlinck et la musique. Chanson de Macerlinck et extraits de la musique de scène, de Pauré, Pelléas et Mélisande, extraits, acte II, de Debussy. Œuvres de Chopin, Schubert, Schumann.  
22.35 Les Soirées... (Suite), Œuvres de Macerlinck, Humperdinck, Dufay, Rameau... 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**Chaînes d'information**  
**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Tonight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 24.15, 24.45, 25.15, 25.45, 26.15, 26.45, 27.15, 27.45, 28.15, 28.45, 29.15, 29.45, 30.15, 30.45, 31.15, 31.45, 32.15, 32.45, 33.15, 33.45, 34.15, 34.45, 35.15, 35.45, 36.15, 36.45, 37.15, 37.45, 38.15, 38.45, 39.15, 39.45, 40.15, 40.45, 41.15, 41.45, 42.15, 42.45, 43.15, 43.45, 44.15, 44.45, 45.15, 45.45, 46.15, 46.45, 47.15, 47.45, 48.15, 48.45, 49.15, 49.45, 50.15, 50.45, 51.15, 51.45, 52.15, 52.45, 53.15, 53.45, 54.15, 54.45, 55.15, 55.45, 56.15, 56.45, 57.15, 57.45, 58.15, 58.45, 59.15, 59.45, 60.15, 60.45, 61.15, 61.45, 62.15, 62.45, 63.15, 63.45, 64.15, 64.45, 65.15, 65.45, 66.15, 66.45, 67.15, 67.45, 68.15, 68.45, 69.15, 69.45, 70.15, 70.45, 71.15, 71.45, 72.15, 72.45, 73.15, 73.45, 74.15, 74.45, 75.15, 75.45, 76.15, 76.45, 77.15, 77.45, 78.15, 78.45, 79.15, 79.45, 80.15, 80.45, 81.15, 81.45, 82.15, 82.45, 83.15, 83.45, 84.15, 84.45, 85.15, 85.45, 86.15, 86.45, 87.15, 87.45, 88.15, 88.45, 89.15, 89.45, 90.15, 90.45, 91.15, 91.45, 92.15, 92.45, 93.15, 93.45, 94.15, 94.45, 95.15, 95.45, 96.15, 96.45, 97.15, 97.45, 98.15, 98.45, 99.15, 99.45, 100.15, 100.45, 101.15, 101.45, 102.15, 102.45, 103.15, 103.45, 104.15, 104.45, 105.15, 105.45, 106.15, 106.45, 107.15, 107.45, 108.15, 108.45, 109.15, 109.45, 110.15, 110.45, 111.15, 111.45, 112.15, 112.45, 113.15, 113.45, 114.15, 114.45, 115.15, 115.45, 116.15, 116.45, 117.15, 117.45, 118.15, 118.45, 119.15, 119.45, 120.15, 120.45, 121.15, 121.45, 122.15, 122.45, 123.15, 123.45, 124.15, 124.45, 125.15, 125.45, 126.15, 126.45, 127.15, 127.45, 128.15, 128.45, 129.15, 129.45, 130.15, 130.45, 131.15, 131.45, 132.15, 132.45, 133.15, 133.45, 134.15, 134.45, 135.15, 135.45, 136.15, 136.45, 137.15, 137.45, 138.15, 138.45, 139.15, 139.45, 140.15, 140.45, 141.15, 141.45, 142.15, 142.45, 143.15, 143.45, 144.15, 144.45, 145.15, 145.45, 146.15, 146.45, 147.15, 147.45, 148.15, 148.45, 149.15, 149.45, 150.15, 150.45, 151.15, 151.45, 152.15, 152.45, 153.15, 153.45, 154.15, 154.45, 155.15, 155.45, 156.15, 156.45, 157.15, 157.45, 158.15, 158.45, 159.15, 159.45, 160.15, 160.45, 161.15, 161.45, 162.15, 162.45, 163.15, 163.45, 164.15, 164.45, 165.15, 165.45, 166.15, 166.45, 167.15, 167.45, 168.15, 168.45, 169.15, 169.45, 170.15, 170.45, 171.15, 171.45, 172.15, 172.45, 173.15, 173.45, 174.15, 174.45, 175.15, 175.45, 176.15, 176.45, 177.15, 177.45, 178.15, 178.45, 179.15, 179.45, 180.15, 180.45, 181.15, 181.45, 182.15, 182.45, 183.15, 183.45, 184.15, 184.45, 185.15, 185.45, 186.15, 186.45, 187.15, 187.45, 188.15, 188.45, 189.15, 189.45, 190.15, 190.45, 191.15, 191.45, 192.15, 192.45, 193.15, 193.45, 194.15, 194.45, 195.15, 195.45, 196.15, 196.45, 197.15, 197.45, 198.15, 198.45, 199.15, 199.45, 200.15, 200.45, 201.15, 201.45, 202.15, 202.45, 203.15, 203.45, 204.15, 204.45, 205.15, 205.45, 206.15, 206.45, 207.15, 207.45, 208.15, 208.45, 209.15, 209.45, 210.15, 210.45, 211.15, 211.45, 212.15, 212.45, 213.15, 213.45, 214.15, 214.45, 215.15, 215.45, 216.15, 216.45, 217.15, 217.45, 218.15, 218.45, 219.15, 219.45, 220.15, 220.45, 221.15, 221.45, 222.15, 222.45, 223.15, 223.45, 224.15, 224.45, 225.15, 225.45, 226.15, 226.45, 227.15, 227.45, 228.15, 228.45, 229.15, 229.45, 230.15, 230.45, 231.15, 231.45, 232.15, 232.45, 233.15, 233.45, 234.15, 234.45, 235.15, 235.45, 236.15, 236.45, 237.15, 237.45, 238.15, 238.45, 239.15, 239.45, 240.15, 240.45, 241.15, 241.45, 242.15, 242.45, 243.15, 243.45, 244.15, 244.45, 245.15, 245.45, 246.15, 246.45, 247.15, 247.45, 248.15, 248.45, 249.15, 249.45, 250.15, 250.45, 251.15, 251.45, 252.15, 252.45, 253.15, 253.45, 254.15, 254.45, 255.15, 255.45, 256.15, 256.45, 257.15, 257.45, 258.15, 258.45, 259.15, 259.45, 260.15, 260.45, 261.15, 261.45, 262.15, 262.45, 263.15, 263.45, 264.15, 264.45, 265.15, 265.45, 266.15, 266.45, 267.15, 267.45, 268.15, 268.45, 269.15, 269.45, 270.15, 270.45, 271.15, 271.45, 272.15, 272.45, 273.15, 273.45, 274.15, 274.45, 275.15, 275.45, 276.15, 276.45, 277.15, 277.45, 278.15, 278.45, 279.15, 279.45, 280.15, 280.45, 281.15, 281.45, 282.15, 282.45, 283.15, 283.45, 284.15, 284.45, 285.15, 285.45, 286.15, 286.45, 287.15, 287.45, 288.15, 288.45, 289.15, 289.45, 290.15, 290.45, 291.15, 291.45, 292.15, 292.45, 293.15, 293.45, 294.15, 294.45, 295.15, 295.45, 296.15, 296.45, 297.15, 297.45, 298.15, 298.45, 299.15, 299.45, 300.15, 300.45, 301.15, 301.45, 302.15, 302.45, 303.15, 303.45, 304.15, 304.45, 305.15, 305.45, 306.15, 306.45, 307.15, 307.45, 308.15, 308.45, 309.15, 309.45, 310.15, 310.45, 311.15, 311.45, 312.15, 312.45, 313.15, 313.45, 314.15, 314.45, 315.15, 315.45, 316.15, 316.45, 317.15, 317.45, 318.15, 318.45, 319.15, 319.45, 320.15, 320.45, 321.15, 321.45, 322.15, 322.45, 323.15, 323.45, 324.15, 324.45, 325.15, 325.45, 326.15, 326.45, 327.15, 327.45, 328.15, 328.45, 329.15, 329.45, 330.15, 330.45, 331.15, 331.45, 332.15, 332.45, 333.15, 333.45, 334.15, 334.45, 335.15, 335.45, 336.15, 336.45, 337.15, 337.45, 338.15, 338.45, 339.15, 339.45, 340.15, 340.45, 341.15, 341.45, 342.15, 342.45, 343.15, 343.45, 344.15, 344.45, 345.15, 345.45, 346.15, 346.45, 347.15, 347.45, 348.15, 348.45, 349.15, 349.45, 350.15, 350.45, 351.15, 351.45, 352.15, 352.45, 353.15, 353.45, 354.15, 354.45, 355.15, 355.45, 356.15, 356.45, 357.15, 357.45, 358.15, 358.45, 359.15, 359.45, 360.15, 360.45, 361.15, 361.45, 362.15, 362.45, 363.15, 363.45, 364.15, 364.45, 365.15, 365.45, 366.15, 366.45, 367.15, 367.45, 368.15, 368.45, 369.15, 369.45, 370.15, 370.45, 371.15, 371.45, 372.15, 372.45, 373.15, 373.45, 374.15, 374.45, 375.15, 375.45, 376.15, 376.45, 377.15, 377.45, 378.15, 378.45, 379.15, 379.45, 380.15, 380.45, 381.15, 381.45, 382.15, 382.45, 383.15, 383.45, 384.15, 384.45, 385.15, 385.45, 386.15, 386.45, 387.15, 387.45, 388.15, 388.45, 389.15, 389.45, 390.15, 390.45, 391.15, 391.45, 392.15, 392.45, 393.15, 393.45, 394.15, 394.45, 395.15, 395.45, 396.15, 396.45, 397.15, 397.45, 398.15, 398.45, 399.15, 399.45, 400.15, 400.45, 401.15, 401.45, 402.15, 402.45, 403.15, 403.45, 404.15, 404.45, 405.15, 405.45, 406.15, 406.45, 407.15, 407.45, 408.15, 408.45, 409.15, 409.45, 410.15, 410.45, 411.15, 411.45, 412.15, 412.45, 413.15, 413.45, 414.15, 414.45, 415.15, 415.45, 416.15, 416.45, 417.15, 417.45, 418.15, 418.45, 419.15, 419.45, 420.15, 420.45, 421.15, 421.45, 422.15, 422.45, 423.15, 423.45, 424.15, 424.45, 425.15, 425.45, 426.15, 426.45, 427.15, 427.45, 428.15, 428.45, 429.15, 429.45, 430.15, 430.45, 431.15, 431.



صوتنا من الداخل

parle et se joue

KIOSQUE

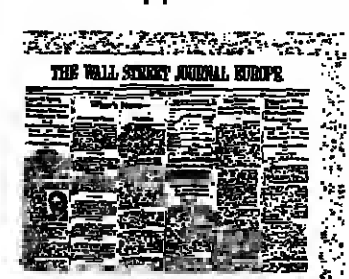
LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997 / 31

# Les Etats-Unis saisis de vertige face à l'« affaire » des écoutes

Selon l'édition européenne du quotidien américain « The Wall Street Journal », les pratiques de l'ex-cellule de l'Elysée font apparaître le Watergate comme « un jeu d'enfant »

LA PRESSE américaine, qui s'y connaît en « affaires », en tout genre et qui a à son actif la démission d'un président de la République - Richard Nixon, impliqué dans le scandale du Watergate à la suite des révélations du *Washington Post* -, éprouve, ces jours-ci, un sentiment de vertige face à ce que nous appelons en France l'« affaire » des écoutes de l'Elysée. Sous le titre « Le Watergate de la France », le *Wall Street Journal Europe* consacrait, le 17 avril, un éditorial à ce scandale, estimant que certaines des récentes révélations font apparaître le Watergate comme « un jeu d'enfant ».

« Cette utilisation impudique, par le régime de Mitterrand, d'une surveillance de ceux qui en étaient les critiques ou les détracteurs, porte un coup sérieux à la démocratie », affirme-t-il. « Jacques Chirac et son gouvernement, ajoute le *Wall Street Journal*, feraient bien de purger ce chapitre ignominieux de l'histoire de la France en rendant publics l'ensemble des faits relatifs à cette affaire ». Cela pourrait permettre aux prochains gouvernements, ajoute le quotidien américain, de regagner la confiance de l'opinion publique.



si altérée au cours de la V<sup>e</sup> République. D'une manière générale, les journaux américains soulignent, à l'occasion de cette « affaire », les « excès monarchiques de la V<sup>e</sup> République, son manque de responsabilité démocratique et de transparence ». A la lecture de ces commentaires très sévères - comment ne se seraient-ils pas ? - reviennent, comme écho, les jugements de

la presse française au moment de l'affaire du Watergate. Le jour même du départ de Richard Nixon de la Maison Blanche, le 9 août 1974, André Fontaine écrivait dans *Le Monde* : « On ne le savait plus, on ne voulait plus le croire. Mais il y a encore, au milieu, une nation sur cette terre où la loi, décidément, est plus forte que les hommes, où à peine nommé par un président, des juges sont capables de lancer des réquisitions contre lui, où un parti peut préférer la manifestation de la justice au maintien d'un des siens au pouvoir. »

Manifestement la France, à en juger par l'« affaire » des écoutes de l'Elysée, mais aussi par d'autres qui sont instruites actuellement, n'a pas su tirer les leçons du Watergate. Préfaisant l'ouvrage *The End of a Presidency* consacré à la couverture, par le *New York Times*, de l'affaire du Watergate, le célèbre jour-

## EN VUE

■ Salvatore Gravano, lieutenant du gangster John Gotti, dévoile des secrets de la « famille » la plus puissante des Etats-Unis en prime time sur la chaîne de télévision américaine ABC. Salvatore, surnommé « Sammy le taureau », fait la promotion du livre de Peter Maas *Underboss*, basé sur des entretiens qu'il a accordés à l'écrivain. Gravano, qui vit caché alors que la mafia a mis sa tête à prix (5,6 millions de dollars), avoue le meurtre de dix-neuf personnes dont celui de son beau-frère et de son meilleur ami.

■ L'acteur noir Sidney Poitier, qui a été rendu célèbre par le film *Devine qui vient dîner ce soir*, a accepté, à soixante-dix ans, un nouveau rôle : ambassadeur des Bahamas auprès du Japon. Poitier, qui a toujours gardé la double nationalité américaine et des Bahamas, vient de présenter ses lettres de créances à l'empereur du Japon Hirohito.

■ Stella McCartney, fille de l'ex-Beatles Paul et de la végétarienne la plus connue de Grande-Bretagne, Linda, vient d'être nommée styliste en chef de la maison de couture Chloé à Paris. Elle remplace à ce poste Karl Lagerfeld. Ce dernier a réagi : « Je pensais que la maison Chloé allait choisir un nom célèbre. Ce qu'elle a fait - mais dans le monde de la mode, pas dans celui de la mode - », dit-il, qui a vingt-cinq ans et est diplômée que depuis dix-huit mois de la fameuse école de design St Martin's school de Londres, avoue avoir été inspirée dès l'enfance par la garde-robe de sa mère qui s'habillait presque exclusivement chez Chloé.

## DANS LA PRESSE

### EUROPE 1

■ **Alain Duhamel**  
■ Lionel Jospin sait que la partie ne sera pas facile. La gauche n'est pas favorite. Si Jacques Chirac dissout l'Assemblée nationale, c'est en fonction des échéances européennes, mais c'est surtout parce qu'il pense que la majorité peut gagner plus aisément dans un mois que dans un an (...). Si l'élection avait eu lieu à sa date normale, le clivage européen aurait été hégémonique. A partir du mo-

ment où il y a dissolution, le dualisme classique, l'éternelle opposition gauche-droite, va ressurgir. Pour le Parti socialiste, cela vaut mieux que si la question de l'euro avait été au centre du débat.

### LES ÉCHOS

■ **Nicolas Bayot**  
■ Reste un argument, déterminant celui-là. Ces élections anticipées que l'on annonce permettront à la France, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, de ne pas subir la longue paralysie qui précède toujours un scrutin national. Or le pays est loin d'avoir effectué sa mutation. Plusieurs ré-

formes ont été engagées, bien ou mal. Mais aucune n'est achevée, ni la réforme de la santé, ni celle des armées et des industries de la défense. Ni la réforme de la justice, encore moins celle de la fiscalité et de l'Etat. Toutes ces réformes sont nécessaires, chacune d'admet, droite et gauche confondues. En juin prochain, la France pourra s'y plonger alors qu'elle risquerait de s'arrêter.

### LA TRIBUNE

■ **Pascal Aubert**  
■ Le piquant de l'affaire est que l'Elysée et Matignon vont devoir trouver les mots pour expliquer

aux Français qu'il est impossible aujourd'hui de gouverner et de réformer tranquillement avec une majorité parlementaire sans précédent depuis trente ans. Pour les convaincre dans le même mouvement que demain, paradoxalement, une majorité plus resserrée aura les mains plus libres. L'exercice relève du grand art.

### FINANCIAL TIMES

■ Deux raisons sont avancées pour ces élections anticipées. La première, c'est que le terme des cinq ans de la nouvelle législature devrait coïncider exactement avec le terme du mandat du président

Chirac. (...) La seconde, c'est que le président français souhaite que l'incertitude électorale soit derrière lui avant que ne commence cet hiver crucial au cours duquel seront désignés les pays qui entreront dans l'euro (...). Les risques sont considérables. Une élection en mai ou juin pourrait, d'ores et déjà, mettre en péril le calendrier, sinon le résultat, de la conférence intergouvernementale européenne et la privatisation, très délicate, de Thomson. Le pari, si Jacques Chirac décide ces élections anticipées, est un pari qu'il ne peut pas se permettre de perdre.

Franck Nouchi

MARDI 22 AVRIL

## TF 1

16.30 Dingo de toi. Série. (2/2)  
20.00 Les 1001 nuits.  
17.00 Melrose Place. Reunion.  
18.00 Les 1001 nuits.  
18.00 Sous le soleil.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal.  
L'image du jour, Tiercé.

20.45

**LES AVENTURES DE RABBI JACOB** ■  
Film de Gérard Corbiau.  
avec Louis de Funès, Marcel Dalio  
(1973, 100 min). 873445  
Excellente satire des préjugés  
xénophobes et racistes  
de la société française.

22.25

**LE MONDE DE LÉA**  
Magazine présenté par Paul Amé.  
(30 min). 880200  
0.15 et 0.55, 2.00, 3.05, 4.10  
TF 1 nuit.  
0.30 Reportages. Magazine.  
Après la rue... la vie  
(rediff. 30 min). 9554188  
L'ARIS (Agence de  
recherche économique  
et sociale) propose du  
travail aux SDF plutôt  
qu'un assistant.

1.05 Une classe. Documentaire (re-  
diff. 2.30 et 4.20). Histoire sexuelle.  
Documentaire (rediff. 3.55). Les Aven-  
tures de Jean-Paul Sartre. Série.  
(2/2) (rediff. 3.58). Musique. Concert  
(30 min).

## France 2

16.50 Des chiffres  
et des lettres. Jeu.  
17.20 Le Prince de Bel Air.  
Série. Cinéma.  
17.50 Harley, cœur à vie.  
18.45 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 2.35 Studio Gabriel.  
Julien Clerc.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 Journal.  
A cheval !, Météo.

20.55

**LES ENFANTS DU SILENCE** ■  
Film de Randa Haines, avec William  
Hurt, Marlee Matlin, Piper Laurie  
(1986, 125 min). 7098483  
23.00 Les films qui sortent  
le lendemain dans  
les salles de cinéma.

23.10

**OSTERMAN WEEK-END** ■  
Film de Sam Peckinpah, avec Roger  
Haas (1963, 100 min). 882803  
D'après un roman de Robert  
Ludlum, un film terrible sur le  
mensonge et l'utilisation néfaste  
de la télévision et de la vidéo.  
0.50 Au bout du compte.  
0.55 Journal. Bourse, Météo.  
1.15 Le Cercle de minuit.  
Magazine. Cinéma. Invités :  
Eric Neuman et Jacques  
Lebas, Jérôme Clément.  
3.05 Little Karma. Documentaire. 3.55  
24 heures d'Info. 4.10 Météo. 5.30  
Cité et Champs. L'architecte d'or  
(30 min).

1.05 Little Karma. Documentaire. 3.55  
24 heures d'Info. 4.10 Météo. 5.30  
Cité et Champs. L'architecte d'or  
(30 min).

## France 3

16.20 Questions pour  
un champion. Jeu.  
18.50 et 1.25  
Un livre, un jour.  
Histoire de l'épave,  
de Joseph Pérez.  
18.55 Le 19-20  
de l'information.  
20.00 Météo.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

20.50

**LES GRANDS CIRQUES DU MONDE**  
Documentaire.  
Circus Moira Orfei (Italie)  
et Circus Buch (Allemagne).  
(1995, 105 min). 886800  
22.25 Mr. Bean. Série.  
Le mini-golf de Mr. Bean.  
22.55 Journal, Météo.

23.25

**► VU DE PRÈS**  
Documentaire de Jon Palfreman.  
Soucis siamoises.  
(30 min). 2488242  
Deux soucis siamoises,  
originairement de la Thaïlande, ont  
été recueillis par une famille  
américaine. Reelles par le  
bassin, elles devront subir une  
opération délicate : la  
séparation des deux corps.  
0.20 Cinéma étoiles.  
Présenté par Christian Nève  
et Claire Gormy.  
(30 min). 800880  
0.50 Reportages à l'IV. (rediff.).  
30 min de 1.20. Musique. Maga-  
zine. De Jack à Barack, confiden-  
tiales pour piano. 1.30 La Grande Aventure  
de James Capaldi. Reunion. (30 min).

## La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Habitats  
aquatiques : Éblouissantes richesses de l'île Christmas.  
18.50 50 jours pour 50 Palmes. (24/50) 1970.  
19.00 Irmak. Série. (2/2) Marchands d'esclaves.  
19.30 7/2. Délinquants seuls : comment éviter la  
récidive ?  
20.00 Archimède. Magazine (30 min). 2938  
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

**LA VIE EN FACE : LE BOURGMESTRE A DIT**  
Documentaire (1996, 45 min). 886398  
Saint-Joseph-Nord est la plus petite et la plus  
pauvre commune de Bruxelles. L'octogénaire  
humaniste Guy Cadell, bourgmestre depuis  
cinquante ans, assume ouvertement sa volonté de  
défendre le social dans sa commune, où deux  
habitants sur trois sont d'origine étrangère.

21.30

**COMEDIA : WILLIAM SHAKESPEARE**  
Lire page 30.  
21.35 Shakespeare, des rois dans la tempête.  
Documentaire de Claude Mouriss.  
(90 min). 2578803  
William Shakespeare à travers des  
extraits des extraits de films et de mise en  
scène de référence.  
22.35 Richard II. Théâtre. Drame en cinq actes de  
William Shakespeare, mise en scène et  
réalisation de Deborah Warner et Fiona Shaw  
(1996, 105 min). 1320174  
0.45 ► Le Diable probablement ■  
Film de Robert Bresson, avec Antoine Monnier,  
Tina Tassari (1977, rediff., 95 min). 5546884  
2.20 Jojo la Prite. Court métrage  
(1996, rediff., 20 min). 1540205

## M 6

17.30 Classe mamequin.  
Série.  
18.05 Agence Acapulco.  
Série.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
La mère de la marée.  
19.54 Six minutes  
d'information.  
20.00 Notre belle famille.  
Série. Leçon d'aviation.  
20.35 E = M 6 Junior.

20.50

**LA COCCINELLE À MONTE-CARLO** ■  
Film de Vincent McEvety.  
avec Dean Jones, Julie Sommers  
(1977, 115 min). 322718  
Troisième épisode des aventures  
de la petite voiture.

22.45

**PRISON DE FEMMES**  
Téléfilm de Jean Arthur, avec  
Judith Light, Stacy Keach  
(195 min). 8518629  
Le combat d'une détenue qui  
décide de se révolter contre les  
pratiques abusives des gardiens  
à l'égard des prisonnières.  
0.30 Zone interdite.  
Magazine (rediff.).  
2.20 Culture pub. Les nouveaux  
gourous de la politique (rediff.). 2.45 Hot  
zone (rediff.). 3.15 Les Contes. Docu-  
mentaire. Charlotte Coureau. 3.40  
Jazz à l'Al Jazaro. Jazz à Vienne 1996  
(rediff.). 4.40 Météo du jour (rediff.). 5.45  
Fan de (rediff., 25 min).

## Canal +

15.40 Légendes d'automne ■  
Film d'Edward Zwick (1995,  
130 min). 8184280  
17.50 ► Les Jules... chienne  
de vie ! Dessin animé.  
► En clair jusqu'à 20.30  
18.35 Best of Nulle part  
allieurs. Magazine.  
Invités : Valérie Lericier,  
André Dussollier,  
Blackstreet.

20.15

**FOOTBALL.**  
En direct. Demi-finale retour  
de la Coupe de l'UEFA :  
Monaco - Inter de Milan.  
20.30 Coup d'envoi : A la mi-temps,  
Basel - ASVEL - Barcelone  
(135 min). 77532

23.15

**AVEC LES FÉLICITATIONS DU JURY**  
Film d'Alex Kechichian, avec Joe Pesci  
(1994, 99 min). 4572058  
Un étudiant pressé de réussir  
perd sa thèse. Un clochard la  
trouve et exige d'être logé pour  
la rendre. Une comédie  
vaguement humaniste où Joe  
Pesci est dirigé à contre-emploi.  
0.55 Neuf mois  
Film de Patrick Braoudé  
(1994, 105 min). 42408830  
2.40 Radio Rebels  
Film de Michael Lehmann  
(1994, v.o., 89 min). 8847217

## Radio

### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.  
Jacques Henin (2/2).  
20.30 Archipel méditerranéen.  
En direct et en public.  
France-parler sur le  
Méditerranéen :  
A quel ça sert ?  
22.40 Nuits magnétiques.  
Librairie en trompe-l'œil  
(1/4).  
0.05 Du jour au lendemain, Jean  
Echenoz (un an), 0.48 Les Nuits de  
musique. 1.00 Les Nuits de  
France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.30 Concert.  
En direct du théâtre des  
Champs-Élysées, à Paris, par le  
chœur symphonique de  
Nîmes et de la Communauté  
française et l'Orchestre  
philharmonique de Liège et de  
la Communauté française de  
Belgique, dir. Pierre  
Barbier. Denis Menier,  
chef de chœur : Œuvres de  
Foussac, Marinon,  
Tournement.  
23.07 Musique pharcel.  
Œuvres de Rosenhall.  
23.07 Alouche Chœur.  
0.00 Des notes sur la guitare.  
Œuvres de Diabelli, Ponce, Saumel,  
de Cabezón. 1.00 Les Nuits de  
France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées  
de Radio-Classique.  
Concert enregistré le 16  
Octobre 1996, à la Salle Pleyel,  
par l'Orchestre de Paris, dir.  
Karl Sanderling. Œuvres de  
Brahms : Concerto pour  
violon et violoncelle op. 102 ;  
Symphonie n° 1 op. 68.  
22.40 Les Soirées (suite). Œuvres  
de Bach, Grieg, Albin, 0.00  
Les Nuits de Radio-Classique.

## TV 5

20.00 Envoyé spécial  
(France 2 du 17/4/97).  
21.30 Perfecto. Magazine.  
21.55 Météo.  
des ciné-concours.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Bouillon de culture  
(France 2 du 18/4/97).  
23.45 Viva... magazine.  
0.30 Solis 3 (France 3).

20.35

**Planète**  
20.35 Vol au-dessus  
des nuages. (3/11).  
Aventure, vengeance dans  
le Pacifique.  
21.25 Live, c'est vivre.  
Réalité sur  
Seine-Saint-Denis.  
22.20 Yanis Go Home.  
Élections sous  
haute surveillance.  
23.00 L'Assier  
de Robert Combas.  
23.15 Rembrandt,  
querelles d'experts.  
0.05 Apartheid. (1/2).

## Animaparc

21.00 Mon sauvage.  
Créature du jour  
et de la nuit.  
21.30 Filouter le dauphin.  
22.00 Le Joyau du continent.  
23.00 From the Horse  
Mouth.  
23.30 Singes d'Amazonie.

## Paris Première

20.00 et 0.05  
20 h Paris Première.  
Marta Padgett.  
21.00 Le Ciel Sirocco. Magazine.  
22.00 Le J.T.S. Magazine.  
22.30 Sans frontières ■  
Films de Michel Deville  
(1997, 95 min). 2408888

23.10

**France Supervision**  
20.10 Haute couture  
printemps-été 97.  
20.30 CinéAct. Magazine.  
20.45 Edison Cordéon.  
Concert (60 min). 8137944  
21.45 Pourquoi pas ? ■  
Film de Claude Sarrault  
(1997, 90 min). 8548071  
23.15 Des religions  
et des hommes.  
L'Église orthodoxe :  
la schisme de 1054.  
23.30 London Brans.  
D'Orville Mille.

## Ciné Cinéfil

20.30 Le Secret  
de Mayetling ■  
Film de Jean Delannoy (1949,  
95 min). 888377  
22.05 La Chasse  
(La Caza) ■  
Film de Carlos Saura (1966,  
N., v.o., 85 min). 1784803  
23.30 Prélude à la gloire ■  
Film de Georges Lacombe  
(1949, N., 100 min) 57182700

## Ciné Cinémas

20.30 I Want  
to Go Home ■  
Film d'Alain Resnais  
(1988, 105 min). 8884531  
22.15 Le Bûcher  
des vanités ■  
Film de Jean de Palma (1996,  
125 min). 8879819  
0.20 Les Gendarmes  
Film de Donald Peter  
(1995, 105 min). 4832887

## Festival

20.30 Sans rancune.  
Place de théâtre en deux actes  
de Sam Robert et Ron Clark.  
Mise en scène de Pierre  
Morisy. Également au Théâtre  
du Palais-Royal en 1992. Avec  
Roland Girard, Nicole Collin.  
22.45 Éclats de famille.  
rediff. de Didier Grousset  
(1994, 85 min).

## Série Club

20.15 L'île aux naufragés.  
Not Guilty.  
20.40 Le Club. Magazine.  
20.45 Buck Rogers.  
Un amour de princesse.  
21.35 et 1.30  
Constance et Vicky.  
22.30 Sherlock Holmes.  
Le portrait hamé.  
23.00 Les Dames de cœur.  
Le gang du troisième âge.  
23.50 Chapeau melon  
et bottes de cuir.  
Haute tension.

## Canal Jimmy

21.00 Spin City.  
Une étoile est née.  
21.30 Le Fugitif.  
Mort d'un petit coq.  
22.15 Chronique de la route.  
22.20 Tour de France  
2000.  
23.15 Star Trek : la nouvelle  
génération. L'ennemi  
de la mort (v.o.).  
0.00 V.R.S. Vies parallèles (v.o.).  
0.45 L'Homme invisible.  
Le maître de vision (30 min).

## Disney Channel

19.30 Dinosaures.  
Dino-smat.  
20.10 L'incroyable Voyage  
Film de Dan Gheesbrouck  
(1996, 90 min). 8280464  
21.40 Animalment votre.  
22.10 Thunder Alley.  
22.35 Les Histoires secrètes  
d'Enid Blyton.  
23.05 Opération Mozart.  
23.35 Zorro.  
Zorro amoureux.

## Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.  
20.55 Myrtille rencontre.  
Téva et Christian L.  
Nelly (100 min)  
22.35 Murphy Brown.  
Mozart sur Potomac.  
23.00 Téva déjeune. Magazine.  
0.00 Téva spectacle (90 min).

## Eurosport

18.30 Basket. En direct.  
O. Lygiana-Olympiques  
(90 min).  
20.00 In Extremis.  
20.25 Basket. En direct.  
ASVEL-Barcelone (95 min).  
22.00 Tennis.  
Open messieurs  
de Monte-Carlo.  
2<sup>e</sup> jour (90 min). 1386826  
22.30 Football.  
0.00 Basket-ball (90 min).

## Voyage

19.55 et 23.25  
Chronique Lanzmann.  
20.00 et 23.30 Suivez le guide.  
22.00 Au-delà des frontières.  
Découvrir Berlin de A à Z.  
22.30 L'Heure de partir (90 min).

## Muzzik

21.00 Symphonie n° 9,  
de Chostakovitch.  
Concert enregistré au  
Philharmonie Concert Hall de  
Munich (90 min). 875  
21.30 Symphonie n° 10,  
de Chostakovitch.  
Concert enregistré au  
Philharmonie Concert Hall de  
Munich (90 min). 87588  
22.25 Dvorak et Brahms.  
concertos pour violon.  
Concert enregistré en 1993  
(60 min). 887238  
23.25 Les Instantanés  
de la danse. Magazine.

## Chaînes d'information

**CNN**  
Information en continu, avec, en  
soirée : 20.00 et 23.00 World Busi-  
ness Today. 20.30 et 22.00, 2.00  
World News. 21.00 Larry King Live.  
23.30 tonight. 23.30 World Sports. 0.00  
World View. 1.30 Moneyline. 2.30  
The Most Toys.

## Euronews

Journaux toutes les demi-heures,  
avec, en soirée : 19.55, 19.55, 20.15,  
20.45, 21.15, 22.45 Économie. 23.20,  
20.20, 21.20, 22.20 Analyse. 19.30,  
20.30, 21.30, 22.30, 23.30, 24.30  
23.30, 23.30 Europe. 19.30, 20.30,  
21.30, 22.30 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No  
Comment. 23.45 Cinema. 0.45 Visa.  
1.45 Style.

## LCI

Journaux toutes les demi-heures,  
avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Car-  
issime Durand. 20.15 et 20.45 Le  
18-21. 20.50 et 22.50 Le Grand Jour-  
nal. 21.10 et 22.10 Le Journal du  
Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal  
de l'économie. 21.34 Cinéma. 21.42  
Talk Contact. 0.15 Le Débat.

## LES CODES DU CSA

■ Accord parental  
souhaitable.  
■ Accord parental  
indispensable ou  
interdit aux moins de 12 ans.  
■ Public adulte ou  
interdit aux moins de 16 ans.

## Les films sur les chaînes européennes

**RTL 9**  
20.30 Shema, reine de la jungle. Film de John Guillermin  
(1954, 120 min). Avec Tanya Roberts. Aventures.  
22.30 Le Duel des algues. Film de Fritz Kirsch (1992,  
105 min). Avec Anthony Michael Hall. Drame.  
23.30 Mon père avait raison. Film de Sacha Guitay (1936,  
N., 95 min). Avec Sacha Guitay. Comédie.

## TMC

20.35 Romulus et Rémus. Film de Sergio Corbucci (1962,  
110 min). Avec Steve Reeves. Aventures.

## TSR

20.35 Police Academy. Film de Hugh Wilson (1983,  
100 min). Avec Steve Guttenberg, GW Bailey, George  
Garnes. Comédie.

## Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour.

## Signification des symboles :

► Signalé dans « Le Monde  
Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds  
et les malentendants.

## Une vie dissolue

par Pierre Georges

UNE SEMAINE d'absence et tout est repopulé. Mobilisation ici. Mobilisation là. Mobilisation partout. Les états-majors s'activent. Les candidats se font tirer le portrait et cherchent d'urgence des imprimeurs. Les militants sont rappelés au service actif. Même les territoriaux.

La dissolution n'est pas la guerre. Mais cela y ressemble vaguement. Ne manquent plus à l'appel que l'ordre de marche donné par le président, article 12, le « Aux urnes, citoyens », qui, ce lundi soir à la télévision, devrait signifier l'ouverture des hostilités. Et, sauf à supposer – ce serait assez comique –, que Jacques Chirac annonce que la dissolution est dissoute dans l'atmosphère, l'affaire semble bien engagée. Nous irons voter. En mai, en juin ? Mais nous irons choisir nos champions, nos couleurs, nos élus, dans cette interruption volontaire d'Assemblée. La fleur au vote ? C'est une autre histoire.

A ce propos d'ailleurs, une protestation. On nous cache tout ! Au cours de ce matin, le numéro 27 de la Lettre du gouvernement. En date du 16 avril. Donc encore tiède, à peine sortie du four et des presses de Matignon. Or, sur quel titre cette publication que l'on pourrait supposer plutôt bien informée des projets et grandes manœuvres en route ? C'est simple. Sur « Un schéma national pour dessiner la France de 2015 ». Formidable sens de l'actualité ! 2015, l'odyssée du schéma. De dissolution, d'élections anticipées, pas un mot. Certes on sait que, constitutionnellement, l'affaire ne relève pas de Matignon. Mais tout de même, cela en dit long sur la fiabilité de la presse de pouvoir. Pour le reste, force est de consta-

ter que la majorité mène une vie politique parfaitement dissolue. Devant l'annonce en effet, ou plutôt devant cette magnifique « opération de préparation de l'opinion à l'opportunité d'une dissolution », la seule question que se pose l'électeur est la suivante : pourquoi une majorité qui a la plus grande des majorités, et à peu près partout, s'obstine-t-elle à organiser des élections anticipées pour s'assurer la majorité ? Pourquoi une majorité court-elle prématurément après le pouvoir qu'elle a déjà, devant ainsi l'appel ? Tout cela manque-t-il d'humanité, de logique, n'étaient la règle du jeu politique et toutes les considérations que les analystes politiques dissèquent à satiété : chevauchement des calendriers, risques accrus dans quelques mois, sondages plutôt favorables, besoin d'une légitimation populaire sur les réformes, affaires à venir, pari de donner au président une majorité confirmée pour le « quinquennat » restant.

En fait, au travers de toutes ces explications, se profile presque l'idée d'une dissolution d'un type nouveau, d'une dissolution « de confort », pour de pures raisons d'opportunité. Absolument pas contestable sur le plan constitutionnel. Plus discutée sur celui des principes quand il n'y a ni crise, ni urgence. On ignore s'il existe un métabolisme des démocraties, voire des électeurs. Mais si tel est le cas, ces métabolismes seront dérangés, bousculés. Quand une majorité, si majoritaire, ne va pas au bout de son mandat, donc de son bilan, quand une opposition ne va pas au bout de son opposition, donc de son projet, on condamne l'électeur à ne pas aller au bout de sa réflexion et de son vote. Donc de son choix, précipité et, lui aussi, un peu dissous.

## Nouvelle baisse à Paris

LES VALEURS FRANÇAISES continuent à céder du terrain, lundi 21 avril, en fin de matinée, pénalisées par le retour de l'incertitude politique. En baisse de 1,23 % au début des échanges, l'indice CAC 40 abandonnait 0,97 %, à 2 522,91 points, à midi.

Quelques heures plus tôt, à la Bourse de Tokyo, les valeurs japonaises avaient terminé la séance en hausse. L'indice Nikkei était repassé pour la première fois depuis un mois au-dessus des 18 500 points, gagnant 199,52 points, soit 1,09 %, à 18 551,66 points.

Sur le front des changes, le franc était en repli face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3740 francs pour 1 deutschemark. Sur les marchés de taux d'intérêt, le contrat notional du Matif était en baisse sensible, cé-

dant 40 centimes à 128,32 points. Les taux à trois mois anticipés pour la fin du premier semestre remontaient fortement. Ils s'incrivaient à 3,67 % après être tombés jusqu'à 3,29 % mercredi 16 avril. Les opérateurs estiment que la Banque de France n'hésitera pas à relever ses taux directeurs si le franc subit d'importantes attaques.

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	21/04 Titres	Capitalisation en F
Colex	126140	3962046570
Alcatel Alsthom	286473	19058881
Elf Aquitaine	228353	123635751
Total	207315	957590730
L'Oréal	48871	93383389
Carrefour	25590	80173910
B.N.P.	311496	687653160
Lyonnais Eau	130197	68227253
Eaux (Cie des)	80076	59572511
Ada	169990	5638736310

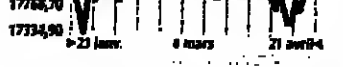
## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18552,10	+1,09	+4,18
Hong Kong Index	12941,20	+0,20	+6,76

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

17/07/96 17610,30 17708,70 17734,90

## Circulation alternée à Paris en cas de forte pollution

Les véhicules transportant au moins trois personnes y échapperont

JOËL THORAVAL, préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et Philippe Massoni, préfet de police, devaient préciser lundi 21 avril les modalités de mise en place des mesures de restriction de la circulation automobile dans Paris et sa périphérie immédiate – essentiellement la circulation alternée des véhicules – en cas de grave pollution atmosphérique (Le Monde du 13 mars). La décision avait été annoncée par Corinne Lepage, ministre de l'environnement, à l'Assemblée nationale le 11 mars après que la pollution dans la capitale ait atteint le niveau 2 de la procédure d'alerte, qui en compte trois au maximum.

Les pouvoirs publics ont décidé, en application de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, que la procédure sera déclenchée dès que le seuil d'alerte de niveau 2 sera dépassé. Les mesures entreront effectivement en vigueur si la pollution 2 persiste plusieurs jours et à plus forte raison si elle arrive au niveau 3. Il s'agit d'instaurer une circulation sélective en fonction des plaques minéralogiques des véhicules, selon qu'elles sont paires ou impaires. Les voitures, quelle que soit leur origine géographique, qui portent par exemple un numéro initial comme 214 pourront circuler les jours pairs alors que celles qui ont le numéro 139 ne seront autorisées que les jours impairs. La zone concernée est Paris intra-muros ainsi que l'ensemble des communes de proche banlieue desservies par le réseau ferré ou routier de transports en commun.

## COVOITURAGE

Des dérogations sont prévues, notamment pour les véhicules de livraison professionnels, les taxis, les bus, naturellement, ainsi que tous les véhicules accomplissant des missions d'urgence et de service public. Les motos seront également concernées par ces mesures. Enfin, on précise à la préfecture de région que ne seront pas soumises à ces contraintes les véhicules dans lesquelles ont pris place au moins trois voyageurs. Il s'agit de faciliter le covoiturage, pratique à laquelle ont jusqu'à présent peu recourus les Français. Les comptages révèlent que, sur

cent véhicules qui circulent dans Paris, cinquante-cinq n'ont à bord que le conducteur. Déjà, certaines sociétés d'autoroutes (par exemple sur l'A14 entre la Défense et Orgeval) offrent des abonnements gratuits aux usagers pratiquant le covoiturage.

MM. Massoni et Thoraval ont précisé que pendant les périodes où la circulation alternée sera en vigueur – ce qui, selon les constatations relevées, ne devrait arriver que deux ou trois jours par an au maximum –, l'utilisation des transports en commun sera gratuite. Les pouvoirs publics annonceront l'entrée en vigueur des mesures la veille dans l'après-midi, par voie de presse à grande échelle, après s'être assurés auprès des services météorologiques et des experts de l'air (l'organisme de surveillance de la qualité de l'air) de la réalité des risques.

Les services de la préfecture de police seront chargés de dresser les procès-verbaux à l'encontre des conducteurs en infraction – les « contractuelles » n'étant chargées que du contrôle du stationnement –, mais on précise que la phase « d'information et de persuasion » des automobilistes précédera la « phase des amendes ».

## 5 000 manifestants, à Alès, contre le Front national

CINQ MILLE PERSONNES ont défilé, samedi 19 avril à Alès, dans le Gard, pour protester contre une réunion publique du délégué général du Front national, Bruno Mégret. Une soixantaine d'associations, de syndicats et de partis politiques avaient organisé cette manifestation en la situant dans le prolongement du « réveil citoyen de Strasbourg ». Cette protestation « contre la haine et le racisme » avait reçu le soutien des représentants des Eglises catholique et protestante d'Alès, mais seuls des pasteurs s'étaient joints au cortège qui a parcouru dans le calme les rues de la cité minière. (Corresp.)

## Le gel de printemps provoque des dégâts dans des vignobles du Var

LA TEMPÉRATURE étant tombée dans la nuit du 17 au 18 avril à près de -5 degrés, le gel a atteint les bourgeons, qui étaient en avance dans leur floraison. Les pertes seraient de 50 % à 80 % de la récolte escomptée. Les vignerons sont des côtes-de-provence, des côtes de varnais et des coteaux d'Aix principalement. Le même phénomène aurait détruit plus de 80 % des récoltes de côtes-du-rhône sur le canton de Saint-Paul-Trois-Châteaux, dans le sud de la Drôme.

OTAN : les chefs d'état-major des armées des seize pays membres de l'OTAN ont réuni, mardi 22 et mercredi 23 avril, à Bruxelles pour déterminer la nouvelle architecture des grands commandements alliés, qui se veut plus ramassée et plus souple que l'actuelle et a donné lieu à d'après discussions au cours des derniers mois (Le Monde du 27 février). Au centre des entretiens, auxquels participe le général Jean-Yves Douin, chef d'état-major français des armées, le maintien des deux grands commandements stratégiques (Europe et Atlantique), la réduction à deux (Nord et Sud) du nombre des commandements régionaux (avec la disparition du quartier général de High Wycombe, en Angleterre) et la mise en place de PC sous-régionaux (en Norvège, au Danemark, en Grèce, en Turquie, en Italie et en Espagne, par exemple). Cette réorganisation des structures n'est pas acquise d'avance, en raison de la surenchère entre Etats. (AFP)

## Le maire communiste de Villejuif réélu

L. 24 580 ; V. 13 486 ; A. 45,13 % ; E. 13 166

Un g. (Pierre-Yves Cosnier, PCF, m.s.), 7 272 (55,23 %), 34 ÉLUS ; un d. (Daniel Richard RPR), 3 773 (28,65 %), 6 ÉLUS ; Verts (Alain Lippiez), 1 249 (9,48 %), 2 ÉLUS ; div. (Valérie Straud, div. g.), 872 (6,62 %), 1 ÉLU ; ext. g. (Luc Benzeau), 0.

[Pierre-Yves Cosnier, maire sortant et suppléant de Georges Marchais à l'Assemblée nationale, retrouve son siège dès le premier tour, comme en 1995. Son élection avait été invalidée par le Conseil d'Etat pour « manœuvres électorales ». Le FN a été le grand absent de ce scrutin, faute d'avoir pu fournir les attestations nécessaires pour deux de ses candidats. Sa non-participation n'aura pas profité au candidat de la majorité, dont le nombre de voix s'est au contraire accru. Alain Lippiez, représentant des Verts, officiellement investi par le PS pour les législatives, s'est présenté contre la liste Cosnier, à laquelle participaient les socialistes. Luc Benzeau (extrême gauche), accusé par neuf de ses collègues d'avoir usurpé leur signature, n'a pas diffusé ses bulletins de vote.

11 juin 1995 : L. 25 144 ; V. 14 125 ; A. 43,82 % ; E. 13 864.

Un g. (Cosnier), 7 172 (51,73 %); un d. (Richard), 4 175 (30,11 %); Verts (Lippiez), 1 308 (9,43 %); FN (Malien), 1 209 (8,72 %).

## CANTONALE EN HAUTE-CORSE

Canton de Venaco (1<sup>er</sup> tour)

L. 1 973 ; V. 1 327 ; A. 32,74 % ; E. 1 286

Paul Giacobbi, PRS, c.t., 585 (45,49%); Jean-Marc Cermolacce, RPR, 406 (31,57%); Paul Perfettini, PCF, c.t., m. 245 (19,05%); Jean Poli, UPC, 50 (3,88%); BALLOTAGE.

[Le canton de Venaco ne devait pas échapper à la gauche, dont le conseiller général sortant, François Giacobbi, sénateur (RDE), a occupé le siège pendant quarante-six ans d'office, jusqu'à son décès, le 7 mars 1997. Son fils, Paul Giacobbi, Parti radical-socialiste, est dès le premier tour proche de la majorité absolue. Le candidat du Parti communiste triple le score habituel de son parti.

22 mars 1992 : L. 1 596 ; V. 1 451 ; A. 9,08 % ; E. 1 426. François Giacobbi, MRG, 630 (44,18%); Jean-Marc Cermolacce, div. d., 323 (22,65%); Robert Alberti, PS, 290 (20,33%); Jean-Dominique Vincenzini, PC, 76 (5,33%); Jean-Louis Costa, CN, 67 (4,69%); Pierre Savelli, MPA, 29 (2,03%); Claude Liri, FN, 11 (0,77%).

TRANSAT-SERVICES : DES SERVICES EXTRA, AUJOURD'HUI, QUEL EXPATRIÉ SE CONTENTERAIT D'UNE SIMPLE "BANQUE-RELAIS" ENTRE LUI ET LA FRANCE ? SÛREMENT PAS VOUS. VOUS AVEZ BESOIN D'UNE BANQUE TRÈS PARTICULIÈRE, CAPABLE DE PRENDRE EN CHARGE ET DE GÉRER AU MIEUX DE VOS INTÉRÊTS VOTRE ÉPARGNE, VOTRE PATRIMOINE, VOS PLACEMENTS... TOUT EN TENANT COMPTE DE VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE ET GÉOGRAPHIQUE. CETTE BANQUE NORS OU COMMUNE EXISTE, C'EST LA BANQUE TRANSATLANTIQUE. ET AUJOURD'HUI AVEC TRANSAT-SERVICES, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE MET À VOTRE

**CTC Banque Transatlantique**

17, Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

سكنا من الامم



صكتا من الامل

CONJONCTURE  
Les incertitudes  
du projet  
de réforme fiscale  
en Allemagne  
page IV

ENJEUX  
Vouloir  
la croissance,  
c'est dissocier  
la notion de société  
et celle d'entreprise  
page V

# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 22 AVRIL 1997

ENQUÊTE  
La législation  
américaine  
a freiné  
les investissements  
étrangers  
à Cuba  
page VI

ANNONCES



CLASSÉES  
de la page VII  
à la page XIV

## La Russie chaotique

D O S S I E R

L'année 1997 doit être celle d'une « reprise de la croissance » en Russie, clament-ils au Kremlin, comme les années précédentes. Mais, en 1996, la récession s'est encore aggravée par rapport à 1995. Il se trouve pourtant des analystes en Russie pour croire, cette fois-ci, les prévisions officielles. L'idée courante est que, le PIB ayant été divisé par deux en cinq ans, il ne peut guère tomber plus bas ; et que, à défaut de retour à la croissance, il y aurait plus de chute de la production. La population se serait simplement installée dans la crise. Selon les sondages, cette population passe deux ou trois fois plus de temps qu'avant à cultiver les poteries de terre sur les fameuses lopins individuels ou fait des « petits bouillottes ». Une partie des Russes vit ainsi en autarcie, dans une économie qui s'est tiers-mondisée.

Au niveau de l'Etat, les revenus sont de plus en plus exclusivement tirés des exportations de gaz, de pétrole et d'autres matières premières. Une bonne part de ces revenus reste bloquée sur des comptes secrets ouverts à l'étranger (lesquels ont atteint 60 milliards de dollars en cinq ans, selon les estimations courantes).

Une des particularités du « tiers-monde » russe est que ses nouveaux pauvres sont souvent, outre des retraités ou des femmes seules, des enseignants, médecins ou chercheurs. Cela constituerait une des explications à leur célèbre « patience » : leur éducation les rendrait peu enclins aux révoltes. Les ouvriers non reconvertis, eux, sont retenus par la crainte de licenciements : même s'ils ne touchent presque plus de salaire de leurs entreprises en sommeil, ils en conservent certains avantages sociaux (logements, accès aux magasins de l'usine et à ses entrepôts, où il reste parfois quelque chose à voler).

▼ Oligarchie  
Les réformes promises se font attendre, alors que la corruption reste le principal obstacle à la croissance. Pourtant le pays devrait entrer au G7 en juin...

Le problème aujourd'hui est que, s'il veut réduire son déficit, le pouvoir est acculé à des réformes de structure, qui, mal conduites, risquent de supprimer ces pauvres « avantages ». En Russie comme ailleurs, les démunis sont plus menacés que ceux qui amassent des fortunes grâce à la corruption, phénomène aujourd'hui reconnu, y compris par Boris Eltsine, comme obstacle principal à la croissance. C'est aussi la cible prioritaire proclamée des réformes de structure promises.

L'an dernier, comme les années précédentes – sauf en 1992 –, le Kremlin ne s'est pas résolu à poursuivre les réformes promises. L'année 1993 fut consacrée à... bombarder le Parlement et à adopter une nouvelle Constitution. De 1994 à 1996, la politique de stabilisation monétaire a porté ses premiers fruits, mais il y eut aussi la guerre en Tchétchénie et les féroces luttes de clans autour du président. L'année

dernière, celle de sa réflexion suivie de sa maladie, « a vu l'économie délibérément sacrifiée sur l'autel de la politique », a reconnu Evgueni Iassine, ministre de l'économie. Jusqu'en mars dernier, peu de gens croyaient en une « résurrection » possible de Boris Eltsine et le spectre d'une nouvelle présidentielle donnait le frisson : celle de 1996 avait déjà été un terrible accélérateur de tendances négatives : augmentation des évasions de capitaux par crainte d'un retour des communistes, gel total des réformes, largesses fiscales promises à tour de bras et nouvelles envolées de cynisme politique.

C'est à ce moment de profond pessimisme dans les milieux réformateurs qu'un hebdomadaire économique, *Expert*, lançait un pavé dans la mare, en publiant en janvier une série d'études visant à prouver que l'ère du libéralisme en Russie serait close. Ceux-là mêmes qui l'avaient prôné auraient admis, dès 1995 selon *Expert*, que les désordres entraînés (effondrement des finances publiques, essor de l'économie de l'ombre et de la corruption) ne pouvaient être surmontés en Russie en introduisant « encore plus de libéralisme ». Alors qu'ils cherchaient auparavant (1992-1994) à distribuer le plus largement possible la propriété, ils se sont mis à favoriser sa concentration entre des mains « amies » : ce furent les fameux accords « prêts contre actions » dont ont bénéficié des groupes dirigés par les « jeunes loups » de la gestion russe (Menapet et Onexin en particulier).

Sophie Stihob  
(notre correspondante à Moscou)  
Lire la suite page II

- Une stabilisation économique acquise au prix d'un endettement coûteux p. II
- La gabegie du budget de l'Etat p. III
- Questions-réponses p. III
- Entretien avec Grigori Iavlinski (parti d'opposition Iabinski) p. III

## CHRONIQUE

par Erik Izraelewicz

### L'entreprise est sa marque

Quand elles se marient, les entreprises se trouvent, elles aussi, confrontées à un délicat problème, le choix de leur nom de famille. De plus, la décision ne dépend d'aucune règle ni loi. Les conjoints peuvent accoler leurs deux patronymes. Ils peuvent ne retenir que celui du mari ou celui de l'épouse, mais il est souvent difficile, dans le monde des affaires, de savoir qui est l'homme et qui est la femme. Ils peuvent enfin s'inventer un nouveau nom. C'est désormais la solution la plus fréquente. Les noms Adecco (Adia et Ecco), Dexia (Crédit local de France et Crédit communal de Belgique), Natexis (Crédit national et BFCE) et autres Novartis (Ciba-Geigy et Sandoz) en témoignent.

Avec la multiplication des fusions, cette affaire de patronyme n'est pas aussi anodine qu'il paraît à première vue. Le choix est tout d'abord révélateur des termes du mariage : un mariage d'amour, un mariage de raison entre partenaires égaux ou une union forcée. L'intérêt, croissant, porté à cette question et l'émergence de ces nouveaux noms traduisent aussi l'importance que prend, pour une entreprise, son patronyme. Une entreprise est de plus en plus une marque.

La solution de facilité consiste à conserver les noms des deux conjoints. C'est celle qu'avaient choisie, en 1995, les deux groupes pharmaceutiques britanniques Glaxo et Wellcome, réunis au sein de Glaxo-Wellcome. C'est aussi celle retenue, en 1996, par le suédois Pharmacia et l'américain Upjohn, devenus Pharmacia et Upjohn. C'est enfin celle adoptée au début de ce mois par Suez et la Lyonnaise des eaux, avec Suez-Lyonnaise des eaux. A priori, tout le monde y trouve son compte, les salariés comme les clients des deux conjoints. Ils conservent, les uns et les autres, leurs marques. En réalité, il ne s'agit bien souvent que d'une solution provisoire. Avec le temps, l'un des deux noms finit par l'emporter sur l'autre, le premier en général : à la Bourse comme dans les pharmacies, les professionnels disent Glaxo, et pas Glaxo-Wellcome.

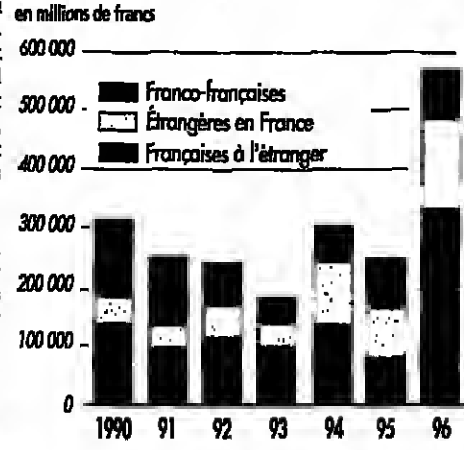
Le deuxième voie, celle où l'un des deux conjoints impose son nom à l'autre, révèle généralement un mariage si non mieux assumé, eo tout cas plus complet. C'est l'UAP qui va disparaître dans AXA. L'assureur ne l'a jamais caché : le nouveau groupe

doit tirer profit de cette alliance le plus rapidement possible : la fusion sera donc totale, jusque dans le nom. « Tout le monde sera AXA d'ici à l'an 2000, expliquait Claude Bédar, son PDG, la distribution de produits communs va débuter prochainement sous une marque commune AXA à travers le monde » (La Tribune du 13 mars).

L'autre direction, enfin, c'est la création d'un nouveau nom. C'est la solution la plus courante aujourd'hui. Ce sont les deux pharmaciens suisses, aux marques pourtant connues, Ciba-Geigy et Sandoz, qui disparaissent dans Novartis. Ce sont, dans le travail intérimaire, le français Ecco et le suisse Adia qui ont choisi pour nom de famille Adecco. C'est le Crédit local de France et le Crédit communal de Belgique qui se regroupent au sein de Dexia. C'est le Crédit national et la BFCE qui vont se mêler, en juin, dans Natexis. Ce type de solution permet d'éviter de froisser quelques susceptibilités. Mais ce n'est pas là son seul avantage. En fait, ce choix en faveur d'un « nom

simple, court, prononçable dans toutes les langues étrangères ou presque » – selon le cahier des charges fixé par les parents de Dexia à leurs « créatifs » – traduit l'importance que prend pour l'entreprise sa marque, son nom. C'est d'abord autour du nom que se crée, pour les personnels des entreprises concernées, sinon une famille, en tout cas une culture commune. Cette marque, c'est ensuite, pour les clients, industriels ou consommateurs de base, la garantie d'un produit clairement identifié, d'une offre globale. C'est l'une des raisons qui avaient conduit BSN à se faire baptiser Danone. C'est aussi l'une des motivations d'Adecco : le concurrent de Manpower veut pouvoir offrir aux grandes entreprises internationales un même service partout dans le monde. Il est important que celles-ci retrouvent partout le même logo. Derrière l'enseigne, il y a le même service.

Enfin, le nom commun est aussi un signal aux marchés, l'outil d'un contrat proposé aux actionnaires et aux prêteurs en tout genre. Dexia et AXA sont de très gros émetteurs sur les marchés internationaux de capitaux : leur nom à lui tout seul doit contribuer à alimenter, à Paris, à Tokyo et à New York, un climat de confiance. Dans une économie de plus en plus mondialisée, de plus en plus immatérielle et qui s'organise de plus en plus en réseaux, l'entreprise est aussi de plus en plus une marque.



Marché des fusions-acquisitions

Source : Magazine Fusions & Acquisitions

Le Monde  
Economie le lundi \*

Le Monde  
Emploi le mardi \*\*  
et la rubrique

Le Monde des  
Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous à ne pas manquer  
pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

Le Monde  
Economie  
page  
centrale  
SOPRA

ESSEC

M.S.

Onze formations d'expertise en un an

- M.S. Marketing Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Assurance-Finance
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Management Urbain, Environnement et Services
- M.S. Management Stratégique des Services
- M.S. Management des Industries Agro-Alimentaires, en partenariat avec l'INRA, l'INRA-PI et l'INRA-PI
- M.S. Stratégie et Ingénierie des Affaires Internationales, en partenariat avec l'ESSEC
- M.S. Management des Systèmes d'Information Répartis, en partenariat avec l'ESSEC

Clôture des Inscriptions : 12 mai 1997

Association loi 1901, Affiliée à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Yvelines-Val de Seine, Membre de la Fédération des Ecoles Supérieures de Commerce.

3 cycles  
Mastères  
Spécialisés

Votre choix  
professionnel

ESSEC  
18, rue de Valenciennes  
92001 Nanterre Cedex  
Tél. 01 34 43 30 83  
Fax 01 34 43 30 30

Contact  
Elyane Rosello  
tel. 01 34 43 30 83  
fax. 01 34 43 30 30

# Une stabilisation économique acquise au prix d'un endettement coûteux

La Russie est-elle enfin sur le point de réussir son entrée sur la scène économique internationale ? Si la stabilisation macro-économique récente y semble propice, la forte croissance de l'endettement intérieur, dans un contexte de dérapage majeur des finances publiques, inquiète tous les observateurs. En quelques mois, la stabilisation macro-économique, première étape indispensable à la transition vers le marché, s'est affirmée ; après avoir frôlé l'hyper-inflation en 1992, la Russie pourrait connaître une hausse des prix de 20 % en 1997. Les taux d'intérêt réels ont diminué. En dépit d'un déclin persistant de la production de pétrole, l'excédent commercial est, à 20 milliards de dollars environ, l'un des plus élevés au monde. Selon les rapports officiels, Moscou vient même d'afficher, au premier trimestre, un taux de croissance positif, pour la première fois depuis 1991.

Certes, les relevés statistiques doivent être manipulés avec prudence. Nombre d'économistes s'interrogent sur les nouvelles méthodes de calcul des services officiels et ne se risquent pas à donner d'estimations précises de la récession en 1996. La plupart considèrent néanmoins que le creux de la vague a été atteint et qu'une croissance modérée devrait être enregistrée cette année. La mauvaise prise en compte de l'économie parallèle aurait, en fait, surestimé l'ampleur de la récession des dernières années.

Indépendamment des incertitudes statistiques, le gouverneur de la banque centrale, Sergueï Doubinine, estime qu'il est aujourd'hui possible de desserrer quelque peu la politique monétaire, très rigide depuis deux ans, dans un sursaut de lutte contre l'inflation. Selon lui, la vitesse de circulation de la monnaie devrait continuer à se ralentir, et l'assouplissement des taux permettrait enfin d'augmenter le capital disponible pour les entreprises. Ce scénario optimiste permettrait de réduire le choc et les arriérés de paiements interentreprises. A partir de là, on se prend à rêver que les capitaux pourraient cesser de quitter le pays pour s'investir en Russie même. Selon Interpol, le rythme actuel des sorties de fonds illégaux atteindrait entre 1 et 2 milliards de dollars par mois.

Mais il est encore trop tôt pour pouvoir luer d'un tel enchaînement vertueux. Les banques locales trouvent des sources de profit bien plus fructueuses sur les

▼ La politique d'emprunts internes et internationaux pratiquée par Moscou n'est pas tenable sans une amélioration des rentrées fiscales

marchés des titres et dans le montage d'opérations politico-industrielles que dans le financement d'investissements productifs classiques. A l'occasion de l'assemblée annuelle de la BERD, qui s'est tenue les 14 et 15 avril à Londres, le Tout-Moscou de la finance était présent dans la capitale britannique, pour tenter d'associer des partenaires étrangers privés à leurs projets.

A l'intérieur du pays, si les rendements des obligations d'Etat (GKO) ont fortement baissé ces derniers mois (30 % environ en rythme annuel), ils demeurent attractifs compte tenu de la poursuite de la désinflation. Les GKO, dont le volume est passé de 3 % à 9 % du PIB entre 1995 et le début de 1997, financent plus des trois quarts du déficit budgétaire russe. Les banques russes, déçues par la baisse des taux, se tournent actuellement vers le marché ukrainien par exemple, pour trouver des rémunérations plus attractives. En attendant de voir si l'Etat russe ne sera pas prochainement contraint de servir des taux d'intérêt plus élevés, faute d'amélioration des finances publiques. A la Bourse de Moscou, dont la capitalisation est encore très modeste, les indices se sont récemment envolés, gagnant 60 % depuis le début de l'année.

Les gouvernements successifs de Viktor Tchernomyrdine n'ont pas ménagé leurs efforts pour parvenir à une normalisation des relations financières avec l'étranger. En avril 1996, quelques semaines après la conclusion d'un crédit « historique » de 10 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI), le pays a obtenu un rééchelonnement pluriannuel de sa dette extérieure publique. Celle-ci atteint actuellement 125 milliards de dollars environ, dont 25 milliards contractés depuis 1992, c'est-à-dire après la disparition de l'URSS. Un accord est également intervenu à la rentrée avec le Club de Londres ; il est en cours de finalisation avec les quelque 600 banques créditrices. A l'automne, surtout,

la Russie a reçu une notation étonnamment favorable de la part des agences comme Standard and Poor's et Moody's, lui permettant de se présenter sur les marchés internationaux des capitaux. Deux emprunts, de 1 milliard de dollars, puis de 2 milliards de marks, ont déjà été lancés, et de nouveaux sont en préparation. Une telle po-

litique d'emprunts internes et internationaux n'est tenable que si les rentrées fiscales s'améliorent. Sinon la Russie sera contrainte d'accroître ses emprunts, activant le dérèglement des structures économiques et le désencadrement des investisseurs. L'amélioration de la situation fiscale dépend bien sûr de la réforme du code des im-

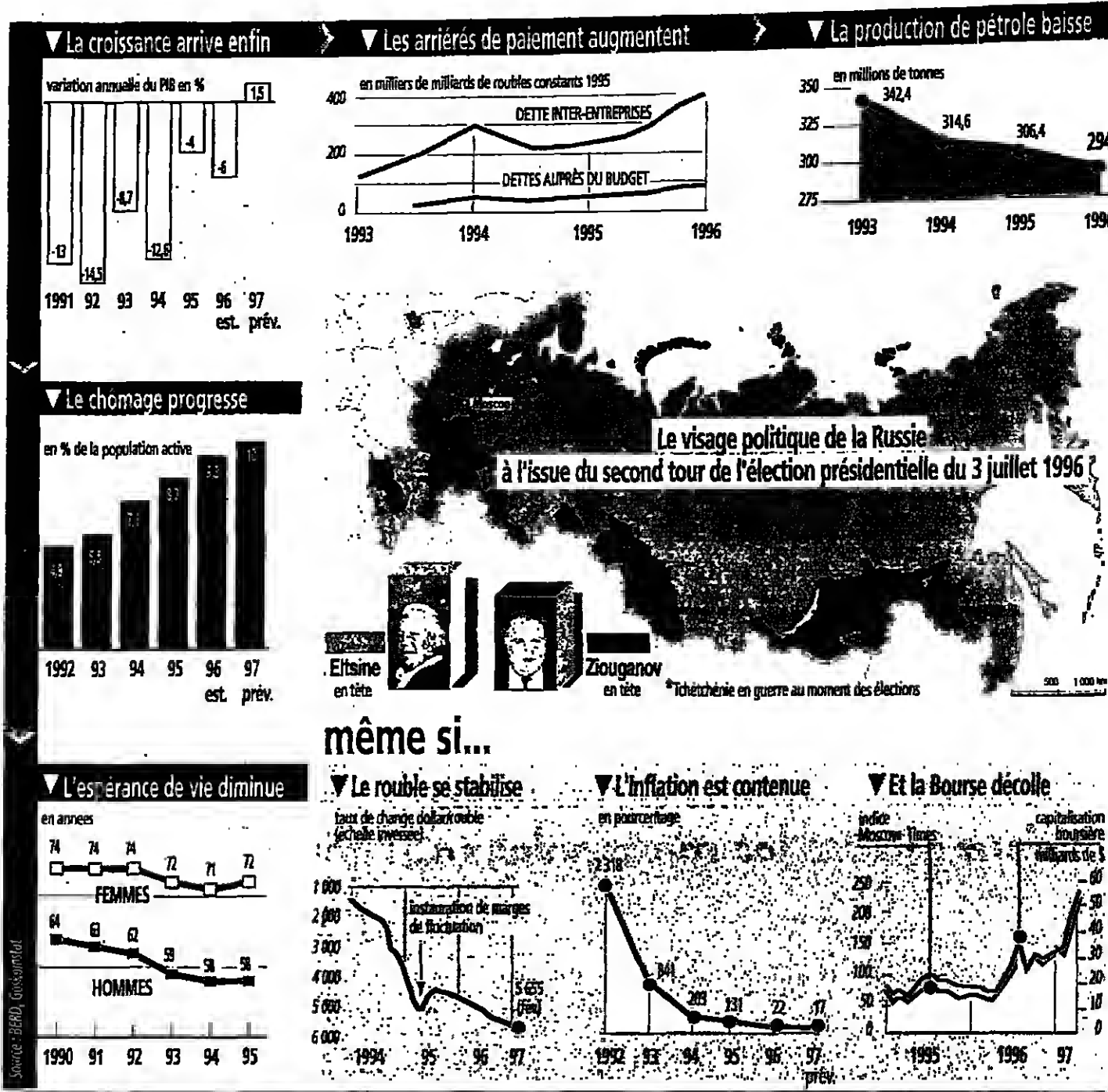
pois. Celle-ci passe par la réduction des tranches de l'impôt sur le revenu, l'élargissement de l'assiette, la révision des milliers d'exemptions fiscales.

Le premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubaï, a annoncé, jeudi 17 avril, une prochaine révision majeure du budget de 1997, et la création d'un dépar-

tement spécial chargé de collecter les « recettes urgentes ». M. Tchoubaï, déjà très impopulaire dans le pays depuis sa gestion des privatisations, en 1992-1993, s'est déclaré conscient que les nouvelles mesures « provoqueront un mécontentement justifié ».

Françoise Lazare

## Les dysfonctionnements s'amplifient...



## La Russie chaotique

Suite de la page 1

Un responsable de ces opérations, Alfred Kokh, justifiant les sommes quasi symboliques que le gouvernement a retiré de la cession des parts les plus lucratives de son industrie, avait dit : « Le capital national a peu de moyens et doit bénéficier d'un protectionnisme sélectif, pour pouvoir concurrencer avec l'étranger en ayant accès au secteur pétrolier avant lui ». En pratique, ce fut la loi de l'empire entre clans. En conséquence, l'Etat n'aurait plus, aujourd'hui, le choix des moyens pour retrouver le chemin de la croissance : ce sont ses créatures, les nouveaux empires financiers et industriels du pays (l'oligarchie - décriée par tous), qui seraient seuls capables, désormais, de définir les règles du jeu, y compris politiques.

Dependant de ces groupes, l'Etat devrait faire preuve de pragmatisme, renoncer à imposer des règles égales pour tous et, pour sauver ce qui peut l'être, favoriser les intérêts de l'oligarchie en arbitrant en son sein. Le développement des petites et moyennes entreprises attendra des jours meilleurs. L'Etat pourrait alors lancer, sur un modèle qualifié de « asiatique », une politique industrielle à base d'ententes pour un partage des marchés, et d'un plus grand protectionnisme (malgré la chute du PIB, les importations ont augmenté de 50 % depuis 1993 ; la moitié des produits consommés seraient importés, le

taux s'élevant à 70 % ou 80 % à Moscou).

Cette thèse s'accompagne d'une vue sceptique sur la « stabilisation financière », menée sous l'impulsion du FMI : elle aurait eu trop d'effets secondaires négatifs. Le libéralisme en Russie, supposé assainir le système monétaire et de crédit, et rendre optimal celui des prix, aurait abouti à son contraire. L'inflation n'a été réduite qu'au prix d'une séquestration des dépenses qui a poussé à l'explosion des impayés. L'Etat ne paye plus ses fonctionnaires et ses fournisseurs, qui ne payent plus leurs propres clients ni leurs salariés, et personne ou presque ne s'acquitte des impôts.

Cela favorise l'économie grise, où la corruption et la criminalité prospèrent, où l'on a recours aux transactions en dollars et au noir, à une multitude de « monnaies » de substitution et au troc. Au sein de cette économie virtuelle, les prix sont des abstractions comptables, généralement surevaluées. La libéralisation du commerce extérieur n'a pas non plus joué son rôle théorique, qui est d'abaisser les prix : Moscou reste la troisième ville la plus chère au monde pour les hommes d'affaires.

Mais un léger vent d'optimisme souffle depuis le remaniement ministériel qui a commencé en mars. « Une machine à trois roues s'est mise en place : Boris Eltsine avec un regain de volonté réformatrice, Anatoli Tchoubaï avec ses capacités administratives et Boris Nemtsov (le jeune gouverneur de Nijni-Novgorod nommé premier vice-premier ministre, au même titre que M. Tchoubaï, plus particulièrement chargé des finances) avec sa popularité », résume Brigitte Grandville, expert en macro-économie qui a vécu, de l'intérieur,

le lancement des réformes en 1992. Estimant que la Russie souffre d'un manque de rigueur dans son libéralisme et non pas d'un « excès » de celui-ci, elle rappelle que le troc constituait 80 % des transactions fin 1991 et qu'il a baissé à 20 % en mars 1992 avec la libéralisation des prix. S'il a augmenté à nouveau, c'est, dit-elle, parce que les entreprises cherchent à échapper à une imposition beaucoup trop complexe et lourde, impossible à respecter. Alors que l'impôt sur le revenu des particuliers ne représente qu'une part infime de l'ensemble.

La même distorsion, « héritage soviétique », souligne Brigitte Grandville, se retrouve dans les tarifs élevés du gaz, de l'électricité et des transports appliqués aux entreprises, qui s'en trouvent étouffées, alors que les particuliers paient moins. De même, l'Etat consacre toujours 5 à 6 % du PIB à payer les charges des logements pourtant privatisés des Russes, subventionnant les heureux propriétaires de grandes surfaces beaucoup plus que les pauvres.

### PRIVILÈGES FISCAUX

Le gouvernement prévoit de s'attaquer à tous ces problèmes, mais l'attente des premiers résultats éventuels sera forcément longue. La nomination de Boris Nemtsov doit notamment permettre de faire supporter l'attente. L'opposition accuse cependant le Kremlin de manquer de volonté politique : sinon, dit-elle, il pourrait faire rentrer de l'argent rapidement en supprimant, par exemple, tous les privilèges fiscaux distribués (et plus certainement vendus) aux entreprises ou associations, et qui sont régulièrement annulés sur le papier ; ou en relevant les comptes aux dépens des olé-

ducteurs au lieu de taxer chaque producteur ou « trader » sur la base d'accords « à la tête du client » ; ou encore en imposant des règles strictes aux banques commerciales qui prennent en dépôt l'argent du budget, en attendant la création d'un système étendu de Trésors de l'Etat (ce qui est promis depuis des années).

En théorie, tout le monde est d'accord qu'il faut des réformes de structures, euphémisme pour la lutte contre la corruption. Mais le consensus s'arrête au moment de la mise en pratique qui signifie heurter de front à la fois les anciens « lobbies » militaires-industriels et agricoles détenteurs de nombreux privilèges, les nouveaux groupes bancaires et industriels, et ceux que l'on appelle aujourd'hui les « monopoles naturels », sans doute les plus puissants de tous.

Parmi ces derniers figurent Gazprom, les chemins de fer et la société d'électricité EES, pour ne citer que ceux officiellement nommés au nombre des cibles. Car il y en a d'autres, non moins nocifs, mais qui restent à l'abri. Ce sont notamment les « monopoles » des administrations régionales, de plus en plus indépendantes du Kremlin et de plus en plus maîtres de larges parts des richesses locales. Le maire de Moscou, Iouri Loukouch, est ainsi à la tête de ce qui constitue sans doute un des plus gros « holdings » du pays, que personne, à ce jour, ne s'est risqué à évaluer. Tous ces groupes et monopoles ont d'ailleurs leurs propres services de sécurité, ce qui dissuade l'Etat d'y élever les siens, sauf entente préalable.

L'urgence des réformes est dictée par l'absence d'autres moyens rationnels de financer le déficit. Mais les résistances risquent d'être trop lourdes, comme le suggère

l'expérience d'un jeune chef d'entreprise, Valhva Bendoukidze. Il a ses entrées au Kremlin, mais ne fait pas partie du « groupe des sept » nouveaux banquiers russes qui défrayent la chronique depuis qu'un des leurs, le sulfureux Boris Beresovski, a prétendu qu'ensemble ils « contrôlent la moitié de l'économie russe ». Ni même du « groupe des treize » (les mêmes plus Gazprom, EES et des sociétés pétrolières) qui a financé la présélection de Boris Eltsine avant de s'entredéchirer aussi allègrement que le « groupe des sept ».

### CHANGEMENTS

Valhva Bendoukidze est actionnaire majoritaire d'Ouralmash, un gros producteur de machines de l'Oural, et il veut le restructurer. Pour cela, il estime que le monopole de l'électricité EES doit être le premier à rompre le nœud des impayés en baissant les tarifs qu'il facture, souvent triples des prix industriels en Occident (même si le prix payé réellement peut être inférieur de 50 %, à l'issue d'un rachat de reconnaissance de dette). « Un combinat métallurgique a récemment calculé, dit-il, qu'il paye à EES 75 millions de dollars d'électricité par an, alors que la construction d'une centrale pour ses besoins propres ne lui coûterait que 50 millions et le gaz pour la faire tourner, 25 millions par an. »

Cette opération des plus rationnelles ne se fait pourtant pas : « Je connais, poursuit Bendoukidze, un cas où la branche locale de l'EES a menacé tel candidat à la rationalisation de lui couper l'électricité durant tout le temps de la construction de sa propre centrale, à moins que cette branche ne reçoive la majorité des actions du nouveau projet. »

Briser les monopoles n'est donc pas chose facile. Mais il est non

moins difficile de leur faire baisser leurs prix ou payer leurs impôts. Ces groupes ont recours à divers chantages, dont le plus évident est qu'ils ne peuvent payer l'Etat alors que la somme que leur doivent les consommateurs serait bien plus importante. Le mieux armé face à l'Etat est Gazprom, sans doute la plus grosse des sociétés productrices de gaz au monde et dont la capitalisation est égale à celle de toutes les autres sociétés russes cotées. Soo directeur, Ren Viakhirev, a obtenu presque clandestinement en 1993 de gérer 35 % des parts que l'Etat y possède, mais nul, au sein même du gouvernement - à l'exception sans doute de Viktor Tchernomyrdine -, ne sait exactement ce qu'il en fait. Boris Nemtsov parviendrait-il à faire en sorte que l'on cesse d'appeler Gazprom un « Etat dans l'Etat » ?

Boris Eltsine comprendra-t-il que le véritable retour du pays à la croissance est, au minimum, à ce prix ? A l'approche de l'entrée officielle de la Russie au sein du G7, aux côtés des grands pays industrialisés, laquelle devrait intervenir en juin lors du sommet de Denver, l'enjeu est immense, car une poursuite de la « crise de transition », déjà bien trop longue, risque de dégrader de façon irréversible certains secteurs d'activité. Déjà des experts doutent des capacités de rebond de la Russie. Les institutions internationales savent qu'une augmentation des financements externes, sans réformes de structures, ne contribuerait guère « qu'à accroître le matelas de devises de certains agents », comme l'expriment les diplomates. « A favoriser l'accumulation primitive du capital russe... en Suisse », comme on le dit plus crûment à Moscou.

S. Sh.

صكتا من الامل



# La gabegie du budget de l'Etat russe

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
alaires et retraites impayés, employés corrompus, services publics à la dérive, commandes non honorées : l'Etat russe traverse une profonde et dangereuse crise financière. L'une des causes est connue : les impôts ne rentrent pas. Pour les premiers mois de 1997, les rentrées fiscales sont toujours inférieures (de 40 %) aux prévisions budgétaires. Les entreprises ne payent pas leurs dus. Certaines, durement touchées par la récession, en sont incapables. D'autres, florissantes, sont « protégées » en haut lieu, à l'image de Gazprom, l'« enfant chéri » du premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. Bénéficiaire, ce monopole d'exploitation et de distribution de gaz doit 2,4 milliards de dollars d'arriérés d'impôts à l'Etat. Mais la crise des finances publiques a aussi une autre cause : le gaspillage, voire le détournement pur et simple, des fonds publics.

Pour sa première année d'existence, la Chambre des comptes, qui dépend de la Douma et du Conseil de la Fédération, les deux chambres du Parlement russe, a dressé un tableau partiel, mais édifiant de la mise en œuvre du budget 1996 : coûteux privilèges fiscaux et douaniers accordés aux « amis », fonds d'Etat gérés illégalement par les banques privées, transferts de fonds sur simples coups de téléphone, détournements et « disparitions ». Au total, les dégâts s'élèvent à plusieurs milliards de dollars. « Ce qui aurait été suffisant pour payer les salaires et les retraites », estime la Chambre des comptes dans un rapport en partie publié par l'hebdomadaire *Argumenti i Fakty*.

Sur le sujet brûlant des salaires non versés, la Chambre révèle que les inspecteurs du travail ont découvert près de 6 000 milliards de

▼ Des milliards de dollars de fonds publics ont été détournés en 1996, selon la Chambre des comptes, qui dépend du Parlement

roubles (environ 6 milliards de francs) sur les comptes bancaires d'entreprises qui ne payaient pas leurs employés. Mais que seuls 10 % des directeurs ont dû acquiescer une amende, tandis que 0,1 % sont l'objet de poursuites judiciaires qui ont peu de chances d'aboutir.

D'entrée, la Chambre déplore que le budget (un texte législatif, voté par le Parlement) ne soit pas géré selon la loi, mais par de « nombreuses instructions, directions, lettres et télégrammes ». Lors de l'audit, les inspecteurs de la Chambre (dont les salaires ne sont pas versés depuis des mois...) ont découvert qu'il suffisait de produire une « note », parfois pas même enregistrée ou datée, signée par un des adjoints du ministre des finances ou par l'un des « chefs de département » de ce ministère, pour recevoir des fonds, et de verser, du budget de l'Etat. Dans certains cas, des fonds ont été détournés lors de l'audit de la Vnechekonombank, il a suffi d'un « ordre verbal » pour obtenir un transfert de fonds d'Etat.

La Chambre révèle aussi que des sommes, provenant des réserves en devises du gouvernement, ont été détournées sur un compte baptisé « activités internationales », mais ont été utilisées à d'autres fins. Dont la création d'un salon de coiffure pour la présidence ! Afin de protéger le budget russe des

« influences », un Trésor a été mis en place, il y a trois ans. Mais, en réalité, seule la moitié des fonds d'Etat transitent par ce système, sans être d'ailleurs l'objet d'une surveillance particulière, selon la Chambre des comptes. L'autre moitié du budget va directement sur des comptes de banques commerciales. Tous les ministères dits « de force » (défense, intérieur, KGB, etc.), ainsi que le ministère de l'énergie atomique, préfèrent « gérer » leur budget de cette façon.

En théorie, le ministère russe des finances, le « minfin », ne doit conserver ses fonds qu'à la banque centrale de Russie (sauf dans les régions où celle-ci n'a pas de filiale). Cependant, dans la pratique, même à Moscou, des « comptes budgétaires » du « minfin » sont ouverts dans des banques commerciales, dites « autorisées », dont la Vnechekonombank, la banque Meotep, l'Intourbank, l'Avotbank, etc. Et bien que la loi stipule que, au cas où elles manieraient de l'argent de l'Etat, les banques commerciales sont tenues de le faire gratuitement, les établissements autorisés sont en fait rémunérés, souligne l'audit.

La Chambre des comptes relève aussi que, bien que l'Etat russe contrôle toujours 42 % des entreprises du pays, il n'existe aucun registre des propriétés fédérales : « Personne ne peut dire qui contrôle les propriétés d'Etat ».

Plus grave peut-être, les autorités administratives, politiques et judiciaires ont ignoré les détournements et les recommandations faites par la Chambre des comptes. C'est pourquoi son vice-président, Iouri Boldirev, souligne que la plupart des pratiques dénoncées par ses inspecteurs sont déjà illégales, ne croit pas aux « ooo-velles » mesures anti-corruption annoncées par le gouvernement.

Jean-Baptiste Naudet

## LE POUVOIR EN RUSSIE Questions-réponses

**1** Que devient la Communauté des Etats indépendants ?  
Au lendemain de la disparition officielle de l'URSS, en décembre 1991, était créée une Communauté d'Etats indépendants (CEI), associant douze des quinze anciennes Républiques de l'URSS (les trois pays baltes n'en ont jamais fait partie). L'ambition de la CEI était de maintenir une cohésion économique dans l'ancienne Union soviétique.

Cinq ans après sa création, les membres de la CEI n'ont pourtant qu'une coopération économique limitée. Plusieurs d'entre eux, dont l'Ukraine ou, plus récemment, l'Ouzbékistan, ont pris leurs distances vis-à-vis de Moscou en matière politique, à propos de l'élargissement de l'OTAN. L'Ukraine et l'Azerbaïdjan ont également signé un projet de construction d'oléoduc vers l'Europe traversant la Géorgie, évitant donc la Russie.

Seule la Biélorussie se rapproche actuellement de Moscou, comme en témoigne la signature, début avril, d'un traité d'union entre les deux pays.

**3** Qui sont les jeunes loups nommés à la tête du nouveau gouvernement pour redresser l'économie russe ?  
Il s'agit essentiellement d'Anatoli Tchoubais. Nommé, le 7 mars 1997, numéro deux du gouvernement russe (premier vice-premier ministre), il hérite, le 17 mars, du portefeuille des finances. Libéral, artisan d'une privatisation contestée en 1992 et 1993, il est la bête noire des communistes et nationalistes de la Douma. Au sein du gouvernement, il devra s'imposer contre les « barons » du secteur de l'énergie, dont le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, d'obédience plus conservatrice, est l'un des représentants. Pour redresser l'économie russe, il lui faudra résoudre la crise des non-paiements, assurer une meilleure collecte de l'impôt, s'attaquer aux grands monopoles.

Nommé, le 17 mars 1997, au poste de premier vice-premier ministre, Boris Nemtsov, le jeune gouverneur de la région de Nijni Novgorod - il a trente-sept ans - répondra désormais de la politique sociale et de la lutte contre les grands monopoles, soit la société de distribution d'électricité (EES), les chemins de fer et le géant du gaz Gazprom, qui doivent des milliards de dollars à l'Etat.

Il faut aussi compter avec Alfred Kokh, trente-cinq ans. Cet économiste de Saint-Petersbourg, proche d'Anatoli Tchoubais, est vice-premier ministre, en charge des impôts. Les rentrées fiscales pour les premiers mois de 1997 n'ont atteint que 39 % des sommes espérées, contraignant le gouvernement à procéder à des coupes claires (compression des dépenses de 25 % par rapport aux prévisions) dans le budget de 1997.

Pour sa part, Iakov Ourinson, cinquante-deux ans, a pris, le 17 mars, la tête du ministère de l'économie à la place d'Evgueni Iassine. De même que Boris Nemtsov, ce réformateur convaincu aimeraient que les sociétés incapables d'honorer leurs dettes cèdent des parts de leur capital.

Mikhaïl Fradkov, lui, a été promu de vice-ministre à ministre des relations économiques extérieures, en remplacement d'Oleg Davidov. Ce dernier estimait qu'après la négociation de sa dette extérieure, l'entrée sur le marché international des capitaux, la signature d'accords commerciaux avec l'Union européenne, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) restait le principal dossier en suspens. Anglophone et hispanophone, M. Fradkov a représenté la Russie au GATT (à qui l'OMC a succédé) à Genève, en 1991-1992.

## Grigori Iavlinski, chef du parti démocratique d'opposition labloko « Il faut mettre les monopoles sous contrôle »

**MOSCOU**  
de notre correspondante  
« Une reprise économique en Russie est-elle aujourd'hui crédible ?  
- Il y a une liste de conditions à remplir pour cela. Il faut simultanément bannir la route à l'inflation, payer les retards de salaires et de retraites, baisser fortement les taux d'intérêt sur les bons d'Etat, dépasser les 50 % de rentrées fiscales, mettre les monopoles sous contrôle, arrêter la chute des investissements et la fuite des capitaux. Pour ce faire, il faut vaincre la corruption, au moins au sein du pouvoir. Comme celui-ci ne saura pas tout faire, la chute de l'activité va se poursuivre ; je pense qu'elle sera de 2 à 2,5 % en 1997 par rapport à 1996. Ce qui ne veut pas dire qu'il y aura plus de troubles sociaux qu'aujourd'hui, du moins si on arrive à maintenir une inflation faible. Mais, contrairement à ce qui se dit, je pense que l'instabilité politique va continuer.

- L'arrivée au gouvernement, le 7 mars, d'Anatoli Tchoubais, premier vice-premier ministre et titulaire du portefeuille des finances, vous a pourtant donné de l'espoir, puisque vous aviez commencé à négocier avec lui l'entrée de membres de votre parti au gouvernement...  
- En Russie, on ne peut pas vivre sans espoir. Nous avions proposé à Anatoli Tchoubais de signer un programme anti-crise, car nous ne faisons confiance ni à Boris Eltsine ni à Viktor Tchernomyrdine. Eux voulaient nous utiliser sans s'enga-

ger. En Russie, l'idée que le pouvoir doit prendre des engagements devant la société fait toujours défaut. Anatoli Tchoubais, lui, est meilleur que les autres. Certes, tout ce qu'il fait s'arrête à mi-chemin, généralement sans résultats. Mais les autres ne font même pas ça.

- Et l'arrivée, au gouvernement le 17 mars, de Boris Nemtsov, premier vice-premier ministre ? Dans le livre qu'il vient de publier, il dit que vous feriez un bon président ou un bon premier ministre...  
- Le recours à Boris Nemtsov, c'est comme un nouveau pontage sur le cœur malade du pouvoir. Nous sommes convenus avec lui de l'aider, en lui préparant des projets, en lui suggérant des priorités. Notamment sur la question des monopoles, la mise en place d'un système régional du Trésor, la loi « partage-production » sur les gisements pétroliers. Celle-ci est fondamentale pour la Russie, afin d'y attirer enfin des investissements, mais les communistes continuent à s'y opposer et le gouvernement a été d'une extraordinaire passivité. De ce point de vue, l'espoir que l'arrivée de Nemtsov sera utile, que quelques projets soient adoptés cette année.

- Le tandem Tchoubais-Nemtsov pourra-t-il tenir longtemps ?  
- Boris Nemtsov a de grandes capacités d'adaptation. Il va travailler avec Anatoli Tchoubais avec entrain. Même s'il est trop tôt pour savoir ce qu'ils vont faire. Pour l'instant, ils cherchent à améliorer l'image du pouvoir, ils sortent des oukases sans beaucoup de sens concret. Voyez avec les monopoles, ils disent qu'ils ne vont rien démonter. On a tort de dire que les communistes ne menacent plus la stabilité, les monopoles sont la base de leur longévité et ils les défendent bec et ongles. Alors que si on veut équilibrer le budget, il faut commencer par effectuer un audit sérieux chez Gazprom, pour avoir enfin une idée des coûts, de la structure de la propriété, des processus de décision. Sans cela, l'économie n'aura aucun point d'appui pour se tourner vers la croissance. Il reste peut-être des sociétés d'audit qui ne sont pas

payées par Gazprom ? Mais ça, c'est une décision que seul Boris Eltsine peut prendre.

- Les médias ont souvent dit que vous préconisez « un peu d'inflation » pour rompre le cercle vicieux des impayés...  
- Je n'ai jamais dit ça. C'est Egor Galdar (NDR : chef du parti rival Choix de la Russie) qui cherche à garder sa place au soleil en inventant cette différence entre nous. J'ai seulement dit qu'il faut baisser l'inflation ou trouver des solutions aux problèmes-clés de l'économie, pas en cessant de payer les salaires. Une inflation supprimée par des méthodes techniques aboutit aux mêmes résultats que l'inflation elle-même. Le pouvoir va à l'aveugle entre tentatives de recours à la planche à billets.

Quant aux médias, l'Occident est persuadé, à tort, qu'ils sont libres. En 1991, nous pensions avoir supprimé la censure politique. En 1997, elle est rétablie : nos médias ont été achetés par nos financiers qui, à la différence des vôtres, sont liés au gouvernement. Nos médias sont tous sous pression, déformant les faits, mentant parfois ouvertement et sont des instruments de propagande.

- Y compris la *Novaja gazeta*, qui vous est très favorable ?  
- Vous parlez sérieusement ? Elle a un tirage minime. C'est l'exception qui confirme la règle. Comme Nemtsov. Nous avons un gouvernement semi-criminel, et les gens convenables n'y entrent pas. Sauf lui. C'est d'ailleurs une tradition soviétique : il y a toujours quelqu'un pour enlever l'ensemble.

- Vous voilà bien radical, alors que votre programme ne diffère pas de celui du gouvernement actuel, présenté d'ailleurs dès novembre dernier par Evgueni Iassine, ministre de l'économie...  
- J'en suis très heureux, mais nous, ce programme, nous l'avions déjà proposé en 1994, lors de l'adoption du budget, et nous insistons sur son contenu depuis 1992. C'est comme l'impôt que vient de faire à Moscou le directeur général du FMI, Michel Camdessus. Il a été très bien, très ouvert, il a dit que tant qu'il y aura de la corruption en

Russie, il n'y aura pas d'investissements, pas de croissance. Mais n'était-ce pas clair depuis toujours ?

- On raconte à Moscou que vous avez reçu des menaces plus ou moins anonymes...  
- Oh, ça, c'est tous les jours. Mais je n'aime pas en parler. Vous connaissez le niveau de la criminalité en Russie, y compris organisée. Ce n'est pas une question d'épisodes particuliers, c'est un système. Il y a deux groupes principaux qui violent la loi : ceux qui sont tout en haut et ceux qui sont tout en bas. Quand les deux travaillent ensemble, il est très difficile de s'y opposer.

- Pourtant au Kremlin on affirme que la criminalité peut être vaincue par une collaboration entre les services de sécurité du pouvoir et ceux, privés, des grands groupes financiers, qui seraient très efficaces...  
- Sans commentaire... »

Propos recueillis par Sophie Shihab

### Bibliographie

- Russie, le gouvernement des provinces, sous la direction de Marie Mendras (numéro spécial de la revue trimestrielle *Nouveau Monde*, éditée par le Centre de recherches entreprises et sociétés - CRES -, n° 7, 1997, 217 p., 150 F).
- Politique étrangère (revue trimestrielle de l'Institut français des relations extérieures - IFRE -, n° 4, hiver 1996/1997, 935 p., 110 F).
- Lost Opportunity. Why Reforms in Russia Have Not Worked, de Marshall I. Goldman. (W. W. Norton and Co, New York, 290 p.)

Diplôme Bac+5 ou Bac+4 (toutes filières)  
Cadre d'entreprise expérimenté (6 ans minimum)

**Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur**

**Institut Supérieur du Commerce**

**3 CYCLES**

<b>Audit et Management des ressources humaines</b> DRH ► Audit stratégique/organisation... Gestion de patrimoine ► Conseiller patrimonial... Expert financier/immobilier... Finances, Trésorerie, Ingénierie financière ► Ingénieur financier... Trésorerie d'entreprise ou de banque... Marketing et Gestion commerciale Chef de produit... Directeur de communication/stratégie... Ingénieur commercial...	<b>Management stratégique, entrepreneurial et de la qualité</b> Direction d'entreprise... ► Manager qualité totale... Audit et Conseil / Contrôle de Gestion Contrôleur de gestion... Auditeur et consultant... Ingénierie d'affaires et Négociation internationale Trade... Ingénieur d'affaires... Marketing, Logistique et Distribution Logisticien... Manager transfonctionnel (Achats, Production, Distribution...)
--	--

Institut Supérieur du Commerce  
22, bd du Fort de Vaux  
75017 PARIS  
Fax : 01.40.53.98.98

**ISC**

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECONNU PAR L'ETAT

## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
<b>Production industrielle (en %)</b>							
Dernier mois connu	+0,9	-3,6	+1,1	+2,1	+0,5	+0,2	+0,9
Cumul sur 12 mois	+6,6	+3,2	+6,5	+0,3	+1,5	+1,8	+3,9
<b>Taux de chômage (en %)</b>							
Dernier mois connu	5,5	3,3	10,4	12,2	12,2	7,9	9,4
Un an avant	5,5	3,3	10,4	12,2	12,2	7,9	9,4
<b>Indice des prix (en %)</b>							
Dernier mois connu	+0,1	-0,2	-0,2	+0,1	+0,1	+0,4	+0,2
Sur 12 mois	+2,7	+0,6	+1,5	+2,2	+2,2	+2,9	+2,2
<b>Solde commercial (en milliards)</b>							
Dernier mois connu	-18	+462	+6,5	+11,7	+5 497,2	-0,6	+2,1
Cumul sur 12 mois	-170,1	+6 782,8	+98,8	+180,6	+69 095,7	-11,6	+34,4
(monnaies nationales)							
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-170,1	+61,1	+65,3	+180,6	+44,9	-18,1	+25,3
<b>Croissance du PIB (en %)</b>							
4 <sup>e</sup> trimestre 1996 (rythme annuel)	+3,8	+3,9	+0,3	+0,4	-0,9	+4,7	+2,9
Sur 12 mois	+3,1	+3,1	+2,2	+2,2	+0,1	+2,6	+2,3
<b>Solde des paiements courants en % du PIB</b>							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
<b>Déficit public en % du PIB</b>							
1997 (prévisions C-DE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,5	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
<b>Dette publique en % du PIB 1996</b>	64,2	87,4	61,3	58,3	124,4	56,1	100,5

## LA SITUATION FRANÇAISE

Ménages	Entreprises	Commerce extérieur (Pab, en milliards de \$)
<b>Consommation (en mds de F 1993)</b>	<b>Investissements de l'industrie</b>	<b>Exportations</b>
fév. 97	1996 (en volume)	janv. 1997
fév. 96	prévisions 1997	dec. 1996
57,64 (-1,7 %)	+ 3 %	125,1
59,32	+ 6 %	128,6
<b>Immatriculations de voitures neuves</b>	<b>Créations d'emplois</b>	<b>Importations</b>
mar. 1997	total 1996	janv. 1997
mar. 1996	sur un an	dec. 1996
151 586	- 17 000	113
191 942	- 0,1 %	120,1
<b>Mises en chantier de logements</b>	<b>Nb de créat. d'entreprises (fév. 1997)</b>	<b>Taux de couverture</b>
cumul depuis 1-1	total dont reprises	janv. 1997
fév. 96	fév. 1996	dec. 1996
44 700	23 480	110,3
- 11,1 %	22 283	107
<b>Taux de salaire horaire</b>	<b>Nb de défaillances</b>	<b>Solde agroalimentaire</b>
4 <sup>e</sup> trimestre 1996	janv. 1997	janv. 1997
sur un an	janvier 1996	décembre 1996
+ 0,6 %	4 556	+ 4,5
+ 2,9 %	5 152	+ 5,1
<b>Pouvoir d'achat</b>	<b>Invest. français à l'étranger (en mds de F)</b>	<b>Solde industriel (hors matériel militaire)</b>
3 <sup>e</sup> trimestre 1996	1996	janv. 1997
sur un an	1995	dec. 1996
+ 0,4 %	93,9	+ 10,6
- 0,4 %		+ 5
<b>Taux d'épargne</b>	<b>Invest. étrangers en France (en mds de F)</b>	<b>Solde énergétique</b>
3 <sup>e</sup> trimestre 1996	1996	janv. 1997
sur un an	1995	dec. 1996
12,3 %	109,9	- 7,6
14,6 %	121,8	- 6,8

## Les incertitudes du projet de réforme fiscale en Allemagne

Les discussions entre la coalition gouvernementale et l'opposition sociale démocrate sur le projet de réforme fiscale proposé en janvier par le chancelier Helmut Kohl aboutiront-elles ? Pour être adoptée, cette loi nécessite l'aval du Bundesrat, aujourd'hui dominé par l'opposition, et donc l'assentiment du SPD. Or les points de désaccord sont de taille : les propositions s'inspirent des politiques de l'offre, contrairement aux orientations défendues par le SPD. Par ailleurs, les difficultés budgétaires actuelles ne facilitent guère l'adoption d'une loi dont le coût pourrait se révéler élevé au regard des bénéfices conjoncturels qu'elle pourrait générer.

Dans l'état actuel des propositions du gouvernement, les taux d'imposition des particuliers devraient être significativement réduits à partir de 1999. Le taux minimal serait fixé à 15 % contre 25,9 %, et le taux maximal serait abaissé à 39 % au lieu de 53 %. La progressivité de l'impôt ne serait plus que partiellement maintenue, des tranches d'imposition remplaçant, aux extrêmes, l'ancien système. Équivalant à une perte de revenus fiscaux d'environ 65 milliards de deutschemarks pour l'Etat, ces mesures devraient être, pour partie, compensées par le renoncement à de nombreuses exemptions ou abattements, et par un élargissement de l'assiette fiscale.

Au total, c'est néanmoins un allègement de près de 45 milliards de marks sur la fiscalité directe que propose le gouvernement pour 1999. Soit l'équivalent d'une réduction d'environ 8 % des impôts des ménages, ou encore un surcroît de 1,8 % de leurs revenus disponibles actuels.

Les mesures proposées visent à créer, à long terme, un cadre favorable à l'investissement, susceptible d'améliorer le potentiel de croissance et d'emploi du pays, tout en agissant sur la demande à court terme. Dans cette optique ont été proposées des réductions des taux

▼ Europe occidentale  
L'économie allemande qui, depuis quelques mois, bénéficie d'une embellie aurait tout à gagner d'une meilleure visibilité budgétaire

d'imposition sur les bénéfices des sociétés. L'impact conjoncturel de la réforme dépendra en fait largement de la combinaison de deux effets : des changements introduits par la nouvelle loi sur le comportement d'épargne et de consommation, et des mesures de rééquilibrage budgétaire que les pertes de revenus fiscaux nécessiteront pour contenir une dégradation des finances publiques.

Observée sur longue période, la propension à épargner des ménages allemands décrit une relation positive assez fidèle à l'évolution de la pression fiscale. Une baisse de la fiscalité devrait donc avoir un effet négatif sur les taux d'épargne des particuliers. Dans l'état actuel des propositions, toutefois, l'effet global de cette réforme serait ainsi significativement négatif.

Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que de telles mesures de compensation seront nécessaires

effet inverse. La suppression d'un grand nombre d'exemptions, de même que l'élargissement de l'assiette de l'impôt à de nouveaux revenus, ceux notamment du travail dominical et du travail de nuit, rognent en outre une bonne partie des gains de pouvoir d'achat que la réduction des impôts directs autoriserait sur les catégories de bas et moyens revenus, les plus enclines à consommer. Ce surcroît de consommation pourrait néanmoins excéder 1 % l'an environ, ce qui n'est pas négligeable.

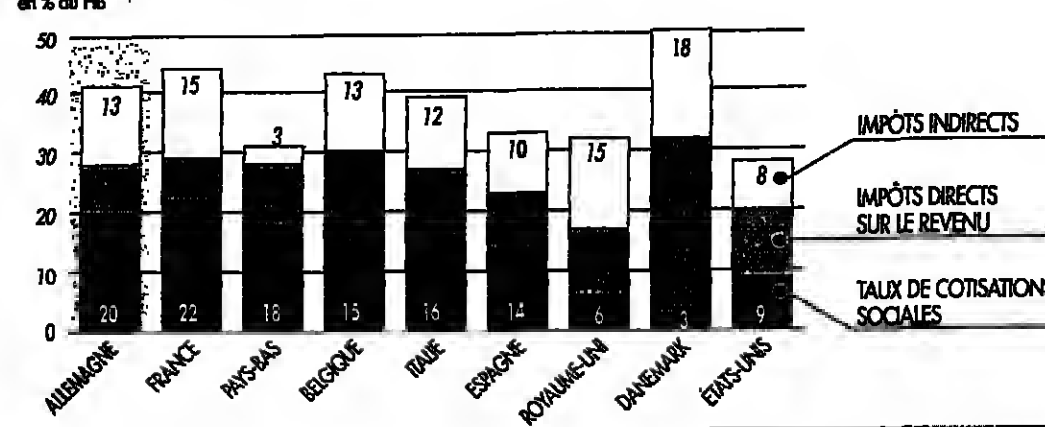
Ces résultats ne tiennent cependant pas compte des différentes mesures susceptibles d'être adoptées afin de combler les pertes de revenus fiscaux de l'Etat. A l'exception d'une hausse d'un point du taux de TVA, les propositions actuelles ne donnent pas de précisions sur les moyens de combler le trou de 30 milliards de deutschemarks restant que générerait cette nouvelle loi (soit 0,6 % du PIB de 1999). Or, selon les hypothèses retenues par certains économistes allemands, des mesures destinées à économiser 30 milliards de DM

également réparties entre réduction des transferts sociaux, réduction des dépenses et réduction des investissements publics conduiraient à une perte nette de croissance comparable à l'effort budgétaire réalisé. A court terme, l'effet global de cette réforme serait ainsi significativement négatif.

Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que de telles mesures de compensation seront nécessaires

## ▼ Des cotisations sociales très élevées

en % du PIB



Source : Dolatastream

ou adoptées. Cependant, dans le climat actuel de contrainte que les échecs de l'UEM (Union économique et monétaire) imposent aux politiques budgétaires, des perspectives de pertes d'une telle ampleur ne peuvent être laissées pour compte.

L'opposition souhaite aboutir à une correction des efforts fiscaux consentis aux ménages : moins de baisse globale de l'impôt, mais plus d'efforts pour les revenus moyens des 1998, afin de stimuler la consommation plutôt que l'épargne, de sorte que l'activité allemande pourrait en retirer quelques fruits. Autre point d'achoppement, les cotisations sociales. L'Allemagne est, avec la France,

l'un des pays occidentaux où le poids des charges sociales est le plus élevé, tandis que le poids des impôts sur le revenu des particuliers y est relativement faible. Le projet actuel devrait conduire à accentuer ce particularisme.

Les chances d'aboutir à un accord apparaissent ténues, alors que s'est ouverte en Allemagne la campagne électorale des législatives d'octobre 1998. En attendant la conclusion sur ce projet, les forces en présence risquent cependant de prolonger la période d'attente observée ces derniers temps sur le front de la consommation.

L'environnement économique, en Allemagne comme en France, bénéficie depuis quelques mois

d'une embellie significative. Le gros des efforts en matière budgétaire est maintenant passé, le contexte monétaire s'est notablement amélioré, enfin la réévaluation du dollar et celle de plusieurs monnaies européennes constituent un socle solide à une reprise des exportations... et sans doute, à terme, des investissements. Dans cet environnement, de loin le plus favorable qu'ait connu l'Allemagne depuis le début de la décennie, une meilleure visibilité budgétaire serait sans doute un précieux atout pour assorer la reprise sur des bases solides.

Véronique Riches  
Economiste (Société générale)

## Ukraine : la crise politique hypothèque les réformes

En 1996, l'Ukraine a bénéficié des premières retombées du programme de stabilisation lancé à l'automne 1994. Le taux mensuel de l'inflation est tombé à 2,8 % (contre 47,1 % en 1993) et l'introduction, le 2 septembre 1996, d'une véritable monnaie, la hryvna, se révèle un franc succès. L'opération avait été bien préparée : pour faire échec à la spéculation, le gouvernement a instauré un strict contrôle du change et bloqué les prix jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre ; mais il n'a pas obtenu du FMI la constitution d'un fonds de stabilisation. La bonne tenue du taux de change de la hryvna, soutenu seulement par des apports modiques de la Banque nationale, en est donc d'autant plus remarquable.

Pour s'inscrire dans la durée et relancer la croissance, ces résultats doivent cependant être consolidés par de nouvelles réformes. En effet, les progrès de la stabilisation sont dus en partie à quelques acrobaties dans le domaine budgétaire. Les recettes fiscales n'ayant pas atteint les montants prévus (la collecte de la TVA et celle de l'impôt sur les revenus ont été de 4,7 % et de 10 % inférieures aux hypothèses). Pour réduire le déficit budgétaire, le gouvernement a reporté une partie des dépenses sur les exercices suivants, avec pour conséquence une forte montée des arriérés de paiement (4,6 % du PIB fin 1996), qui ont surtout affecté les salaires dans le secteur public et les prestations sociales.

Outre les manifestations de mécontentement qu'ils ont provoquées, les décrets répétés de l'Etat altèrent la confiance des opérateurs économiques, née de la désinflation et de la fermeté de la

▼ Ex-URSS  
La création de la hryvna, nouvelle monnaie ukrainienne, est un succès, et l'inflation est tombée à 2,8 % en 1996

monnaie. En témoignent le degré de dollarisation de l'économie ukrainienne, le recours toujours important des entreprises au troc et, surtout, l'existence d'un secteur informel prolifique qui représenterait plus de 40 % du PIB.

Par ailleurs, la récession n'a pu encore être enrégée. Si les conditions climatiques défavorables ont leur part de responsabilité dans la chute de la production agricole (la récolte céréalière s'est située à son plus bas niveau depuis 1960), celle-ci tient bien davantage à l'absence de changement dans les formes de propriété des exploitations et dans leur mode de fonctionnement. Ainsi, fin 1996, les fermes privées n'occupaient que 2 % des terres agricoles. La mollesse des réformes se fait tout autant sentir dans l'industrie, où, en 1996, seule la sidérurgie a affiché une croissance tirée par les exportations, notamment vers les autres Etats de la Communauté des Etats indépendants (CEI), tandis que les branches manufacturières, non compétitives, continuaient de réduire leur activité. Or les privatisations, quand elles ne se heurtent pas à un veto du Parlement (dominé par les conservateurs, notamment communistes), comme dans

le cas des entreprises « stratégiques », n'ont guère infléchi le comportement des producteurs.

L'Ukraine a donc encore bien des ajustements structurels à effectuer avant que la stabilisation monétaire et financière ne débouche sur le cercle vertueux de la croissance. C'est précisément à cette tâche qu'entend s'employer le gouvernement en 1997-1999. Il propose une refonte complète du système fiscal visant à encourager la légalisation du secteur informel et la dynamisation de l'économie officielle, tout en sapant les bases de la corruption. Ainsi, les multiples exonérations fiscales, accordées généralement à des fins clientélistes, seront supprimées ; mais la pression pesant sur les entreprises et les ménages sera allégée : l'impôt ne représentera plus que 35 % du PIB en 1997, contre 46 % dans la loi de finances 1996.

La création d'entreprises sera encouragée par une simplification des formalités et la levée des multiples licences, dont l'attribution donne lieu à une corruption de grande ampleur. L'Etat pourra, sans avoir à consulter au préalable les actifs d'une société endettée à son égard et, si nécessaire, procéder à sa mise en liquidation. Enfin, en faisant dépendre plus étroitement les pensions de retraite des salaires perçus durant la vie active, le gouvernement espère pousser employeurs et salariés à déclarer ceux-ci dans leur intégralité.

A la surprise générale, le programme gouvernemental a été approuvé globalement par le Parlement, moyennant quelques amendements, qui, pour n'être pas mineurs (maintien des restrictions sur la vente des terres, réduction des fermetures de mines

de charbon), n'en modifient pas les lignes de force. Mais la bataille a repris de plus belle à l'occasion du vote du budget pour 1997. Les députés ont refusé d'y procéder avant d'avoir examiné une par une les lois fiscales prévues dans le programme et dont le projet de loi de finances anticipe l'application.

La crise, ponctuée par des menaces de dissolution brandies par le président Kouchma, le renvoi pour « incompétence » de quelques ministres et la démission du vice-premier ministre, Victor Pinzenyuk, partisan acharné de l'accélération des réformes, n'était toujours pas dénouée à la mi-avril 1997. Or ce conflit met non seulement en péril les succès de la stabilisation, mais aussi la poursuite de l'aide internationale : tant qu'il ne sera pas résolu, le FMI ne débloquent pas la première tranche du crédit de 3,5 milliards de dollars

▼ PIB  
variation annuelle en %, prix constants



▼ Déficit budgétaire  
en % du PIB



Source : Ukrainian Economic Trends

▼ Prix à la consommation  
Indice, taux moyen mensuel



Source : Ukrainian Economic Trends

sur trois ans, négocié dans le cadre de la facilité de financement élargie. L'Ukraine a pourtant grand besoin de ce financement, qui en conditionne d'autres, pour rembourser sa dette énergétique à l'égard de la Russie (6 milliards de dollars environ) et priver celle-ci de toute possibilité de chantage concernant le lourd contentieux politique qui pèse sur les relations des deux pays. Celles-ci sont de plus en plus orageuses et marquées par une véritable guerre commerciale menée à coups de droits de douane et de quotas. Quant à la signature du traité d'amitié et de coopération, déjà ajournée à six reprises et fixée une nouvelle fois pour le début de 1997, elle a disparu de l'ordre du jour.

Marie-Agnès Crosnier

**BACHELIERS 1997**  
Préparer SCIENCES PO  
Juillet - Août  
Equipe expérimentée  
**CONCEPTANCE**  
Tél. 01.43.78.63.64  
Monsieur CAMUS

**ENGLISH**  
COURS PARTICULIERS INTENSIFS à Cincinnati, Ohio, USA  
répondent aux besoins des entreprises et des cadres supérieurs  
Hôtel et déjeuner du lundi au samedi inclus dans le prix forfaitaire du séjour.  
PROGRAMME : 40 heures d'enseignement par semaine, du lundi au samedi (déjeuner avec le professeur)  
DURÉE : De 2 à 4 semaines  
Établie en 1972  
Pour d'urgence de renseignements contactez :

**COUNCILING**  
302 East Fourth Street - Cincinnati, Ohio 45202 U.S.A.  
(513) 721-8762 - FAX: (513) 721-8818  
http://www.counciling.com

صكنا من الامم



## Passage à l'euro : serons-nous prêts ?

par Didier Cahen

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, l'euro sera la monnaie unique des États membres désignés en 1998 pour participer à l'Union économique et monétaire (UEM) ; les monnaies nationales participantes deviendront des subdivisions temporaires de l'euro. L'euro coexistera - en tant que monnaie scripturale - avec ces unités monétaires nationales jusqu'à la date (trois ans au maximum) à laquelle des pièces et billets en euro seront mis en circulation.

Dès le démarrage de l'Union monétaire, l'ensemble des agents économiques privés seront, à des degrés divers, en contact avec l'euro : les actions seront cotées en euro, les ordres de Bourse seront validés en euro, des prêts à long terme pourront être contractés en euro, les citoyens pourront effectuer des règlements en euro par carte bancaire (...). Les grandes entreprises, les PME actives dans la zone euro, le secteur du tourisme et des loisirs, tout comme les commerçants des régions touristiques et frontalières, souhaiteront utiliser la monnaie unique dès son lancement, afin de bénéficier du plus tôt possible de ses nombreux atouts.

Qui parle de cela aux Français ? Actuellement, tout est fait pour réduire la question de l'euro à un débat sur les critères de convergence du traité de Maastricht, sur le taux de conversion qui sera définitivement arrêté en 1999, sur le taux de change de l'euro par rapport au dollar. En passant sous silence les difficultés pratiques du passage à l'euro, les responsables politiques nous préparent au désordre.

Les administrations françaises diffusent, communiquent et n'aident que très peu les entreprises, les citoyens à se préparer à l'avènement de la monnaie unique. C'est ainsi que l'administration fiscale ne s'est toujours pas prononcée sur des déclarations fiscales et des règlements en euro en 1999. C'est ainsi que l'administration tarde à considérer comme caduque l'article 16 du code du commerce qui oblige les sociétés françaises à tenir leur comptabilité uniquement en francs. C'est ainsi que les collectivités locales sont généralement incapables de répondre à toute demande d'information. C'est ainsi que les modalités pratiques du basculement en euro du stock de la dette publique ne sont toujours pas arrêtées.

L'attitude des administrations reflète les directives du pouvoir politique. Le silence de Bercy sur un sujet qui envahit les quotidiens des professionnels et peuple les colloques devient accablant. Il suscite le doute et nourrit les ambiguïtés. Il sonne comme un aveu, celui du désarroi des administrations devant un projet dont

les acteurs privés sont, heureusement, en train de s'emparer. Et ce n'est pas le moindre paradoxe que de constater à quel point la communication de l'euro auprès du grand public français est aujourd'hui l'affaire... de la Commission européenne.

La connaissance des implications du passage à la monnaie unique au sein des sociétés françaises est souvent lacunaire, de même qu'est encore partielle la perception du fait que l'ensemble des fonctions de l'entreprise est concerné. De nombreuses sociétés sont dans l'attente de signes, d'impulsions claires des pouvoirs publics. Et, pourtant, la course à l'euro sera gagnée par les entreprises qui, les premières, auront su achever les préparatifs techniques, se libérer de cette contrainte coûteuse pour engager la course aux opportunités, celle de l'intégration européenne.

### Les États membres de l'Union monétaire perdront une prérogative qu'en fait ils ne peuvent plus exercer depuis longtemps

A moins de quatre cents jours ouvrés du démarrage de l'UEM, l'attentisme, la réserve des élus, des partis politiques, des pouvoirs publics, des syndicats et des administrations inhibent les préparatifs et interdisent l'adhésion. Le temps perdu coûtera cher. Il est donc urgent que les plus ardents promoteurs de l'euro et de l'Europe sortent de leur réserve et reviennent sur le devant de la scène pour expliquer les attraits de l'UEM. Il serait pour le moins paradoxal que la France respecte les critères de convergence, mais que le démarrage de l'UEM ne puisse s'effectuer le 1<sup>er</sup> janvier 1999, en raison d'un manque de préparation de certains acteurs.

L'euro est un grand projet qui peut redonner élan et confiance. Encore ne faut-il pas oublier que l'Union monétaire ne peut réussir que si on la fait entrer dans la tête des citoyens de l'Europe. D'où la nécessité impérieuse d'associer l'opinion publique à une réforme faite pour elle et d'assurer une pédagogie active (en particulier via la télévision) en direction des utilisateurs de la future monnaie. Même si le remplacement des pièces de monnaie et des billets de banque

n'est prévu qu'aux alentours de 2002, il est essentiel d'expliquer au grand public la finalité de l'introduction de l'euro et de lui montrer que l'Europe n'est pas la cause des problèmes économiques et sociaux actuels mais en est un révélateur.

Finalement, ce qui comptera, ce n'est pas ce que les citoyens savent, c'est ce qu'ils veulent. Si les responsables politiques parviennent à instaurer un climat de confiance - ce qui suppose qu'ils soient crédibles -, les citoyens cesseront de voir le basculement comme un saut dans l'inconnu, mais comprendront que, en rapprochant leurs économies au sein de l'Union, ils se donnent les moyens de préparer l'avenir, ce que ce saut aurait fait aucun État membre pris isolément.

Il est également indispensable de remettre cet instrument qu'est la monnaie unique dans une perspective politique. Si l'on ne donne de l'Europe qu'une vision strictement comptable, technique ou mécanique, alors à coup sûr nous pouvons craindre l'échec. Enfin, il faut nous seulement expliquer, convaincre, il faut aussi stimuler les préparatifs. Le grief principal soulevé à l'encontre du processus d'Union monétaire est celui de la perte de souveraineté nationale. Mais quelle est la véritable marge d'indépendance des politiques monétaires aujourd'hui ? Dans un contexte de forte interdépendance des économies et de liberté de mouvement des capitaux, la mise en œuvre d'une politique monétaire autonome est devenue une illusion.

Mieux vaut donc copiloter un navire libre de son chemin que d'être seul à tenir la barre d'un navire télégué par d'autres. En fait, avec le processus d'Union monétaire, la majorité des États membres perdront une prérogative qu'ils ne peuvent plus exercer depuis longtemps. En gérant collectivement la politique monétaire de l'UEM, les banques centrales participantes partageront, au contraire, une souveraineté effective sur la gestion de l'une des plus fortes monnaies du monde. Faisons donc de l'euro la grande affaire de la France en nous préparant en conséquence ; établissons rapidement le cadre général du basculement de la société française vers l'euro. Et donnons résolument à cette union monétaire le caractère d'acte fondateur de l'union politique, à vocation fédérative, de l'Europe. N'en faisons pas une union monétaire honteuse à la Tartuffe, qui préfère ignorer ou cacher ses conséquences politiques.

Didier Cahen, consultant, est l'auteur de « L'Euro 1997-1999, l'heure des préparatifs » (Les Éditions d'Organisation).

## Vouloir la croissance, c'est dissocier la notion de société et d'entreprise

par Paul-Louis Brodier

Une croissance nettement plus forte est une condition nécessaire pour la relance de l'activité des entreprises, et donc pour l'emploi. Cette conviction est de plus en plus partagée, mais les attitudes sont fort diverses quant au « comment ». Les partisans de l'intervention des pouvoirs publics plaident, selon les sensibilités, pour la réduction des déficits budgétaires, la dévaluation compétitive, la baisse des taux d'intérêt, la réduction des charges, la flexibilité, le lancement de grands travaux, etc. D'autres affirment que, puisque la somme des intérêts particuliers des actionnaires fait l'intérêt général, il faut avant tout favoriser le libre jeu des marchés, et donc déreglementer. D'autres encore pensent qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'attendre. Pendant ce temps, le rythme des faillites et des licenciements reste soutenu. Et il risque de le rester, si l'on continue à « oublier » que la croissance résulte d'abord de la valeur ajoutée réalisée par chaque entreprise.

La raison d'être de toute entreprise est de créer des richesses, c'est-à-dire de réaliser une production de biens et de services, dits de consommation et intermédiaires. La richesse créée - qu'il ne faut pas confondre avec le profit ou l'accroissement de la valeur du patrimoine - consiste ainsi non en la production obtenue, mais en la « transformation » opérée pour obtenir cette production. Par exemple, pour une boulangerie, c'est le fait d'obtenir du pain à partir de farine. La valeur ajoutée est la contrepartie économique de la richesse créée. Elle est égale à la différence entre la valeur de vente de la production - pour faire simple, le chiffre d'affaires - et la valeur d'achat des consommations intermédiaires. Elle constitue le revenu de l'entreprise et sert à rémunérer l'ensemble des ressources mises en œuvre : le travail, l'outil de production et les capitaux engagés.

La richesse créée par la nation résulte de la richesse créée par chaque entreprise et sa contrepartie économique est le PIB, le produit intérieur brut. D'où la relation fondamentale : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises. Vouloir la croissance du PIB revient donc se traduire, dans chaque entreprise, par vouloir la croissance de la valeur ajoutée. Or ce n'est pas le cas. La valeur ajoutée reste étonnamment absente des objectifs de gestion. Pourquoi cette anomalie ? A cause de la confusion qui existe entre « société » et « entreprise ».

La société est définie en droit comme le « contrat » par lequel deux ou plusieurs associés conviennent de mettre en commun leurs

biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice qui en résulte, et comme « la personne morale » née de ce contrat. En revanche, l'entreprise n'existe pas en droit ! Les économistes la définissent comme une « organisation » mettant en œuvre deux facteurs de production, le capital et le travail, et dont la finalité est de créer des richesses. Une simple observation suffit à marquer la différence : n'ayant pas le statut d'associés (c'est-à-dire de propriétaires, d'actionnaires) les membres du personnel ne font pas partie de la société et sont considérés comme des tiers. En revanche, en tant que « facteur de production », ils font partie de l'entreprise.

Pour des raisons touchant à l'histoire, la confusion reste la norme. Le concept de société est fort ancien (sa définition est reprise du droit romain), alors que celui d'entreprise est beaucoup plus récent (sa première définition date de 1798, d'après le dictionnaire Robert). Quant à la notion de valeur ajoutée, elle est encore plus récente : elle n'a été introduite dans la comptabilité nationale qu'après la seconde guerre mondiale. N'existent ainsi, jusqu'à présent, que le droit « des sociétés » et la comptabilité « des sociétés » qui, l'un comme l'autre, relèvent de la préoccupation du seul propriétaire : le profit. L'entreprise, confondue avec la société, se voit donc assignée une finalité qui n'est pas la sienne. Et ce détournement de finalité est certainement l'une des causes majeures tant du ralentissement de la croissance que de la « crise du sens » qui marque notre époque.

Le profit, au sens de bénéfice, est ce qui reste après avoir déduit les coûts du chiffre d'affaires. Une logique implacable semble donc s'imposer : pour préserver « ce qui reste », il faut soit augmenter le chiffre d'affaires, soit réduire les coûts. Pour nombre d'entreprises, augmenter le chiffre d'affaires est devenu fort difficile : la taille de nombreux marchés ne croît plus, les parts de marché sont de plus en plus dures à prendre ou à conserver du fait de la mondialisation, et, pour résister à la concurrence, on voit mal comment faire autrement que baisser les prix. Apparemment, il n'y a pas d'autre issue que « réduire les coûts », et d'abord les plus importants : la masse des salaires et celle des achats. Les objectifs financiers de la société tenant lieu d'objectifs d'entreprise, le personnel n'est plus perçu que comme un coût à réduire.

Si la finalité de l'entreprise devient distincte de celle de la société, les ressources mises en œuvre ont d'abord le statut de « facteurs de création de richesses », et l'objectif économique premier est de préserver l'équilibre entre la va-

leur ajoutée et le coût global de la structure : salaires du personnel, amortissement de l'outil de production et rémunération normale des capitaux engagés. Chaque produit est porteur d'une valeur ajoutée. Par exemple, celle du pain est égale à la différence entre son prix de vente et le coût de la farine. Comment obtenir une valeur ajoutée totale suffisante pour maintenir la structure, ses capacités, son savoir-faire ? En recherchant soit la « croissance par les quantités », soit, si le marché arrive à saturation, la « croissance par la valeur », la valeur étant ce qui justifie le prix que le client est prêt à payer. La croissance de l'économie dépend donc autant des quantités produites que de la valeur ajoutée dont est porteur chaque bien ou chaque service. Si l'on tient vraiment à affirmer que l'intérêt général est la somme des intérêts particuliers, il ne peut s'agir que de ceux des entreprises. Car seule la croissance de leur valeur ajoutée permettra de concilier trois objectifs légitimes : les profits, les salaires et l'emploi.

Paul-Louis Brodier est le fondateur de l'IVA (Institut de la valeur ajoutée).

### LIVRES

## Peut-on croire en « l'autre politique » ?

par Philippe Arnaud

REDRESSER L'ÉCONOMIE DE LA FRANCE.  
EXPOSÉ RAISONNÉ DE L'AUTRE POLITIQUE  
de Jean-Pierre Vesperini  
Economica, 82 p., 49 F.

La France va mal, et la raison de ses difficultés tient en deux mots : sa politique monétaire. Tel est en substance le propos de Jean-Pierre Vesperini, professeur d'économie à l'université de Rouen, qui veut rompre avec le monétarisme ambiant. « La France doit retrouver sa souveraineté monétaire », déclare-t-il. Comment ? En utilisant les deux outils essentiels que sont le taux de change et les taux d'intérêt.

Le raisonnement, au demeurant classique, est le suivant : la sous-évaluation du dollar handicape actuellement l'industrie française. Elle pèse sur la croissance et l'emploi. Graphiques et chiffres à l'appui, l'auteur entend montrer que, depuis dix ans, les phases d'appréciation du dollar ont toujours correspondu à des phases de hausse du taux de croissance de la production industrielle française (et inversement). La dernière année d'équilibre des échanges avec les États-Unis a été 1990. Il suffirait donc de retrouver un niveau de prix relatifs équivalent à cette période pour restaurer un niveau de compétitivité identique à ce qu'il était alors. Ce calcul permet de situer le « bon » taux de change du dollar autour de 6,50 francs. Ce qui suppose une dévaluation (ou une dépréciation) du franc de 25 % par rapport au dollar. CQFD.

Le deuxième outil de la politique monétaire - les taux d'intérêt - pourrait également être utilisé. Mais, comme le remarque l'auteur, « les taux courts réels ont baissé très fortement au cours de ces derniers mois ». Sans beaucoup d'effet sur la croissance. Il ne leur reste maintenant « qu'une faible marge de baisse ». Conclusion : c'est surtout le taux de change qui pose problème aujourd'hui.

Le fort « ajustement » de change proposé devrait entraîner un supplément de croissance de 2 %, autrement dit se traduire par un régime de croissance de 4 % par an. Cet objectif est « réalisable », estime M. Vesperini, si l'on se souvient qu'en 1988 et 1989 les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) se sont élevés à 4,5 % et 4,3 %. Ainsi peut-on chiffrer à 170 000 le nombre de créations nettes d'emplois par an, induites par ces mesures. Il faudrait donc cinq ans pour faire tomber le taux de chômage aux environs de 10 %. La solution préconisée présente néanmoins deux risques : l'inflation et la spéculation contre le franc. Mais, pour l'auteur, les exemples récents de manipulation réussie du taux de change que représente le cas de la Grande-Bretagne et de l'Italie permettent d'affirmer que ces risques sont faibles.

En revanche, cet essai inspire deux remarques critiques. Premièrement, le lien croissance-emploi est loin d'être mécanique. Deuxièmement, peut-on prendre le risque de retarder la construction politique de l'Europe pour un résultat hasardeux et finalement peu spectaculaire : 10 % de chômeurs... au bout de cinq ans ?

Finalement, on reforme l'ouvrage en se disant que les scénarios de politique alternative, par les temps qui courent, ne convertissent que les déjà convertis. On peut être d'accord avec l'auteur quand il critique vertement ceux qui vivent « éloignés de la réalité » et « dans une bulle monétaire-financière ». On peut même trouver cela jubilatoire. Et rester malgré tout sceptique sur une rhétorique souverainiste, qui n'est peut-être plus adaptée aux problèmes du moment. D'ailleurs l'auteur excipe, en quatrième de couverture, d'une liste impressionnante de diplômes. Cet ultime « argument » d'autorité n'est-il pas, aussi, comme la signature du doute ? Ah qu'il est difficile, pour les « experts », ou prétendus tels, de vivre à l'ère du soupçon !

**Ingénieurs et Cadres en activité**

Reunion d'information le jeudi 24 avril à l'IAE de 18 h 30 à 20 h 00

**IAE DE PARIS**  
vous propose  
le CAPE, un DESS  
de Management

inscrit dans le cadre de la  
Formation Professionnelle  
Continue.  
(PT - CIP - Cours du soir)

**NOUVEAU : sélection mi-juin**

01 44 25 28 01

Institut d'Administration des Entreprises de Paris  
162 rue Saint-Charles - 75740 Paris Cedex 15  
Métro 3616, code IAE (1,29 F/m)

**Le Management à l'Université**

**MAGISTÈRE EN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Formation de haut niveau en 3 ans sur l'économie internationale et les pays en développement ou en transition, en particulier la Chine.

- combinant théorie, expérience, stages à l'étranger.
- ouverte sur concours à Bac + 2.
- associée à licence, maîtrise, DEA ou DESS.
- prolongement possible par doctorat.

Dossier à déposer :

- avant le 15 mai pour l'accès en 1<sup>re</sup> année.
- avant le 31 mai pour l'accès direct en 3<sup>e</sup> année.

**PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

RECRUTEMENT DE LA 4<sup>e</sup> PROMOTION (1997-1999)

- programme de formation de haut niveau de 16 mois, dont 4 mois de stage, portant sur la conception et la mise en œuvre de la politique économique et des décisions publiques et s'adressant à des cadres des pays en développement et en transition.
- admission sur dossier et concours, ouvert à des diplômés de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou 3<sup>e</sup> cycle, de préférence en économie), ayant une expérience professionnelle de plusieurs années.
- dossiers de candidature et de bourse à retirer auprès des ambassades de France et au CERDI (fin avril - début mai) et à retourner au CERDI avant le 13 juin.

**CERDI**  
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

65, boulevard François-Mitterrand  
63000 Clermont-Ferrand - France  
Tél. : 04-73-43-12-00. Fax : 04-73-43-12-28  
E-mail : CERDI@p-clermont.fr

## La législation américaine a freiné les investissements étrangers à Cuba

**SAINT-DOMINGUE**  
de notre correspondant  
L'adoption par les Quinze, le 14 avril, de l'accord intervenu quarante-huit heures auparavant entre la Commission européenne et les Etats-Unis sur la non-application à l'Europe de deux législations américaines, dont une relative au commerce avec Cuba - l'autre concernant l'Iran -, éloigne le risque d'un dangereux affrontement commercial transatlantique. Sans régler pour autant le fond du litige portant sur le caractère extra-territorial de la loi Helms-Burton visant à durcir l'embargo appliqué à l'île, depuis 1962, par Washington.

La plainte que l'Union européenne devait présenter ce jour-là devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été suspendue à la suite de l'annonce de cet accord de principe, passé entre le commissaire européen chargé des questions de commerce international, Leon Brittan, et le négociateur du président Clinton, Stuart Eizenstat. Le président Clinton s'engage à continuer de ne pas appliquer, jusqu'à la fin de son mandat, en 2001, le chapitre III de la loi Helms-Burton. Ce chapitre permet aux ressortissants américains de déférer devant les tribunaux des Etats-Unis toute personne convaincue de « trafic » sur des biens confisqués à Cuba après la révolution castriste.

Par ailleurs, le titre IV de la loi prévoit que les autorités américaines devront refuser tout visa d'entrée aux Etats-Unis à toute personne (y compris les directeurs de sociétés des actionnaires ainsi que leurs épouses, leurs enfants mineurs) qui se serait livrée au « trafic » évoqué. La loi n'a pas d'effet rétroactif et ne vise que les activités en relation avec Cuba postérieures à son entrée en vigueur, le 15 juillet 1996.

La Maison Blanche devra aussi convaincre le Congrès d'amendement le chapitre IV, afin de suspendre les sanctions contre les dirigeants et actionnaires d'entreprises étrangères et leurs familles. En échange, l'Union européenne a accepté de suspendre sa plainte devant l'OMC durant au moins six mois et de « décourager » les investissements concernant ces biens confisqués.

### REFORMES FREINEES

Diversément accueilli par les pays de l'Union européenne, dont certains, comme la France, l'Espagne, l'Italie et la Belgique, ont regretté que la trêve accordée aux Etats-Unis devant l'OMC ne s'accompagne pas d'une dénonciation explicite du caractère extra-territorial de la loi américaine et d'une suspension immédiate des sanctions, l'accord dépend du bon vouloir du Congrès des Etats-Unis.

Les explications du négociateur américain, insistant sur l'engagement européen de respecter les propriétés « confisquées par le gouvernement cubain », n'ont pas convaincu les représentants cuba-

▼ **Embargo**  
Un an après sa promulgation, le bilan de la loi Helms-Burton, véritable pomme de discorde entre Washington et ses alliés, est mitigé

no-américains les plus hostiles au régime castriste. Pour Lincoln Diaz Balart, élu de la Floride à la Chambre des représentants, « cet accord est une reddition du gouvernement de Clinton face à l'Union européenne ». Egalement floridienne et républicaine, la représentante Ileana Ros-Lehtinen a annoncé qu'elle s'opposerait « à tout affaiblissement de la loi Helms-Burton ».

Les dirigeants cubains ont réagi avec prudence et sans grande illusion face au compromis américano-européen. « Un éventuel accord entre les Etats-Unis et l'Europe ne règle pas le problème de la loi Helms-Burton pour Cuba », a déclaré le ministre du commerce extérieur, Ricardo Cabrisas, à l'agence officielle Prensa Latina.

Après un peu plus d'un an de sa promulgation, dix-huit jours après que la chasse cubaine eut abattu deux petits avions pilotés par des exilés de Miami, le bilan de la loi Helms-Burton est pour le moins mitigé. Sur la scène diplomatique, elle s'est convertie en l'une des principales pommes de discorde entre Washington et ses principaux alliés canadiens, européens et mexicains. « Le principal effet de la loi Helms-Burton est d'avoir freiné le timide processus d'ouverture politique qui avait commencé à Cuba », souligne le cubanologue Jorge Domínguez.

« Le gouvernement des Etats-Unis et la communauté exilée de Miami ne pouvaient faire de meilleur cadeau aux durs du pouvoir cubain, qui cherchaient à bloquer les réformes », ajoute M. Domínguez, dans un entretien qu'il a accordé au Monde lors d'un séminaire sur les « transitions démocratiques » qui s'est tenu récemment à Saint-Domingue.

Pour Jorge Domínguez, qui enseigne à Harvard, les transformations provoquées par la disparition de l'Union soviétique et la dissolution du bloc soviétique n'ont pas été seulement économiques. « Depuis le début de la décennie, l'Etat et le Parti communiste cubains ont perdu une part importante du contrôle qu'ils exerçaient sur la vie quotidienne. » Cette perte de contrôle politique s'explique par les critiques de plus en plus ouvertes du régime que l'on entend dans les rues, ainsi que par « l'apparition d'une pensée politique pluraliste au niveau individuel ». Autre facteur d'ouverture politique : « la fin du projet idéolo-

gique cohérent de la direction cubaine, projet dont il ne reste aujourd'hui que le nationalisme ».

Ce sont « ces changements politiques subtils et insuffisants » que la loi Helms-Burton est venue contraindre. « Elle justifie le discours des fonctionnaires cubains qui affirment que le gouvernement des Etats-Unis s'intéresse moins à la démocratie à Cuba qu'à la récupération des biens des anciens latifundistes », poursuit le professeur Domínguez, qui se rend régulièrement dans l'île.

La détérioration des relations cubano-américaines s'est accompagnée d'un coup de frein au mouvement de réformes économiques engagé après l'effondrement du camp soviétique. Le vice-président cubain, Carlos Lage, ordonnateur de ce plan, vient de déclarer à *Granma*, l'organe officiel du Parti communiste, que la priorité du gouvernement n'était pas d'autoriser l'ouverture de petites et moyennes entreprises privées, mais de rendre plus efficaces les établissements publics. L'obligation de payer des impôts, contrainte que la révolution avait abolie, et les contrôles souvent tatillons ont provoqué une réduction du nombre d'artisans et de restaurateurs installés à leur compte, qui ne sont plus que 172 000, contre 208 000 un an plus tôt.

« Même si elle reste largement lettre morte en raison de la suspension de son chapitre III, la loi Helms-Burton a un impact économique négatif pour Cuba », ajoute Jorge Domínguez. Elle dissuade les grandes entreprises internationales,

qui ont des intérêts aux Etats-Unis, de s'implanter à Cuba et favorise l'arrivée de petites et moyennes entreprises européennes, canadiennes et latino-américaines, parfois d'opportunistes du capitalisme sauvage, qu'elle protège de la concurrence des grosses sociétés. Cuba y perd, car, pour attirer ces entreprises qui disposent souvent de technologies moins performantes et de marchés plus limités, La Ha-

meure la principale source de devises, en rendant plus difficile l'obtention de financements internationaux. L'architecte des réformes a cependant ajouté que 42 nouvelles entreprises mixtes ont été constituées avec des investisseurs étrangers depuis le vote de la loi.

Au moins une société de poids, la cimenterie mexicaine Cemex, a quitté Cuba après avoir reçu un

comme le groupe touristique espagnol Sol-Melia ou la canadienne Sberit, ont ouvertement défilé les sanctions américaines.

Ian Delaney, le président de Sberit, qui a d'importants intérêts dans l'exploitation du nickel et la recherche pétrolière à Cuba, a annoncé qu'il comptait étendre ses investissements au tourisme, à l'industrie sucrière, aux transports et aux communications. « Cuba constitue la meilleure opportunité d'investissement au monde », répète Ian Delaney, qui affiche volontiers son militantisme anti-Helms-Burton lors des conférences organisées à La Havane.

Largement dictée par des considérations de politique intérieure, liées au poids du lobby cubano-américain, la politique cubaine des Etats-Unis n'est pas exempte de contradictions. Javier Ferreiro, un commerçant galicien, a été arrêté au début du mois à Miami et accusé de « trafiquer avec l'ennemi », sous prétexte qu'il a vendu à Cuba de la sauce tomate, des conserves de légumes, des couches jetables et des serviettes sanitaires *made in USA*, pour un montant de 463 000 dollars. Javier Ferreiro, qui risque selon le procureur une peine maximale de cent ans de prison, affirme avoir acquis ces produits en République dominicaine et à Panama. Mais la loi Helms-Burton n'a pas empêché huit compagnies de téléphonie américaines de verser 32 millions de dollars au gouvernement cubain pour les appels réalisés au second semestre 1996.

Jean-Michel Caroit

### Protéger les droits de propriété

Le Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996, plus connu sous le nom de loi Helms-Burton, vise à renforcer l'efficacité de l'embargo commercial appliqué par les Etats-Unis à Cuba depuis le début des années 60. Présentée comme un moyen de protéger les droits de propriété des citoyens américains et de rétablir la démocratie dans l'île, cette loi entend sanctionner « toute personne » (quelle que soit sa nationalité) qui « trafique » (selon la terminologie américaine) avec des biens confisqués par le gouvernement cubain après le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et à propos desquels existent des réclamations émanant de citoyens américains. La notion de « trafic » englobe toute activité commerciale réalisée à l'aide de biens confisqués. Aucune distinction n'est opérée selon que les biens appartiennent, au moment de la nationalisation, à des citoyens cubains ayant acquis ultérieurement la nationalité américaine ou à des citoyens américains.

vane doit accorder plus de facilités à ces entreprises et à payer le coût du risque politique ».

Les autorités cubaines reconnaissent que la loi Helms-Burton a un effet néfaste sur le flux d'investissements et le climat d'affaires. Lors d'un récent séminaire organisé à La Havane par l'hebdomadaire britannique *The Economist*, Carlos Lage a admis que la loi américaine avait affecté la zafra, la récolte sucrière, qui de-

avertissement des Etats-Unis lui reprochant d'utiliser une usine ayant appartenu à une compagnie américaine. Le retrait d'une autre entreprise mexicaine, Damos, qui avait investi dans les télécommunications, est en partie dû à des difficultés financières liées à la dévaluation du peso. Les parts de Damos dans la compagnie de téléphonie cubaine Etecsa ont été rachetées par l'entreprise publique italienne STET. D'autres sociétés,

## L'obsession du chômage occulte les autres problèmes sociaux en France

▼ **Sondage**  
Une majorité de Français critiquent la politique économique du gouvernement, jugée déconnectée des réalités sociales

être directement lié à la question de la réduction du chômage.

« Les angloises de 1993 n'ont guère varié », relèvent les auteurs de l'étude. « Mais la réduction du chômage suscite encore plus d'attente » auprès des responsables politiques, ajoutent-ils, estimant que « cette absence d'évolution, d'une période à l'autre, constitue un déni évident de l'action politique menée depuis quatre ans dans différents domaines ».

Un constat conforté par les réponses apportées à la question sur l'application sociale du gouvernement dans la politique économique qu'il entend mener et défendre. Au total, 58 % des personnes sondées considèrent que Matignon « mène une politique économique qui ne prend pas en compte les problèmes sociaux ». Seulement 38 % sont d'un avis contraire, tandis que 4 % des personnes interrogées préfèrent ne pas se prononcer sur le sujet.

**ECONOMIE AUTISTIQUE**  
« De tout cela, on peut déduire que le constat sur la fracture sociale, tel que l'avait établi Jacques Chirac lors de la campagne électorale, était naturellement juste. D'une période à l'autre, il y a au moins une constance sur ce point et sur l'ampleur des problèmes à régler. En revanche, au-delà du diagnostic, c'est le point mort, et les Français en ont bien conscience », explique Emile Malet, directeur de la revue *Passages*.

« Nous sommes typiquement dans un cas d'économie autistique qui se contenterait d'une satisfaction affichée pour ce qui est des indicateurs macroéconomiques, dont beaucoup sont plutôt bons, tels la lutte contre l'inflation ou l'accident du commerce extérieur, sans prendre en compte des paramètres sociaux particulièrement alarmants. C'est l'explication toute simple de tous les commentaires que l'on entend aujourd'hui autour de ce qu'on appelle maintenant

l'horreur économique et de son dérivé, l'économie morbide », ajoute-t-il.

Autant de griefs adressés à l'actuel gouvernement, à rapprocher d'un autre sondage, réalisé début avril par le même institut pour Canal Plus, d'où il ressort que 71 % des Français considèrent que ce même gouvernement n'est « pas assez exigeant » vis-à-vis des entreprises dans le cadre de la lutte contre le chômage. Un autre gouvernement, confronté aux mêmes difficultés économiques et sociales, pourrait-il faire mieux ? Rien n'est moins sûr, à en juger par les résultats d'une étude conduite à la même époque par la Sofres : 61 % des personnes interrogées ne jugent pas particulièrement convaincantes les propositions, économiques notamment, du Parti socialiste en vue des prochaines élections législatives, dont l'échéance initiale (1998) pourrait être avancée. Alors que l'image du PS et de son leader, Lionel Jospin, se dégradent dans l'opinion, 42 %

des Français et 54 % des sympathisants socialistes reprochent à cette gauche d'être « trop conciliante » à l'égard de l'actuel pouvoir.

Au-delà des clivages politiques, l'appel à un lien naturel entre économie et social, seul moyen d'éviter la « déshumanisation des esprits », est unanime. Peu à peu, chacun en convient. Le dernier exemple en date, outre la prise de conscience qui a suivi l'épisode de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde, est la décision du président du Conseil économique et social, Jean Mattéoli, d'exiger de la section des problèmes économiques et généraux et de la conjonction, la section « noble » du CES, forte d'une quarantaine de membres venus d'horizons divers, qu'elle intègre dorénavant les « effets sociaux » au rapport de simple conjonction qu'elle est appelée à fournir à la fin de chaque session.

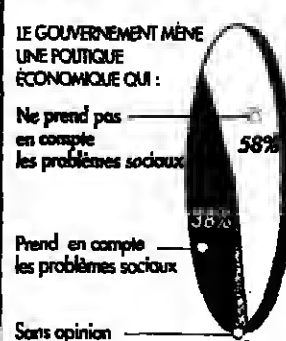
Serge Marti

### Une urgente nécessité : réduire le chômage

Quelles devraient être selon vous les actions prioritaires pour le gouvernement ?

	en %
1 Réduire le chômage	54
2 Réduire la précarité économique	9
3 Lutter contre la drogue	6
4 Assurer le droit au logement	5
5 Réduire le déficit de la Sécurité sociale	5
6 Garantir le financement des retraites	5
7 Lutter contre le racisme	4
8 Lutter contre le sida	4
9 Assurer la sécurité dans les rues	3

De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?



Sondage BVA/Passages.

**Visiblement,**  
vous avez des responsabilités.

Ça tombe bien, maintenant vous pouvez les élargir.

**MBA**  
ESCP

Le MBA ESCP, programme inter-européen de management, s'adresse à de jeunes cadres fortement impliqués dans l'entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie originale en temps partagé permet le maintien d'une responsabilité à plein-temps en entreprise pour obtenir, en 18 mois, un diplôme de standard international (MBA).

01 49 23 22 70  
Email : gougeon@escp.fr

Ecole Supérieure de Commerce de Paris  
79, avenue de la République  
75011 Paris

**ENTREPRISES**

Communiqués financiers

24 h/24

3615 LEMONDE

**ETUDIANTS**

TROUVEZ VOTRE STAGE

3615 LEMONDE

1500 ريال سعودي





RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2.23 Fmn) MINITEL 3615 LE MONDE (2.23 Fmn) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Secteurs de Pointe

**La Direction Développement recrute un**

**Spécialiste en acquisition de données cartographiques**

Rattaché au Directeur du Développement, vous définissez et assurez la mise en œuvre et la conduite du Programme Développement dans le domaine de la Cartographie (vectorisation de fonds de cartes, géocodage, organisation de tournées de distribution).

Ingénieur ou Bac + 5, vous avez nécessairement une expérience minimum de 3 ans dans la conduite de projets cartographiques et dans l'acquisition de données cartographiques. Idéalement, vous connaissez différents SIG (Arcinfo, Mapinfo, Géocodage) de préférence dans le domaine de l'aide à la décision ou du Géomarketing.

Vos qualités relationnelles et votre expérience d'animation, vous permettront de réussir dans cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. P&D/PT à MEDIAPOST Service du Recrutement 15 Bd du Gal de Gaulle 92126 Montrouge Cedex.

**mediapost**  
GROUPE LA POSTE



à la rencontre de nos énergies

### Ingénieur spécialiste de la prospective

Au sein de la Direction des Etudes et Recherches d'Electricité de France, vous serez intégré dans une équipe de plusieurs ingénieurs dans le groupe Prospective, Evaluation, Méthodes.

Vos capacités d'écoute, d'ouverture sur le monde extérieur, vous permettront de conduire des réflexions sur les évolutions à long terme dans le domaine des applications de l'électricité (industrie, résidentiel, tertiaire, transport).

Ingénieur Grande Ecole, armé de solides connaissances complémentaires en économie (Master en économie ou en administration d'entreprise, HEC, ESSEC, ENSAE, etc.), vous avez lors de votre première expérience (3 à 5 ans), conduit des études de prospective/évaluation, sur le moyen et/ou long terme.

Apté au travail en équipe et de l'animation de groupes de travail, venez nous apporter votre vision d'économiste dans les études et les réflexions prospectives.



Merci d'adresser votre candidature sous la référence LM/E51 à EDF-GDF, Département Recrutement, 16 rue de Monceau 75383 Paris Cedex 08.

### Polymères Techniques

## UN INGÉNIEUR MATÉRIAUX D'ENVERGURE

Un Groupe chimique français de tout premier plan recherche un ingénieur ayant 5 à 10 ans de vie professionnelle impliquant une expérience significative et réussie de développement dans le domaine des polymères techniques ou de spécialités.

Sur le plan international, pour un vaste secteur de marchés et en liaison étroite avec les Chefs de produits, les services commerciaux et de recherche, il sera chargé :

- de consolider des positions acquises
- d'identifier des futurs besoins en termes de produits nouveaux et/ou d'applications nouvelles
- de conduire des actions de développement jusqu'à la vente.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école d'ingénieur, ayant des qualités marquées d'initiative, de dynamisme, ainsi que de discernement et de dialogue.

Grandes possibilités d'évolution au sein du Groupe. Anglais courant indispensable. Poste basé en Normandie.

Entre sous réf. 17A 3174.7M. Discretion absolue



71, rue d'Anteuil 75016 Paris



Institut National Agronomique Paris-Grignon  
16, rue Claude Bernard 75231 Paris Cedex 05

recrute  
12 enseignants-chercheurs

- 4 Professeurs
- 8 Maîtres de Conférences
- Agonomie et Systèmes de cultures et environnement \*
- Dynamique des milieux et organisation spatiale \*
- Physiologie appliquée à la reproduction \*
- Zootéchnie Génétique animale \*
- Valorisation non alimentaire des bioressources \*
- Automatique \*
- Microbiologie \*
- Commerce et Marketing \*

Inscriptions jusqu'au 27 Avril 1997 pour les concours marqués d'un astérisque (\*)

Renseignements : - site Internet : <http://www.inapg.inra.fr/>  
- auprès du : Service des Ressources humaines de l'INA-PG Tél : 01-44.08.18.57  
Fax : 01-44.08.18.75 E mail : [recrut@inapg.inra.fr](mailto:recrut@inapg.inra.fr)

Nous sommes une société de services prestataire interne d'un groupe puissant, spécialisé dans la distribution de produits pharmaceutiques. Notre vocation est d'optimiser en permanence une architecture informatique ouverte et très performante (plus de 1 000 PC, une centaine de serveurs plus des mainframes) et de développer des applications innovantes et d'envergure internationale... Nous recrutons dans le cadre de notre expansion :

### INGÉNIEURS DE TEST LOGICIEL

Au sein d'une équipe de développement logiciel, vous assurez, grâce à votre connaissance des outils et techniques appropriés, la mise en place de procédures et méthodes de test. Vous fournissez ainsi un support méthodologique efficace aux équipes développement (réf. AD01)

### SOFTWARE CONFIGURATION MANAGER

En liaison avec une cellule spécialisée dans les outils d'assurance qualité logicielle, vous êtes responsable de la conception et de la mise en place des méthodes et procédures de configuration des logiciels en développement. (réf. AD02)

### SOFTWARE QUALITY ASSURANCE MANAGER

Vous participez de façon active à la mise en place d'un ambitieux programme d'assurance qualité. Vous êtes le promoteur de nouvelles méthodes de travail et contrôlez leur mise en œuvre par les équipes de développement. (réf. AD03)

### CHEF DE PROJET LOGICIEL

Vous encadrez une équipe de développeurs et participez très activement à la mise en œuvre d'une application nouvelle de dimension internationale. Vous connaissez bien les bases de données relationnelles et la programmation en C. (réf. AD04)

Pour tous ces postes, vous êtes de formation supérieure, vous avez 28/32 ans et une expérience réussie dans une fonction similaire. Rigoureux, méthodique, votre sens relationnel et votre sensibilité à la démarche assurance qualité logicielle vous permettront de réussir dans ces fonctions. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Une rémunération motivante est prévue pour ces postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en précisant la référence choisie à notre conseil Agora Sélection, 18 rue Volney, 75002 Paris.

\*Gestionnaire de configuration logicielle  
\*\*Responsable assurance qualité logicielle

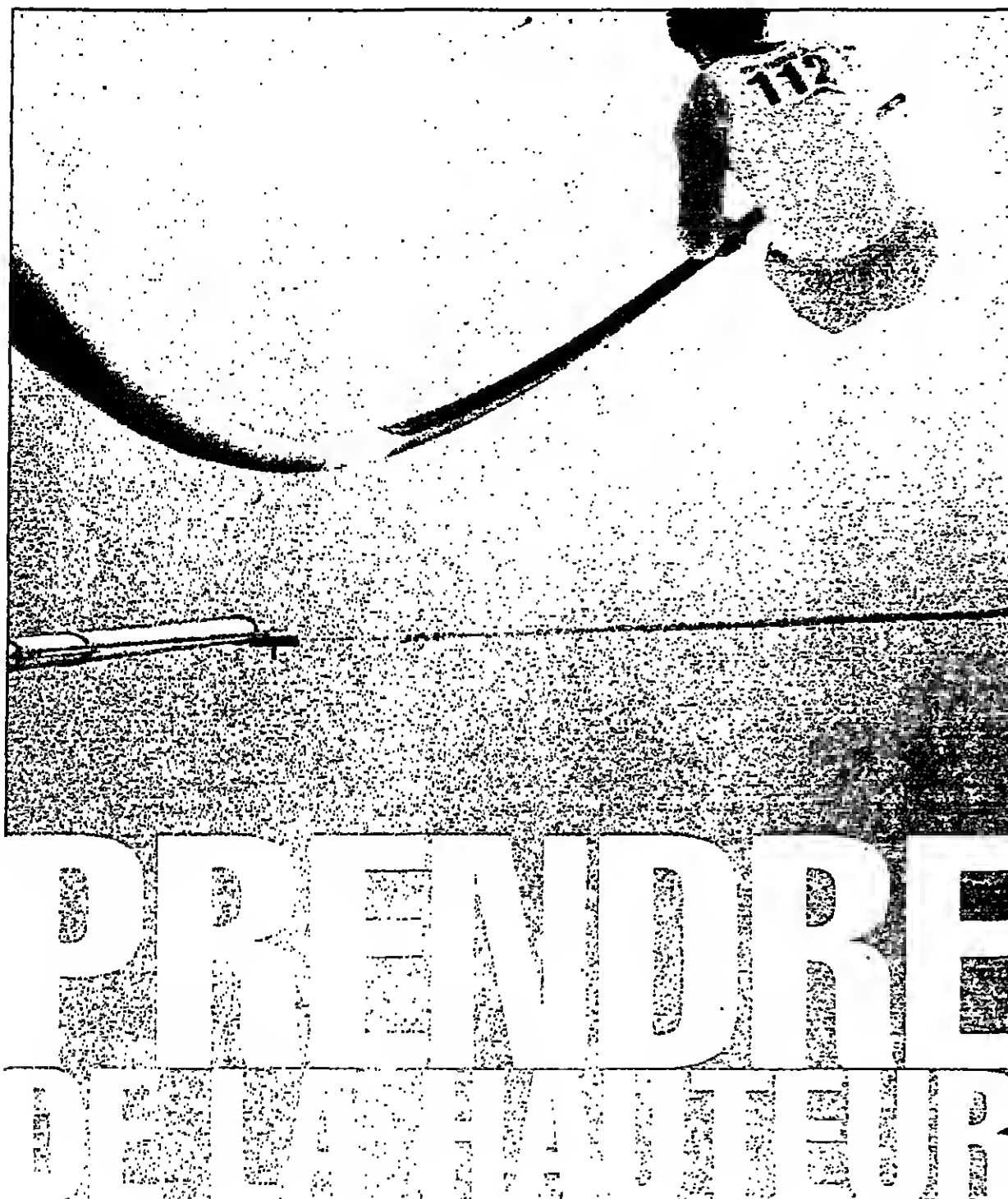
**AGORA**  
Sélection



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET: <http://www.cadresonline.com> MINITEL: 3615 cadresonline (2.23 F/mn) MINITEL: 3615 LEMONDE (2.23 F/mn) INTERNET: <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Secteurs de Pointe



Se dépasser est assurément le maître mot de notre culture d'entreprise et ce depuis 1968, date de notre création. Avec 2 500 collaborateurs et un chiffre d'affaires de plus de 1,3 milliard de francs, nous sommes aujourd'hui parmi les toutes premières SSI françaises. A vous de voir plus grand, en développant votre sens de l'initiative et de l'autonomie. Notre conception de notre métier vous y incite. Spécialistes de l'ingénierie des systèmes d'information complexes et des logiciels haut de gamme, nous sommes reconnus par tous les secteurs d'activité pour notre expertise, notre technologie et notre large choix de produits.

**Directeurs d'agences et Responsables de marchés**

A 28/35 ans, ingénieur de formation ou de formation supérieure, bac + 5, vous avez une expérience technique confirmée en ingénierie informatique et une première expérience réussie soit dans la commercialisation de solutions innovantes - grands projets d'intégration ou logiciels techniques et thématiques - auprès de grandes entreprises ou organisations, soit dans la gestion d'un centre de profit de type agence.

Aujourd'hui, donnez une autre dimension à votre parcours professionnel et rejoignez-nous en prenant la responsabilité du développement d'une agence ou d'un marché sur la banque, l'industrie ou les télécommunications. Vous gèrerez tous les leviers qui vous permettront de réussir : positionnement stratégique, développement commercial et des ressources humaines, pilotage de la production dans un souci permanent de rentabilité et de service rendu au client. (Réf. DA ou RM)

**Ingénieurs commerciaux**

De formation supérieure, de préférence en informatique, vous avez 3 à 8 ans d'expérience dans la vente de solutions informatiques complexes (chez une SSI, un éditeur ou un éditeur). Vous commercialisez des solutions leaders sur leur marché : logiciels, systèmes d'information, ingénierie, produits d'intégration ou techniques (logiciels, ressources humaines, logiciels bancaires de Sopra, Règles du Jeu, Administration & Pilotage, Inter-Pol...), tant en France qu'à l'international.


Votre sens commercial et vos réussites vous permettant d'animer rapidement une équipe commerciale ou technique, dans la perspective d'assumer une responsabilité vers une fonction de direction d'agence ou de marché. (Réf. IC)

**Responsables gestion industrielle ou financière**

De formation supérieure, vous avez une spécialisation en gestion industrielle ou financière (grandes écoles, IAE, APICS...) et, lors de votre parcours professionnel d'une durée de 5 à 8 années chez un éditeur, une SSI ou un éditeur, vous avez conduit plusieurs projets significatifs de mise en œuvre d'un projet d'intégration (SAP, Oracle Applications, BPCS, JDE/EDS...). Votre expertise en gestion industrielle ou financière et vos qualités relationnelles, votre sens du service et de l'engagement - doivent vous permettre d'apporter à nos clients l'avantage stratégique et à leur service qu'ils attendent. (Réf. CH)

**Envoyez-nous sous la référence choisie à Jérôme Bruyas, Sopra, Direction des Ressources Humaines, 3 rue Lauriston, 75116 Paris.**

e-mail: [jbruys@sopra.tm.fr](mailto:jbruys@sopra.tm.fr)



**Jeunes ingénieurs**  
**Après-Vente**


**La Direction Après-Vente joue un rôle essentiel au sein du groupe : elle assure et développe le service à la clientèle, commercialise les pièces de rechange et optimise les coûts d'entretien. Elle contribue très largement à la fidélisation de nos clients.**

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, complétée par une formation économique type IAE, mastère ou équivalent. Vous avez eu l'occasion de vivre à l'étranger au cours d'un stage ou d'une formation complémentaire et vous parlez couramment l'anglais.

Vous occuperez dans un premier temps - environ 2 années - un poste opérationnel en ingénierie (essais, études qualité) qui vous permettra d'acquiescer une réelle expertise et d'appréhender parfaitement le produit automobile. Vous serez ainsi préparé à prendre une responsabilité Après-Vente de type métier (résolution des problèmes remontés par le réseau) ou projet (participation à la conception des futurs véhicules en vue d'optimiser les coûts d'entretien).

Vous aimez les contacts, possédez le sens du service et savez vous adapter. L'environnement de premier plan que nous vous proposons vous permettra d'exprimer largement votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. LFM/SL à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92130 Suresnes Cedex, qui transmettra.



**RENAULT**

**Consultants en organisation informatique**

**NANTES**

Au sein du Département des Titres et de la Bourse, vous êtes chargé de la maîtrise d'ouvrage des projets informatiques concernant les outils mis à disposition de notre réseau d'agences. Ces postes s'inscrivent dans un contexte de forte évolution réglementaire (Relit Grande Vitesse, passage à l'Euro...).


En liaison avec les services d'études informatiques, vous analysez l'existant, recueillez les besoins de notre réseau d'agences et rédigez les cahiers des charges. Vous validez les spécifications fonctionnelles détaillées, supervisez la phase de tests, assistez les utilisateurs dans la mise en œuvre opérationnelle et présentez les dossiers dans les instances de décision.

Pour conduire ces projets, nous recherchons :

**Consultants juniors**, titulaire d'un diplôme de niveau bac + 5, universitaire, école d'ingénieur ou de commerce, disposant de préférence d'une première expérience dans le domaine des valeurs mobilières. (Réf. CS/JUN)

**Consultants seniors**, justifiant d'une expérience de conduite de projets informatiques, d'environ 5 années, dans le secteur tertiaire (banque, assurance...). (Réf. CS/SEN)

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la référence choisie, à Christine Salahi, Société Générale, Service du Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



<http://www.soggen.com>

**CONJUGUONS NOS TALENTS.**

*Avec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.*

سكنى الى العمل



## Ingénieurs Commerciaux

4<sup>ème</sup> opérateur mondial, le groupe France Télécom est également la première société française pour le recrutement de jeunes (6000 postes en 1996-1997) : c'est une réelle volonté de développement et une forte capacité de recherche qui permettent à l'entreprise de mieux préparer les défis technologiques de demain.

Depuis 1986, France Télécom Grands Comptes développe la nature et le volume des prestations du Groupe en apportant des réponses adaptées aux besoins d'une clientèle exigeante dans un environnement concurrentiel tant sur le plan national qu'à l'international. Dans le cadre de son développement, recrute :

### 15 Ingénieurs Commerciaux H/F Grands Comptes réf LM/222

Résponsable de la relation commerciale auprès de très grands comptes, vous traitez l'ensemble des questions que se posent vos clients dans le domaine des télécommunications. Vous définissez la stratégie commerciale et portez toute l'offre de France Télécom.

Après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur (X, Centrale, Supélec, Ecole de Commerce HEC, ESCP, etc.), vous parlez l'anglais et vous avez une expérience de plus de 2 ans de la vente de systèmes ou services de télécommunications auprès de grands comptes.

### 15 Ingénieurs Commerciaux H/F

Rattaché au Responsable du Compteur, vous avez la charge de la relation commerciale auprès de grands comptes. Vous êtes à l'initiative et portez les offres adaptées et portez la stratégie commerciale développée sur le Compteur.

Après un expérience de 2 à 5 ans dans la vente de services aux entreprises, vous avez une formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou de Commerce), vous parlez l'anglais et connaissez le domaine des télécommunications.

### 15 Assistantes Commerciales H/F Entreprises réf LM/223

Rattachée au Responsable du Compteur, vous portez les résultats de la mise à disposition des services de France Télécom auprès de la clientèle. Vous êtes à l'initiative et portez les offres adaptées et portez la stratégie commerciale développée sur le Compteur.

Après un expérience de 2 à 5 ans dans la vente de services aux entreprises, vous avez une formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou de Commerce), vous parlez l'anglais et connaissez le domaine des télécommunications.





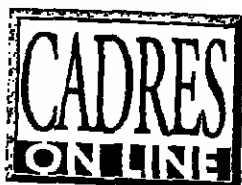


صكنا من الامل

ciaux

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 22 AVRIL 1997 / XI



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINUTE 3615 cadresonline (2.23 F/mn) MINUTE 3615 LEMONDE (2.23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Secteurs de Pointe



Notre Groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en systèmes d'information. Nous accompagnons nos clients dans la transformation de leur entreprise, en particulier par la mise en place de solutions à base de progiciels intégrés (plus de 500 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de nos clients nationaux, comme internationaux, nous renforçons l'ensemble de nos centres de compétences répartis sur toute la France (Paris et 25 villes en province) par l'intégration de plusieurs :

- EXPERTS FONCTIONNELS
- gestion de production
- administration des ventes et logistique
- finance et contrôle de gestion
- ressources humaines.

Devenez CONSULTANT SAP

KV dans "LE MONDE Initiatives" du 23/04/97

Merci d'adresser ou de télécopier votre candidature (CV, photo, lettre de motivation et rémunération actuelle) en portant la référence choisie sur lettre et enveloppe : pour Paris : réf. 44913 à OPTTEAMAN, Le Quintet A - 12 rue Danton - 92517 Boulogne cedex. Fax : 01 47 61 49 45. pour la Province : réf. 44924 à Emmanuelle Calvet - CAP GEMINI - 4/5 place Charles Hernu - BP 2122 - 69603 Villeurbanne cedex.

### Ingénieurs passionnés par les nouvelles technologies de communication internet/intranet,

nous vous proposons d'intégrer la filiale d'un groupe télécom international en pleine expansion.

Après une période de formation (HTML, objet, JAVA...), vous exprimerez votre talent au sein de nos équipes projet.

Mobiles, dynamiques et enthousiastes, vous justifiez d'une première expérience de 6 à 18 mois dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Pour plus d'informations, téléphoner au 08 36 68 48 08 (2.23 francs/mn) réf.\*11.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. VIVINTER à NC Communication, 108, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Notre entité constitue le pôle R&D d'un des plus grands groupes nationaux de service. Pour assurer notre mission de réflexion et d'anticipation, nous renforçons nos compétences.

### Responsable d'affaires

Vous analysez l'environnement et identifiez les besoins des utilisateurs pour déterminer les implications des technologies nouvelles dans le domaine des systèmes automatisés : recherche de cas d'emploi, études de faisabilité, élaboration d'argumentaires techniques et économiques. Vous initiez et pilotez les projets du domaine : organisation, spécification des besoins, animation des acteurs, coordination de la mise en œuvre en veillant aux impacts organisationnels et humains.

De formation supérieure, à 35 ans environ, vous avez piloté des projets techniques et participé au développement de produits. Vous maîtrisez des technologies avancées telles que les systèmes d'information, l'électronique, la mécanique, les réseaux, la robotique, l'automatisation des processus.

Votre curiosité intellectuelle et votre sensibilité à la gestion vous permettront d'élargir votre domaine d'intervention et d'appréhender les enjeux au-delà de la technique.

Pour ce poste situé en région parisienne, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + CV, sous référence ABD2/LM, à notre Conseil SPH, 9, rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SPH

SYSTÈMES ET POTENTIALS HUMAINS

## Rejoignez l'univers européen des réseaux d'entreprise.

NORTEL  
NORTHERN TELECOM

A World of Networks

À l'avant-garde des nouvelles technologies depuis plus de 100 ans, NORTEL conçoit, fabrique et intègre les réseaux numériques les plus performants partout dans le monde. Nous recherchons, pour notre Centre Technologique Européen basé à Marne-La-Vallée, des :

### EN BREF

- Nortel emploie plus de 16.000 personnes en Europe.
- Nous générons un revenu mondial de plus de 12,8 milliards de dollars.
- Nous avons 32 Centres de Recherche et Développement dans le monde.

### INGÉNIEURS SUPPORT LOGICIEL

### INGÉNIEURS SYSTÈMES OU TECHNICIENS EXPÉRIMENTÉS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

### INGÉNIEURS SYSTÈMES D'APPLICATIONS UNIX

### INGÉNIEURS FORMATEURS TECHNIQUES

### INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT LOGICIEL SENIOR

### INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT LOGICIEL SENIOR

• Experts en applications péritéléphoniques vocales

• Experts en protocole de communication SS7

Pour l'ensemble de ces postes, votre expérience minimum de 2 ans, vos connaissances techniques en Télécoms réseaux et en signalisation (TCP/IP, RNIS, LAN...) alliées à vos compétences informatiques UNIX, C, C++ en station de travail SUN et HP 9000, vous permettront de vous adapter rapidement à votre nouvel environnement. Vous maîtrisez la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature (Lettre de motivation, CV détaillé en anglais et en français) sous référence 00547 mentionnée sur la lettre et l'enveloppe à : NORTEL, Service Recrutement Europe, 33, Quai Paul Doumer, Paris La Défense 92415 Courbevoie Cedex. Discretion assurée.

Pour insérer votre annonce dans  
Le Monde Économie et Le Monde Emploi  
Appelez Le Monde Publicité au  
01-42-17-39-33 – Fax : 01-42-17-39-38



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/m) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/m) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

# Informatique Réseaux Télécommunications

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES H/F PARIS OUEST  
AVANT-VENTE/REALISATION TÉLÉCOM/INFORMATIQUE

## Missions et Responsabilités

Au sein de notre Centre de Compétences Européen, vous êtes responsable de la conduite de projets de «Centres d'Appels». Vous intervenez en avant-vente et élaborer une offre technique répondant aux besoins spécifiques du client (gestion des appels, exploitation de numéros verts, interfaces,...). Dans le cadre du planning et du budget établis, vous gérez le projet dans son ensemble (intégration de produits différents, développements logiciels,...) en coordonnant l'action des différents intervenants. Vous assurez le lien permanent entre le client, l'ingénieur commercial et les responsables techniques. Par ailleurs, vous êtes associé aux évolutions de nos produits et pouvez être amené à gérer des relations avec nos partenaires et/ou sous-traitants.

## Profil et Offre

Agé de 30 ans environ, vous êtes ingénieur en télécom ou informatique. Vous avez une expérience confirmée de conduite et de réalisation d'affaires dans un domaine proche du nôtre (PABX, ACD, serveurs vocaux ou environnement Client-Serveur,...). Vous avez une bonne connaissance des environnements informatiques des entreprises. Vous savez travailler en équipe et fédérer les compétences. Vos aptitudes relationnelles, votre capacité à traduire techniquement un besoin et votre efficacité font de vous un interlocuteur reconnu et apprécié des clients. Autonome, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée en France et en Europe (anglais impératif). Vos résultats et la croissance de notre activité sur un marché très porteur sont garants de votre évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 6929 à notre conseil :  
PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex  
Fax : 01 46 03 00 34.

PREMIERE  
LIGNE

## DIRECTEUR PRODUITS Systèmes d'information Ouest de la France 380-400 KF + voiture

L'ENTREPRISE  
Filiale européenne d'un important groupe international de services, spécialisée dans la conception et la prestation de systèmes d'information spécifiques à des secteurs d'activités où son expertise est réputée.

### LE POSTE

Membre du Comité de Direction, le Directeur Produits dirige un service de développement de prestations et de logiciels de process. Il sera responsable d'une filière de marché, c'est-à-dire chargé de concevoir et développer sur mesure les logiciels requis par ses clients, sous de fortes contraintes en matière de qualité, de flexibilité et de délais.

Le poste comprend cinq axes clés de travail :

- **Avant-vente** : apporter une contribution active d'expertise dans le cadre de l'élaboration des propositions de l'offre.
- **Généraliste de projet** : assurer la maîtrise d'œuvre [intégration] des projets : développement et maintenance des logiciels, recettage des logiciels applicatifs, mise en exploitation, documentation commerciale des utilisateurs, assistance clients.
- **Salut de clientèle**, avec pour objectif la satisfaction pleine et entière des clients.
- **Plan Assurance Qualité** visant la certification ISO 9001 de l'activité développement de logiciels.
- **Gestion** : être responsable, pour son unité, du budget, du compte d'exploitation et des résultats par rapport à des objectifs.

### LE PROFIL RECHERCHÉ

40 ans environ, ingénieur diplômé en informatique, ayant une expérience significative et réussie d'abord technique puis managériale en développement, maintenance et conduite de projets en environnement process dans la logistique et le transport.

Expérimenté notamment en bases de données relationnelles avec LAG.

Compétent en management (motivation des hommes, lois sociales...) et en gestion (budgets, compte d'exploitation...).

Manager confirmé et de haut niveau, charismatique, proche de ses hommes, sachant capter leur confiance et leur insuffler le goût de l'excellence, l'ambition de relever des défis de façon réactive et dynamique, le réflexe de la performance et de l'optimisation des produits qu'ils développent, et une attitude positive face aux fortes contraintes de qualité, performance et délais.

La maîtrise de l'anglais est indispensable à la dimension européenne du poste ; d'autres compétences linguistiques seront fortement appréciées.

Disponible pour des déplacements réguliers en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature [lettre, CV, photo] sous réf. 3/506  
à BERNARD JULHIET - 1/15 Quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex.  
Confidentialité assurée.

BERNARD JULHIET  
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

# Carrières Internationales



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/m) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/m) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

In 1971, INTEL introduced the world's first microprocessor ; today more than 80% of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components. The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 45 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. The European Distribution Sales Organization now wish to add experienced professionals with the following nationalities to their team : English, French, Dutch, Scandinavian, Italian.

intel

ENGLISH, FRENCH, DUTCH, SCANDINAVIAN, ITALIAN

## Internal Sales Representatives

Distribution-Europe / based in Munich - Germany

To support our distributors for defined regions or product lines with emphasis on price negotiations, product information, delivery commitments, backlog and inventory management and -last but not least- achieving planned revenue. This requires close liaison with the regional sales organizations.

You will have a business or technical degree and a minimum of 3 years' experience in sales / product marketing of computer or semiconductor products. You will have proven your ability to work flexibly but with a strong target orientation, to deal with multiple tasks and to develop a constructive relationship with distributors. Excellent communication and team-player skills are essential qualities. Fluency in English and at least one other European language (native) is required. Familiarity with PC applications software is a prerequisite. SAP experience an asset.

Ambitious graduate candidates offering the desired skills are also welcome to apply.

We offer interesting positions providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information please call Marlen Erber-Ludwig, telephone 00 49 89 13.06.820 or submit your full career details in English to our consultants.

Additional information on Intel and other job openings you will find in Internet : <http://www.intel.com>

Erber-Ludwig & Partner GmbH  
Recruitment Advertising & Selection  
Nymphenburgerstraße 148  
D-80634 München  
Fax : 00 49 89 16.17.11  
E-Mail: [erber-ludwig@t-online.de](mailto:erber-ludwig@t-online.de)

Le Monde  
Economie le lundi \*

Le Monde  
Emploi le mardi \*\*  
et la rubrique

Le Monde des  
Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous à ne pas manquer  
pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

صباحنا من الامم

Informati

Groupe RACING

Responsa

Michael P

Systèmes Réseau

K.P.

CIC Société

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION



# Informatique - Réseaux Télécommunications

## Groupe RACINE

Membre de  
Spector Photo  
Group



Filiale Française d'un grand groupe international de 4,5 Milliards de Francs, nous sommes spécialisés dans le développement de masse de pellicules photo de type loisirs. Dans le cadre de la refonte de nos systèmes d'information en liaison avec les filiales européennes, nous recherchons notre

## Responsable Informatique

Bagnaux (92)

Directement rattaché au Directeur administratif et financier, vous prendrez la direction de l'équipe informatique France (4 p), et vos missions vous conduiront principalement à :

- Mener l'analyse des flux de l'entreprise et des besoins des utilisateurs sur l'ensemble des services opérationnels en liaison avec les filiales et la direction générale du groupe.
- Etudier la mise en place de moyens modernes de communication (Groupware, EDI, Internet, etc.).
- Concevoir les différents scénarios de transition de l'ancien système vers une solution progiciel intégrée.
- Prendre en charge le déploiement opérationnel de ce nouveau système sur l'ensemble de la société, dans un souci constant de haute disponibilité.

A 30/40 ans, Bac + 4/5, vous avez une parfaite connaissance de l'AS400, de la micro et des réseaux LAN (WINDOWS NT) ou WAN (X25, TRANSFID), et possédez une expérience de 2 à 3 ans dans la mise en place de progiciel intégré. Véritable homme de changement, pragmatique et tenace, vous privilégiez les solutions techniques simples et concrètes, et saurez engager notre informatique dans une relation client/fournisseur.

Pour ce poste, un anglais courant est exigé.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Stéphane Amiot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Candidat anonyme) sous référence SAM16447.

**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement Informatique

## Responsables techniques en état-major

En matière de service, de relations commerciales et de technologies, nous écrivons l'histoire. Grande entreprise industrielle et commerciale au service de ses clients, France Télécom a su inscrire ses performances dans une logique d'évolution, de compétition mondiale et de mutation technologique qui ouvre constamment des territoires nouveaux. Nous sommes aujourd'hui engagés dans une importante démarche de développement de nos systèmes d'information.

Au sein de la Direction du Système d'Information, vous venez renforcer l'état-major des services de production, situés à Saint-Quentin-en-Yvelines, qui pilote nos 14 centres principaux dont celui de Bordeaux.

### Responsable technique Système/Réseau

Votre mission est double : assurer le support 2<sup>e</sup> niveau et améliorer performances et qualité de service à travers des actions court terme et des projets moyen terme. Ingénieur, vous avez acquis en 10 années et plus, une solide culture technique mixant les mondes MVS et UNIX sur des plates-formes multisites et avez la personnalité voulue pour donner du souffle à une équipe de 30 experts en cours de constitution. (Réf. 165 LM)

### Sachez que nous cherchons aussi ses adjoints :

Plate-forme d'intégration, support 2<sup>e</sup> niveau et missions d'expertise. (Réf. 166 LM)

### Chef du centre de Bordeaux

Votre mission est triple : gestion des équipes du centre (17 pers.), hébergement d'une cinquantaine de spécialistes et conduite de missions transversales. De formation bac + 4/5, vous apportez votre expérience de la conduite d'un gros site de production (MVS de préférence) et savez gérer le quotidien. Venez faire tourner le Centre comme une horloge. (Réf. 167 LM)

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Jean Thilly, « Carrières de l'informatique », sous la référence choisie.  
ALEXANDRE TIC, 9 rue Royale, 75008 Paris.



France Telecom



CompuServe Network Services (CNS), une division de CompuServe Inc, fournit l'infrastructure réseau globale pour CompuServe Information Services (CSI) et est un intégrateur de systèmes en réseau pour plus de 1.100 grands comptes à l'échelon mondial. Les systèmes de CNS comprennent entre autres Frame Relay, Remote Lan Access, connexions IBM, hébergement Lotus Notes ainsi que des services Internet/Intranet incluant des connexions sécurisées distantes ou par accès dédiés.

Une nouvelle phase importante de développement de nos activités, donne l'occasion à des professionnels réseaux de rejoindre notre équipe de Support Technique avant-vente et après-vente.

## Ingénieurs Systèmes Réseaux

Vous serez plus particulièrement chargé d'assurer la gestion en première ligne du vaste réseau COMPUERVE, et deviendrez un élément clé de l'équipe européenne de Support Technique à la vente. Vous apporterez votre connaissance de spécialiste et votre soutien aux forces de vente. Vous metrez tout en oeuvre pour satisfaire notre clientèle.

Doté d'une formation supérieure (Bac+4 ou 5) et d'une expérience professionnelle d'environ 5 ans, vous possédez une solide expérience technique des réseaux WAN & LAN, des protocoles TCP/IP et des routeurs CISCO.

Rigoureux, proche du terrain, vous êtes un bon communicant, disponible, mobile, et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Pour ce poste, basé en région parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre et CV sous la réf. AISR à Agnès ROSTOUCHER - KP Consultants - 87, rue de la Saussière 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

**K.P. Consultants**  
Ressources Humaines Hautes Technologies

Groupe KP

Dans le cadre de son activité de  
Conseil en Télécommunication et  
Téléinformatique, SETICS recherche

## 3 INGENIEURS TELECOMS

### 0 1 EXPERT RESEAUX RADIO

Une expérience de 5 à 10 ans, dans le domaine des télécoms civiles/militaires, vous a permis d'acquérir des compétences en propagation radio, services et protocoles radio ainsi qu'une connaissance des produits industriels.

### 0 1 INGENIEUR MESSAGERIE ET SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Une expérience de 3 à 5 ans dans ces domaines vous a permis d'acquérir des compétences sur les normes et les produits X400/X500 civils/militaires. Anglais courant indispensable.

### 0 1 EXPERT TELECOMS

Une expérience minimum de 5 ans dans le domaine des télécoms militaires vous a permis d'acquérir en plus des compétences techniques (architecture réseaux, protocoles de signalisation, ...) une bonne maîtrise des méthodes de conduite de projets.

Pour ces trois postes, la faculté d'autonomie des candidats ainsi qu'une bonne capacité rédactionnelle sont souhaitées.

Envoyer CV à SETICS - 194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS

Texas Instruments Software  
Paris La Défense



1500 personnes - 270 millions de dollars de CA en 1996  
N°1 mondial dans le domaine du Génie Logiciel avec  
COMPOSER - 1500 clients dans le monde - nous recherchons

## 20 Consultants

### EXPERIMENTES :

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans les métiers du développement ou du conseil en informatique. Vous connaissez les méthodes, les AGL, les bases de données relationnelles. Diplômés de l'enseignement supérieur (Bac+5), vous êtes familiers des environnements IBM gros systèmes ou client-serveur.

### DEBUTANTS :

Diplômés de l'enseignement supérieur (Bac+5), vous êtes motivés par une carrière de consultant dans les technologies de pointe.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Votre assistance, vos conseils, contribueront au succès des grands comptes dans la mise en place de solutions TEXAS INSTRUMENTS SOFTWARE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + saluete sous réf. TX04-97 à notre conseil, qui garantit toute confidentialité.

**NP Conseil**

1, rue des Berges - 93500 Pantin

## CIC Société Bordelaise

recrute

### UN CHARGÉ DE MISSION ORGANISATION/ INFORMATIQUE CONFIRMÉ

De formation BAC +4/5 (MIAGE, DESS Génie Logiciel, Ecole d'Ingénieur), vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans en organisation et/ou en informatique et dans la conduite de projets.

### UN CHARGÉ DE MISSION ORGANISATION/ INFORMATIQUE DÉBUTANT

De formation BAC +4/5 (MIAGE, DESS Génie Logiciel, Ecole d'Ingénieur), vous avez effectué un ou plusieurs stages en organisation et/ou en informatique.

Pour ces deux postes, vous suivez et mettez en oeuvre des projets organisationnels et informatiques et assurez l'interface entre les utilisateurs et les informaticiens.

Vous maîtrisez les outils bureautiques, votre connaissance du milieu bancaire serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions) à CIC Société Bordelaise Patrice Guibo - Direction des Ressources Humaines 20, Quai des Chartrons 33058 Bordeaux Cedex.

Entreprise de Conseil en Management, spécialiste des outils de simulation  
de gestion recherche un

## Ingénieur de Développement

Anglais courant

250/300 KF

Votre mission consiste à prendre en charge le développement d'applications de gestion et de simulation, vous réalisez tests, recettes et les documentez. Vous serez amené à conduire des actions de formation auprès des clients et à assister les consultants lors des séminaires.

De formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, passionné par la gestion et la finance ainsi que par l'informatique, vous avez une expérience de 2 ans au moins en développement dans un univers micro. Vous maîtrisez des outils tels que Delphi et les technologies de l'Internet (HTML, Java,...).

Votre capacité d'écoute et votre conscience professionnelle vous permettront de travailler de façon autonome et d'évoluer dans un environnement international très motivant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Candidat anonyme) sous la référence DT16360.



**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement Informatique

